

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LA COOPÉRATION ET LE DÉVELOPPEMENT

**FAITS NOUVEAUX ET QUESTIONS
SE RAPPORTANT AU PROGRAMME
DE TRAVAIL DE DOHA**

**QUI REVÊTENT UN INTÉRÊT PARTICULIER
POUR LES PAYS ARABES DANS LE CADRE
DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE
POUR LE DÉVELOPPEMENT**



NATIONS UNIES

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LA COOPÉRATION ET LE DÉVELOPPEMENT

**FAITS NOUVEAUX ET QUESTIONS
SE RAPPORTANT AU PROGRAMME
DE TRAVAIL DE DOHA**

**QUI REVÊTENT UN INTÉRÊT PARTICULIER
POUR LES PAYS ARABES DANS LE CADRE
DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE
POUR LE DÉVELOPPEMENT**

**Mina Mashayekhi, Bonapas Onguglo, Ralf Peters
et Taisuke Ito**



**NATIONS UNIES
New York et Genève, 2006**

Note

- Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.
-
- Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.
-
- Le texte de la présente publication peut être cité ou reproduit sans autorisation, sous réserve qu'il soit fait mention de ladite publication et de sa cote. Un exemplaire de la publication renfermant la citation ou la reproduction doit être adressé au secrétariat de la CNUCED à l'adresse suivante: aux bons soins du Secrétaire administratif, Division du commerce international des biens et services, et des produits de base, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse.

UNCTAD/DITC/TNCD/2005/9

PUBLICATION DES NATIONS UNIES

Copyright, © Nations Unies, 2006
Tous droits réservés

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Abréviations	iv
RÉSUMÉ ET REMERCIEMENTS	v
I. TENDANCES ET RÉSULTATS ÉCONOMIQUES DES PAYS ARABES	1
II. FAITS NOUVEAUX SE RAPPORTANT AU PROGRAMME DE TRAVAIL DE DOHA	7
III. DOMAINES SPÉCIFIQUES DE NÉGOCIATION	17
A. Agriculture	17
B. Coton.....	24
C. Accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA).....	25
D. Services	32
E. Questions relatives au développement	42
F. Facilitation des échanges	48
G. Règles de l'OMC	51
H. ADPIC.....	52
IV. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	55
V. ACCESSION À L'OMC	57
VI. ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX ET COOPÉRATION SUD-SUD.....	59
CONCLUSION	63
 Annexes	
I. Tableau 1. Exportations de marchandises des pays arabes (1995, 2000, 2003) et principaux partenaires	65
Tableau 2. Importations de marchandises des pays arabes (1995, 2000, 2003) et principaux partenaires	67
Tableau 3. Principaux pays arabes exportateurs de services dans des secteurs choisis.....	69
Tableau 4. Composition sectorielle des exportations de services des pays arabes.....	70
II. Déclaration d'Amman adoptée le 28 septembre 2005.....	73
III. Résultats de Hong Kong.....	83
IV. Déclaration ministérielle de Hong Kong.....	87

Abréviations

ACR	Accords commerciaux régionaux
AD	Antidumping
ADPIC	Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce
AMNA	Accès aux marchés pour les produits non agricoles
ANASE	Association des Nations de l'Asie du Sud-Est
ARM	Accord de reconnaissance mutuelle
ATV	Accord sur les textiles et les vêtements
CAFTA	Accord de libre-échange entre l'Amérique centrale et les États-Unis
CBI	Caribbean Basin Initiative
CCG	Conseil de coopération du Golfe
CDB	Convention sur la diversité biologique
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
CPI	Cinq parties intéressées
CT	Contingents tarifaires
CUEA	Conseil de l'unité économique arabe
EBE	Examen des besoins économiques
ECE	Entreprise commerciale d'État
FMI	Fonds monétaire international
GAFTA	Association panarabe de libre-échange
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
IG	Indications géographiques
IFI	Institutions financières internationales
ITCB	Bureau international des textiles et de l'habillement
MAFTA	Zone arabo-méditerranéenne de libre-échange
MC6	Sixième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce
MGS	Mesure globale de soutien
MIC	Mesures concernant les investissements et liées au commerce
MTS	Système commercial multilatéral
MSU	Mécanisme de sauvegarde d'urgence
NPF	Nation la plus favorisée
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCI	Organisation de la Conférence islamique
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONT	Obstacles non tarifaires
OTC	Obstacles techniques au commerce
PAC	Politique agricole commune
PDINPA	Pays en développement importateurs nets de produits alimentaires
PMA	Pays les moins avancés
PS	Produits spéciaux
PTD	Programme de travail de Doha
SGPC	Système global de préférences commerciales entre pays en développement
SPS	Sanitaire et phytosanitaire
MSS	Mécanisme de sauvegarde spéciale
TSD	Traitement spécial et différencié
UE	Union européenne
UMA	Union du Maghreb arabe

RÉSUMÉ

Le présent rapport a été établi à la demande des États arabes pour la réunion de haut niveau d'experts arabes et la Conférence ministérielle arabe sur la sixième Conférence ministérielle de l'OMC et les OMD, tenues à Amman du 26 au 28 septembre 2005. Il passe en revue les faits nouveaux se rapportant aux négociations commerciales multilatérales dans le cadre du Programme de travail de Doha depuis la décision du Conseil général de l'OMC du 1^{er} août 2004. Il examine les questions revêtant un intérêt pour les pays arabes dans leur préparation de la sixième Conférence ministérielle de l'OMC, du 13 au 18 décembre 2005 à Hong Kong (Chine) dans le cadre de la réalisation des OMD. Les négociations de Doha doivent réaliser les promesses de développement faites à la Conférence ministérielle de Doha et contribuer à la réalisation des OMD. La CNUCED a fourni un soutien précieux aux pays arabes durant ses quarante années d'existence. L'esprit de São Paulo et le Consensus de São Paulo (SPC), deux grands résultats de la onzième session de la Conférence, ont en outre renforcé le mandat dévolu à la CNUCED quant au traitement intégré du commerce et du développement et son rôle dans la mise en œuvre des OMD. À cette fin, la CNUCED continuera de soutenir les pays arabes dans leurs efforts pour la contribution effective du système commercial et des négociations commerciales au développement.

REMERCIEMENTS

Le présent rapport a bénéficié des contributions et des commentaires de Lakshmi Puri, Elisabeth Tuerk, Miho Shirotori, Verona Collantes, Michiko Hayashi, Lucian Cernat, Thomas Mathew, Wojciech Stawowy, Deepali Fernandes et Umer Ali.

I. TENDANCES ET RÉSULTATS ÉCONOMIQUES DES PAYS ARABES

Les 22 États arabes¹, dont six comptent parmi les pays les moins avancés (PMA), font partie des régions les plus diversifiées et les plus riches du monde, sur le plan non seulement culturel et géographique mais aussi économique. Ces pays ont des systèmes de gouvernement, des politiques commerciales et économiques et des avantages comparatifs différents. Les États arabes participent à plusieurs initiatives commerciales concourant à leur développement plus large. Onze pays – Bahreïn, Égypte, Jordanie, Koweït, Maroc, Oman, Qatar, Tunisie, Émirats arabes unis (EAU), Djibouti et Mauritanie – sont membres de l'OMC. Sept pays – Algérie, Arabie saoudite, Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Liban, Soudan et Yémen – sont en cours d'accession à l'OMC. La République arabe syrienne est candidate à l'OMC depuis 2001. Beaucoup d'États arabes participent à différentes initiatives commerciales ou d'intégration bilatérales et régionales. Plusieurs ont conclu et mettent en œuvre des accords de libre-échange avec l'Union européenne (UE) et négocient depuis peu des accords avec les États-Unis. Parmi les États arabes, l'intégration intrarégionale s'est intensifiée, notamment par l'Association panarabe de libre-échange (GAFTA), le Conseil de coopération du Golfe (CCG), l'Union du Maghreb arabe (UMA) et d'autres dispositifs. Étant donné la participation des États arabes à divers mécanismes de libéralisation du commerce, ils ont en général un régime commercial relativement ouvert, mais cette ouverture s'est soldée par des résultats contrastés.

Sur le plan de leur poids économique, le PIB total des États arabes était estimé en 2003 à 692 milliards de dollars, soit 1,9 % du PIB mondial total évalué à 36 billions de dollars. La population arabe totale s'élève à environ 303 millions d'habitants, soit 4,8 % de la population mondiale. L'Arabie saoudite a l'économie la plus importante des États arabes, avec un PIB de 207 milliards de dollars, soit environ 30 % du PIB arabe total. Elle est suivie par l'Égypte (11 %), les Émirats arabes unis (9,6 %), l'Algérie (9,4 %) et le Maroc (6,5 %). On trouve parmi les économies les plus petites les Comores, Djibouti, la Mauritanie, la Somalie (qui sont tous des PMA) et la Palestine.

En général, l'incidence de la pauvreté peut se révéler moins importante dans les États arabes que dans d'autres régions des pays en développement, mais elle persiste néanmoins. Selon un rapport récent de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), la pauvreté est très élevée dans la région de la CESAO; aggravée par le chômage et la violence, elle demeure donc un défi à relever². Le chômage, en particulier chez les femmes et les jeunes hommes, représente dans les États arabes un grand problème, que la rapidité de la croissance démographique accentue. Le PIB par habitant dans les États arabes est de 2 282 dollars, largement supérieur à celui de tous les pays en développement qui est de 1 438 dollars. Toutefois, on observe une variation importante du niveau de revenu à l'échelon sous-régional, comme entre et dans les pays. Les pays d'Asie occidentale jouissent en général d'un revenu par habitant relativement élevé d'environ 4 171 dollars en moyenne. Certains d'entre eux enregistrent un niveau de revenu très élevé, comme le Qatar (34 684 dollars), les Émirats arabes unis (22 130 dollars), le Koweït (13 641 dollars), Bahreïn (12 543 dollars), l'Arabie saoudite (8 561 dollars) et Oman (7 388 dollars). Les revenus par habitant des pays d'Afrique du Nord sont considérablement inférieurs à ceux de l'Asie occidentale, équivalant en moyenne à 1 346 dollars et avoisinant ceux des pays en développement en tant que groupe. De plus, huit États arabes ont des niveaux de PIB par habitant inférieurs à 1 000 dollars. Quatre PMA ont des niveaux de revenu plutôt faibles avec des revenus par habitant d'environ 249 dollars en moyenne.

¹ Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Comores (PMA), Djibouti (PMA), Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Koweït, Liban, Maroc, Mauritanie (PMA), Oman, Palestine, Qatar, Somalie (PMA), Soudan (PMA), Syrie, Tunisie et Yémen (PMA).

² CESAO, *Survey of Economic and Social Developments in the ESCWA Region 2005* (E/ESCWA/EAD/2005/5/Rev.1, 28 avril 2005).

La diversité de la taille économique des États arabes se traduit aussi par leurs structures économiques et commerciales. Onze d'entre eux, principalement en Asie occidentale, sont de grands exportateurs de pétrole tandis que les économies des autres pays sont relativement plus diversifiées dans le domaine de l'agriculture et de la production industrielle. Les États arabes de l'Asie occidentale (ainsi que l'Algérie et la Jamahiriya arabe libyenne) se caractérisent par une forte dépendance à l'égard de l'extraction des ressources naturelles, en particulier le pétrole. L'activité industrielle (qui comprend les industries extractives mais aussi la construction) représente environ 33 % de leur PIB³; il s'agit du secteur qui contribue le plus au PIB après celui des services (48 %). L'activité industrielle qui ne relève pas de la production représente 63 % du PIB pour le Qatar, 57 % pour les Émirats arabes unis, 52 % pour l'Arabie saoudite, 42 % pour le Koweït et 45 % pour Oman. Le PIB des pays d'Afrique du Nord provient en général à 14 % de l'agriculture, à 23 % de l'activité industrielle, à 14 % de la production industrielle et à 46 % des services. La production industrielle constitue une source importante de l'activité économique pour l'Égypte (20 % du PIB), la Tunisie (19 %) et le Maroc (17 %). Les États arabes ont une population rurale importante représentant de 30 à 60 % de la population totale, à quelques exceptions près (elle est inférieure à 20 % au Liban et en Jamahiriya arabe libyenne).

Dans plusieurs États arabes, la production agricole demeure la première source de revenus, à savoir pour les Comores (42 % du PIB), la Somalie (65 %), l'Iraq (32 %), le Soudan (31 %) et la Mauritanie (23 %). Le secteur des services devient de plus en plus celui qui contribue le plus au revenu intérieur brut et à l'emploi dans la plupart des États arabes. Il représente 74 % du PIB du Liban, 66 % de celui du Bahreïn, 65 % de celui de l'Iraq et 64 % de celui de la Jordanie et du Koweït.

Dans l'ensemble, la période qui va des années 70 aux années 80 a été marquée pour les États arabes par une croissance économique plutôt bonne et des gains positifs en termes d'assistance publique et sociale se traduisant par une plus grande égalité entre les revenus. Pour l'essentiel, cette croissance a été dynamisée par le niveau élevé des recettes pétrolières, les migrations de la main-d'œuvre et les envois de fonds aux pays d'origine, l'aide étrangère et la gestion des affaires publiques par l'État qui ont permis de réaliser les objectifs de développement. Cependant, à la fin des années 80, la chute du prix du pétrole, la croissance démographique, la hausse du chômage et l'augmentation des dépenses publiques ont montré que les États arabes n'étaient pas en mesure de soutenir leurs taux de croissance élevés et leurs dépenses axées sur le développement. La croissance du PIB à l'échelle de la région pour la période 1981-1990 s'est située à 2,4 %. La situation économique s'est en général améliorée de 1991 à 2002 et ultérieurement. Le taux de croissance du PIB s'est élevé à 3,1 % et s'est situé en 2003 à 5,1 %, encore une fois grâce à une forte hausse des prix pétroliers, une augmentation de la production de pétrole brut pour les économies pétrolières et une amélioration des conditions agricoles dans la région du Maghreb⁴.

En 2004, les États arabes ont connu dans leur ensemble une croissance économique stable par rapport à celle de l'économie mondiale (4 %) et à celle des pays en développement (entre 5 et 5,5 %). Parmi les États arabes, certains ont enregistré des résultats économiques importants, alors que d'autres en ont obtenu de médiocres. L'Asie occidentale⁵ a été particulièrement performante, avec un taux de croissance de 6,2 % contre 5,2 % en 2003. La croissance a été particulièrement forte pour les Émirats arabes unis (6,0 %), l'Arabie saoudite (5,5 %) et la Jordanie (5,0 %).

³ Turquie et République islamique d'Iran comprises.

⁴ Banque mondiale, *Middle East and North Africa Region Strategy Paper*, mis à jour en juin 2004. On notera que la Banque mondiale tient compte des pays suivants: Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Cisjordanie et bande de Gaza, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Koweït, Liban, Malte, Maroc, Oman, Qatar, République arabe syrienne, Soudan, Tunisie et Yémen.

⁵ Turquie et République islamique d'Iran comprises.

Ce résultat est directement lié à l'apport des recettes exceptionnelles générées par la hausse des prix pétroliers, investi dans les pays exportateurs de pétrole. Les autres États arabes voisins ont indirectement bénéficié des pays exportateurs de pétrole par un accroissement de la demande en termes d'exportations, d'afflux de capitaux et d'envois de fonds par la main-d'œuvre aux pays d'origine. Le taux de croissance économique des États arabes d'Afrique du Nord en 2004 était en moyenne d'environ 5 %, c'est-à-dire légèrement inférieur à 2003 (5,5 %). Il correspondait à un taux de croissance de 4,0 % pour le Maroc, de 5,0 % pour la Tunisie et l'Égypte et de 7,5 % pour l'Algérie. Les résultats économiques positifs de ces pays ont été soutenus par une hausse des prix des produits de base. Les quatre PMA africains ont enregistré en 2003 un taux de croissance faible, de 2,4 % à 5,4 % (3 % pour Djibouti, 2,4 % pour les Comores, 5,4 % pour la Mauritanie et 3,5 % pour la Somalie). Comme on peut le constater, à quelques rares exceptions, la croissance économique des États arabes – bien qu'en progression et vigoureuse dans certains cas – est encore inférieure au taux de croissance annuel de 7 % nécessaire à la réalisation en temps voulu des OMD.

En matière de résultats commerciaux, le total des exportations de marchandises des États arabes s'est élevé à 374 milliards de dollars⁶ en 2004, soit environ 4,2 % du total des exportations mondiales. Parmi les pays arabes, l'Arabie saoudite est le plus grand exportateur avec des exportations s'élevant à 107 milliards de dollars, soit 29 % du total des exportations arabes (ou 1,2 % du total mondial), suivie par les Émirats arabes unis (21 %), l'Algérie (9 %) et le Koweït (9 %). Les PMA africains sont restés en marge du commerce mondial et rencontrent des difficultés pour s'intégrer pleinement au système commercial international. Les exportations de la Mauritanie, de la Somalie, de Djibouti et des Comores représentent une part insignifiante des exportations arabes (moins de 0,1 % du total des exportations arabes). En 2004, les exportations arabes ont augmenté de 28,5 % contre 19,4 % l'année précédente. Les exportations d'Afrique du Nord se sont accrues de 29,7 % et celles d'Asie occidentale de 28,2 %. Les exportateurs les plus dynamiques ont été les pays producteurs de pétrole comme l'Iraq (60,5 %), le Koweït (58,7 %), le Soudan (48,6 %), la Jamahiriya arabe libyenne (40,8 %) et les Émirats arabes unis (36,9 %). Au cours des années précédentes, de 2000 à 2003, les exportateurs dynamiques ont été Djibouti (avec une hausse annuelle des exportations de 72 %), le Liban (27 %), la Jordanie (21 %), les Comores (18 %) et le Soudan (14 %).

Les exportations de marchandises en provenance des États arabes se caractérisent par une forte concentration sur les carburants. Tel est le cas en particulier des pays du CCG, ainsi que l'Algérie, l'Égypte, la Jamahiriya arabe libyenne, la République arabe syrienne, le Soudan et le Yémen. Trois produits de pétrole (SH 27.09-11) représentent 97 % des exportations de l'Algérie, 94 % du Koweït, 87 % du Qatar, 86 % de l'Arabie saoudite, 80 % d'Oman, 79 % du Soudan, 71 % de la République arabe syrienne, 68 % des Émirats arabes unis et 41 % de l'Égypte. Le pétrole brut (SH 27.09) représente à lui seul 84 % des exportations de l'Arabie saoudite, 68 % d'Oman, 63 % de la République arabe syrienne, 58 % du Koweït, 51 % des Émirats arabes unis et 46 % de l'Algérie. Le Bahreïn et le Soudan sont tributaires du pétrole raffiné (SH 27.10), respectivement pour 71 % et 78 % de leurs exportations totales. Le Liban, la Jordanie et le Bahreïn exportent des quantités importantes de minerais et de métaux (or, aluminium et fer). La concentration sur quelques produits d'exportation est moins prononcée pour les pays non producteurs de pétrole. Les recettes des exportations proviennent d'abord du secteur manufacturier, soit 82 % des exportations totales pour la Tunisie (en 2002), 65 % pour la Jordanie et le Maroc et 63 % pour le Liban et 35 % pour l'Égypte. Les principaux produits exportés concernent les textiles et les vêtements qui représentent de 30 à 60 % des exportations totales des principaux exportateurs industriels. La structure de l'exportation dans ces pays est toutefois marquée par une absence relative de haute technologie et d'exportations manufacturées.

⁶ Palestine non comprise.

Il convient aussi de noter la concentration sur les marchés d'exportation des États arabes. Pour 11 d'entre eux, le plus grand marché d'exportation absorbe à lui seul plus de 50 % de leurs exportations. Cette part s'élève à 85 % pour la Jamahiriya arabe libyenne, 80 % pour la Tunisie, 76 % pour le Maroc et 71 % pour le Bahreïn. L'Union européenne est à elle seule la plus importante destination d'exportation pour huit pays arabes, notamment pour les pays d'Afrique du Nord. Les États-Unis sont le plus grand marché d'exportation pour l'Iraq (55 %) et la Jordanie (22 %); et le Japon, pour les Émirats arabes unis (31 %) et le Qatar (29 %). Les exportations à destination de pays en développement, en particulier à l'extérieur de la région, sont aussi à remarquer, Taiwan, province de Chine, étant la principale destination d'exportation pour l'Arabie saoudite (31 %), et la Chine pour le Soudan (65 %) et le Yémen (31 %). Le commerce intra-arabe est resté faible par rapport à celui avec les pays non arabes. La part du commerce entre États arabes rapportée à leur commerce total durant la période 1998-2002 s'est élevée en moyenne à 8,4 %. Néanmoins, comme le pétrole constitue une part importante des exportations arabes (70 %) destinées aux marchés mondiaux et pour l'essentiel à des États non arabes, il est à noter que le commerce entre États arabes rapporté à leur commerce total s'est accru d'environ 50 % entre 1998 et 2003.

Concernant les importations de marchandises, le montant total des importations de marchandises dans les États arabes s'est élevé à 255 milliards de dollars en 2004, soit 3,3 % du total mondial des importations de biens. Les Émirats arabes unis qui absorbent 60 milliards de dollars, soit 23,7 % des importations totales des États arabes, sont le plus grand importateur de la région, suivis par l'Arabie saoudite (17,5 %), l'Algérie (7,1 %), le Maroc (6,9 %) et l'Iraq (5,2 %). La région dans son ensemble a enregistré un excédent du commerce de marchandises de 120 milliards de dollars en 2004, soit 47 % des importations totales, principalement attribuable aux principaux pays producteurs de pétrole, dont l'Arabie saoudite à hauteur de 59 milliards de dollars, les Émirats arabes unis (22 milliards de dollars) et l'Algérie (11 milliards de dollars). L'Égypte, le Liban, le Maroc, la Tunisie et la Jordanie ont enregistré des déficits commerciaux de 3 à 9 milliards de dollars. Les quatre pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (PDINPA) parmi les pays arabes – l'Égypte, la Jordanie, la Tunisie et le Maroc – ont enregistré un déficit de 4,7 milliards de dollars en 2002 en termes de produits alimentaires et de matières premières. Les importations agricoles ont atteint 25 milliards de dollars, soit 6 % du commerce international des produits agricoles, dépassant dans une large mesure les exportations agricoles estimées à 6 milliards de dollars, soit 1 % des exportations internationales de produits agricoles.

La composition des importations des États arabes par produit met en évidence une concentration inférieure aux exportations. Les 20 premiers produits importés représentent de 30 à 40 % des importations totales. Parmi eux, on trouve des carburants (pétrole), des produits alimentaires (blé, maïs), des produits chimiques, des biens manufacturés et autres produits transformés, machines et engins de transport. Parallèlement, la concentration des sources d'importation est importante. L'Union européenne est le plus gros fournisseur pour 19 États arabes, et son importance est particulièrement décisive dans le cas de la Tunisie (73 % des importations totales), de la Jamahiriya arabe libyenne (64 %), du Maroc (59 %), de la Mauritanie (58 %) et de l'Algérie (57 %).

Les droits de douane sont relativement faibles pour beaucoup d'États arabes. Les droits de douane représentaient en moyenne 3,8 % au Koweït, 4,2 % au Qatar, 5,8 % au Liban, 6,1 % en Arabie saoudite, 7,8 % au Bahreïn et 8,1 % à Oman. Les autres États arabes ont des droits de douane allant de 14 à 30 % comme l'Algérie (18,5 %), l'Égypte (19,1 %), la Jordanie (14,1 %), le Maroc (30,1 %) et le Soudan (24,1 %).

En 2003, le total des exportations de services des États arabes a été estimé à 34 milliards de dollars, soit 1,9 % des exportations mondiales de services, preuve d'une légère baisse par rapport à 2001 où ces exportations représentaient 43 milliards de dollars (2,9 % des exportations mondiales de services). La part des États arabes dans le commerce mondial des services a baissé depuis 1980, année où elle représentait environ 5 % du total mondial. Les principaux exportateurs de services sont l'Arabie saoudite, l'Égypte, les Émirats arabes unis, le Maroc et la Tunisie. L'importance des exportations de services est relativement moins prononcée par rapport à d'autres pays. Les services représentent en moyenne 13 % des exportations totales des États arabes pour lesquels on dispose de données, contre 20 % pour le monde entier. Toutefois, certains pays sont particulièrement tributaires des exportations de services, comme c'est le cas pour l'Égypte (67 %), le Maroc (37 %), la Jordanie (31 %) et la Tunisie (27 %). Les importations de services des États arabes se sont élevées à 53 milliards de dollars, soit 2,9 % des importations mondiales de services en 2003. Les principaux importateurs sont l'Arabie saoudite (39 %), les Émirats arabes unis (19 %), le Koweït (12 %), l'Égypte (12 %) et le Maroc (5 %).

II. FAITS NOUVEAUX SE RAPPORTANT AU PROGRAMME DE TRAVAIL DE DOHA

Progrès généraux dans les négociations de Doha

Le lancement du Programme de travail de Doha (PTD) par la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue à Doha (Qatar) en novembre 2001 a marqué une étape importante pour le système commercial multilatéral (MTS). Il a inauguré un nouveau cycle de négociations commerciales permettant de poursuivre le processus de libéralisation multilatérale, mais avec le souci particulier de mettre au cœur des négociations les besoins et les intérêts des pays en développement. En dépit d'un travail technique intensif, les progrès tangibles réalisés dans la mise en œuvre du Programme de travail de Doha ont été lents. De plus, la cinquième Conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue à Cancún (Mexique) en septembre 2003 s'est soldée par une impasse, laquelle a commencé à faire planer une certaine incertitude sur l'avenir des négociations de Doha et la viabilité même du MTS.

C'est dans ce contexte plutôt pessimiste que la décision du Conseil général définissant des cadres pour de nouvelles négociations a fait l'objet d'un accord le 1^{er} août 2004 (l'ensemble de résultats de juillet)⁷, lequel a remis les négociations de Doha sur la bonne voie. Cette décision était l'aboutissement de négociations complexes et difficiles, faisant intervenir d'intenses consultations à Genève, dans les capitales et autres lieux ainsi que des compromis essentiels entre les partenaires commerciaux, dont des groupements et des coalitions thématiques (G-20⁸, G-10⁹, G-33¹⁰, G-90¹¹ et les Cinq parties intéressées¹²). Les alliances renforcées des pays en développement ont réussi à recentrer les négociations de Doha sur les questions commerciales essentielles et ont permis de mettre en avant leurs préoccupations spécifiques en matière de développement. À titre individuel et du fait de leur appartenance à certains groupements régionaux dont l'Union africaine, les PMA, les pays ACP, les pays en développement sans littoral et le G-20, les États arabes ont participé activement aux négociations. En juin 2004, la onzième session de la Conférence, première grande conférence intergouvernementale organisée après la cinquième Conférence ministérielle de l'OMC, et le Consensus de São Paulo ont créé un esprit constructif et renforcé la confiance parmi les États, d'où un climat positif pour les négociations de l'OMC ayant mené à l'adoption de l'ensemble de résultats de juillet.

L'ensemble de résultats de juillet définit le cadre, la structure et l'orientation des négociations futures dans quatre domaines essentiels, à savoir l'agriculture et le coton, l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA), les services et les questions relatives au développement. Il a réaffirmé l'importance de préférences commerciales existant de longue date et la nécessité d'aborder la question de l'érosion de ces préférences et celle du coton. Par consensus explicite, l'ensemble de résultats de juillet a lancé des négociations sur la facilitation des échanges.

⁷ *Décision du Conseil général du 1^{er} août 2004* (WT/L/579, 2 août 2004).

⁸ L'Afrique du Sud, l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Chine, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, l'Égypte, El Salvador, l'Équateur, le Guatemala, l'Inde, le Mexique, le Nigéria, le Pakistan, le Paraguay, le Pérou, les Philippines, la Thaïlande et le Venezuela.

⁹ La Bulgarie, la Corée, Israël, le Japon, le Liechtenstein, Maurice, la Norvège, la Suisse et la province chinoise de Taiwan.

¹⁰ Antigua-et-Barbuda, la Barbade, le Belize, le Botswana, la Corée, Cuba, la Grenade, le Guyana, Haïti, le Honduras, l'Indonésie, la Jamaïque, le Kenya, Maurice, la Mongolie, le Nicaragua, le Nigéria, l'Ouganda, le Pakistan, le Panama, le Pérou, les Philippines, la République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, le Suriname, la République-Unie de Tanzanie, Trinité-et-Tobago, la Turquie, le Venezuela, la Zambie et le Zimbabwe.

¹¹ Le G-90 comprend essentiellement les pays ACP, l'Afrique et les PMA.

¹² L'Australie, le Brésil, l'Union européenne, l'Inde et les États-Unis.

Il est important que la Décision ait explicitement dissocié les trois questions de Singapour¹³ du Programme de travail de Doha en disposant que rien ne serait entrepris pendant le Cycle de Doha en la matière et qu'elles ne seraient pas incluses dans l'engagement unique. Une étape décisive a été franchie dans la mesure où les modalités des négociations sur la facilitation des échanges (annexe D de l'ensemble de résultats de juillet) ont prévu l'engagement *ex ante* d'assurer un soutien pour le renforcement des capacités, et disposé que l'étendue des engagements et le moment auquel ceux-ci seront contractés seraient liés aux capacités de mise en œuvre des pays en développement. La Décision a établi un délai flexible et réaliste pour la poursuite et la conclusion des négociations par leur prorogation au-delà du 1^{er} janvier 2005, et au moins jusqu'à la sixième session de la Conférence ministérielle de l'OMC (MC6), en fixant des échéanciers pour certains aspects du programme de travail, dont l'examen du traitement spécial et différencié (TSD) (juillet 2005), les questions relatives à la mise en œuvre (juillet 2005), et les services (mai 2005 pour la présentation des offres révisées). Pour ce qui est de l'agriculture et de l'AMNA, il n'a pas été fixé d'échéanciers à moyen terme avant la conclusion des négociations. Les membres de l'OMC sont parvenus par la suite à un consensus sur l'élaboration d'une première approximation des modalités pour l'agriculture et l'AMNA pour juillet 2005.

L'ensemble de résultats de juillet a marqué dans les négociations le début d'une nouvelle et difficile étape car les négociations sur un certain nombre de questions spécifiques et de paramètres essentiels ont été reportées à une date ultérieure. Un débat d'ensemble qui a eu lieu à la cinquante et unième session du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED en octobre 2004 a confirmé que la nouvelle étape des négociations serait techniquement et politiquement plus délicate, et a mis l'accent sur la nécessité de maintenir et d'entretenir la dynamique de la négociation retrouvée juste avant l'adoption de l'ensemble de résultats de juillet. Les États membres de la CNUCED ont souligné que la principale difficulté était de répondre, dans le cadre des négociations de fond, à l'engagement pris à Doha de mettre les besoins et les intérêts des pays en développement au cœur du programme de travail.

Les négociations engagées depuis août 2004 ont été axées sur des détails techniques et des paramètres qui ont été exclus des Cadres sur l'agriculture et l'AMNA. Les négociations sur les services se sont poursuivies sur la base de l'offre et de la demande, en s'attachant à l'amélioration des offres initiales, en particulier concernant le mode 4 et les négociations sur les règles. Conformément à l'ensemble de résultats de juillet, des négociations ont été lancées sur la facilitation des échanges. Le Sous-Comité du coton a été établi sous les auspices de la session spéciale du Comité sur l'agriculture. Les discussions ont été relancées sur les questions du TSD et de la mise en œuvre. L'objectif immédiat des négociations qui ont suivi l'adoption de l'ensemble de résultats de juillet était de conclure un accord pour juillet 2005 sur une première approximation des modalités pour l'agriculture et l'AMNA et de parvenir à un accord sur un ensemble d'éléments concernant d'autres questions de négociation.

Un élan politique a été insufflé par une série de miniréunions ministérielles, notamment à Davos (23 janvier 2005), au Kenya (du 2 au 4 mars), à Paris (3 et 4 mai) et à Dalian (12 et 13 juillet). Le Sommet du G-8 à Gleneagles (du 6 au 8 juin), en préconisant de redoubler d'ardeur pour aboutir à des résultats ambitieux et équilibrés dans le cadre des négociations de Doha, a fait de la politique commerciale la priorité des priorités pour l'année à venir. Le Sommet du Sud (du 12 au 16 juin), la Conférence des ministres du commerce de l'Union africaine (du 5 au 9 juin) et la réunion des ministres responsables du commerce des PMA (25 et 26 juin), ainsi que la réunion des ministres responsables du commerce des pays en développement sans littoral (10 août) ont défini des positions communes pour la sixième Conférence ministérielle de l'OMC (voir encadré 1).

¹³ Les autres questions de Singapour concernaient le commerce et l'investissement, le commerce et la concurrence, et la transparence des marchés publics.

La Conférence ministérielle des États arabes qui s'est tenue à Amman (Jordanie) en septembre 2005 contribuera par la suite aux intérêts prioritaires des États arabes et fournira une position de négociation commune. Plusieurs alliances comme le G-33, le G-20, le Groupe de Cairns et les Cinq parties intéressées (CPI) ont déployé des efforts pour favoriser la conclusion d'un accord sur l'agriculture. De nouveaux groupes se forment comme la nouvelle Quadrilatérale, qui réunit l'Union européenne, les États-Unis, l'Inde et le Brésil pour trouver des solutions de compromis aux questions délicates. Outre ces événements axés sur l'OMC, les négociations sur le Programme de travail de Doha peuvent être influencées par la conjoncture extérieure. Celle-ci a été marquée par des préoccupations liées à la résurgence de tendances protectionnistes sur certains marchés; les incidences du débat entre les pays membres de l'Union européenne au sujet du projet de budget de l'Union pour 2007-2013 et la réforme probable de la politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne; la prorogation souhaitée du mandat de l'Autorité des États-Unis pour la promotion du commerce cette année jusqu'au 1^{er} juillet 2007, et l'approbation par le Congrès des États-Unis du maintien de l'appartenance du pays à l'OMC et de l'Accord de libre-échange d'Amérique centrale (CAFTA), qui témoignent de la volonté accrue des États-Unis de jouer les premiers rôles dans la libéralisation du commerce au niveau mondial.

**Encadré 1. Quelques-unes des dispositions de la Déclaration du Caire
et de la feuille de route sur le Programme de travail de Doha
de l'Union africaine (9 juin 2005)**

Agriculture

- Ménager des marges de manœuvre permettant de poursuivre des politiques agricoles qui sous-tendent les objectifs de développement, les stratégies pour la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et l'amélioration des conditions d'existence, tout en garantissant un plus grand accès aux marchés des produits agricoles tant primaires que transformés.
- Éliminer toutes les formes de subventions à l'exportation des produits agricoles avec une date butoir crédible. Cette élimination se fera sans préjudice du traitement spécial et différencié (TSD) des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (PDINPA) et des PMA.
- Assurer la mise en œuvre urgente de la Décision de Marrakech sur les PDINPA et les PMA ainsi qu'une réflexion claire sur la composante de TSD de toutes les disciplines à élaborer en matière de crédits à l'exportation.
- Prendre en compte pleinement les intérêts des pays bénéficiaires de l'aide alimentaire dans l'élaboration des disciplines dans ce domaine.
- Prendre en compte pleinement les intérêts des pays bénéficiaires de l'aide alimentaire dans l'élaboration des disciplines dans ce domaine.
- Exempter les pays africains des engagements de réduction *de minimis*.
- Mettre en place des solutions spécifiques et concrètes aux problèmes de l'érosion des préférences dans le cadre de l'OMC.
- Mettre en œuvre intégralement le principe de proportionnalité dans l'abaissement des tarifs, et établir des modalités significatives en matière de produits spéciaux (PS) et de mesures de sauvegarde spéciale (MSS).

- Accorder un accès aux marchés consolidé, en franchise de droits et sans contingent pour les produits agricoles originaires des PMA.

Coton

- Éliminer toutes les subventions à l'exportation et les mesures de soutien interne en matière de coton.
- Mettre en place un fonds de soutien d'urgence pour le coton et honorer l'engagement relatif aux aspects de l'initiative sur le coton liés au développement.
- Accorder un accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent pour le coton et ses produits dérivés originaires des PMA africains producteurs et exportateurs de coton.

AMNA

- Garantir la capacité et la flexibilité permettant d'éliminer le risque de désindustrialisation et ses conséquences négatives sur la réduction de la pauvreté.
- Élaborer une formule appropriée ou un mécanisme de réduction tarifaire permettant de mettre en œuvre une politique industrielle, des objectifs de diversification et d'accorder la priorité aux principes de non-réciprocité, de traitement spécial et différencié et de réciprocité moins que totale, et à des négociations parallèles sur les obstacles non tarifaires.
- Accorder des flexibilités aux pays africains pour leur permettre de déterminer la portée de leurs consolidations.
- Mettre en place un mécanisme permettant de résoudre les problèmes de l'érosion des préférences dans le cadre de l'OMC.

Services

- Faire en sorte que les Lignes directrices et procédures sur les négociations demeurent la base des négociations.
- Obtenir des améliorations substantielles et des résultats économiques significatifs en matière d'accès aux marchés dans les secteurs et modes de fourniture présentant un intérêt à l'exportation pour les pays africains, en particulier dans le cadre du mode 4.
- Achever l'exercice d'évaluation multilatérale, avec des résultats spécifiques qui garantiraient des ajustements appropriés pendant les négociations.
- Mettre en place rapidement un mécanisme de sauvegarde d'urgence.
- Assurer la mise en œuvre effective de l'article IV de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) et une assistance technique renforcée et ciblée pour les pays africains pendant la phase de présentation de demandes et d'offres.

Questions relatives au développement

- Achever l'examen de toutes les propositions en suspens relatives au traitement spécial et différencié, axées sur des accords particuliers, et les travaux sur toutes les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre. Amender l'Accord sur les ADPIC afin d'intégrer la Décision sur les ADPIC et la santé publique du 30 août 2003.

Facilitation des échanges

- Assurer une synergie entre le niveau des engagements, le coût et la disponibilité des ressources permettant la mise en œuvre de tout résultat éventuel et la fourniture de ressources financières et techniques pour le renforcement des capacités des pays en développement et des pays les moins avancés.

Règles

- Tenir compte des principes de la réciprocité moins que totale, de l'asymétrie dans l'accès aux marchés et des préoccupations en matière de développement des pays africains s'engageant dans des accords commerciaux régionaux avec les pays développés en vertu de l'article XXIV du GATT de 1994 et l'article V de l'Accord général sur le commerce des services.

PMA

- Faire en sorte que les PMA soient exemptés de contracter tout engagement de réduction.
- Accroître le soutien aux PMA afin d'améliorer leur compétitivité à l'exportation et notamment leur capacité à satisfaire aux mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et autres règles.

Accession

- Inviter tous les membres de l'OMC à favoriser et à accélérer l'accession des pays africains à l'OMC.
- Souligner l'impérieuse nécessité de mettre en œuvre de manière effective les Lignes directrices sur les procédures de l'accession à l'OMC des PMA, adoptées par le Conseil général en décembre 2002.
- Insister sur le fait que les pays accédants ne doivent pas être contraints de négocier des concessions allant au-delà des règles généralement admises dans l'institution ni de souscrire à certaines exigences au sujet de clauses encore à l'examen dans le cadre du Cycle de Doha.

Toutefois, peu de progrès ont été accomplis jusqu'en juillet 2005, en particulier dans le domaine de l'agriculture. Les questions dites «portail» relatives à la méthode de calcul des équivalents *ad valorem* (EAV) ont retardé les discussions dans tous les secteurs des négociations sur l'agriculture et finalement celles concernant d'autres questions de négociation. En conséquence, les objectifs ont été considérablement revus à la baisse à l'approche de la fin juillet, et le Président du Comité des négociations commerciales de l'OMC a fait rapport au Conseil général sur l'état des négociations dans tous les domaines et noté qu'en la matière «... les

progrès sont insuffisants»¹⁴. Fondamentalement, les membres de l'OMC n'ont pas été en mesure, suivant le mandat fixé par l'ensemble de résultats de juillet, d'obtenir une première approximation des modalités pour l'agriculture et pour l'AMNA; une masse critique d'offres qualitatives dans le secteur des services; des progrès sensibles en matière de règles et de facilitation des échanges; une masse critique de propositions commercialement significatives en matière de traitement spécial et différencié et autres questions de développement; et des conclusions claires tirées du programme de travail sur des questions comme les petites économies vulnérables, le commerce, la dette et le financement ainsi que le commerce et le transfert de technologie. Ce nouveau retard quant aux résultats provisoires escomptés des négociations a accru la charge de travail des membres de l'OMC et la pression s'exerçant sur eux dans le cadre de l'élaboration en temps voulu d'un accord général pour la sixième Conférence ministérielle de l'OMC.

Le succès de la sixième Conférence ministérielle de l'OMC est essentiel

Il y a un consensus international pour reconnaître que les négociations du Cycle de Doha doivent être conclues au plus tard à la fin 2006, afin que le commerce puisse dynamiser de manière importante la croissance économique, l'emploi et le développement de tous les pays et notamment des pays en développement comme les États arabes. Par exemple, la réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2005 («le Sommet mondial de 2005»), laquelle a rassemblé des chefs d'État et de gouvernement, a été pour eux l'occasion de réaffirmer leur volonté de faire diligence pour appliquer les volets du Programme de travail de Doha se rapportant au développement (voir encadré 2)¹⁵.

**Encadré 2. Éléments de développement clefs du Document final
du Sommet mondial de 2005 (du 14 au 16 septembre)**

- Nous réaffirmons avec force notre volonté d'assurer la réalisation intégrale, dans les délais prescrits, des buts et objectifs de développement convenus à l'occasion des grandes conférences et réunions au sommet des Nations Unies, notamment ceux arrêtés au Sommet du Millénaire et connus sous le nom d'objectifs du Millénaire pour le développement, lesquels ont imprimé un nouvel élan aux efforts déployés pour éliminer la pauvreté.
- Nous réaffirmons notre volonté d'éliminer la pauvreté et de promouvoir une croissance économique soutenue, le développement durable et la prospérité pour tous dans le monde entier. Nous sommes encouragés par la réduction de la pauvreté constatée récemment dans certains pays et nous sommes résolus à renforcer et à étendre cette tendance au monde entier. Nous demeurons toutefois préoccupés par la lenteur et les disparités observées dans l'élimination de la pauvreté et dans la réalisation des autres objectifs de développement dans certaines régions. Nous nous engageons à promouvoir le développement des secteurs productifs des pays en développement afin de leur permettre de participer véritablement à la mondialisation et d'en tirer pleinement avantage. Nous soulignons qu'il est impérieux pour tous d'agir, notamment dans le cadre de stratégies et d'efforts nationaux de développement plus ambitieux soutenus par une coopération internationale accrue.
- Nous décidons d'adopter en 2006 au plus tard et de mettre en œuvre des stratégies nationales de développement pour atteindre les buts et objectifs de développement convenus au niveau international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement.

¹⁴ OMC, TN/C/5, 28 juillet 2005.

¹⁵ A/59/HLPM/CRP.1/Rev.2.

- Un système commercial multilatéral universel, réglementé, ouvert, non discriminatoire et équitable et une véritable libéralisation du commerce sont de nature à stimuler considérablement le développement dans le monde entier, ce dont peuvent bénéficier tous les pays, quel que soit leur niveau de développement. À cet égard, nous réaffirmons que nous attachons une grande importance à la libéralisation du commerce et que nous sommes résolus à veiller à ce que le commerce contribue au maximum à promouvoir la croissance économique, l'emploi et le développement pour tous.
- Nous sommes résolus à faire le nécessaire pour que les pays en développement, en particulier les moins avancés, participent pleinement au système commercial mondial afin de satisfaire leurs besoins de développement économique, et réaffirmons combien il nous importe que les pays en développement aient pour leurs exportations un accès plus large et mieux assuré aux marchés.
- Nous nous efforcerons d'atteindre l'objectif du Programme d'action de Bruxelles qui consiste à ce que les pays les moins avancés aient accès pour tous leurs produits d'exportation, en franchise de droits et sans contingent, aux marchés des pays développés et à ceux des pays en développement qui sont en mesure de leur accorder cet accès, et nous aiderons les pays les moins avancés à surmonter les difficultés qu'ils rencontrent sur le plan de l'offre.
- Nous sommes résolus à favoriser et à promouvoir un accroissement de l'aide pour renforcer les capacités des pays en développement en matière de production et d'échanges commerciaux, ainsi qu'à prendre d'autres mesures dans ce sens, et nous nous félicitons de l'appui considérable déjà fourni.
- Nous nous attacherons à accélérer et à favoriser l'accession des pays en développement et des pays en transition à l'Organisation mondiale du commerce, compte tenu des critères de cette organisation, sachant combien il importe que tous les pays soient intégrés dans un système commercial mondial réglementé.
- Nous ferons diligence pour appliquer les volets du Programme de travail de Doha se rapportant au développement.

La réalisation de ce consensus international exige que la sixième Conférence ministérielle de l'OMC (MC6) qui se tient à Hong Kong (Chine) du 13 au 18 décembre 2005 soit un succès. Cette sixième Conférence ministérielle devrait prendre des décisions essentielles pour mettre pleinement en œuvre l'ensemble de résultats de juillet. Le rapport du Président du Comité des négociations commerciales de l'OMC au Conseil général de cette dernière organisation en juillet 2005 a identifié le «chemin critique» jusqu'à la sixième Conférence ministérielle de l'OMC. Il a été souligné que dans le cadre de la préparation de cette conférence, les négociations seraient intenses et seraient menées avec la participation de ministres et de représentants dépêchés par les autorités nationales. Il faut trouver un juste milieu et des solutions de compromis dans le cadre d'un engagement unique, en particulier pour mettre définitivement au point les modalités pour l'agriculture et l'AMNA, ainsi que pour parvenir à une masse critique d'offres dans le secteur des services, et convenir de mesures d'application concrète concernant les questions de développement et le coton. Afin de garantir une gestion cohérente du processus de négociation, il a été proposé d'éviter d'organiser des réunions ministérielles informelles en dehors de Genève, d'accroître la participation des hauts fonctionnaires et des ministres dépêchés par les autorités nationales et de réduire les activités ordinaires de l'OMC. Au nombre des enseignements tirés des conférences ministérielles de Seattle et de Cancún figure la nécessité impérieuse de trouver un accord sur les

principales questions de fond et modalités à Genève avant la sixième Conférence ministérielle et de privilégier parmi les questions intéressant les pays en développement les solutions qui contribuent le plus à la lutte contre la pauvreté.

Par conséquent, jusqu'à la sixième Conférence ministérielle de l'OMC, il faut redynamiser le processus de négociation en lui donnant un nouvel élan politique collectif, en particulier de la part des pays développés, pour réaliser des avancées ambitieuses vers la réalisation des promesses contenues dans le Programme de travail de Doha en matière de développement. Il importe d'enregistrer des progrès équilibrés et parallèles au sein de chaque domaine de négociation et entre chaque domaine et d'aboutir à un accord axé sur le développement. La réalisation de progrès de fond dans les négociations sur l'agriculture est une condition préalable à une percée dans l'ensemble des négociations. Il est également essentiel que d'importantes initiatives soient prises en faveur du développement dans le cadre des négociations, suivant le mandat fixé par la Déclaration de Doha.

Les États arabes ont adopté des politiques d'intégration dans le système commercial multilatéral afin d'en bénéficier. Comme on l'a noté précédemment, 11 États arabes sur 22 sont membres de l'OMC et 7 sont en cours d'accession à l'Organisation. Les États arabes ont accueilli deux des conférences ministérielles fructueuses de l'OMC, à savoir la Conférence de Marrakech des parties contractantes du GATT en 1994 qui a conclu le Cycle de l'Uruguay Round et la Conférence de 2001 qui a lancé les négociations de Doha. Les enjeux des États arabes sont considérables dans les négociations de Doha (comme il a été dit plus haut concernant la réalisation des OMD), et ces États doivent donc clairement identifier leurs intérêts prioritaires et déterminer les stratégies à mettre en œuvre pour servir ces priorités pendant les négociations. Ils reconnaissent parallèlement la nécessité pour la sixième Conférence ministérielle de l'OMC d'aboutir à des résultats positifs permettant de répondre pleinement à l'ambition des négociations du Cycle de Doha, y compris en classant par ordre de priorité les besoins et intérêts des pays en développement, comme les États arabes, dans les résultats.

Le système commercial multilatéral et les OMD

Le commerce international contribue à la production de ressources et à l'obtention de gains de développement qui peuvent favoriser la réalisation des OMD. Le commerce est effectivement lié d'une manière indissociable à leur réalisation. Ce lien – preuve que le commerce est une force qui doit donner pleinement dans la lutte contre la pauvreté et pour la promotion du développement – est mis clairement en évidence par le consensus qui s'est dégagé de la Déclaration du Millénaire, du Consensus de Monterrey, du Plan de mise en œuvre de Johannesburg et du Consensus de São Paulo, ainsi que du récent Sommet mondial de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le dénominateur commun de ces processus est que le commerce est un important moteur de la croissance, du développement et de la réduction de la pauvreté.

L'accroissement des échanges et l'attraction des investissements sont parmi les facteurs essentiels de la croissance économique et de la création d'emplois dans les États arabes, contribution décisive pour la réalisation des OMD. Selon un rapport du PNUD¹⁶, les États arabes ont accompli des progrès vers la réalisation des OMD au cours des décennies passées, mais d'importants problèmes demeurent. D'une manière générale, les pays arabes n'atteignent pas les cibles des OMD: un rapport récent de la CESAIO conclut qu'«il y a peu de chances pour que la

¹⁶ L'encadré qui suit est extrait du PNUD, *The Millennium Development Goals in Arab Countries, Towards 2015: Achievements and Aspirations*, PNUD, 2003, p. 6 et 7.

région arabe dans son ensemble parvienne à éliminer la pauvreté et la faim, en particulier dans les PMA»¹⁷ (voir encadré 3).

Encadré 3. Les OMD et les pays arabes

Parmi les défis que les pays arabes doivent relever pour réaliser les OMD, on trouve la lutte contre la pauvreté, le chômage, le déséquilibre entre les sexes, l'analphabétisme, les disparités régionales, la guerre et les conflits, ainsi que leur bonne intégration dans le système commercial international. On observe une forte diversité régionale parmi les pays arabes quant aux progrès accomplis vers la réalisation des OMD. Les pays du CCG à revenu élevé sont relativement mieux placés, alors que le degré de réalisation des OMD varie entre les pays à revenu moyen. Les pays arabes les moins avancés, l'Iraq et la Palestine ne seront pas en mesure de réaliser la plupart des OMD. Il y a peu de chances pour que la région arabe dans son ensemble parvienne à éliminer la pauvreté et la faim, en particulier dans les PMA. La pauvreté coexiste avec la disparité des revenus dans toute la région ainsi que dans certains pays. Selon 200 données portant sur 10 pays arabes, 16,8 % de la population arabe vivait dans la pauvreté en 2000 contre 16,4 % en 1990. Les estimations indiquaient 15,7 % de pauvres au Mashreq, 9,1 % au Maghreb et 47,1 % dans les pays arabes les moins avancés. Les niveaux de pauvreté ont pratiquement doublé dans les pays arabes les moins avancés au cours de la décennie, ce qui laisse peu de chances à l'ensemble de la région de parvenir à atteindre l'objectif de réduction de la pauvreté (OMD 1). Si le VIH/sida n'est pas fortement prévalent dans la région arabe, le nombre de cas est en augmentation. Entre 1990 et 2003, ce nombre s'est accru d'environ 42 %, pour atteindre 13 865 cas. Plus de la moitié de ces cas concernent les PMA où plus de 1 % de la population de la sous-région âgée de 15 à 45 ans est séropositive. Concernant l'accès à l'énergie et son utilisation rationnelle, malgré l'abondance de sources d'énergie dans la région, seule 78,6 % de la population arabe avait accès à l'électricité, contre 100 % pour les pays du CCG et moins de 8 % pour les PMA. La disponibilité et la protection des réserves hydriques représentent un grand problème. L'agriculture est le secteur le plus consommateur d'eau dans la région (environ 80 % de la consommation totale). La situation est compliquée par le fait que plusieurs ressources hydriques sont partagées par un certain nombre de pays. La mise en place d'un partenariat mondial pour le développement (OMD 8) est directement liée à la création d'un environnement au service du développement en faveur des plus démunis. Un des problèmes auxquels les pays arabes se voient confrontés est qu'ils sont considérés comme des pays riches en ressources naturelles et pour beaucoup classés parmi les pays à revenu moyen, et qu'ils ne sont donc pas prioritaires en matière d'aide publique au développement. Une augmentation de l'aide financière est nécessaire pour accélérer la croissance. Si l'aide moyenne par habitant pour les pays arabes est passée de 19,40 dollars en 1999 à 27,80 dollars en 2003, celle destinée aux PMA était de 20,80 dollars. Les PMA n'ont cessé de recevoir moins que l'aide régionale moyenne par habitant. Seuls quelques pays ont obtenu quelques résultats sensibles grâce à une stratégie d'ouverture sur l'extérieur. La part de la région dans les exportations et les importations mondiales demeure faible, soit respectivement de 3,6 % et de 2,5 % et, malgré les efforts visant à la diversification, les exportations des pays de cette région continuent de reposer sur un ensemble réduit de biens à faible valeur ajoutée centrés sur les combustibles (70 %), les produits agricoles, les textiles et les produits chimiques, sur un nombre limité de marchés à l'exportation. Le chômage est l'une des principales sources de la pauvreté et un obstacle à la croissance économique. La population active arabe croît d'environ 3,5 % par an. Le chômage structurel est à deux chiffres et le chômage frappe deux fois plus de femmes que d'hommes. La prédominance du secteur de l'énergie et du secteur public, qui ont un effet multiplicateur très faible sur l'emploi, constitue un problème fondamental. Le service de la dette extérieure absorbe 40 % des recettes d'exportation du Liban, 20 % de l'Algérie et du Maroc, et

¹⁷ CESA0 in *The Millennium Development Goals in the Arab Region 2005*, Nations Unies, New York, 2005.

15 % de la Tunisie et de la Jordanie. En règle générale, le montant de la dette extérieure est faible ou modéré dans les pays d'Asie occidentale, ceux-ci ayant accumulé d'importants avoirs étrangers. Compte tenu de la forte progression des recettes pétrolières en 2004 et de la tendance à la hausse des cours, ils devraient disposer d'excédents budgétaires, d'où une plus forte consolidation de leur situation financière. En revanche, d'autres pays non producteurs de pétrole ont une dette publique plus importante et sont menacés par un endettement accru, ce qui retentit par là même sur leurs perspectives de développement. La politique axée sur un sous-emploi élevé et un secteur public pléthorique doit être complétée par un redéploiement des ressources sous-utilisées du secteur public au profit des régions et des populations défavorisées pour résoudre les problèmes de la répartition des revenus et du sous-emploi. Afin de s'atteler à ce développement, l'augmentation des échanges et l'attraction des investissements sont des facteurs clefs pour parvenir à la croissance économique et à la création d'emplois appropriés. La politique économique doit être axée sur des politiques et des investissements en faveur des plus démunis, une intégration et un partenariat améliorés et plus poussés au niveau régional. La politique sociale doit surtout répondre aux besoins des pauvres.

L'examen des structures et des résultats économiques et commerciaux des États arabes présenté au chapitre premier montre dans la perspective des objectifs liés aux OMD qu'un certain nombre de domaines doivent être considérés comme prioritaires au cours des années à venir afin de promouvoir le développement et de réduire la pauvreté. Ces domaines concernent les défis et les possibilités qui suivent:

- Faire en sorte que les négociations du Cycle de Doha aboutissent à un résultat favorable au développement et donnent la priorité aux intérêts des États arabes, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de l'AMNA et des services et en particulier concernant le mode 4 et les questions de développement;
- Accroître les capacités d'offre, en particulier dans les secteurs de l'agriculture et de la production industrielle et, pour les pays tributaires du pétrole, réduire leur forte dépendance à l'égard du pétrole;
- Favoriser le développement du secteur des services compétitifs, en particulier les services d'infrastructure;
- Intensifier le commerce intra-arabe et l'intégration économique pour créer les conditions permettant de stimuler les investissements, la production et le commerce entre les États arabes, et participer activement à la coopération Sud-Sud notamment dans le cadre du SGPC;
- Réduire les forts taux de chômage, notamment par le mouvement de main-d'œuvre entre États arabes et à l'échelon mondial, favorisé par des accords d'accès aux marchés comme le mode 4 dans le cadre de l'AGCS ou d'accords commerciaux bilatéraux et régionaux;
- Développer les ressources humaines et institutionnelles par des programmes éducatifs plus nombreux et améliorés, en particulier parmi les femmes, et des programmes de renforcement des capacités pour les États arabes;
- Investir dans le renforcement des capacités technologiques et assurer la promotion de ce renforcement;
- Accroître l'investissement productif;
- Créer et étudier les possibilités de développer le secteur des produits de base et leur commerce.

III. DOMAINES SPÉCIFIQUES DE NÉGOCIATION

A. Agriculture

Contexte

L'agriculture demeure un secteur important dans la plupart des pays arabes. En moyenne, 23 % de la population active des pays arabes travaille dans le secteur agricole et, pour certains d'entre eux, cette part est supérieure à 50 %. L'agriculture est particulièrement essentielle pour les pauvres, dont un nombre anormalement important vit dans les zones rurales de l'ensemble des pays arabes. Le commerce des produits agricoles représente environ 13 % des exportations de produits non pétroliers et 20 % des importations des pays arabes. Comme la quasi-totalité des pays arabes sont des importateurs nets de produits alimentaires, l'évolution des prix internationaux des denrées alimentaires résultant de la libéralisation agricole est aussi importante pour les exportateurs que pour les consommateurs. Parallèlement, l'agriculture est aussi un secteur où les distorsions sont très marquées. Le soutien accordé à l'agriculture dans les pays de l'OCDE, notamment le soutien des prix du marché, les subventions de revenu et la protection par les droits d'importation, totalise quelque 300 milliards de dollars par an. On estime que la suppression complète des obstacles au commerce dans les secteurs agricole et alimentaire entraînerait un gain économique de plus de 43 milliards de dollars par an pour les pays en développement¹⁸. Les producteurs et les exportateurs des pays en développement tireraient parti de l'augmentation des prix des produits agricoles et d'une concurrence plus équitable. Le taux d'autosuffisance augmenterait très probablement dans les pays arabes. D'où l'importance de viser un accès aux marchés et une réforme du commerce agricole véritables. Toutefois, certains pays en développement dont les pays arabes peuvent voir leurs préférences commerciales actuelles s'éroder, et la facture d'importateurs nets de produits alimentaires et de PMA pourrait s'alourdir, ce qui poserait des problèmes d'ajustement considérables.

Négociations sur l'agriculture en cours

Le Cadre agricole contenu dans l'ensemble de résultats de juillet définit des orientations et des dates clefs pour la conduite des négociations sur l'agriculture dans ses trois volets et réaffirme que le traitement spécial et différencié fait partie intégrante de tous les éléments des négociations. Il ne fournit aucun détail sur les paramètres et formules de réduction, laissant ainsi tout un éventail de questions ouvertes pour les prochaines négociations. Le Cadre comprenait deux grands engagements des membres de l'OMC: éliminer les subventions à l'exportation pour une date spécifique et réduire le soutien interne à effet de distorsion des échanges de 20 % pendant la première année de la période de mise en œuvre. Les négociations ultérieures à l'adoption de l'ensemble de résultats de juillet devaient s'appuyer sur les acquis de cet ensemble pour parvenir à des résultats équilibrés et axés sur le développement.

Depuis août 2004, les négociations ont porté sur des questions techniques soulevées par le Cadre agricole¹⁹ afin de trouver un accord sur les modalités complètes pour la sixième Conférence ministérielle de l'OMC. Le Groupe africain a demandé des résultats rapides en matière de

¹⁸ Anderson, K. (2003), «Agriculture, Trade Reform and Poverty Reduction: Implications for Sub-Saharan Africa», *UNCTAD Policy Issues in International Trade and Commodities Study Series*, n° 22, Genève.

¹⁹ Le Cadre pour l'établissement de modalités concernant l'agriculture (annexe A de l'ensemble de résultats de juillet) définit des orientations et des dates clefs pour la conduite des négociations sur l'agriculture dans ses trois volets (accès aux marchés, soutien interne et concurrence à l'exportation). Il ne fournit aucun détail sur les formules, objectifs, critères et périodes de mise en œuvre, laissant ainsi une grande marge de manœuvre et beaucoup de flexibilité pour les négociations futures. Il réaffirme que le traitement spécial et différencié devrait faire partie intégrante de tous les éléments des négociations et propose plusieurs nouveaux principes en la matière.

production cotonnière, notamment avant la sixième Conférence. La première approximation des modalités, premier objectif des négociations, n'a pas été au rendez-vous, laissant la plupart des questions clefs à résoudre dans de brefs délais, avant décembre 2005. Le rapport d'étape présenté par le Président de la session spéciale du Comité de l'agriculture (SSCoA)²⁰ a identifié les questions essentielles nécessitant une décision politique tout en observant le peu de progrès accomplis quant aux questions relatives au traitement spécial et différencié qui étaient sources de préoccupation pour les pays en développement. Outre la complexité de ces questions, l'interdépendance des problèmes entre les trois piliers des négociations sur l'agriculture ainsi qu'avec d'autres domaines des négociations a constitué un obstacle majeur au progrès du volet relatif à l'accès aux marchés.

Accès aux marchés

Le choix de la méthode de conversion des droits non *ad valorem* en équivalents *ad valorem* (EAV) explique principalement le peu de progrès des négociations sur l'agriculture, mais cette question a été finalement réglée en mai. Les EAV se sont révélés décisifs dans la mesure où ils déterminent le niveau du taux de base appliqué lors d'abaissements étagés applicables aux produits frappés de droits non *ad valorem*. Selon la méthode retenue, les valeurs unitaires collectées dans la base de données intégrée (BDI) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et non dans la base de données Comtrade de l'ONU devaient servir de référence pour le calcul des EAV, en utilisant éventuellement une moyenne pondérée des valeurs unitaires de la BDI et de la Comtrade des Nations Unies si les EAV calculés mettent en évidence une différence sensible entre les données de la BDI et de la Comtrade. En raison de la différence de pondération des valeurs unitaires dans le calcul des EAV selon la classification du produit, le niveau des abaissements tarifaires pour les produits transformés baisse en général, alors que celui des produits bruts augmente. Cette tendance peut aller à l'encontre de l'idée d'une harmonisation des droits s'appuyant sur une réduction des droits plus élevés plus allant plus loin qu'une réduction proportionnelle.

Peu de progrès ont été réalisés concernant la formule de réduction des droits. Le Cadre propose une approche unique étagée avec des abaissements plus importants pour les droits plus élevés. Tous les membres, à l'exception des PMA qui sont exemptés d'engagements de réduction, contribueraient aux abaissements tarifaires selon le principe de «proportionnalité», en vertu duquel des engagements de réduction moindres seront demandés aux pays en développement. Le problème de la structure de la formule de réduction tarifaire au sein de chaque fourchette demeure essentiel dans les négociations jusqu'à la sixième Conférence ministérielle de l'OMC. Certains pays (surtout l'Union européenne et le G-10) ont dit préférer l'approche du Cycle d'Uruguay²¹ en matière d'abaissements tarifaires, alors que d'autres ont préféré la formule suisse²² (les États-Unis et certains pays agroexportateurs). Des propositions récentes ont cherché à combler les écarts entre les deux approches, dont la proposition canadienne qui a préconisé de calculer les abaissements tarifaires d'une manière analogue à celle qui s'applique pour les déductions de l'impôt sur le revenu dans les systèmes progressifs. Les participants à la miniréunion ministérielle de Dalian ont convenu d'utiliser la proposition du G-20 comme point de départ pour la poursuite des négociations, tout en faisant observer la réserve émise par certains pays sur certains aspects de la proposition, notamment le plafonnement tarifaire.

²⁰ Deux rapports d'étape ont été présentés: le 27 juin (JOB(05)/126) et le 28 juillet (JOB(05)/163).

²¹ La formule du Cycle d'Uruguay prévoit une réduction tarifaire générale sur la base d'un pourcentage moyen donné x avec un minimum de y %.

²² La formule suisse prévoit un écart plus étroit entre les tarifs élevés et les tarifs bas et vise une harmonisation générale des structures tarifaires.

La proposition du G-20 visait à établir un principe de proportionnalité entre les pays développés et les pays en développement en exigeant de ces derniers des abaissments tarifaires inférieurs de moins de deux tiers aux réductions auxquelles les pays développés doivent procéder. Elle se veut une solution de compromis entre la formule du Cycle d'Uruguay et la formule suisse. Elle préconisait cinq fourchettes de tarifs pour les pays développés et quatre pour les pays en développement. Les réductions tarifaires seraient linéaires dans chaque fourchette et progressives entre les fourchettes, de manière que les réductions les plus fortes portent sur les droits les plus élevés. Les droits seraient plafonnés à 100 % pour les pays développés et à 150 % pour les pays en développement. Le nombre de produits sensibles et le traitement qui leur serait réservé doivent encore être déterminés. Une autre formule serait élaborée pour remédier à la progressivité des droits. Le G-20 a demandé la consolidation des droits sous forme d'équivalents *ad valorem* ainsi que l'élimination des mesures de sauvegarde spéciale.

La formule du G-20 consistant à appliquer un taux de réduction différent à chaque fourchette aboutirait à une réduction tarifaire moyenne globale variable d'un pays à l'autre en fonction de la structure tarifaire. Si la majorité des droits entre dans la fourchette tarifaire la plus basse, le taux de réduction moyen sera donc comparativement faible. En réunissant les EAV et les droits *ad valorem*, 67 % des lignes tarifaires de l'Union européenne ont des droits inférieurs à 20 % et ont donc toutes les chances d'entrer dans la fourchette la plus basse. Seules 5 % de toutes les lignes tarifaires de l'Union européenne sont supérieures à 100 %. Aux États-Unis et au Japon, 88 % et 64 % des lignes ont des droits inférieurs à 20 % respectivement, et 2 % et 9 % des lignes tarifaires ont des droits élevés supérieurs à 100 % respectivement. Dans le cas des pays arabes, Bahreïn, l'Égypte, Djibouti, la Jordanie, la Mauritanie, le Maroc et Oman ont plus de 80 % de leurs lignes tarifaires consolidées qui entrent dans les deux fourchettes les plus basses mentionnées dans la proposition du G-20, c'est-à-dire inférieures à 80 %. Parallèlement, la majorité des lignes tarifaires du Koweït et de la Tunisie entre dans les fourchettes les plus hautes, d'où des taux de réduction moyens relativement supérieurs. Certains pays arabes appliquent des crêtes tarifaires. Quand bien même ces droits devraient être sujets à une réduction plus forte selon la formule, on pourrait recourir aux dispositions éventuelles relatives aux produits sensibles et spéciaux pour maintenir ces droits élevés, si on l'estime nécessaire.

Si les pays en développement appliquent souvent des taux consolidés supérieurs aux taux appliqués, un certain nombre de pays arabes dont l'Égypte, la Jordanie, le Maroc, Oman et la Tunisie ont des taux consolidés qui sont égaux ou analogues aux taux appliqués. Cela revient à dire que même des abaissments tarifaires modérés réduiraient effectivement les taux appliqués. Une flexibilité inhérente à la formule de réduction comme dans l'approche du Cycle d'Uruguay des réductions moyennes et minimales aurait pour effet de limiter l'ampleur de la réduction tarifaire, ce qui permettrait de conserver un niveau approprié de protection tarifaire. Toutefois, l'avantage de cette flexibilité devrait être soigneusement évalué par rapport à l'intérêt de ces pays à pratiquer une politique d'exportation offensive, car leurs exportations pourraient pâtir de droits résiduels et autres mesures de protection prises dans le cadre de la même flexibilité intrinsèque par leurs partenaires commerciaux. Djibouti et la Mauritanie ont des droits consolidés faibles par rapport aux autres PMA, et leurs taux appliqués sont proches des taux consolidés (bien que les PMA soient exemptés d'engagements de réduction).

En juillet 2005, l'Union européenne a présenté une proposition qui contraste avec celle du G-20. Cette proposition demande l'établissement de trois fourchettes seulement pour les pays développés (contre les cinq fourchettes proposées par le G-20), et la fixation d'un seuil pour la fourchette la plus élevée à 100 % (contre les 80 % proposés par le G-20). De plus, elle propose un type de flexibilité analogue à l'approche du Cycle d'Uruguay. Il reste à résoudre le problème de savoir s'il doit y avoir quelque flexibilité inhérente à la formule elle-même ou s'il convient de ménager quelque flexibilité par d'autres mesures concernant par exemple les produits sensibles.

Les pays en développement demeurent préoccupés par le bon niveau de proportionnalité dans les réductions tarifaires, car les droits sont la seule protection dont les producteurs agricoles disposent pour contrer la production et les exportations subventionnées des pays développés.

Concernant les produits sensibles auxquels tous les membres de l'OMC ont la possibilité de ne pas appliquer complètement la formule de réduction, un problème important se pose: comment équilibrer l'ampleur des abaissements tarifaires (et l'accroissement des contingents tarifaires ou CT) et les flexibilités dans le choix des politiques de chaque pays de manière à rendre acceptables ces abaissements tarifaires localement? Outre les produits sensibles, les pays en développement auraient la possibilité de désigner comme produits spéciaux recevant un traitement spécial les lignes tarifaires qui sont indispensables pour promouvoir la sécurité alimentaire, les garanties des moyens d'existence et le développement rural. Les discussions ont porté sur les manières de déterminer quels produits peuvent être admis et quels sont les indicateurs adéquats. Un certain nombre de pays en développement ont demandé une flexibilité suffisante dans leur choix de produits spéciaux afin de répondre à leurs différents besoins. Les pays en développement pourraient également utiliser le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) pour faire face aux conséquences imprévues de hausses subites des importations dues à l'ouverture du marché. Les pays en développement sont préoccupés par le fait que la baisse des droits consolidés pourrait réduire leur capacité à se défendre contre l'instabilité du marché agricole résultant d'éventuelles hausses subites des importations. Les partisans du MSS ont soutenu que ce mécanisme devrait être suffisamment facile à utiliser, y compris quant au recours éventuel au seuil de déclenchement fondé sur le prix *et* sur les quantités, et qu'il devrait être disponible pour tous les produits, notamment les produits spéciaux. Les pays développés et certains pays en développement membres du Groupe de Cairns, dont l'Argentine et le Brésil, se sont déclarés préoccupés par le risque qu'un MSS anormalement indulgent puisse nuire au commerce agricole, en particulier dans le cadre du commerce Sud-Sud.

Les pays en développement qui bénéficient d'un accès préférentiel et non réciproque aux marchés des pays développés ont demandé d'aborder de manière appropriée la question de l'érosion attendue des marges de préférences résultant de la réduction des droits appliqués sur la base de la nation la plus favorisée (NPF). Cette question a été loin de faire l'unanimité car les pays en développement exportateurs de produits agricoles estiment que lutter contre l'érosion des préférences est susceptible d'entraver les efforts visant à la réduction des droits sur une base NPF. Un des objectifs essentiels est de trouver des solutions qui tiennent compte à la fois des intérêts commerciaux des pays concernés et de leurs intérêts en matière de développement. Les six PMA arabes bénéficient d'un accès préférentiel à l'Union européenne dans le cadre de l'initiative TSA («Tout sauf les armes») et cinq d'entre eux sont également couverts par le régime ACP. Une étude de la CNUCED a révélé que l'érosion de la rente pour les PMA peut être tout à fait considérable si l'on applique la formule de Harbinson, exemple de formule étagée, aux droits de l'Union européenne. Parmi les pays arabes, le Soudan devrait subir la perte annuelle la plus élevée, soit environ 3,5 millions de dollars. Les autres pays arabes sont couverts par différents régimes de système généralisé de préférences (SGP). En fonction des règles spécifiques et des droits en vigueur, les réductions des droits NPF entraînent aussi des pertes pour les bénéficiaires. Toutefois, comme les pertes calculées sont faibles, c'est-à-dire inférieures à 1 million de dollars par an, et que les exportations actuellement non couvertes par un régime préférentiel bénéficieraient de réductions tarifaires, l'effet total de la réduction des droits NPF bénéficierait à ces exportateurs. Seul un pays arabe (Djibouti) pourrait être admis à l'AGOA (loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique). Les pertes probables pourraient être relativement faibles. Une approche globale a été préconisée afin de fournir aux pays concernés une aide leur permettant de faire face aux ajustements. Cette approche est importante sur le long terme, dans la mesure où elle vise une véritable libéralisation du marché de l'agriculture, où les échanges sont fortement faussés et où elle apporte un soutien à l'ajustement aux pays qui enregistrent une perte de recettes due à l'érosion

des préférences. Le Cadre engage les pays développés et les pays en développement qui sont à même de le faire à accorder l'accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent aux produits originaires des PMA. Le fait de rendre ce régime de préférences contraignant dans le cadre de l'OMC et de prendre des mesures supplémentaires comme l'établissement de règles d'origine simples et flexibles améliorerait l'efficacité de l'aide ainsi octroyée.

Concernant l'administration des contingents tarifaires (CT), le Président de la session spéciale du Comité de l'agriculture (SSCoA) a préconisé le recours à la proposition Harbinson comme base des discussions à venir. Les disciplines proposées dans ce document visent à rendre plus efficaces les possibilités d'accès aux marchés dans le cadre des engagements en matière de contingents tarifaires, de manière à accroître les taux d'utilisation des contingents. Par exemple, une disposition a été proposée selon laquelle les contingents ne devraient pas être limités à des saisons particulières, sauf indication spécifique figurant dans les listes. Les questions faisant également l'objet de discussions concernent le fait de savoir: si les importations relevant du cadre d'accords commerciaux préférentiels sont susceptibles d'être comptabilisées comme s'il s'agissait d'importations sous contingent; si les contingents doivent être non discriminatoires; et si les disciplines futures ne doivent s'appliquer qu'aux seuls nouveaux CT élargis ou bien aussi aux contingents existants.

Les obstacles non tarifaires (ONT) ne sont pas traités dans le Cadre et devront être abordés lors des négociations sur l'agriculture. Les pays en développement attachent beaucoup d'importance à l'examen des ONT, notamment les normes SPS et les obstacles à l'entrée sur les marchés, étant donné que leur incidence se fait de plus en plus sentir du fait de la réduction des droits de douane, influant ainsi sur leurs conditions d'entrée sur les marchés. Les pays en développement cherchent des moyens de lier l'amélioration de l'accès aux marchés au renforcement de l'entrée sur les marchés.

Soutien interne

Certains progrès ont été accomplis concernant le pilier du soutien interne. À l'instar du pilier de l'accès aux marchés, les négociations sur le soutien interne ont porté en priorité sur la structure et les critères, plutôt que sur le niveau d'ambition. S'agissant de la réduction globale du soutien ayant des effets de distorsion des échanges (catégorie orange²³, catégorie bleue²⁴ et soutien *de minimis*²⁵), une approche fondée sur trois fourchettes a fait l'objet d'un débat. Pour ce qui est du soutien de la catégorie orange, un certain rapprochement de vues a eu lieu au sujet du passage d'une approche fondée sur trois fourchettes à une approche fondée sur quatre fourchettes, afin de réduire le soutien ayant le plus d'effets de distorsion sur les échanges. L'Union européenne, le membre de l'OMC accordant le plus de subventions, se retrouverait dans la fourchette supérieure et devrait par conséquent procéder aux réductions les plus grandes. La fourchette spécifique au Japon et aux États-Unis reste à déterminer. Les pays en développement se verront probablement accorder un certain traitement spécial et différencié ou placés dans la quatrième fourchette qui est assujettie aux moindres réductions. Concernant les plafonds de la mesure globale de soutien (MGS) par produit, la question de la période de base a été soulevée car ces dernières années ont été marquées par d'importantes fluctuations dans le soutien par produit. Les pays en développement sont préoccupés par le risque de voir la réduction du soutien ayant des effets de distorsion déboucher dans les faits sur une réduction de ces mesures, étant donné que les réductions

²³ La catégorie orange correspond aux mesures de soutien ayant des effets de distorsion sur les échanges, lesquelles sont soumises à un plafond annuel exprimé par la mesure globale de soutien (MGS).

²⁴ La catégorie bleue désigne certains versements directs aux agriculteurs au titre de programmes de limitation de la production et partiellement découplés de la production.

²⁵ Le soutien *de minimis* désigne le niveau minimal et autorisé de soutien interne ayant des effets de distorsion sur les échanges, lequel ne dépasse pas 5 % de la production agricole totale.

s'appliqueraient à partir des niveaux consolidés qui sont souvent plus élevés que le soutien effectif, et de voir un plus grand nombre de mesures de soutien transférées vers la nouvelle catégorie bleue (ou vers la catégorie verte).

La question relative au traitement des pays en développement n'ayant pas contracté d'engagement en matière de MGS est particulièrement importante pour les pays arabes car seuls trois pays arabes (Jordanie, Maroc et Tunisie) sur les 11 qui sont membres de l'OMC ont pris des engagements en matière de MGS positifs, autres que zéro, et leur niveau de MGS est relativement faible. Pour ces pays, le soutien *de minimis* est particulièrement important car il s'agit de la seule ou de l'une des rares autorisations qui leur soient accordées. Le Cadre prévoit aussi que les pays en développement consacrant la quasi-totalité du soutien *de minimis* aux agriculteurs pratiquant l'agriculture de subsistance et dotés de ressources limitées seraient exemptés de l'obligation de réduire le soutien *de minimis*, mais il ne fait pas référence aux pays sans engagement en matière de MGS. La plupart des pays en développement, en particulier le G-33, se sont opposés à la réduction du plafond *de minimis* et ont demandé que le plafond *de minimis* actuel soit également maintenu à 10 % de la production agricole pour les pays en développement n'ayant pas contracté d'engagement en matière de MGS.

S'agissant du soutien de la catégorie bleue, les discussions ont porté sur les disciplines qui garantiraient que tous les paiements aient moins d'effets de distorsion sur les échanges que le soutien de la catégorie orange. La définition des paiements de la catégorie bleue a été élargie dans le Cadre pour s'étendre aux paiements directs sans rapport avec la production actuelle si aucune production n'est nécessaire, outre les paiements directs liés aux programmes de limitation de la production. Le G-20 et certains pays développés membres du Groupe de Cairns ont cherché des disciplines plus strictes à la fois pour les mesures de la catégorie bleue actuelles (limitation de la production) et nouvelles (sans restrictions de la production). Le G-20 a proposé de limiter les aides accordées en s'appuyant sur les différentiels de prix (par exemple pour les paiements anticycliques), de fixer des plafonds par produit et d'interdire le soutien cumulé au titre de la catégorie bleue et de la catégorie orange à un produit donné au cours d'une même année. Il a été aussi préconisé de lier le niveau de réduction générale aux disciplines de la catégorie bleue, de sorte que si les réductions générales sont moins ambitieuses, les disciplines de la catégorie bleue devront être plus strictes.

L'examen de la catégorie verte²⁶ et les précisions y afférentes ont été aussi au cœur des négociations afin de réduire au minimum les distorsions sur les échanges. L'objectif principal des pays en développement est de mener à bien une réforme réelle pour éliminer les failles dans la réduction du soutien interne ayant des effets de distorsion sur les échanges, ainsi que d'élargir le champ des critères de la catégorie verte pour inclure des politiques et des mesures de développement. Ces dernières comprennent par exemple des programmes de services généraux en vue de la réforme agraire, foncière et institutionnelle ou d'autres programmes liés à la sécurité alimentaire, à l'amélioration des conditions d'existence et au développement rural dans les pays en développement, ainsi que la possibilité de déterminer dans les législations nationales des critères de paiement en cas de pertes de recettes ou de catastrophes naturelles. Le G-20 a aussi proposé que les pays en développement membres n'ayant pas utilisé certains paiements, comme ceux relevant de programmes d'ajustement régional durant une période de base, ne soient pas dans l'impossibilité d'établir des périodes de base appropriées. Le G-20 a proposé de réglementer les paiements directs et le soutien du revenu découplé ainsi que d'autres dispositions permettant de s'adapter aux réalités inhérentes aux pays en développement.

²⁶ La catégorie verte désigne les mesures de soutien interne dont les effets de distorsion sur les échanges sont nuls ou minimes.

Concurrence à l'exportation

Dans le domaine de la *concurrence à l'exportation*, la structure des négociations concernant l'engagement d'éliminer complètement les subventions à l'exportation d'ici à une date donnée est déjà mise en place. Aucun des 11 pays arabes membres de l'OMC n'a programmé de subventions à l'exportation positives et n'a donc le droit de recourir à des subventions à l'exportation directes. Le processus d'élimination par étapes des subventions à l'exportation ainsi que le choix d'une date butoir constituent un problème essentiel. Il a été proposé de fixer l'année 2010 comme date butoir et d'adopter une approche fondée sur des réductions importantes dès le début, selon laquelle les réductions seraient de 60 % au cours de la première année. Les pays importateurs nets de produits alimentaires ont demandé que leurs intérêts soient dûment pris en compte car ils doivent faire face à une augmentation probable des dépenses liées à la hausse des prix des aliments importés. Certains pays arabes sont confrontés à de grandes pénuries alimentaires. Le problème concerne plusieurs pays arabes car un certain nombre de consommateurs de ces pays ont bénéficié d'importations subventionnées, avec l'incidence négative qui en résulte sur les producteurs. Les négociations ont été axées sur les engagements parallèles relatifs aux éléments de subvention dans le crédit à l'exportation, l'aide alimentaire et les entreprises commerciales d'État (ECE). S'agissant de l'aide alimentaire, si l'on considère qu'en règle générale l'aide alimentaire ne doit pas provoquer de déplacement de flux commerciaux, l'aide alimentaire «pure» n'a pas encore été définie. Les discussions ont également porté sur le fait de savoir si l'aide alimentaire en nature (outre l'aide alimentaire en espèces) devait être autorisée. Beaucoup de pays en développement demeurent préoccupés par les effets pratiques des nouvelles disciplines en matière d'aide alimentaire. En ce qui concerne les ECE, on considère généralement que leurs activités commerciales ne doivent en aucun cas constituer une subvention à l'exportation.

Pays ayant accédé récemment à l'OMC

Les pays ayant accédé récemment à l'OMC sont confrontés à des difficultés particulières résultant des engagements de libéralisation importants contractés dans le cadre de leur accession. Une plus grande libéralisation allant au-delà des engagements contractés lors de leur accession dans le cadre des négociations de Doha pourrait avoir des répercussions économiques considérables ainsi qu'une incidence sur le développement. Le taux consolidé moyen des pays accédants, qui va de 11 à 35 %, est très inférieur au taux moyen consolidé des pays en développement membres, qui est d'environ 60 %. Dans le cas des deux pays arabes ayant accédé récemment, la Jordanie et Oman, les droits consolidés moyens sont respectivement de 25 % et de 30,5 % (voir tableau 1). De plus, Oman s'est engagé à réduire progressivement ces droits sur une période maximale de quatre ans contre une période de dix ans pour la Jordanie. Oman n'a pas inscrit dans les listes de MGS, alors que la Jordanie s'est engagée à réduire de 13 % ses MGS sur sept ans. Les deux pays n'ont pas inscrit dans les listes de subventions à l'exportation.

Tableau 1. Engagements contractés dans le domaine de l'agriculture par certains pays ayant accédé à l'OMC

Accès aux marchés					
	Date d'accession à l'OMC	Droits consolidés moyens (%)	Échelonnement (Nombre maximum d'années)	CT	SGS
Jordanie	04/2000	25,0	10	-	-
Oman	11/2000	30,5	4	-	-

Soutien interne et concurrence à l'exportation					
	Abaissement de la MGS	Montant total final consolidé de la MGS	Échelonnement	<i>De minimis</i>	Subventions à l'exportation
Jordanie	13 %	1,3 million de dinars jordaniens	7	10 %	0
Oman	-	-	-	10 %	0

À cet égard, le paragraphe 47 du Cadre dispose que «les préoccupations particulières des membres ayant accédé récemment seront traitées d'une manière effective au moyen de dispositions spécifiques en matière de flexibilité». Un groupe de six pays membres ayant accédé récemment, dont la Jordanie et Oman, ont demandé des dispositions spécifiques en matière de flexibilité dans le domaine de l'accès aux marchés et du soutien interne dans le cadre des négociations en cours, notamment: que les droits peu élevés soient exemptés d'engagements de réduction; que les pays en développement se voient garantis des réductions tarifaires inférieures à celles des pays développés; que la période de mise en œuvre soit assortie pour les nouveaux engagements d'un délai de grâce d'au moins quatre ans après l'entrée en vigueur des résultats de ce cycle; et que les pays ayant accédé récemment puissent bénéficier d'une disposition à arrêter relative à un mécanisme de sauvegarde spéciale. Dans le domaine du soutien interne, ils ont demandé un délai de grâce pour la mise en œuvre des nouveaux engagements, une période de mise en œuvre plus longue et que les pays ayant accédé récemment soient exemptés de l'obligation de réduire le soutien *de minimis*²⁷.

B. Coton

La production, les exportations et la consommation de coton sont importantes pour les États arabes car la consommation de coton s'est déplacée vers les pays en développement, dont ceux d'Afrique du Nord et d'autres pays arabes, en raison de la hausse du coût de la main-d'œuvre dans les pays développés. En République arabe syrienne, en Égypte, au Soudan et au Yémen, un volume important de devises provient du coton. En vertu de l'ensemble de résultats de juillet, les négociations sont menées au sein du Sous-Comité du coton récemment établi pour traiter la question de manière «ambitieuse, rapide et spécifique». Le Groupe africain a demandé l'accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent pour le coton et ses produits dérivés, l'élimination du soutien interne au coton ayant des effets de distorsion des échanges pour septembre 2005, l'interdiction du déplacement du soutien interne d'une catégorie à l'autre et la création de critères ambitieux spécifiques au coton pour les catégories verte et bleue, ainsi que l'élimination d'ici au 1^{er} juillet 2005 de toutes les formes de subventions à l'exportation du coton. Les quatre pays d'Afrique occidentale coauteurs de la proposition sur le coton ont été déçus par le manque de réactions ou de contre-propositions écrites face à la leur. Les acteurs clefs ont lié les progrès relatifs à la question du coton aux progrès réalisés dans d'autres secteurs de l'agriculture, rendant de ce fait difficile l'obtention de résultats rapides. Le Président de la session spéciale du Comité de l'agriculture a appelé l'attention sur le fait qu'il serait de plus en plus ardu de parvenir à un accord à la sixième Conférence ministérielle de l'OMC sur l'objectif d'un traitement du coton «ambitieux, rapide et spécifique» dans le cadre des négociations sur l'agriculture, aussi longtemps qu'on tarderait à répondre aux préoccupations essentielles en matière de commerce.

²⁷ Session spéciale du Comité de l'agriculture, avril 2005.

C. Accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA)

Contexte

Une part importante du commerce mondial s'inscrit aujourd'hui dans le cadre du secteur de la production industrielle. En 2003, les exportations d'articles manufacturés dans le monde se sont élevées à 5,5 billions de dollars, soit 76 % des exportations mondiales. Pour les pays en développement, l'importance des biens manufacturés et transformés s'est sensiblement accrue, leurs exportations s'élevant à environ 1,2 billions de dollars, ce qui constitue en moyenne près de 70 % de leurs exportations. Leur part dans les exportations mondiales de marchandises a également augmenté d'environ 30 %. En 2004, les exportations de produits industriels des pays arabes ont augmenté d'environ 300 milliards de dollars.

Globalement, les droits de douane des produits industriels sont relativement peu élevés par rapport à ceux d'autres secteurs, mais tel n'est pas le cas dans les secteurs où les crêtes tarifaires et la progressivité des droits sont pratiquées. Les droits de douane désavantagent certains secteurs présentant un intérêt à l'exportation pour les pays en développement, et les obstacles non tarifaires (ONT) sont fréquents et concentrés dans ces secteurs. La réduction ou la suppression de la protection se traduirait par des gains, y compris pour les pays en développement, même si tous les gains diffèreraient entre pays et entre secteurs. La libéralisation dans les pays en développement serait avantageuse dans le cadre de la libéralisation en cours à l'échelle mondiale, mais elle doit être soigneusement dosée car ces pays peuvent être confrontés à des coûts d'ajustement plus élevés, y compris à un risque de désindustrialisation et de perte de capacité de production, de compétitivité et de recettes tarifaires. Selon les estimations de la CNUCED, les gains de prospérité qui résulteraient de la libéralisation du commerce de produits non agricoles pour les pays en développement pourraient atteindre 40 milliards de dollars par an et les recettes d'exportations pourraient augmenter de 50 milliards de dollars, même dans les scénarios les moins ambitieux. Dans le cadre du scénario ambitieux des réductions tarifaires, les pays d'Afrique du Nord connaîtraient la croissance des recettes d'exportations la plus importante et ne seraient devancés en la matière que par les marchés émergents de la Chine et de l'Inde, alors que la région du Moyen-Orient serait aussi bénéficiaire²⁸.

À court et moyen terme, la libéralisation induirait des rééquilibrages de la production et de l'emploi dans les secteurs clefs des pays en développement. Ces coûts d'ajustement seraient vraisemblablement répartis de façon inégale entre pays en développement et entre secteurs, et se traduiraient par un chômage temporaire dû aux rééquilibrages sectoriels, aux coûts de transition liés aux transferts de capitaux, à une perte de recettes tarifaires, aux dépenses du système de protection sociale et à une érosion des avantages du traitement préférentiel. Même si ces changements sont modestes dans leur ensemble, ils pourraient être en revanche très profonds dans certains secteurs. Par exemple, la production de l'industrie du cuir au Moyen-Orient devrait baisser d'environ 20 % et celle des pièces automobiles en Afrique du Nord pourrait chuter de plus de 30 %. Les études de pays de la CNUCED confirment que le changement de politique commerciale aurait des conséquences spectaculaires. Une étude de la Banque mondiale montre que huit pays en développement sur neuf connaissent un taux de chômage plus élevé un an après le début des réformes commerciales. De plus, plusieurs pays arabes dépendent des recettes tarifaires pour une part importante des recettes publiques, à savoir l'Égypte (13 %), la Jordanie (17 %) et la Tunisie (12 %). Des programmes d'ajustement bien conçus et échelonnés, faisant intervenir toutes les parties prenantes, sont indispensables pour réduire les coûts d'ajustement.

²⁸ Fernandez de Cordoba, Laird et Vanzetti, «*Trick or Treat? Development opportunities and challenges in the WTO negotiations on industrial goods*», CNUCED, 2004.

Négociations sur l'AMNA en cours

Les négociations sur l'AMNA ont principalement porté sur la formule de réduction tarifaire et les flexibilités pour les pays en développement. Les pays en développement, dont les Émirats arabes unis, ont demandé qu'il soit tenu compte du principe de la «réciprocité moins que totale» pour le traitement des questions sensibles concernant les pays en développement dans certains secteurs par la garantie effective pour ces pays de droits moindres sur une période plus longue que pour les pays développés²⁹. Le traitement des droits non consolidés, la participation à l'approche sectorielle, les préférences et les obstacles non tarifaires font partie des autres questions clés. S'agissant de la formule de réduction des droits de douane, les négociations ont porté sur la structure de cette formule. Il y a deux solutions au problème, à savoir la formule «suisse simple» à coefficients fixes et les approches «suisse» où les coefficients sont liés au droit consolidé moyen de chaque pays («formule de Girard»). Six propositions ont été soumises depuis mars 2005, mais aucune convergence de vues n'est apparue sur des paramètres spécifiques ni sur la manière dont il faudrait les déterminer. Certaines de ces propositions établissent un rapport entre l'importance des abaissements tarifaires auxquels les pays en développement doivent procéder et la possibilité de recourir à d'autres flexibilités offertes par le Cadre sur l'AMNA, de sorte que plus les réductions tarifaires seraient grandes, plus il y aurait de souplesse dans la portée et les niveaux des consolidations. Le Président du Groupe de négociation sur l'AMNA a pris note du bon accueil réservé à une formule «suisse», qui a pour effet de comprimer les taux les plus élevés, mais cette approche laisse ouvertes des possibilités très nombreuses.

Il a été difficile de faire des progrès dans le choix de la formule sans procéder à des négociations sur les valeurs à retenir comme coefficients. Pour surmonter cette impasse structurelle, il a été proposé de commencer à débattre des valeurs chiffrées. Une proposition récente soumise par le Pakistan s'est efforcée de combler l'écart entre les deux approches à coefficients fixes et à coefficients liés aux moyennes nationales. Cette proposition prévoit une formule «suisse simple», avec deux coefficients distincts pour les pays développés et les pays en développement, égaux aux taux consolidés moyens des pays développés et des pays en développement, respectivement, à savoir un coefficient 6 pour les premiers et un coefficient 30 pour les seconds. Parmi les formules proposées, on trouve celles qui sont présentées ci-dessous.

L'Union européenne, les États-Unis et la Norvège ont chacun proposé une formule «suisse simple» avec un seul coefficient pour les pays développés et plusieurs pour les pays en développement, liés aux autres dispositions relatives au TSD et aux éléments de flexibilité en ce qui concerne la portée des consolidations, la participation aux initiatives sectorielles, les périodes de mise en œuvre et l'application ligne à ligne de la formule. Ces trois propositions reposent sur le même principe, à savoir que les pays en développement qui n'utilisent pas les marges de flexibilité obtiennent un coefficient plus élevé et, donc, des réductions tarifaires moins prononcées.

Le Chili, la Colombie et le Mexique ont proposé ensemble une formule non linéaire qui permettrait d'atteindre un résultat ambitieux avec un seul coefficient pour les pays développés et quelques coefficients pour les pays en développement, qui seraient liés aux autres éléments de flexibilité.

À l'opposé, l'Argentine, le Brésil, l'Inde et les pays des Caraïbes ont proposé une formule «suisse» selon laquelle les réductions tarifaires d'un pays seraient liées au niveau moyen initial de ces tarifs. Comme les pays en développement ont en général des tarifs consolidés initiaux plus élevés, cette formule leur donnerait un coefficient se traduisant par des réductions moins sévères. Selon la proposition de l'Argentine, du Brésil et de l'Inde, les coefficients ne seraient pas en

²⁹ TN/MA/W/37.

rapport avec d'autres dispositions relatives au TSD. Une proposition d'Antigua-et-Barbuda, de la Barbade, de la Jamaïque, de Saint-Kitts-et-Nevis et de Trinité-et-Tobago ajoute un élément, tel que chaque pays en développement se verrait accorder un crédit pour les engagements contractés, par exemple en matière de portée des consolidations et autres variables, notamment les besoins du développement, y compris la sujétion des sources de revenus, les coûts d'ajustement dus à l'érosion des préférences et la vulnérabilité économique.

Le Pakistan a combiné les deux grandes approches à coefficients fixes et à coefficients liés aux moyennes nationales et proposé une formule suisse simple avec deux coefficients distincts pour les pays développés et les pays en développement, égaux aux taux consolidés moyens des pays développés et des pays en développement, respectivement, à savoir un coefficient 6 pour les premiers et un coefficient 30 pour les seconds.

Au cours de la première phase des négociations, un coefficient 8 ou 10 a été proposé dans les communications de certains pays. Si l'on prend ces chiffres à titre d'exemple, une formule suisse avec un coefficient 8 ou 10 réduirait plus que la formule de Girard les tarifs dans la plupart des pays en développement, y compris dans tous les pays arabes membres de l'OMC (voir tableau 2)³⁰. Même un coefficient 15 se solderait dans la plupart des pays en développement par de très fortes réductions tarifaires portant à la fois sur les taux consolidés et les taux appliqués. Ainsi, une certaine flexibilité sous la forme de réductions inférieures à celles qui découlent de la formule jusqu'à 10 % des lignes tarifaires (comme le prévoit le paragraphe 8 du Cadre sur l'AMNA) pourrait être garantie aux pays en développement. Un coefficient de 30, comme le propose le Pakistan, ne se traduirait, par rapport à la formule de Girard, que par des réductions légèrement plus grandes dans certains pays arabes et par des réductions légèrement moindres dans d'autres pays arabes. Cela s'explique par le fait qu'un coefficient 30 correspond presque au taux consolidé initial moyen des pays arabes.

Tableau 2. Réductions tarifaires selon une formule suisse à coefficient 8 et 10 et selon la formule de Girard

	Moyenne tarifaire consolidée initiale	Portée des consolidations	<u>Girard</u> B = 1	<u>Formule Suisse</u> Pays développés: c = 8, Pays en développement: c = 10
			Nouveau taux tarifaire moyen	Nouveau taux tarifaire moyen
Union européenne	4,1		1,6	2,6
États-Unis	3,7		1,1	2,2
Japon	4,3		1,3	1,9
Bahreïn	35,0	71	17,5	7,8
Djibouti	39,4	100	-	-
Égypte	25,5	99	12,8	6,7
Jordanie	13,0	100	6,0	4,8
Koweït	100,0	100	50,0	9,1

³⁰ Selon la formule de Girard, le coefficient dans la formule suisse est égal au taux consolidé initial moyen d'un pays donné. Les PMA et les pays dont la portée des consolidations est inférieure à 35 % sont exclus de l'application de cette formule.

	Moyenne tarifaire consolidée initiale	Portée des consolidations	<u>Girard</u> B = 1	<u>Formule Suisse</u> Pays développés: c = 8, Pays en développement: c = 10
			Nouveau taux tarifaire moyen	Nouveau taux tarifaire moyen
Mauritanie*	9,1	30	-	-
Maroc	37,7	100	18,9	7,7
Oman	11,5	100	5,2	4,9
Qatar	15,2	100	7,1	5,7
Tunisie	39,1	52	19,1	7,8
Émirats arabes unis	13,1	n.d.	6,4	5,6
Argentine	31,8		15,7	7,5
Brésil	34,4		18,3	7,7
Inde	30,8		15,2	7,5

Source: CNUCED, taux consolidés moyens, pondérés en fonction des échanges* La portée des consolidations est inférieure à 35 %.

Une autre question essentielle porte sur le traitement des lignes tarifaires non consolidées, en particulier sur la portée des consolidations et la méthode à retenir pour établir les taux de base et les taux consolidés finals. Le Cadre sur l'AMNA fixe les taux de base pour les lignes tarifaires non consolidées à deux fois le taux NPF appliqué, avant l'application de la formule. L'Argentine, le Brésil et l'Inde ont proposé au contraire de calculer un nouveau taux consolidé moyen et d'accorder aux pays la possibilité de choisir les taux consolidés pour chaque ligne tarifaire chaque fois que ce taux moyen est atteint. D'autres propositions récentes ont porté sur la majoration des lignes non consolidées de 5 à 30 points de pourcentage avant application des abaissements fondés sur la formule. Cette majoration non linéaire a suscité des commentaires de plus en plus favorables. S'agissant de la portée des consolidations, le Cadre sur l'AMNA prévoit que, parallèlement au traitement spécial et différencié, les pays en développement sont autorisés à laisser jusqu'à 5 % des lignes tarifaires non consolidées si certaines conditions additionnelles sont réunies. Cette souplesse a été contestée car certains pays ont demandé de lier ces éléments de flexibilité à des ambitions intégrées dans les coefficients de la formule. La majorité des pays arabes ont une portée des consolidations de 100 %, mais plusieurs autres pays arabes ayant une portée des consolidations moindre pourraient en pâtir. Étant donné que Bahreïn et la Tunisie ont une portée des consolidations inférieure à 95 % (le paragraphe 8 prévoit au titre de la flexibilité liée au traitement spécial et différencié que les pays en développement sont autorisés à laisser jusqu'à 5 % des lignes tarifaires non consolidées si certaines conditions sont remplies), la méthode à retenir pour déterminer le niveau auquel consolider ces lignes tarifaires est importante pour eux. La Mauritanie, en tant que PMA, devrait accroître sa portée des consolidations. Les détails concernant la portée et les niveaux des consolidations pour les PMA n'ont pas encore été discutés.

Les débats se poursuivent sur l'éventualité de l'élimination (volontaire ou non) des droits de douane dans des secteurs clefs qui sont considérés comme présentant un intérêt à l'exportation pour les pays en développement. Il s'agit des secteurs suivants: industrie chimique, habillement, équipement électrique et électronique, poisson, chaussure, produits forestiers, pierres gemmes et articles de bijouterie, articles de maroquinerie, équipements médicaux et pharmaceutiques, matières premières et articles de sport. Les Émirats arabes unis ont proposé l'élimination

sectorielle des droits de douane et des obstacles non tarifaires sur les matières premières, en particulier sur l'aluminium de première fusion (voir encadré 4). Il y a une diversité d'approches entre les États arabes en matière d'initiatives sectorielles. Les arguments en faveur d'une libéralisation sectorielle plus poussée comme dans le secteur de la chimie se fondent sur le fait que les produits chimiques entrent dans la fabrication de tout un éventail de produits comme dans l'agriculture et que la part du commerce de produits chimiques qui revient aux pays en développement s'accroît. Les dispositions en matière de traitement spécial et différencié dans les initiatives sectorielles comprennent des périodes de mise en œuvre calculées selon la formule «zéro pour x» et des périodes plus longues. Les analyses de la CNUCED montrent que l'incidence la plus importante sur les économies résulterait de l'élimination sectorielle des droits de douane, d'où la nécessité de s'occuper des besoins et des préoccupations des pays en développement.

Encadré 4. La proposition des Émirats arabes unis en vue d'une approche sectorielle zéro pour zéro sur les matières premières

Les Émirats arabes unis proposent une élimination sectorielle des droits de douane sur les matières premières, dont les métaux non ferreux, qui soit prioritairement axée sur l'aluminium de première fusion (SH 967601 – aluminium primaire sous forme brute provenant des séries d'électrolyse des alumineries), et ils ont soumis une liste de matières premières susceptibles de faire l'objet de cette initiative³¹. Cette liste concerne certains produits minéraux (marbre, granite-porphyre, magnésite), des minerais (fer, manganèse, cuivre, cobalt, plomb, zinc, étain et tungstène), des matières premières énergétiques d'origine minérale (huiles, brai, huiles et gaz de pétrole), des produits chimiques (corindon artificiel, oxydes de manganèse), les pierres précieuses (perles), le cuivre et les ouvrages en cuivre. Les Émirats arabes unis estiment que les matières premières en franchise de droits, dont l'aluminium de première fusion, sont essentielles à la compétitivité des produits manufacturés et semi-manufacturés des pays développés, alors que ces mêmes produits constituent en règle générale des exportations stratégiques et des industries émergentes dans les pays en développement. Les Émirats arabes unis soutiennent la proposition selon laquelle tous les droits de douane peu élevés doivent être éliminés au début de la période de mise en œuvre de l'élimination des droits de douane. Dans cette perspective, ils proposent d'entendre par «droits de douane peu élevés» des droits égaux ou inférieurs à 6 % et demandent la présence d'exportateurs et d'importateurs importants dans le secteur des matières premières afin d'obtenir une masse critique.

Les discussions n'ont pas abouti en matière d'obstacles non tarifaires. Avec la baisse des droits de douane, les obstacles non tarifaires deviennent de grands instruments de réglementation et de protection du commerce. Cette évolution a été soulignée lors des négociations avec les pays arabes, notamment le Maroc, Oman, la Tunisie et les Émirats arabes unis. Les obstacles non tarifaires comprennent des mesures directement liées au commerce (par exemple les mesures antidumping, les règles d'origine), aux normes commerciales et à la politique (restrictions aux investissements). Les données de la CNUCED sur les obstacles non tarifaires font apparaître un recours nettement plus fréquent aux mesures visant les caractéristiques des produits (60 %) en même temps que le recul des mesures d'une autre nature. Les pays en développement et les PMA semblent les plus touchés par les obstacles non tarifaires: en 2002, 40 % environ des exportations des PMA en rencontraient. En matière d'obstacles non tarifaires, les sujets de préoccupation le plus souvent avancés par les pays en développement concernent les obstacles techniques au commerce (OTC) et les mesures sanitaires ou phytosanitaires, ainsi que les formalités douanières et administratives, surtout quant aux règles d'origine et aux licences d'importation. Plus précisément, les normes accroissent en général les coûts de production et influent sur les flux

³¹ TN/MA/W/37, Add.1 et Add.2.

commerciaux quand les producteurs nationaux et étrangers ont à prendre à charge des coûts différents ou sont différemment équipés pour répondre aux exigences normatives. Les intérêts des consommateurs et des producteurs et les difficultés auxquelles font face les pays les plus pauvres pour régler le problème des obstacles non tarifaires doivent être pris en considération dans les négociations multilatérales. Pour ce qui est de la normalisation visant les produits, il faudrait intégrer un critère de développement dans la définition des règles afin d'en évaluer les effets et de réduire au minimum les obstacles qu'elles risquent de créer. Il faudrait aussi prévoir des ressources pour aider les pays en développement à répondre aux prescriptions. On constate quelques efforts en ce sens, notamment la Facilité pour le développement des normes et des échanges. Ces efforts devraient se généraliser et s'axer sur la création de capacités. Une réunion d'experts de la CNUCED en septembre 2005 a mis l'accent sur la nécessité de recherches accrues et d'aide aux pays en développement en matière d'obstacles non tarifaires, afin de leur permettre d'identifier ceux auxquels leurs exportations font face, dans la mesure où les obstacles non tarifaires ont une incidence sur les exportations, le renforcement des capacités et la compétitivité, notamment pour les pays en développement. Ces derniers sont confrontés à un manque de données et à des capacités limitées lorsqu'ils s'efforcent d'identifier les obstacles non tarifaires ayant une incidence sur leurs exportations, d'où leur incapacité à participer avec efficacité aux négociations de Doha sur les obstacles non tarifaires.

Préférences non réciproques

Les modalités sur l'AMNA doivent traiter les préoccupations particulières des pays en développement en matière d'érosion des préférences. Il faut veiller à l'amélioration et au renforcement des régimes préférentiels actuels pour les pays concernés, ainsi qu'à l'amélioration des conditions d'accès aux marchés sur une base NPF. Une analyse de la CNUCED montre que la rente tirée par les PMA de l'accès préférentiel aux marchés de l'Union européenne, des États-Unis et du Japon pourrait se réduire de 50 à 75 % selon le scénario retenu. Les estimations de la CNUCED indiquent que, durant la période 2001-2002, 61 % des produits exportés des PMA à destination des pays de la Quadrilatérale devaient acquitter des droits NPF, soit parce qu'ils étaient exclus du Système généralisé de préférences (SGP) ou d'autres régimes préférentiels, soit parce qu'ils ne remplissaient pas les conditions voulues pour bénéficier d'un traitement préférentiel ou en raison de la complexité d'utilisation des régimes. Les limitations de la capacité de production ont continué de faire obstacle à une utilisation plus complète des préférences. Parallèlement, les droits de douane moyens pondérés en fonction des échanges auxquels les PMA sont confrontés lorsqu'ils exportent vers des pays développés sont de 48 % supérieurs aux droits moyens auxquels les pays développés sont confrontés lorsqu'ils exportent vers d'autres pays développés. Cette situation s'explique malgré les préférences par la composition de leurs exportations par rapport à la structure tarifaire des pays développés. À cet égard, les PMA ont demandé que les pays développés ainsi que les pays en développement à même de le faire accordent à tous leurs produits un traitement en franchise de droits et sans contingent, sur une base consolidée. Cette mesure à elle seule et rendue contraignante au sein de l'OMC peut, selon une étude de la CNUCED, générer des gains de prospérité pouvant s'élever à 8 milliards de dollars, ce qui représente une croissance d'environ 2 à 4 % pour les PMA, et une augmentation des recettes d'exportation pouvant atteindre 6,4 milliards de dollars³². Une proposition faite par le Groupe africain concernant le traitement des préférences non réciproques a préconisé l'intégration d'un coefficient de correction dans la formule, alors que les pays ACP ont demandé qu'un indice de vulnérabilité soit utilisé pour la détermination des produits devant bénéficier d'un traitement spécial.

³² Lakshmi Puri, «Towards a new trade "Marshall Plan" for least developed countries: How to deliver on the Doha development promise and help realize the UN Millennium Development Goals?» (UNCTAD/DITC/TAB/POV/2005/1).

Membres ayant accédé récemment

Les besoins spéciaux des pays ayant accédé récemment sont reconnus dans les modalités sur l'AMNA. La Jordanie et Oman, comme d'autres membres ayant accédé récemment, ont des taux consolidés moyens très peu élevés comparés à d'autres pays (voir tableau 2), et ce, en raison des engagements de vaste portée en matière d'accès aux marchés contractés lors de leur accession. Les pays en cours d'accession à l'OMC font face à des négociations bilatérales sur les concessions tarifaires. Les pays accédants ont le choix de ne pas accorder de consolidation sur toutes les lignes tarifaires industrielles (contrairement au cas de l'agriculture où toutes les lignes tarifaires ont besoin d'être consolidées). Tous les pays ayant accédé, y compris la Jordanie et Oman, se sont engagés à consolider 100 % de leurs lignes tarifaires industrielles, contre environ 60 % pour les pays en développement³³.

Textiles et vêtements

L'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV) a expiré le 1^{er} janvier 2005 et tous les contingents restants imposés par l'Union européenne, les États-Unis et le Canada ont été supprimés. L'expiration de cet accord a marqué la fin d'un régime commercial discriminatoire qui, depuis plus de quarante ans, régissait les exportations des textiles et des vêtements des pays en développement. Alors que la libéralisation du commerce des textiles devait entraîner une progression du total des revenus dans les pays en développement de 24 milliards de dollars par an, une augmentation des recettes d'exportations de 40 milliards et conduire à la création de 27 millions d'emplois, les pays en développement ont commencé à mesurer son incidence négative à l'approche de l'expiration de l'ATV. Cela s'expliquait d'autant plus que la libéralisation du commerce de la plupart des produits soumis à contingents devait intervenir immédiatement vers la fin 2004, en raison du retard sur la levée des contingents imposés par certains pays. Selon plusieurs études, les pays en développement bénéficiant du système des contingents devaient pâtir considérablement de l'expiration de l'ATV. On s'attendait aussi à la chute du prix de certains produits textiles du fait d'une plus forte concurrence (voir encadré 5). Le brusque accroissement des exportations de textiles et de vêtements en provenance de Chine aussitôt après l'expiration de l'ATV a provoqué des tensions qui ont conduit certains pays développés à exiger des mesures de sauvegarde. Les négociations entre l'Union européenne, les États-Unis et la Chine ont conduit cette dernière à convenir d'une limitation volontaire de ses exportations vers ces marchés.

Encadré 5. Les conséquences de l'expiration de l'Accord sur les textiles et les vêtements

Les pays arabes dont les produits textiles représentent l'essentiel des exportations sont les suivants: les Émirats arabes unis, Bahreïn, l'Égypte, la Jordanie, le Koweït, le Maroc, Oman, le Qatar et la Tunisie. Leur marché principal est les États-Unis, à l'exception du Maroc et de la Tunisie dont le premier partenaire est l'Union européenne. Les données du Department of commerce des États-Unis montrent que, pendant la période allant de janvier à juin 2005, les exportations de produits textiles en provenance des Émirats arabes unis et de Jordanie ont augmenté de 10 % et de 24 % respectivement, par rapport à la même période l'année précédente. Toutefois, les exportations en provenance du Koweït, d'Oman et du Qatar ont baissé de 62 %, 51 % et 34 %, alors que celles de Bahreïn et d'Égypte sont demeurées constantes. S'agissant des exportations du Maroc et de la Tunisie vers l'Union européenne, les estimations du Bureau international des textiles et de l'habillement (ITCB) indiquent que, pendant la période allant de

³³ Moyenne pondérée en fonction des échanges. Voir CNUCED, *WTO accessions and development policies* (UNCTAD/DITC/TNCD/2001), CNUCED, 2001.

janvier à mai 2005, leurs exportations ont chuté de 11 % et de 3,2 % respectivement. Parmi les autres groupements régionaux (Groupe andin, ANASE, Initiative concernant le bassin des Caraïbes, Accord de libre-échange d'Amérique centrale et pays d'Afrique subsaharienne) dont le marché principal est les États-Unis, tous sauf les pays d'Afrique subsaharienne ont vu leurs exportations progresser de 4 à 13 % pendant la période allant de janvier à juin 2005, celles des pays d'Afrique subsaharienne ayant baissé de 7 % pour la même période l'année précédente. Même s'il est encore difficile de tirer une conclusion définitive concernant l'impact sur les prix de l'expiration de l'Accord sur les importations de textiles et de vêtements, une analyse préliminaire des importations des États-Unis par l'ITCB montre que globalement, le prix unitaire moyen des importations de textiles et de vêtements pendant la période allant de janvier à mai 2005 a augmenté de 1,18 % par rapport à la même période en 2004. Si le prix unitaire moyen des vêtements a baissé de 2,44 %, celui des textiles a progressé de 3,75 %. D'une catégorie de vêtements à l'autre, l'évolution des prix a été différente. Celle des importations en provenance de certains pays a été analogue: si les prix unitaires ont globalement augmenté, les principaux articles vestimentaires ont généralement baissé.

Si le système a limité les exportations des pays en développement concurrents, il a garanti aux fournisseurs de moindre envergure parmi ces pays en développement, y compris ceux du monde arabe, un accès aux principaux marchés d'exportation. Ces pays devaient donc relever des défis liés aux questions d'ajustement résultant de l'élimination des contingents. En septembre 2004, 11 pays en développement ont fait part de leurs préoccupations au sein de l'OMC quant au problème posé par les éventuels effets négatifs de l'élimination des contingents et ont proposé qu'une étude soit réalisée pour déterminer les questions et les coûts liés à l'ajustement découlant de l'expiration de l'Accord sur les textiles et les vêtements, et établir un programme de travail au sein de l'OMC sur les solutions à retenir concernant ces questions³⁴. La Chine et d'autres membres du Bureau international des textiles et de l'habillement se sont opposés aux propositions préconisant une intervention spécifique de l'OMC. Pour débloquer la situation, la Tunisie a soumis une proposition visant à étudier des solutions, sur la base de la partie IV du GATT de 1994, destinées à stabiliser le prix des textiles et à instaurer un mécanisme de financement particulier aux secteurs des textiles et des vêtements. La Tunisie a également préconisé d'examiner de manière urgente et dans un esprit ouvert les problèmes auxquels ces secteurs sont confrontés et d'étudier des solutions constructives afin de faire progresser les objectifs de l'article XXXVI du GATT. L'objectif de l'exercice est de rétablir la situation des secteurs des textiles et des vêtements, en particulier de stabiliser les prix du marché en coopération avec les institutions financières internationales (IFI), afin de mettre en place un mécanisme de financement spécifique aux politiques de développement dans ce secteur.

D. Services

Contexte

Au cours des vingt dernières années, le secteur des services a gagné en importance dans tous les pays et a contribué pour une part croissante au produit intérieur brut (PIB) et à l'emploi. Les services sont une activité économique fondamentale qui joue un rôle essentiel dans le renforcement des infrastructures, la compétitivité et la facilitation des échanges, de même qu'ils offrent d'importantes possibilités de diversification face à la dépendance à l'égard des produits de base ainsi que de production de biens à faible valeur ajoutée. Ils ont aussi des répercussions importantes pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, notamment

³⁴ G/C/W/496, 30 septembre 2004. Une proposition a été présentée par le Bangladesh, les Fidji, la Jamaïque, Madagascar, Maurice, la Mongolie, le Népal, l'Ouganda, la République dominicaine et le Sri Lanka.

quant à la réduction de la pauvreté et à l'égalité des sexes. L'accès universel aux services essentiels comme l'éducation et la santé contribuerait aux objectifs 2 (assurer l'éducation primaire pour tous), 4 (réduire la mortalité infantile), 5 (améliorer la santé maternelle), 6 (combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies) et 7 (assurer un environnement durable). Il existe toutefois des différences d'un pays à l'autre dans le développement du secteur tertiaire et des services d'infrastructure. En 2003, les services dépassaient en moyenne 60 % du PIB, contre 49 % pour la plupart des pays en développement et 72 % pour les pays développés. En 2003, ils représentaient 62 % du PIB des pays de l'Asie occidentale et 46 % de ceux d'Afrique du Nord. Si 30 % environ de la main-d'œuvre est employée dans le tertiaire dans les pays en développement en tant que groupe, cette proportion atteint jusqu'à 53 % dans certains de ces pays, et ce, compte non tenu du secteur des services informels qui joue un rôle important dans les pays en développement. Pour les pays développés, cette proportion est de 70 %³⁵.

S'agissant de la proportion des pays en développement dans le total mondial des exportations de services, celle-ci s'élevait à 22,5 % en 2004, soit une augmentation de 18,5 % par rapport à 1990. En 2003, les pays arabes d'Asie occidentale représentaient 2,2 % du total mondial des exportations de services et ceux d'Afrique du Nord 1,2 %. Quant à leur part dans les importations de services, les pays arabes d'Asie occidentale représentent 3,5 % du total mondial, tandis que celle des pays d'Afrique du Nord s'élève à moins de 1 %. Les pays en développement dans leur ensemble représentaient 24 %. Au cours de la période 2000-2003, les exportations de services se sont considérablement accrues, celles des pays développés augmentant de 7 % contre 4 % entre 1995 et 2000. Les pays arabes ont connu différents modèles de croissance commerciale, l'Afrique du Nord enregistrant une croissance moyenne positive et soutenue durant ces deux périodes, passant de 3,4 % au cours de la période 1995-2000 à 7 % pour la période 2000-2003, alors que les pays d'Asie occidentale connaissaient une tendance inverse, le taux moyen de croissance de leurs exportations passant de 7,6 % au cours de la période 1995-2000 pour tomber à moins de 6,4 % au cours de la période 2000-2003. Dans l'ensemble, les pays en développement sont restés en règle générale des importateurs nets de services commerciaux en 2003³⁶, et leurs échanges de services ont été inférieurs à la moyenne mondiale. L'Asie occidentale a enregistré un déficit de 6,4 milliards de dollars en 2002. Parmi les pays arabes, les trois premiers concentrent environ 70 % du total des exportations arabes en 2002³⁷.

La plupart des pays arabes sont confrontés à des difficultés sur le plan de l'offre, liées notamment à un marché intérieur trop restreint pour servir de base à la création d'industries compétitives, à un accès limité aux ressources technologiques et financières, aux insuffisances en matière de compétences et de formation, et au faible développement des services d'infrastructure (par exemple, les télécommunications, les finances et les services de transports). Ces problèmes ne nuisent pas seulement à la prestation des services à l'échelon national, mais ils font aussi office de freins à l'entrée d'investisseurs étrangers. Dans certains pays, l'inefficacité de l'administration, les imperfections ou le faible développement des réglementations et des institutions juridiques, l'instabilité politique et des considérations relatives à la sécurité constituent autant de poids supplémentaires qui entravent la possibilité de plus d'investissements étrangers, notamment dans les secteurs clefs de l'économie.

Le développement des services d'infrastructure vitaux comme les télécommunications, les transports, les finances et l'électricité, assorti d'un cadre réglementaire approprié est essentiel pour garantir un secteur tertiaire attrayant et compétitif. La libéralisation du système de

³⁵ En 2003, les 12 principaux exportateurs de services parmi les pays en développement – dont la Chine, l'Inde, la République de Corée, la Malaisie, la Thaïlande, le Mexique, l'Égypte et le Brésil – représentaient 71 % des exportations de services de tous les pays en développement, contre 66 % en 1998.

³⁶ *Participation des économies en développement au système commercial mondial* (WT/COMTD/W/136).

³⁷ Les trois premiers exportateurs de services sont l'Égypte, l'Arabie saoudite et le Maroc.

télécommunications mobiles au Maroc et en Jordanie s'est traduite par une baisse des tarifs, d'où la croissance des abonnements au téléphone mobile au Maroc qui sont passés de 150 000 clients en 1999 à 4 millions en 2000. Une étude de cas en Tunisie a montré que l'ouverture des marchés des télécommunications à la concurrence étrangère pourrait dynamiser la compétitivité de ses services utilisant les technologies de l'information et augmenterait son PIB d'au moins 4,4 %³⁸. Des progrès dans les télécommunications et les services de transports permettraient aussi de favoriser le développement des capacités d'exportation dans les services du tourisme, qui constituent une source importante d'avantages comparatifs pour certains pays arabes. Les coûts du transport dans la région sont supérieurs à ceux d'autres régions. Cette réalité nuit à l'efficacité et grève les coûts, ce qui rend les exportations de ces pays moins intéressantes. La distribution et l'approvisionnement en électricité ont aussi une incidence sur la compétitivité de l'économie. Dans un certain nombre de pays arabes, l'industrie de l'approvisionnement en électricité est intégrée verticalement, avec l'État comme seul distributeur habilité. Les exigences en matière de concurrence et d'efficacité se sont traduites dans certains pays arabes par l'établissement d'organismes de réglementation appropriés et par la privatisation des opérateurs historiques ou la création d'organes subsidiaires. Les réformes du secteur des services financiers sont par ailleurs importantes car l'accès à des services financiers compétitifs a des répercussions sur le développement des capacités d'exportation et la compétitivité des industries. Les réformes progressives du secteur financier dans la région se sont soldées par un recul du secteur public dont les prêts sont passés d'environ 40 % en 1990-1995 à environ 25 % en 1996-2000, détournant ainsi davantage de ressources pour les activités productives du secteur privé.

Négociations sur l'AGCS en cours

L'article XIX:1 de l'AGCS donne pour mandat aux membres de l'OMC d'engager des séries de négociations en vue: 1) d'élever progressivement le niveau de libéralisation; 2) de promouvoir les intérêts de tous les participants sur une base d'avantages mutuels; et 3) d'assurer un équilibre global des droits et des obligations. Ce mandat a été réaffirmé au paragraphe 15 de la Déclaration ministérielle de Doha. L'ensemble de résultats de juillet a émis dans son annexe C un ensemble de recommandations pour les négociations sur les services, lesquelles réaffirment pour l'essentiel les objectifs et les engagements énoncés dans l'AGCS, les Lignes directrices pour les négociations et la Déclaration ministérielle de Doha, tout en mettant l'accent sur la nécessité d'assurer la bonne qualité des offres dans les secteurs et pour les modes de fourniture présentant un intérêt à l'exportation pour les pays en développement et de n'exclure a priori aucun mode ni secteur de services.

Au total, 69 offres ont été communiquées à ce jour, dont 7 émanant de pays arabes: Bahreïn, la Jordanie, l'Égypte, le Qatar, la Tunisie, le Maroc et les Émirats arabes unis. Deux de ces pays, Bahreïn et l'Égypte, ont révisé leurs offres. Aucun PMA n'a présenté d'offre. Les pays en développement ont eu des difficultés à identifier les secteurs et les modes de fourniture présentant un intérêt pour eux. Ils ont toutefois marqué un intérêt manifeste pour le mode 4, certains PMA déclarant notamment leur intérêt pour l'intégration de la catégorie de la main-d'œuvre peu qualifiée dans les engagements des membres de l'OMC. Des progrès restent cependant à accomplir quant à l'évaluation du commerce des services pour favoriser la participation des pays en développement à la procédure d'offres et de demandes et, si nécessaire, les négociations devraient être ajustées en fonction des résultats de cette évaluation. Les recommandations prévoient un examen des progrès réalisés dans les négociations et la présentation d'un rapport complet à la sixième Conférence ministérielle de l'OMC. Il faudra notamment étudier jusqu'à quel

³⁸ Les études de cas s'appuient sur: *MENA Development Report: Trade, Investment, and Development in the Middle East and North Africa: Engaging with the World*, The World Bank, Washington D.C., août 2003 [Échanges commerciaux, investissement et développement dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, Paris, Eska, Washington (DOC), Banque mondiale, 2004].

point l'article IV de l'AGCS est mis en œuvre, tout en tenant compte des besoins des petits prestataires de services dans les pays en développement, conformément au paragraphe 15 des Lignes directrices.

Tableau 3. Engagements du Cycle d'Uruguay des pays arabes membres de l'OMC

	Services fournis aux entreprises	Services de communication	Services de construction et services d'ingénierie connexes	Services de distribution	Services d'éducation	Services concernant l'environnement	Services financiers	Services de santé et services sociaux	Services relatifs au tourisme et aux voyages	Services récréatifs, culturels et sportifs	Services de transports
Bahreïn							X				
Djibouti	X	X							X	X	
Égypte		X	X				X		X		X
Jordanie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Koweït	X		X	X		X	X	X	X	X	
Mauritanie									X		
Maroc	X	X	X			X	X		X		X
Oman	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X
Qatar	X	X	X			X	X		X		
Tunisie		X					X		X		
Émirats arabes unis	X	X	X			X	X		X		

Les recommandations contenues dans l'Ensemble de résultats de juillet ont souligné l'importance pour les pays développés et les pays en développement du mouvement temporaire des personnes physiques (mode 4). Une libéralisation commercialement valable de ce mode de fourniture revêt donc une importance particulière. Les offres initiales des pays développés n'ont que peu amélioré les engagements actuels de ces pays. Un groupe de 18 pays en développement, dont l'Égypte, s'est inquiété de ce que les engagements spécifiques existants ainsi que les offres initiales ne débouchent pas sur des avantages commerciaux réels pour eux, du fait qu'ils conditionnent souvent les mouvements de personnes physiques à l'établissement d'une présence commerciale et ne couvrent pas différents niveaux de compétences³⁹. De nombreuses offres manquent de clarté en ce qui concerne les permis de travail, les visas et autres réglementations administratives, et les procédures relatives à l'entrée des prestataires de services. Une communication plus récente émanant d'un groupe de 12 pays⁴⁰ propose certains des critères suivants en vue de l'évaluation des offres: a) inclusion de catégories supplémentaires de personnes physiques, en particulier celles qui fournissent des services sans lien avec la présence commerciale, et répondant aux demandes formulées par les membres; b) révision des limitations

³⁹ TN/S/W/19, 31 mars 2004, document présenté par le Brésil, le Chili, la Chine, la Colombie, Cuba, l'Égypte, l'Équateur, le Guatemala, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, le Nicaragua, le Pakistan, le Pérou, les Philippines, la République dominicaine et la Thaïlande.

⁴⁰ JOB(05)/131, 30 juin 2005.

concernant l'accès aux marchés et le traitement national des services, à savoir concrètement la suppression des examens des besoins économiques (EBE), des contingents, des prescriptions relatives à la parité des salaires ou à la durée normale du séjour et les dispositions afférentes au renouvellement de ce dernier; c) transparence des engagements relatifs au mode 4, notamment par l'accès aux informations relatives aux dispositions pertinentes des lois et règlements généraux sur l'immigration et au moyen d'un guichet d'information unique; et d) traitement de la question de la reconnaissance des qualifications pour les prestataires de services du mode 4.

Encadré 6. Mode 4 – Considérations et approches

- *Adopter un cadre de catégories communes, notamment en matière de définitions et de terminologies, et des prescriptions relatives à l'entrée* (inclusion de catégories sans lien avec la présence commerciale, mouvement de la main-d'œuvre peu qualifiée);
- *Améliorer la transparence en tant que question transversale* (par exemple par la publication des lois et règlements pertinents; ou la transparence en matière de procédure régulière tout en soumettant les PMA aux seules obligations de moyens);
- *Réduire au minimum les limitations d'accès aux marchés afin de garantir l'importance et la variété voulues aux engagements effectifs* (par exemple, par la suppression des EBE, la révision des limitations concernant la durée des séjours et leur renouvellement, l'élimination des contingents ou encore des prescriptions relatives à la parité des salaires);
- *Expérimenter des options créatives pour certains engagements sectoriels* (par exemple par la recherche d'engagements concernant «le placement et l'offre de personnel de service» comme un moyen pour envoyer des travailleurs peu qualifiés);
- *Adopter des disciplines claires en matière de réglementation intérieure afin de garantir que tous les engagements ne seront pas déclarés nuls par une réglementation intérieure trop restrictive* (par exemple en veillant à ce que les disciplines futures couvrent précisément les règlements relatifs au mode 4 ainsi que les dispositions effectives du traitement spécial et différencié);
- *Trouver une parade aux règles et procédures trop contraignantes en matière de visas* (par exemple au moyen d'un visa AGCS ou par la garantie d'une application objective des conditions administratives pour chaque catégorie de visa ou de permis);
- *Favoriser les accords de reconnaissance mutuelle (ARM)* (par exemple en facilitant la conclusion d'ARM entre pays développés et pays en développement ainsi que l'adhésion des pays en développement aux ARM existants);
- *Créer un comité spécial (organe subsidiaire du Conseil sur le commerce des services) pour le mode 4* et chargé de garantir la réalisation de progrès dans ces domaines et sur d'autres questions relatives au mode 4;
- *Faciliter les engagements internationaux par des politiques nationales d'accompagnement* (par exemple en garantissant le caractère temporaire d'un séjour temporaire au moyen d'un cautionnement ou par la retenue d'une partie du salaire de la personne concernée jusqu'à son retour dans son pays d'origine; ou en veillant à ce que les exigences en matière de sécurité soient satisfaites).

Beaucoup de pays en développement n'ont pas été à même de présenter leurs demandes ou leurs offres dans les délais impartis⁴¹, étant donné l'insuffisance de leurs capacités techniques aggravée par l'absence de données sur le secteur des services. Dans la perception des pays en développement, les offres initiales des principaux partenaires commerciaux ont besoin d'améliorations tangibles. Globalement, un changement réel s'impose au niveau d'engagements dans de nouveaux secteurs et du modèle des consolidations sectorielles. La plupart des pays en développement ont soit simplement redéfini le secteur ou le sous-secteur auquel un engagement s'applique ou simplement remplacé une limitation par une autre. Plusieurs offres peuvent aussi se caractériser par un «retour en arrière», dans la mesure où des limitations nouvelles ou plus restrictives se sont substituées à d'anciennes. Dans leur ensemble, les nouveaux engagements sectoriels sont non consolidés ou ne sont pas assortis de limitations. Certaines offres initiales utilisent souvent de nouvelles classifications (même à l'égard de secteurs qui ne font pas officiellement partie de la liste de classification de l'OMC), lesquelles n'ont pas été approuvées et sont encore à l'examen, d'où une incertitude sur le contenu exact des offres. Très rares sont les pays qui ont supprimé leurs exemptions de l'obligation NPF – certains en introduisent même de nouvelles –, laissant ainsi environ 400 d'entre elles incluses dans les engagements des pays. Les offres se concentrent sur certaines industries, en négligeant les secteurs et les modes de fourniture présentant un intérêt pour les pays en développement comme la santé, l'audiovisuel ou d'autres services à plus forte intensité de travail et le mode 4, dont aussi ceux à faible niveau de qualification. Certaines offres font référence à la notion de réciprocité.

Encadré 7. Les services énergétiques dans les négociations sur l'AGCS en cours

Les services énergétiques sont importants car certains pays arabes sont de grands producteurs et exportateurs d'huile et de gaz de pétrole et ont un énorme potentiel d'exportation de services énergétiques. La liste de classification des services de l'OMC (W/120) ne comprend pas les services énergétiques parmi ses 12 grandes rubriques sectorielles. Les services relatifs à l'énergie relèvent donc de secteurs comme les services aux entreprises, les services de transports et autres secteurs de services susceptibles de couvrir les activités liées à l'énergie – certains services professionnels, les services de construction et de distribution. Les propositions de négociation durant la première phase des négociations ont porté sur l'amélioration de l'accès aux marchés dans le secteur, la reconnaissance du droit de réglementer en vue de réaliser des objectifs de politique publique et sur le fait que les négociations sur la libéralisation du secteur des services énergétiques ne devraient pas aborder la question de la propriété des ressources naturelles. Certains pays (les États-Unis, le Japon, la Norvège et l'Union européenne) ont proposé des mécanismes visant à garantir la transparence des réglementations concernant les services énergétiques ainsi que l'accès et l'interconnexion non discriminatoires aux réseaux énergétiques, et à empêcher les pratiques anticoncurrentielles. Les États-Unis, l'Indonésie et le Venezuela font partie des pays qui ont soumis certaines propositions de classification. Les États-Unis ont préconisé des engagements plus contraignants malgré l'utilisation d'une «liste pour la classification des services relatifs à l'énergie» afin de répertorier les grandes catégories qui comprennent de tels services. L'Indonésie a proposé la création d'une classification détaillée des services énergétiques, composée de rubriques comprenant les activités en amont, les activités en aval, les activités de commercialisation de l'énergie, les activités professionnelles et d'autres activités des services énergétiques. La proposition vénézuélienne a porté sur une nouvelle classification du secteur basée sur trois critères: les sources d'énergie, la place de ces services dans la chaîne énergétique et la distinction entre services énergétiques «essentiels» et services énergétiques «non essentiels». Les demandes formulées en matière de services énergétiques

⁴¹ Mars 2002 pour les demandes et juillet 2002 pour les offres ainsi que le prévoit la Déclaration ministérielle de Doha et mai 2005 comme établi par l'Ensemble de résultats de juillet.

peuvent se résumer comme suit: 1) libéraliser plus largement le secteur au titre des modes 1, 2 et 3; 2) contracter des engagements additionnels quant à la création d'un système de réglementation indépendant ou à l'établissement de procédures réglementaires non discriminatoires, objectives et opportunes régissant le transport et la transmission d'énergie; 3) contracter des engagements fondés sur une certaine proposition de liste de classification et non encore contraignants; 4) inclure le concept de «neutralité technologique», ce qui pourrait ménager aux pays plus de souplesse pour ouvrir leurs marchés énergétiques et préserver le droit de limiter la portée de leurs engagements. On a fait aussi intervenir la notion de «neutralité des sources d'énergie». Douze offres ont été faites jusqu'à présent en matière de services énergétiques. Faute d'accord sur la classification des services énergétiques, la plupart des pays ont inscrit dans les listes des engagements relatifs à l'énergie au titre des secteurs et sous-secteurs pertinents. La Norvège et les États-Unis ont créé une section distincte regroupant les services énergétiques, même s'il reste à voir comment ils inscriront leurs engagements de services dans leur liste finale. Les améliorations dans les offres relatives aux services énergétiques prennent l'une des formes suivantes: inclusion d'un sous-secteur relatif aux services dans l'engagement, développement de l'étendue géographique ou de la portée de l'engagement, ou suppression des limitations en matière d'accès aux marchés ou de traitement national dans le cadre des engagements relatifs à l'énergie déjà existants.

Un débat s'est engagé sur le malaise que pourrait provoquer dans les négociations «la qualité insatisfaisante des offres». Certains ont fait valoir que la méthode de la demande-offre bilatérale, conjuguée à l'approche ascendante, ne pouvait pas garantir des résultats suffisamment ambitieux. Il a été suggéré de recourir à une approche intersectorielle et modale en définissant un «cadre commun de référence» pour les négociations sur les services, en vertu duquel le nombre de secteurs et de sous-secteurs serait prescrit à partir d'une liste arrêtée d'un commun accord, tous les pays étant tenus de prendre des engagements qui ne devraient pas être en deçà du degré d'ouverture des marchés. De l'avis des pays en développement, cette approche est difficile à appliquer car elle s'écarte de l'approche des listes positives qui permet une libéralisation progressive et une certaine flexibilité, qui sont les éléments clefs de l'architecture de l'AGCS et sont aussi énoncées dans les Lignes directrices pour les négociations et les Modalités pour les PMA.

Il faut donc recentrer l'attention sur ces critères axés sur le développement et les utiliser comme repères et cadres de référence pour évaluer réellement la qualité des offres et les progrès accomplis dans les négociations et mettre en place les piliers d'un résultat propre à promouvoir le développement. Ces repères en matière de développement sont notamment précisés dans les articles IV et XIX de l'AGCS (participation croissante des pays en développement au commerce, notamment par le biais du renforcement de leur capacité nationale de fournir des services et de la libéralisation de l'accès aux marchés dans les secteurs et pour les modes de fourniture qui les intéressent du point de vue des exportations (les options sont par exemple de supprimer les examens des besoins économiques et les autres obstacles économiques au mode 4 et d'éliminer les exemptions de l'obligation NPF) et de ménager à ces pays une flexibilité appropriée pour qu'ils puissent ouvrir moins de secteurs et élargir progressivement l'accès à leurs marchés en fonction de la situation de leur développement). Le paragraphe 14 des Lignes directrices précise qu'il faut procéder à une évaluation des résultats obtenus dans la réalisation des objectifs de l'AGCS, en particulier ceux énoncés dans l'article IV, en fonction de laquelle les négociations seront ajustées, et le paragraphe 15 prescrit d'examiner dans quelle mesure l'article IV est mis en œuvre pour assurer la mise en œuvre effective des articles IV et XIX:2.

Règles de l'AGCS

Les résultats des négociations sur un mécanisme de sauvegarde d'urgence (MSU) entreront en application à une date qui ne sera pas postérieure à la date d'entrée en vigueur des résultats du cycle actuel des négociations sur les services. Un MSU permettrait de s'adapter à l'évolution de la situation résultant de la libéralisation. Cette adaptation est particulièrement importante pour les pays en développement où les cadres réglementaires et institutionnels appropriés doivent être encore rendus pleinement opérationnels et où les prestataires de services souffrent d'un manque de compétitivité. Les discussions récentes ont porté en priorité sur des questions techniques comme la relation entre les mécanismes de sauvegarde d'urgence, les accords bilatéraux d'investissement et les accords de libre-échange, le problème de la «similitude» dans le cadre d'un MSU, le concept d'«industrie nationale» et les droits acquis connexes. D'autres questions ont concerné la disponibilité des données, les coûts économiques et les situations justifiant l'adoption d'un mécanisme de sauvegarde d'urgence.

Peu de progrès ont été réalisés dans les négociations sur les disciplines relatives aux subventions et aux marchés publics. S'agissant des subventions, les discussions des membres de l'OMC continuent de porter sur la meilleure manière de procéder concernant l'échange d'informations (en identifiant les approches, les secteurs prioritaires et les échéanciers) et de se demander s'il faut commencer par traiter cette question ou par établir une définition des subventions qui faussent les échanges. En ce qui concerne les marchés publics, les avis divergent sur le mandat, notamment sur le fait de savoir si le mandat de négociation (art. XIII) s'étend aux questions d'accès aux marchés, et sur l'impact de l'ensemble de résultats de juillet, à la suite duquel la question de la transparence des marchés publics a été retirée des négociations de Doha. L'Union européenne, le principal demandeur, a recentré ses prises de position et demande principalement des disciplines procédurales. Elle est d'avis que ces règles seraient particulièrement importantes pour garantir l'ouverture effective des marchés publics.

Réglementation intérieure

Les négociations sur la réglementation intérieure visées à l'article VI:4 de l'AGCS se sont accélérées et les membres de l'OMC sont convenus d'un Ensemble d'«éléments» que la sixième Conférence ministérielle inclura dans les futures disciplines. Toutes les disciplines sur la réglementation intérieure ne devraient pas être interprétées comme empêchant les membres d'exercer leur droit de réglementation, y compris le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'ils souhaitent maintenir. Les questions examinées portent notamment sur: l'application sectorielle ou horizontale des disciplines; les catégories de mesures visées; la transparence; la notion de nécessité; les qualifications et la reconnaissance; le traitement spécial et différencié et l'articulation de toute discipline avec les engagements contractés au titre du mode 4 (voir encadré 8).

Encadré 8. Questions à examiner dans le cadre de l'élaboration des disciplines sur la réglementation intérieure

- Application sectorielle ou horizontale;
- Application uniforme ou spécifique à des engagements (disciplines à appliquer soit à des secteurs où un membre a contracté des engagements particuliers, soit à tous les secteurs, indépendamment des engagements pris);

- Catégories de mesures visées (avoir des définitions précises des mesures dans le mandat, accompagnées d'une mention stipulant que la portée vaut pour toutes les mesures se rattachant à ces cinq catégories de mesures);
- Origine des mesures visées (questions concernant les niveaux gouvernementaux auxquels les disciplines futures devraient ou pourraient s'appliquer, et le fait de savoir s'il faut inclure les mesures volontaires des organismes non gouvernementaux);
- *Transparence* (en mesurant les coûts et les avantages des différentes propositions et afin de garantir qu'une bonne flexibilité est ménagée aux pays en développement, notamment s'agissant de la formulation d'observations préalables);
- *Nécessité* (soit en réaffirmant, d'une manière générale, le critère de nécessité comme le prévoit l'AGCS et/ou en remplaçant «les objectifs politiques légitimes» par «les objectifs de politique nationale»);
- *Reconnaissance des qualifications* (disciplines concernant la reconnaissance des qualifications étrangères, notamment les mécanismes visant à faciliter la participation des pays en développement aux ARM);
- *Traitement spécial et différencié* (reconnaissance de la nécessité particulière pour les pays en développement d'exercer leur droit de réglementation; introduction progressive de lois ayant une incidence sur les exportations de services de ces pays; délais plus longs pour l'application des disciplines futures et renforcement des capacités);
- *Ensemble global de résultats* (interaction entre les disciplines futures sur la réglementation intérieure et la portée et la profondeur de tous les engagements futurs, horizontaux ou sectoriels, contractés au titre du mode 4).

Questions intéressant les pays arabes

Les pays arabes doivent participer plus activement aux négociations sur les services. L'Égypte fait partie des pays les plus actifs en la matière et a exprimé l'intérêt qu'elle portait en priorité aux questions relatives au mode 4, aux services professionnels, aux questions de transparence et à d'autres préoccupations des pays en développement, notamment le renforcement des capacités commerciales de ces derniers. Bahreïn et Oman ont insisté sur l'importance de la libéralisation des services financiers, s'agissant d'un des services d'infrastructure essentiels qui pourrait drainer des capitaux, de la technologie et de l'innovation et améliorer la compétitivité de l'économie. Djibouti ainsi que d'autres PMA ont régulièrement réaffirmé le besoin d'une aide technique et d'un renforcement des capacités à la fois dans le cadre des négociations sur les services et dans la création d'une capacité d'offre intérieure durable.

Encadré 9. Demandes et offres de pays arabes

Les pays arabes ont reçu des demandes de pays développés et de pays en développement, émanant notamment des États-Unis, de l'Union européenne, de l'Australie, de la Suisse, de l'Inde et du Pakistan. L'Égypte a également soumis une demande à d'autres pays arabes. Les secteurs dont une ouverture plus large a été demandée sont les services financiers, certains services professionnels (services juridiques, comptables et d'ingénierie), d'autres services aux entreprises, les services informatiques et connexes, la construction, les services de santé, les services

concernant l'environnement, le tourisme, les télécommunications et certains services de transports. Ces demandes pourraient être qualifiées d'ambitieuses et, dans certains cas, de difficiles à satisfaire étant donné l'insuffisance des services et des capacités réglementaires des pays arabes. Rares ont été les pays arabes qui ont soumis des demandes à d'autres membres de l'OMC.

En matière d'offres, sept pays arabes ont jusqu'à présent soumis des offres: Bahreïn, la Jordanie, l'Égypte, le Qatar, la Tunisie, le Maroc et les Émirats arabes unis. Bahreïn et l'Égypte ont soumis des offres révisées. Bahreïn et le Maroc ont contracté de nouveaux engagements sectoriels dans les secteurs suivants: services aux entreprises (notamment les services professionnels, les services informatiques et connexes, la recherche et le développement et d'autres services aux entreprises), les services de communication, la construction et l'ingénierie connexe, les services de distribution et d'énergie, les services financiers, les services hospitaliers, les services d'hôtellerie et de restauration et certains services de transports. Le Qatar et l'Égypte ont modifié leurs offres relatives au mode 4. Dans ces nouveaux engagements sectoriels, certains ont offert des consolidations substantielles (c'est-à-dire sans limitations). Certaines offres ont assorti les engagements de limitations dans des sous-secteurs particuliers et demeurent non consolidées dans le cadre de certains modes (le plus souvent le mode 1), preuve que ces pays ont procédé à une certaine évaluation de leur niveau de préparation en matière d'ouverture et ont traduit les enseignements dans leurs offres. Bahreïn, la Jordanie, l'Égypte et le Qatar ont supprimé les limitations préexistantes comme les conditions de nationalité et de résidence, les EBE, les limites imposées à l'entrée des étrangers dans le capital des entreprises et les exigences de statut juridique. Dans le cas particulier de la Jordanie et de l'Égypte, la mise en application de certains préengagements s'est traduite par l'élimination de restrictions comme les conditions de présence commerciale, les contingents et la prestation de services par des prestataires exclusifs, ainsi que les EBE. L'Égypte a également rendu plus claire sa liste avec l'intégration des numéros du Comité des pays participants (CPC) correspondant aux engagements sectoriels et par des définitions détaillées des catégories de personnes incluses dans ses engagements contractés au titre du mode 4. Les offres révisées de l'Égypte et de Bahreïn ont fait preuve d'ouvertures plus larges dans les modes et les secteurs et sous-secteurs clefs présentant un intérêt pour les membres de l'OMC comme le mode 4, les services professionnels et autres services aux entreprises, les services informatiques et connexes, certains services de construction ainsi que les services de santé et les services sociaux.

Certains des pays arabes ayant accédé récemment ont réaffirmé les engagements de vaste portée qu'ils avaient déjà pris dans le cadre de leur accession et que les autres pays devraient saluer dans le processus demandes-offres tout en contractant des engagements plus libéraux. Les pays arabes accédants ont été confrontés à des demandes pressantes en vue de contracter des engagements plus contraignants dans tous les secteurs de services, mais tout particulièrement dans des secteurs clefs comme les finances, les télécommunications et les services de transports et au titre des modes 1, 2 et 3. Les pays accédants qui ont essayé de contracter des engagements partiels ont fait face à l'opposition des principaux partenaires commerciaux. Les limitations spécifiques dont on a envisagé la suppression sont les EBE, les conditions de nationalité et les conditions de résidence. On a par ailleurs demandé à certains de ces pays accédants d'inscrire dans leur liste des engagements au moyen de nouveaux projets de classification, qui sont encore à l'étude au sein de l'OMC. Cela pourrait donner des résultats dans les pays contractant des engagements ambitieux qui se révéleraient difficiles à dénoncer dans le futur.

E. Questions relatives au développement

Réexamen et mise en œuvre des dispositions relatives au traitement spécial et différencié

Le traitement spécial et différencié est considéré comme l'un des principes essentiels, dans le cadre du système commercial multilatéral, pour répondre aux besoins des pays en développement en matière de développement, de financement et de commerce. On admet aussi de plus en plus qu'il est nécessaire de disposer d'une marge d'action appropriée pour tester les instruments de politique intérieure et les innovations institutionnelles. L'ensemble de résultats de juillet a prévu la poursuite du travail sur toutes les propositions en suspens axées sur des accords particuliers, ainsi que sur d'autres questions en suspens dont les questions transversales, le mécanisme de surveillance et l'intégration du traitement spécial et différencié dans l'architecture des règles de l'OMC. En l'absence d'accord pour confirmer les 28 propositions relatives à des accords particuliers dont il avait été convenu en principe dans le texte de Derbez examiné à Cancún en 2003, la décision n'y fait aucunement référence. Ces propositions concernent surtout le traitement spécial et différencié au niveau des aspects de procédure des Accords de l'OMC. Pour l'essentiel, les dispositions ayant une incidence de fond sur le développement ou le commerce doivent être encore examinées lors des négociations. Les pays en développement ont continué de soutenir que toutes les propositions relatives à des accords particuliers devaient être traitées ensemble. La nouvelle date limite pour soumettre au Conseil général un rapport accompagné de recommandations claires en vue d'une décision est fixée à juillet 2005 pour les propositions examinées au sein du Comité du commerce et du développement et pour les propositions renvoyées à d'autres organes de négociation (questions de la catégorie II). L'ensemble de résultats de juillet a également prévu que, dans le cadre des paramètres du mandat de Doha, tout le reste du travail en suspens, notamment sur les questions transversales, le mécanisme de surveillance et l'intégration du traitement spécial et différencié dans l'architecture des règles de l'OMC, serait examiné selon qu'il sera approprié.

À ce jour, 88 propositions relatives à des accords particuliers ont fait l'objet de négociations sans qu'aucune décision n'ait été prise. En décembre 2004, le Président de la session spéciale du Comité du commerce et du développement a proposé une nouvelle approche fondée sur les besoins ponctuels des pays en développement, en vertu de laquelle les membres examineraient les causes d'une proposition relative à des accords particuliers pour comprendre le but des propositions respectives et s'efforcer de traiter chaque proposition en fonction des besoins de développement particuliers, y compris par le renforcement de la flexibilité selon les règles de l'OMC et notamment pour les pays qui en ont besoin. La proposition du Président comprenait la discussion de questions transversales comme le mécanisme de surveillance, parallèlement aux propositions relatives à des accords particuliers. Aucune décision n'a été prise sur cette approche parce que les pays en développement étaient préoccupés par le risque qu'une telle approche amène à distinguer de facto les pays en développement en fonction de leurs besoins ponctuels. On a par ailleurs continué de s'inquiéter sur la nature d'un éventuel mécanisme de surveillance, certains pays développés proposant de surveiller la base d'utilisation des différentes dispositions relatives au traitement spécial et différencié par les pays en développement, alors que les pays en développement ont cherché à assurer une surveillance de la mise en œuvre de ces dispositions par les pays développés. On a admis de considérer comme une priorité les propositions relatives à des accords particuliers intéressant les PMA, lesquelles concernent aussi les PMA arabes (voir encadré 10).

**Encadré 10. Propositions des PMA sur le traitement spécial et différencié
relatif à des accords particuliers⁴²**

23) Le Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994

«Le Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994 devrait être clarifié de manière à prévoir que les demandes de dérogation émanant des pays les moins avancés et concernant les obligations qui découlent pour eux du GATT de 1994 et d'autres accords multilatéraux seront examinées avec compréhension et que les dérogations seront accordées rapidement.»

36) Clause d'habilitation – paragraphe 3 b): érosion des marges préférentielles

«Les PMA affectés (par l'érosion des préférences) devraient bénéficier de mesures compensatoires ou d'aide à l'ajustement dans les domaines du commerce, des finances et des technologies pour atténuer les effets défavorables sur leurs recettes d'exportation et leur permettre de faire face à un renforcement de la concurrence mondiale par le biais, entre autres, des mesures suivantes:

- i) Élimination de toutes les contraintes internes et à la frontière qui empêchent la pleine exploitation de l'accès préférentiel existant;
- ii) Soutien des efforts de diversification, y compris élimination de toutes les crêtes tarifaires et de la progressivité des droits visant les produits semi-transformés et les produits transformés;
- iii) Allègement de la dette sous la forme d'une annulation afin de libérer des ressources pour le renforcement des capacités de production;
- iv) Octroi d'incitations ciblées aux entreprises des PMA pour faciliter le transfert de technologie selon l'esprit de l'article 66.2 de l'Accord sur les ADPIC;
- v) Suppression de tous les obstacles non tarifaires à la totalité des exportations des PMA;
- vi) Octroi d'une compensation financière temporaire pour la diminution des recettes d'exportation découlant d'une réduction des taux de droits NPF dans le cas des produits dont la part dans les recettes d'exportation totales d'un PMA dépasse 50 pour cent.»

38) Clause d'habilitation

...

«c) Les dispositions de la Décision concernant le traitement le plus favorable qui disposent que les pays les moins avancés "ne seront pas tenus d'accorder des concessions incompatibles" avec les "besoins du développement, des finances et du commerce" de ces derniers, seront clarifiées de manière à prévoir que, dans les négociations commerciales, ces pays seront autorisés, s'ils estiment que leur situation économique et commerciale et leur stade de développement le justifient:

⁴² TN/CTD/W/4/Add.1, 1^{er} juillet 2002.

- i) À ne pas procéder à des réductions tarifaires dans le secteur agricole et/ou le secteur industriel;
- ii) À exclure des réductions tarifaires certains sous-secteurs des deux secteurs susmentionnés; et
- iii) À consolider les taux réduits lors des négociations et les taux effectivement appliqués à des niveaux compatibles avec les besoins du développement, du commerce et des finances des pays en développement et des PMA.»

84) Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (Accord sur les MIC) – ensemble de l'Accord

«Les PMA devraient être exemptés des disciplines de l'Accord sur les MIC.»

88) Décision sur les mesures en faveur des pays les moins avancés — paragraphe 1

«Il est entendu que les pays les moins avancés membres, nonobstant toute disposition d'un quelconque Accord de l'OMC, ne seront pas tenus de mettre en œuvre ou de respecter des obligations ou des engagements susceptibles de nuire aux besoins du développement, des finances ou du commerce de chacun d'entre eux, ou à leurs capacités administratives ou institutionnelles.»

Questions et préoccupations liées à la mise en œuvre

L'ensemble de résultats de juillet a réaffirmé la nécessité de redoubler d'efforts pour trouver des solutions appropriées à titre prioritaire d'ici à juillet 2005 (voir encadré 18). Il n'a pas été fait référence aux différentes questions de mise en œuvre restées en suspens et revêtant une importance pour les pays en développement, alors que tel a été le cas pour l'extension de la protection additionnelle pour les indications géographiques à des produits autres que les vins et les spiritueux. La priorité n'a pas été accordée aux questions et préoccupations liées à la mise en œuvre à l'issue de Cancún. Certains pays en développement ont proposé l'établissement d'un organe de négociation unique chargé des questions liées à la mise en œuvre.

Encadré 11. Exemples de questions et préoccupations liées à la mise en œuvre en suspens⁴³

Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS)

«Dans les cas où l'introduction de mesures SPS pourra avoir un effet notable sur les possibilités commerciales des produits qui présentent un intérêt pour les pays en développement, les membres adresseront une notification à l'OMC et informeront le membre concerné avant l'application de ces mesures et, en outre, conformément aux dispositions pertinentes du paragraphe 5 de l'annexe B et de l'article 7, notifieront les règles finales ou les décisions ultérieures découlant d'une législation notifiée antérieurement.»

Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC)

«L'article 11 sera rendu obligatoire de manière que l'assistance et une coopération techniques soient accordées aux pays en développement.»

⁴³ JOB(01)/152/Rev.1, 27 octobre 2001.

«Acceptation par les importateurs des pays développés de l'autodéclaration concernant le respect des normes par les exportateurs des pays en développement. Cette disposition devrait être introduite à l'article 12.»

Accord sur les MIC

«Les pays en développement seront exemptés des disciplines régissant l'application des prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale, par l'inclusion d'une disposition d'habilitation aux articles 2 et 4.»

«Des dispositions spécifiques seront incluses dans l'Accord afin de donner aux pays en développement la flexibilité nécessaire pour mettre en œuvre des politiques de développement qui pourraient aider à réduire les disparités vis-à-vis des pays développés.»

Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)

«La période de transition prévue pour les pays en développement à l'article 65.2 sera prorogée.»

«Il sera précisé clairement dans l'intervalle que des brevets incompatibles avec l'article 15 de la Convention sur la diversité biologique ne seront pas accordés.»

«Les articles 7 et 8 de l'Accord sur les ADPIC doivent être rendus opérationnels par une disposition prévoyant le transfert de technologie à des conditions équitables et mutuellement avantageuses.»

L'intérêt que présentent de nombreuses questions de mise en œuvre dans le cadre général des négociations de Doha ne cesse de diminuer au fur et à mesure que le temps passe et que les négociations de fond progressent. En effet, le réexamen de ces questions devait au départ déboucher sur des solutions concrètes à titre prioritaire et selon un calendrier précis, avant que les pays en développement assument de nouvelles obligations susceptibles d'être très coûteuses (voir encadré 9) en venant ainsi s'ajouter à leurs problèmes de mise en œuvre, de façon à assurer la tenue effective des engagements contractés par les pays développés (par exemple la suppression des contingents ATV) et à remédier aux déséquilibres existants dans les Accords de l'OMC. Ce déroulement séquentiel et ce respect des délais devaient contribuer à l'équilibre général du Programme de travail de Doha. De fait, avec les progrès de la mise en œuvre des accords du Cycle d'Uruguay, certaines questions de mise en œuvre semblent avoir perdu de leur importance et deviennent obsolètes (par exemple l'ATV). Par conséquent, les questions de mise en œuvre doivent être traitées en priorité.

**Encadré 12. Coût de mise en œuvre pour certains pays arabes:
évaluation en douane, SPS et OTC et ADPIC⁴⁴**

Évaluation en douane: Un prêt de la Banque mondiale à la Tunisie composé d'un volet modernisation des services douaniers a été établi à hauteur de 16,21 millions de dollars, alloués aux postes suivants: nouveau système d'information; scanners pour contrôler les conteneurs; centre de formation douanière; équipement pour le centre de documentation; version pilote de manifeste électronique; équipement et intégration de systèmes pour l'échange électronique de documents.

⁴⁴ J. Michael Finger et Philip Schuler, «Implementation of Uruguay Round commitments: the development challenge».

SPS: La Banque mondiale a soutenu différents projets dans le domaine SPS dont le programme de lutte antiacridienne en Algérie (1988-1990) à hauteur de 112 millions de dollars (dont 79,6 millions de dollars consacrés à la seule lutte contre une invasion de criquets).

ADPIC: Le coût de certaines réformes de la législation sur la propriété intellectuelle en Égypte a été estimé à 1 million de dollars pour la formation du personnel, à 192 000 dollars pour le renforcement de l'appareil judiciaire et à 598 000 dollars pour le recrutement de personnel qualifié et l'achat de nouveaux équipements.

Érosion des préférences

Les pays en développement tributaires des régimes préférentiels sont en proie à des difficultés liées à l'érosion des préférences à la suite d'une réduction multilatérale des tarifs douaniers pour l'agriculture et l'AMNA. Selon une estimation de la CNUCED, une diminution de 36 % des droits NPF frappant les produits agricoles dans l'Union européenne entraînerait une perte globale de recettes d'exportation d'un montant de 460 millions de dollars par an pour les États africains et les pays en développement. Le secrétariat du Commonwealth évalue à 1,7 milliard de dollars par an les pertes des pays tributaires des préférences dans les secteurs de l'agriculture et des textiles et des vêtements, y compris les pays d'Afrique subsaharienne⁴⁵. Cependant, selon une autre estimation du FMI, le Malawi, la Mauritanie, la République-Unie de Tanzanie, Maurice et la Côte d'Ivoire subiraient une perte de recettes d'exportation de l'ordre de 7 à 2 % résultant d'une réduction de 40 % des marges préférentielles⁴⁶.

L'ensemble de résultats de juillet a réaffirmé l'importance des préférences commerciales consenties de longue date et a prévu que celles-ci seraient traitées dans les négociations sur l'agriculture et l'AMNA. En conséquence, les négociations sur l'agriculture et l'AMNA doivent traiter de manière prioritaire les intérêts de développement essentiels des pays arabes ainsi que d'autres pays en élaborant les modalités complètes des réductions tarifaires, de manière à réduire d'éventuels effets négatifs sur les pays arabes en vue de faciliter leur adaptation à l'augmentation de la concurrence internationale sur les marchés de l'exportation. Comme il a été noté plus haut, les discussions dans le cadre des négociations sur l'agriculture et l'AMNA n'ont pas abouti en raison des intérêts divergents entre les pays tributaires des régimes préférentiels et les autres pays exportateurs et compétitifs. Dans le cadre du réexamen du traitement spécial et différencié, il a été demandé de prendre en faveur des PMA des mesures compensatoires, effectives et appropriées qui soient propices au commerce, notamment en éliminant toutes les contraintes internes et à la frontière qui empêchent la pleine exploitation de l'accès préférentiel existant, en supprimant les crêtes tarifaires et la progressivité des droits qui frappent les produits transformés et semi-transformés, en levant tous les obstacles non tarifaires pour les PMA, et en créant un fonds compensatoire.

Produits de base

L'ensemble de résultats de juillet prévoyait que les préoccupations particulières des pays en développement concernant notamment les produits de base devraient être prises en considération au cours des négociations sur l'agriculture et l'AMNA. Les questions relatives aux produits de base soulevées en 2003 par trois pays d'Afrique orientale n'ont pas encore été traitées. Ces pays ont plaidé pour que soit traitée en urgence la crise du commerce et du développement que

⁴⁵ Secrétariat du Commonwealth (2004), *Preference Dependent Economies and Multilateral Liberalization: Impacts and Options*, Division des affaires économiques.

⁴⁶ Fonds monétaire international (2004), *Fund Support for Trade-Related Balance of Payments Adjustment*, Washington DC, FMI.

connaissent les pays en développement tributaires de produits de base du fait de la baisse tendancielle et des fluctuations des prix de ces produits. Dans son rapport, le Groupe de personnalités créé par la CNUCED à la demande de l'Assemblée générale des Nations Unies a analysé les causes de la crise des produits de base ainsi que les solutions permettant d'y remédier. Certains aspects de l'accès aux marchés, les crêtes tarifaires et la progressivité des droits ainsi que les subventions pourraient être abordés par l'OMC. Beaucoup d'autres aspects importants débordent le mandat de l'OMC et exigent par conséquent l'intervention d'autres organisations internationales, en particulier de la CNUCED, et le soutien d'institutions financières internationales et de la communauté des donateurs. La CNUCED apporte son appui à la mise en place de l'Équipe spéciale internationale sur les produits de base en vue de la mise au point d'un programme reposant sur une démarche globale pour aborder les questions relatives aux produits de base.

Petites économies vulnérables

Conformément au paragraphe 35 de la Déclaration ministérielle de Doha, des travaux réunissant des membres de l'OMC ont été consacrés à des questions relatives au commerce des petites économies, en vue de définir des réponses aux questions liées au commerce pour une intégration plus avantageuse et plus complète des petites économies vulnérables dans le système commercial multilatéral. Ce mandat a été réitéré dans l'ensemble de résultats de juillet (par. 1 d)). Si les notions que faisaient intervenir ces questions ont été longuement étudiées, rares ont été les progrès réalisés dans la recherche de solutions concrètes et précises. Le Groupe des petites économies vulnérables a récemment soumis une proposition⁴⁷ fondée sur une nouvelle approche visant à relier certaines des caractéristiques des petites économies à des problèmes particuliers auxquels se heurtent ces économies et à trouver des solutions tenant compte de ces caractéristiques et de ces problèmes au niveau des négociations sur l'accès aux marchés, des négociations sur les règles et d'autres domaines de travail de l'OMC. On estime que cette approche est susceptible d'aller dans le sens d'une contribution à l'examen de propositions axées sur les besoins particuliers des petites économies vulnérables pour la sixième Conférence ministérielle de l'OMC qui se prononcera sur ces mesures concrètes.

Aide à l'ajustement lié au commerce et aux chocs connexes et aide pour le commerce

Les pays arabes et d'autres pays en développement sont confrontés à des problèmes d'ajustement résultant des engagements de libéralisation et de la mise en œuvre des accords. Par le passé, la question de l'ajustement a été pour l'essentiel négligée par le système commercial et laissée à l'appréciation des gouvernements et des institutions financières internationales. Toutefois, il est de plus en plus largement admis que l'aide à l'ajustement lié au commerce, aux chocs connexes et à la libéralisation, ainsi que le renforcement des capacités commerciales devraient être intégrés *ex ante* aux accords commerciaux afin de faciliter la mise en œuvre des engagements de libéralisation et de promouvoir la participation bénéfique des pays arabes et d'autres pays en développement au commerce mondial (voir encadré 13)⁴⁸. Dans son rapport au Directeur général de l'OMC (Rapport Sutherland), le Conseil consultatif a recommandé que les nouveaux accords conclus à l'OMC soient assortis à l'avenir de dispositions – s'ajoutant aux dispositions financières qui s'imposent – accordant aux PMA le droit contractuel de bénéficier d'une assistance technique et d'un renforcement des capacités adéquats au fur et à mesure que ces pays honorent leurs nouvelles obligations.

⁴⁷ WT/COMTD/SE/W/13, 23 mai 2005 («Une approche permettant de définir des réponses aux problèmes liés au commerce des petites économies»).

⁴⁸ Pour une discussion sur un fonds d'aide pour le commerce pour les PMA, voir Lakshmi Puri, «Towards a new trade "Marshall Plan" for least developed countries: How to deliver on the Doha Development Promise and Help Realize the UN Millennium Development Goals?» (UNCTAD/DITC/TAB/POV/2005/1).

Les modalités pour la facilitation des échanges adoptées dans l'ensemble de résultats de juillet ont expressément suivi cette approche, constituant ainsi un précédent pour l'OMC. Ce précédent montre qu'il est non seulement souhaitable mais aussi possible de faire en sorte que l'élément moteur des négociations commerciales, qui était jusqu'ici le simple intérêt commercial, devienne la volonté de développement. Cela s'explique bien évidemment en raison des gains totaux escomptés à l'échelle mondiale résultant des négociations de Doha, une fois celles-ci menées à bien. Par exemple, la Commission pour l'Afrique a souligné qu'en réaffectant un septième des ressources que les pays de l'OCDE consacrent à la protection de l'agriculture (350 milliards de dollars) au titre du budget du développement, on doublerait l'aide publique au développement destinée aux pays en développement. Cette initiative serait conforme aux engagements internationaux contractés à la Conférence internationale sur le financement du développement à Monterrey (Mexique) en 2002.

Encadré 13. Le Fonds d'aide pour le commerce

Un «Fonds d'aide pour le commerce» devrait constituer un élément indispensable du traitement des coûts d'ajustement liés à la mise en œuvre des négociations de Doha et des engagements de libéralisation y afférents⁴⁹. Un tel fonds serait utilisé également pour résoudre les problèmes liés à l'érosion des préférences, à la perte de recettes publiques, à la suppression des contingents textiles et à la dépendance à l'égard des produits de base, en renforçant la capacité d'offre, la compétitivité, l'infrastructure ainsi que les capacités humaines et réglementaires et en favorisant le transfert de technologie. La mise en œuvre pratique de ce nouveau mécanisme sera particulièrement importante car un certain nombre de pays en développement, dont les pays arabes, manquent de ressources et d'instruments d'ajustement pour répondre pleinement aux défis posés par les engagements de libéralisation et de réforme. La nouvelle difficulté des négociations commerciales multilatérales devrait être de bien concevoir ces mécanismes d'ajustement, d'assurer leur financement durable et de trouver des moyens de les intégrer efficacement dans les résultats des négociations, et le cadre institutionnel approprié pour mettre en œuvre ces mécanismes. Le but d'un tel fonds pourrait dépasser le cadre des coûts d'ajustement: il devrait mettre en place des guichets séparés pour lancer des projets de renforcement de la capacité d'offre, financer les infrastructures liées au commerce, y compris celles des transports, des télécommunications et de normalisation qui peuvent contribuer au développement de leur capacité d'offre. Cette solution pourrait résoudre les problèmes d'ajustement liés entre autres à l'érosion des préférences, à la suppression des contingents textiles, aux produits de base et aux pertes de recettes publiques dans le cadre des négociations sur l'agriculture et l'AMNA. Le fonds devrait permettre aux pays d'investir dans des productions nouvelles et dynamiques, les systèmes de réglementation, les infrastructures pour la facilitation des échanges et la protection sociale. Ce nouveau fonds devrait avoir pour principes directeurs de ne pas créer un nouvel endettement, de s'ajouter aux apports d'aide au développement actuels et d'être directement acheminé vers les pays bénéficiaires.

F. Facilitation des échanges

La facilitation des échanges visant une réduction des coûts de transaction commerciale liés aux procédures douanières aux frontières est importante, étant donné que la réduction des droits et le système moderne de gestion de la chaîne d'approvisionnement ont augmenté la part de ces coûts de transaction rapportée à la valeur totale des produits échangés. En partant de l'hypothèse que la facilitation des échanges se soldera par une réduction des coûts de transaction de 1 % de la valeur du marché mondial, une étude de l'OCDE estime que le total des gains de prospérité s'élèverait à

⁴⁹ Le rapport du projet objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies contient une proposition visant à la création d'un «fonds d'aide pour le commerce supplémentaire et temporaire».

environ 40 milliards de dollars à l'échelle mondiale. Les investissements nécessaires à la réduction des coûts réelle supposée pourraient en partie compenser les gains escomptés.

Les modalités des négociations sur la facilitation des échanges visent à clarifier et à améliorer les aspects pertinents des articles V, VIII et X du GATT en vue d'accélérer encore le mouvement, la mainlevée et le dédouanement des marchandises, y compris des marchandises en transit. Fait significatif, une note de bas de page précise que ce texte est sans préjudice du format possible du résultat final des négociations, ce qui laisse entendre qu'aucune décision n'a encore été prise quant au caractère contraignant ou non contraignant de l'instrument auquel les négociations pourraient aboutir. La question de l'applicabilité du mécanisme de règlement des différends et de la forme exacte que celui-ci pourrait revêtir est une préoccupation majeure pour les pays en développement, qui n'a pas encore été abordée. Les négociations viseraient aussi à accroître l'assistance technique et le soutien pour le renforcement des capacités dans ce domaine. Les résultats des négociations devraient tenir pleinement compte du principe du traitement spécial et différencié, étant entendu que ce principe «devrait aller au-delà de l'octroi des périodes de transition traditionnelles pour la mise en œuvre des engagements». Les pays en développement ne seraient pas tenus de contracter des engagements qu'ils ne pourraient pas mettre en œuvre, notamment pour des raisons financières, et l'étendue des engagements et le moment auquel ceux-ci seraient contractés seraient liés aux capacités de mise en œuvre des pays en développement et des PMA. Ces deux points représentent une reconnaissance de la position soutenue par la CNUCED, à savoir que le champ d'application du traitement spécial et différencié devrait être élargi et que les incidences financières des accords devraient être prises en compte de manière à assurer une synergie et une bonne articulation dans le temps entre le niveau des obligations, le coût de leur mise en œuvre et les ressources financières et techniques dont disposent les pays en développement et que leurs partenaires de développement leur fournissent.

Les pays en développement ne sont pas tenus d'investir dans des projets d'infrastructure dépassant leurs moyens. Lorsque ces pays n'ont pas la capacité nécessaire, les modalités prévoient que la mise en œuvre ne sera pas exigée. Cela répond en partie à la préoccupation de ces pays concernant les incidences de cet instrument aux niveaux des coûts et des infrastructures. Les pays en développement ont en outre demandé que le financement des coûts de mise en œuvre soit couvert par l'instrument proposé lui-même. À cet égard, les modalités prévoient un accroissement de l'assistance technique et du soutien pour le renforcement des capacités, étant entendu que les engagements des pays développés en la matière ne sont pas illimités.

Les négociations ont été entamées par le Groupe de négociation sur la facilitation des échanges récemment établi et quelque 35 propositions initiales ont été faites en vue d'amender les articles V, VIII et X du GATT. Les discussions initiales ont montré que si un certain nombre de membres de l'OMC ont bel et bien reconnu les avantages de la facilitation des échanges, il reste des inquiétudes quant aux éventuelles incidences financières, législatives et administratives des mesures proposées, y compris les investissements d'infrastructure susceptibles d'être requis pour mettre en œuvre des mesures de facilitation des échanges efficaces, et quant à l'impact de la facilitation des échanges sur la sécurité, la réglementation du commerce illicite et la collecte de recettes douanières. Certaines propositions semblent aller au-delà du mandat de négociation, notamment celles se rapportant à la corruption, à l'intégrité des responsables des douanes, à la fraude, au recours obligatoire à la nomenclature SH ou aux décisions anticipées ayant force obligatoire en matière douanière. D'autres qui appellent à des disciplines fermes et à des techniques douanières modernes peuvent entraîner des coûts et investissements de mise en œuvre importants. Cela peut être le cas des propositions relatives au renforcement des procédures de mainlevée des marchandises, dont le dédouanement préalable, le contrôle après dédouanement, la gestion des risques et le dédouanement des envois express. Le Groupe africain est préoccupé qu'un certain nombre de propositions dépassent le cadre du mandat de négociation et qu'elles ne prévoient pas de traitement spécial et différencié adéquat pour les pays en développement et les

PMA; que les éléments de l'assistance technique de ces propositions reposent sur la notion de «l'effort maximal»; et qu'elles ne prévoient aucune ressource nouvelle (voir encadré 14). Certains pays d'Amérique latine ont souligné la nécessité de déterminer les besoins et les priorités de chaque pays en tant que critère obligatoire pour les engagements futurs, ainsi que pour l'assistance technique et le soutien pour le renforcement des capacités à fournir en la matière.

Encadré 14. La communication africaine sur la facilitation des échanges⁵⁰

- *La portée des négociations* devrait viser uniquement à clarifier et améliorer les articles V, VIII et X du GATT. Pour le Groupe africain, le renforcement du traitement spécial et différencié, de l'assistance technique, du soutien pour le renforcement des capacités et de l'assistance en matière de mise en œuvre est un élément capital de ces négociations.
- L'identification des *besoins et priorités spécifiques des pays africains en matière de facilitation des échanges* devrait au minimum viser à: i) trouver des solutions pour réduire les coûts de transport et de communication élevés qui nuisent à la compétitivité des entreprises africaines; ii) renforcer les capacités de l'administration douanière, y compris grâce à l'automatisation, en vue de réduire sensiblement les délais aux points d'entrée et de sortie tout en maximisant les recettes publiques; et iii) améliorer l'intégration des entreprises/économies africaines dans les systèmes internationaux de paiement et d'assurance.
- Les *conséquences du point de vue des coûts* qu'entraîneraient pour les pays en développement et les PMA des propositions relatives à de nouveaux engagements sur la facilitation des échanges doivent être pleinement évaluées et examinées. Toutes conclusions relatives à de telles conséquences (concernant l'infrastructure de travaux publics, l'infrastructure de technologies de l'information et de la communication, le redéploiement administratif et les ressources humaines) devraient ensuite être directement liées à l'octroi d'une assistance technique et financière et d'un soutien pour le renforcement des capacités adéquats, comme il est prévu dans les modalités des négociations sur la facilitation des échanges.
- Un mécanisme approprié devrait être établi au plus tard à la fin de juillet 2005, pour l'octroi par les pays développés d'une assistance technique et d'un soutien pour le renforcement des capacités pendant les négociations. Cette assistance technique et ce soutien pour le renforcement des capacités pendant les négociations devraient favoriser entre autres choses des projets de recherche et de renforcement des capacités orientés vers les négociations sur la facilitation des échanges, ainsi qu'une évaluation des besoins et un établissement des priorités en matière de facilitation des échanges fondés sur la participation et la transparence.
- Le *traitement spécial et différencié* devrait aussi se traduire par des dispositions juridiquement contraignantes qui soient précises, effectives et opérationnelles, et accordent une marge d'action et une flexibilité aux pays en développement et aux PMA pour ce qui est de déterminer quand, comment et dans quelle mesure ils doivent mettre en œuvre ces nouveaux engagements. Le traitement spécial et différencié devrait aussi subordonner la mise en œuvre de ces nouveaux engagements par les pays en développement et les PMA à l'octroi par les pays développés, sur une longue période, d'une assistance technique et financière et d'un soutien pour le renforcement des capacités effectifs, adéquats et durables en ce qui concerne des projets ou programmes nationaux structurels ou sectoriels liés à la facilitation des échanges.

⁵⁰ TN/TF/W/33, 28 avril 2005.

G. Règles de l'OMC

L'ensemble de résultats de juillet ne fait pas expressément référence aux négociations sur les règles de l'OMC, en dehors d'un engagement à réaliser des progrès, or ceux qui ont été enregistrés à ce jour sont limités. Les négociations sur les mesures antidumping (AD), les subventions et les droits compensateurs, y compris les subventions aux pêcheries, concernent désormais l'examen des modifications spécifiques à apporter aux accords, mais les possibilités d'arbitrage interne et de liens externes sont limitées, même si l'on peut établir quelques liens avec l'agriculture et l'AMNA. L'Égypte a proposé de clarifier certaines notions essentielles de l'Accord antidumping concernant les «conversions monétaires» liées à la détermination des marges de dumping, et le «retard important» de la création des branches de production nationale relativement à la détermination du dommage à l'industrie nationale (voir encadré 15)⁵¹.

Encadré 15. Propositions de l'Égypte sur les règles antidumping

Les fluctuations monétaires peuvent avoir une incidence importante sur la détermination des marges de dumping étant donné que la valeur normale et le prix à l'exportation ne sont généralement pas exprimés dans la même monnaie. L'article 2.4.1 dispose que, lorsque des mouvements durables des taux de change ont été enregistrés pendant la période couverte par l'enquête, les autorités chargées de l'enquête devraient accorder aux exportateurs soixante jours au moins pour ajuster leurs prix à l'exportation afin de tenir compte de ces mouvements durables. Cet article dispose aussi que les fluctuations des taux de change ne seront pas prises en considération. Toutefois, il n'existe aucune indication sur ce qui constitue des «mouvements durables», sur la manière dont il devrait être tenu compte des fluctuations durables des taux de change ou sur les «fluctuations des taux de change» qui ne devraient pas être prises en considération. L'Égypte propose par conséquent de définir le terme «fluctuations» et l'expression «mouvements durables». S'agissant du retard important, la note de bas de page 9 de l'article 3 dispose que «le terme «dommage» s'entendra [...] d'un dommage important causé à une branche de production nationale, d'une menace de dommage important pour une branche de production nationale ou d'un «retard important dans la création d'une branche de production nationale»». Si les déterminations de l'existence du «dommage important» et de la «menace de dommage important» sont expressément prévues dans l'Accord, aucune disposition ne définit le «retard important» ni n'établit de critères à utiliser pour en déterminer la notion. L'Égypte propose par conséquent de définir la notion de «retard important» et d'introduire des «critères du retard important», de manière à déterminer les cas où un retard important devrait faire l'objet d'un examen par les autorités chargées des enquêtes. L'Égypte estime que le «retard important» revêt une importance particulière pour les pays en développement car la création de leurs branches de production est encore à achever, avec un certain nombre de nouveaux arrivants sur le marché qui sont à l'état embryonnaire et s'emploient à moderniser leurs installations de production, ou d'anciennes entreprises d'État qui sont en cours de privatisation. L'Égypte propose donc de considérer comme «des branches de production en cours de création» non seulement les branches de production récemment créées, mais également celles qui sont à l'état embryonnaire, en voie de restructuration ou récemment privatisées.

Les négociations de Doha sur les règles de l'OMC relatives aux accords commerciaux régionaux (ACR) devraient avoir des incidences importantes pour les ACR en cours de négociation. Pour l'heure, les négociations sur les dispositions relatives à la transparence en matière de notification, de communication de rapports et d'examen par l'organe de l'OMC intéressé n'ont que peu progressé, et d'importantes «questions systémiques» n'ont pas encore été

⁵¹ TN/RL/W/183 et TN/RL/W/175.

complètement traitées. Il apparaît de plus en plus nécessaire que les ACR comportent des dispositions appropriées relatives au traitement spécial et différencié, de manière à garantir un traitement équitable aux parties à ces ACR se situant à des niveaux de développement économique différents, et que les dispositions en la matière figurant dans des ACR trouvent un fondement juridique dans les règles de l'OMC relatives aux ACR. À cet égard, les pays ACP ont demandé que le traitement spécial et différencié soit formellement intégré dans l'application des conditions énoncées aux paragraphes 5 à 8 de l'article XXIV du GATT aux ACR conclus entre pays développés et pays en développement, outre la prescription visant à la suppression des droits pour «l'essentiel des échanges commerciaux». Cette demande a été soutenue par le rapport de la Commission pour l'Afrique. Les communications présentées par l'Australie et les Communautés européennes ont respectivement demandé le recours à des méthodes spéciales pour la mesure de «l'essentiel des échanges commerciaux»⁵². La proposition de l'Union européenne a fait référence à la différence entre les ACR conclus entre de grands pays en développement et ceux conclus entre de petits pays en développement.

H. ADPIC

La technologie est un déterminant important du développement économique, mais le fossé technologique entre pays développés et pays en développement se creuse. La protection de la propriété intellectuelle est un moyen de promouvoir et d'encourager le développement et l'innovation technologiques. Il est particulièrement important d'assurer un transfert et une diffusion efficaces de la technologie vers les pays en développement, à un coût juste et raisonnable. Les coûts et les avantages de la propriété intellectuelle varient selon les pays en fonction de leur niveau de développement économique et technologique. Il faut laisser à chaque pays la flexibilité nécessaire pour concevoir un système optimal de propriété intellectuelle adapté aux conditions particulières de son développement, lequel viendra faire pendant au transfert et à la diffusion efficaces de technologie vers les pays en développement, à un coût juste et raisonnable.

Les ADPIC et la santé publique

L'ensemble de résultats de juillet a simplement réaffirmé l'engagement de progresser dans les domaines relatifs aux ADPIC. La mise en œuvre des objectifs et des principes de l'Accord sur les ADPIC concernant le transfert de technologie et la prévention de l'abus des droits de propriété intellectuelle revêt une importance particulière pour les pays en développement. La décision relative à la mise en œuvre du paragraphe 6 de la Déclaration ministérielle de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique (adoptée en août 2003) a temporairement levé les obligations prévues à l'article 31 f) pour les membres exportateurs qui fournissent des médicaments aux pays dont les capacités de fabrication sont insuffisantes ou inexistantes. Si plusieurs pays exportateurs potentiels transposent aujourd'hui dans leur législation interne la décision d'août 2003, aucun pays n'a jusqu'ici invoqué cette dérogation pour renforcer son accès aux médicaments génériques. Cette situation s'explique principalement par les difficultés rencontrées pour satisfaire aux conditions stipulées et par la lourdeur et le coût des procédures aussi bien pour les producteurs que pour les consommateurs. La date limite prévue pour la modification de l'article 31 f) a été reportée plusieurs fois et récemment jusqu'en mai 2005.

Les discussions sur l'amendement de l'Accord sur les ADPIC ont porté sur: a) la forme légale de l'amendement (note de bas de page ou paragraphes additionnels); et b) l'opportunité et la manière de prendre en compte la déclaration du Président annexée à la décision d'août 2003. Les pays en développement font valoir que, quelles que soient les modifications apportées à l'Accord sur les ADPIC, celles-ci ne devraient pas inclure la déclaration du Président et devront uniquement

⁵² TN/RL/W/173/Rev.1, 3 mars 2005 et TN/RL/W/179, 12 mai 2005 respectivement.

reposer sur la décision d'août 2003. Les pays développés sont d'avis que l'amendement de l'article devrait être purement technique et renvoyer à «la solution du 30 août» dans son intégralité (par exemple en reprenant toute la décision du 30 août ainsi que la déclaration du Président). En décembre 2004, le Groupe africain a présenté plusieurs projets d'amendement de l'Accord sur les ADPIC et a demandé une solution rapide à ce problème. Des différences de position persistent quant au contenu et à la nature des modifications juridiques requises. Récemment, l'Union européenne a présenté un autre texte en vue de l'amendement. Une solution rapide à ce problème devrait être trouvée prioritairement, notamment en garantissant l'accès aux médicaments de base pour parer aux pandémies et contribuer aux OMD.

Questions relatives à la biodiversité

Étant donné la richesse de la biodiversité et des savoirs traditionnels des pays arabes, les trois points de l'ordre du jour du Conseil des ADPIC en la matière revêtent une importance essentielle pour ces pays. Il s'agit des points suivants: i) le réexamen des dispositions de l'article 27.3 b); ii) la relation entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention sur la diversité biologique (CDB); iii) et la protection des savoirs traditionnels et du folklore. Le Groupe africain a demandé que l'Accord sur les ADPIC soit amendé pour interdire la brevetabilité des formes de vie pour des raisons éthiques et que des mécanismes internationaux exécutoires et effectifs soient adoptés au titre de l'Accord sur les ADPIC afin d'interdire et de prévenir le détournement de ressources génétiques, de réglementer la divulgation des sources pour les ressources génétiques et les savoirs traditionnels utilisés dans une invention et d'assurer la preuve du consentement préalable donné en connaissance de cause et le partage des avantages. Étant donné la difficulté de parvenir à un accord sur les positions avancées, les discussions portent désormais sur la réaffirmation de l'option offerte en vertu de l'article 27.3 b) des ADPIC, permettant d'exclure de la brevetabilité les végétaux et les animaux ainsi que les organes ou parties de végétaux et d'animaux, et de conserver la flexibilité (choix du système *sui generis*) reconnue par l'article 27.3 b) en matière de protection des variétés végétales.

En février 2004, un groupe de pays en développement a soumis une liste soulevant trois questions relatives à la divulgation de la source des ressources biologiques, au consentement préalable donné en connaissance de cause et au partage équitable des avantages, à savoir: i) divulgation de la source et du pays d'origine de la ressource biologique et des savoirs traditionnels utilisés dans l'invention; ii) divulgation de la preuve du consentement préalable donné en connaissance de cause conformément au régime national pertinent; et iii) divulgation de la preuve du partage des avantages conformément au régime national pertinent⁵³. De récentes discussions ont porté sur la preuve d'un partage loyal et équitable des avantages dérivant de l'utilisation des ressources génétiques ou sur les moyens de résoudre les problèmes posés par la biopiraterie. Les pays en développement ont présenté des communications concernant, entre autres, des mesures visant à prévenir la biopiraterie et répondant aux questions soulevées. Les réponses des pays développés ont été contrastées et certains se sont déclarés préoccupés par la surcharge du système des brevets, s'opposant en général aux obligations internationales en la matière. Plusieurs pays en développement ont été d'avis qu'il convenait de soulever la question (de l'amendement de l'Accord sur les ADPIC) dans le cadre de la sixième Conférence ministérielle de l'OMC. S'agissant de la relation entre la Convention sur la diversité biologique et l'Accord sur les ADPIC, les pays en développement ont demandé que ce dernier soit rendu conforme au texte de la Convention, alors que les pays développés suggèrent de concevoir les deux accords comme complémentaires et synergiques.

⁵³ IP/C/W/420, 2 mars 2004, communication présentée par le Brésil, Cuba, l'Équateur, l'Inde, le Pérou, la Thaïlande et le Venezuela.

Indications géographiques, transfert de technologie, plaintes en situation de non-violation et prorogation de la période de transition pour les PMA

La protection des indications géographiques peut se révéler avantageuse pour les producteurs et les exportateurs car elle permet de différencier les produits en fonction de leur origine géographique. Si certains pays en développement peuvent avoir les moyens d'y procéder, les retombées économiques globales sont difficiles à prévoir en la matière. Un nombre croissant de pays en développement se sont récemment déclarés préoccupés par les implications liées à la mise au point et au coût d'une protection étendue. Certains membres de l'OMC (l'Union européenne et les Amis des indications géographiques dont l'Égypte ainsi que plusieurs autres pays développés et en développement) ont demandé l'extension de la protection additionnelle des indications géographiques au titre de l'article 23 de l'Accord sur les ADPIC à d'autres produits que les vins et les spiritueux. Cette question est aussi à l'examen dans le cadre de l'établissement d'un registre multilatéral des vins ainsi que dans le cadre des négociations sur l'agriculture.

Un véritable transfert de technologie est essentiel pour permettre aux pays en développement et aux pays les moins avancés de se doter d'une base technologique solide et viable et pour répondre aux OMD. En vertu de l'article 66.2 de l'Accord sur les ADPIC, les pays développés membres sont tenus d'offrir des incitations aux entreprises et aux institutions sur leur territoire afin de promouvoir et d'encourager le transfert de technologie vers les PMA. La décision de Doha sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre a réaffirmé le caractère obligatoire que revêt l'article 66.2. Ultérieurement, le 19 février 2003, les membres ont adopté une décision du Conseil des ADPIC en vertu de laquelle les pays développés devront présenter des rapports sur les mesures prises en vue d'assurer la mise en œuvre, contenant entre autres: une vue d'ensemble du régime d'incitations mis en place; une indication du type d'incitation et de l'organisme officiel ou autre entité le mettant à disposition; les entreprises ou autres institutions remplissant les conditions requises pour bénéficier de telles incitations; le fonctionnement dans la pratique de ces incitations (par exemple, renseignements statistiques sur l'utilisation des incitations en question, type de technologie qui a été transféré vers les PMA). Cette solution devrait encourager certaines mesures législatives, réglementaires et de politique prises essentiellement en application de l'article 66.2, notamment par des incitations fiscales ou financières aux entreprises en vue de transferts de technologie vers des secteurs clefs présentant l'intérêt pour les pays arabes de les doter de capacités d'offre. En outre, la Déclaration ministérielle de Doha a établi un Groupe de travail du commerce et du transfert de technologie relevant du Conseil général afin d'examiner et de recommander d'éventuelles mesures pour accroître les apports de technologie aux pays en développement.

L'autorisation des plaintes en situation de non-violation au titre de l'Accord sur les ADPIC pourrait poser des problèmes importants aux pays en développement, et pourrait en fin de compte avoir des effets préjudiciables sur la législation nationale des pays. Si, selon la plupart des membres, les plaintes en situation de non-violation ne sont pas déposées actuellement au titre de l'Accord sur les ADPIC, certains membres souhaiteraient examiner la portée et les modalités de ces plaintes. Les États-Unis ont souligné que le moratoire sur la non-violation devrait expirer à la sixième Conférence ministérielle de l'OMC, contrairement à l'écrasante majorité des pays.

Aux termes de l'article 66, les PMA disposent d'une période de dix ans pour mettre en œuvre les ADPIC à l'exclusion des obligations NPF et liées au traitement national (art. 3 à 5). Les PMA ont été également exemptés par une dérogation de l'OMC de l'obligation d'accorder des droits de marque exclusifs pour les produits pharmaceutiques jusqu'en 2016. Cette période de dix ans expirant le 1^{er} janvier 2006, les PMA arabes doivent envisager de présenter «une demande dûment motivée» de prorogation de la période de transition prévue dans cet article.

IV. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Deux décisions rendues récemment par un groupe spécial et l'Organe d'appel pourraient influencer sur les négociations sur l'agriculture, notamment en matière de réduction et d'élimination des subventions agricoles. Ces affaires décisives ont vu les groupes spéciaux de l'OMC se prononcer en faveur du Brésil au sujet des subventions accordées par les États-Unis aux producteurs de coton upland et des subventions à l'exportation du sucre consenties par l'Union européenne⁵⁴. Les deux décisions ont notamment estimé que le niveau des subventions attribuées aux secteurs concernés par les États-Unis et l'Union européenne n'était pas conforme aux engagements souscrits dans le cadre du Cycle d'Uruguay. En conséquence, les deux pays ont été appelés à rendre leurs mesures conformes aux obligations qui leur incombent du fait des règles de l'OMC. S'agissant du sucre, l'Union européenne, selon les informations disponibles, a indiqué des réductions importantes allant jusqu'à 39 % du prix de soutien au sucre de l'Union européenne et une période de mise en œuvre relativement rapide de deux ans. La proposition de réforme du sucre de l'Union européenne devrait intervenir en 2005. Un récent arbitrage a établi que les nouveaux tarifs de douane proposés par l'Union européenne pour la banane ne préserveraient pas un accès total aux marchés des producteurs NPF de bananes. Cela aurait des incidences sur les préférences ACP de l'Union européenne.

Dans le domaine des services, deux affaires récentes se rapportant à la fourniture transfrontière de services de jeux et paris ainsi qu'aux télécommunications ont des incidences sur l'interprétation des dispositions de l'AGCS et les listes d'engagements spécifiques des membres. Ces deux affaires ont soulevé des problèmes de classification ainsi que de portée et d'application des listes d'engagements. L'affaire *États-Unis – Services de jeux et paris* intéresse la fourniture transfrontière de services utilisant les technologies de l'information, notamment l'externalisation. De même, l'affaire *Mexique – Services de télécommunications* est le premier différend relatif à l'Accord de base sur les télécommunications de 1997 et au Document de référence établissant les disciplines relatives aux sauvegardes en matière de concurrence, d'interconnexion et d'octroi transparent de licence dans les télécommunications. Les affaires *Telmex* et des jeux et paris mettent toutes deux en lumière la difficulté de prévoir les éventuelles incidences des listes d'engagements et la nécessité de faire preuve de prudence dans l'établissement des engagements escomptés. Elles font apparaître cette nécessité car les groupes spéciaux et l'Organe d'appel pourraient interpréter les listes des engagements spécifiques différemment des pays les ayant établies.

L'Égypte a participé au système de règlement de différends de l'OMC, notamment en tant que défenderesse dans quatre procédures. Une affaire a débouché sur l'établissement par un groupe spécial d'un rapport, adopté le 1^{er} octobre 2002 (*Égypte – Mesures antidumping définitives à l'importation de barres d'armature en acier en provenance de Turquie*); une autre a été réglée par une solution convenue d'un commun accord (*Égypte – Mesures affectant les importations de produits textiles et de vêtements*, plainte introduite par les États-Unis en décembre 2003); deux autres, jusqu'à présent, ne sont pas allées au-delà du stade de la demande de consultations (*Égypte – Prohibition à l'importation de thon en boîte à l'huile de soja*, demande de consultations présentée par la Thaïlande en septembre 2000, et *Égypte – Droits antidumping sur les allumettes importées du Pakistan*, demande de consultations présentée le 21 février 2005).

⁵⁴ *United States – subsidies on upland cotton* (WT/DS267/AB/R), 3 mars 2005. *European Communities – Export subsidies on sugar* (WT/DS265/AB/R; WT/DS266/AB/R; WT/DS283/AB/R), 28 avril 2005.

V. ACCESSION À L'OMC

Sept pays arabes dont deux font partie des PMA sont en cours d'accèsion à l'OMC: l'Algérie, l'Arabie saoudite, l'Iraq, le Liban, la Libye, le Soudan et le Yémen. Ils se trouvent à différents stades du processus d'accèsion, l'Arabie saoudite ayant atteint le stade des négociations au niveau technique dans le Groupe de travail. La République arabe syrienne a fait acte de candidature à l'OMC en 2001, mais son Groupe de travail n'a pas encore été établi. Le processus d'accèsion à l'OMC pose un problème aux pays accédants, d'abord parce que la disposition de l'article XII de l'Accord sur l'OMC relatif à l'accèsion autorise tous les membres de l'OMC à exiger du pays accédant toutes les formes d'engagements contraignants. S'agissant des PMA accédants, *Les Lignes directrices sur l'accèsion des PMA à l'OMC*, adoptées le 10 décembre 2002, ont visé à répondre aux besoins spéciaux des PMA, mais les membres de l'OMC n'observent pas encore pleinement ces *Lignes directrices*.

L'expérience a montré que les pays accédants demeurent soumis à des conditions les obligeant à accepter durant le processus de négociation des engagements de libéralisation et de réforme excessifs, dont des engagements «OMC-plus», qui vont au-delà du niveau des concessions et des engagements contractés par les membres de l'OMC qui sont des PMA⁵⁵. De plus, le recours aux dispositions relatives au traitement spécial et différencié est assujéti à des négociations au cas par cas et les pays accédants sont souvent contraints de renoncer à leurs droits pour pouvoir utiliser certaines des dispositions relatives au traitement spécial et différencié ou au développement qui sont automatiquement à la disposition des membres actuels de l'OMC. Même lorsqu'elles sont accordées, ces dispositions sont en partie vidées de leur substance et ne répondent plus aux objectifs qui sont les leurs. Il en résulte que les droits des membres de l'OMC ayant récemment accédé sont amoindris et que, par conséquent, les membres de l'OMC disposant d'un même niveau de développement jouissent de niveaux de droits et d'obligations différents dans le cadre de l'OMC, d'où un système de droits et d'obligations à plusieurs vitesses entre les membres. Dans le domaine de l'accès aux marchés, les engagements seraient recherchés sous la forme de droits de douane réduits ou nuls, et l'utilisation des droits appliqués comme la base des offres de consolidation. De plus en plus, les pays accédants doivent aussi s'engager à prendre différentes initiatives zéro pour zéro et d'harmonisation sectorielle des droits, notamment dans le domaine des produits chimiques et pharmaceutiques, des équipements médicaux et des textiles.

Les pays arabes accédants devraient faire face à d'autres difficultés, étant donné leur statut d'importants producteurs et exportateurs dans un secteur stratégique, à savoir celui des produits énergétiques et notamment à base d'hydrocarbures. Ces nouvelles difficultés ont une incidence sur leurs efforts visant à constituer, renforcer et diversifier leurs capacités productives à partir des exportations pétrolières dans les secteurs de la production industrielle. Ces problèmes devraient concerner les droits commerciaux, les contrôles publics actuels de la production et de l'exportation des produits pétroliers, les prix intérieurs et la politique des prix (double), les droits d'exportation et la fiscalité, les activités des entreprises commerciales d'État et les pratiques monopolistiques dans ce secteur, et le recours aux subventions pour soutenir la participation des entreprises nationales. Les engagements en cours de négociation pourraient porter sur le fait de réserver un traitement national en matière de droits commerciaux à toutes les entreprises étrangères, quelle que soit leur domiciliation. La question du double prix, grâce auquel les pays maintiennent les prix intérieurs des ressources naturelles comme le pétrole au-dessous des prix du marché (ou leurs prix à l'exportation au-dessus de ces derniers), est importante pour les pays arabes riches en ressources, notamment les pays exportateurs de pétrole. Ces mesures sont destinées à attirer des investissements

⁵⁵ Les Lignes directrices disposent que «les Membres de l'OMC feront preuve de modération lorsqu'ils chercheront à obtenir des PMA accédants des concessions et des engagements concernant le commerce des marchandises et des services, en tenant compte des niveaux de concessions et d'engagements consentis par les Membres actuels de l'OMC qui sont des PMA».

et à promouvoir la compétitivité du secteur industriel, si bien que la suppression de ces mesures pourrait se révéler préjudiciable aux aspirations de ces pays au développement. Dans le domaine de l'agriculture, les engagements pourraient consister pour les pays accédants qui ne recourent à aucune mesure de soutien intérieur au moment des négociations en vue de leur accession à ne recourir à aucune des mesures de soutien intérieur autorisées au titre de l'Accord sur l'agriculture.

S'agissant des services, les engagements pourraient également porter sur les services énergétiques et axés sur l'énergie dans le cadre des négociations sur les services d'accès aux marchés bilatéraux – aussi bien au niveau de la production de ces produits (comme les services techniques de forage et d'exploitation) que de leur distribution. Si les engagements contractés dans le cadre de l'AGCS au sein de l'OMC offrent une égalité de chances à tous les membres de cette organisation, l'autre manière de rechercher l'expertise technique d'activités en amont comme le forage et l'exploration par des accords sur le partage de la production (APP) pourrait se révéler plus avantageuse car elle permet au pays producteur de négocier les conditions des APP allant dans le sens des intérêts du pays producteur, notamment en matière de transfert de technologie et d'expertise technique. De plus, rien ne garantit que les limitations ou conditions inhérentes à l'offre de services du pays accédant soient bel et bien acceptées par les autres membres de l'OMC et, en définitive, ces limitations pourraient être également réduites au cours des négociations commerciales multilatérales auxquelles le pays accédant participe en tant que membre de l'OMC.

VI. ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX ET COOPÉRATION SUD-SUD

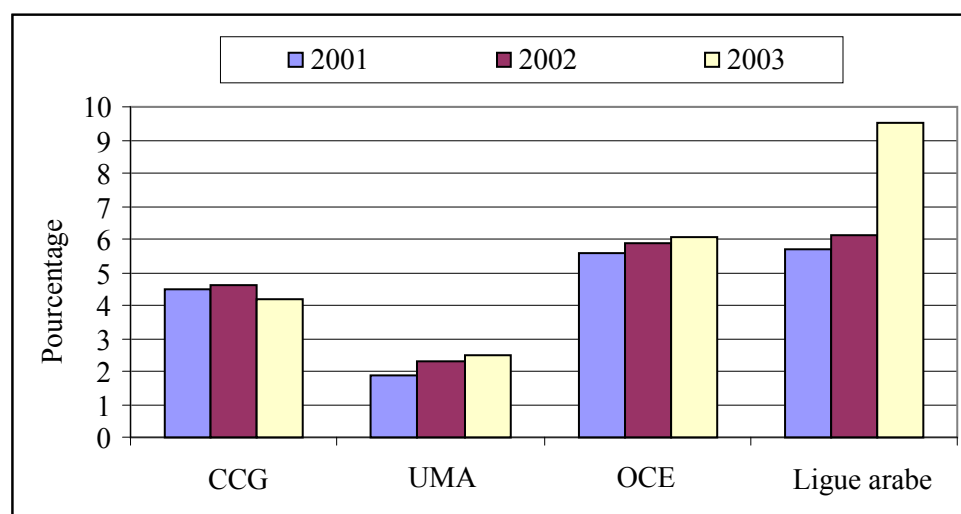
Les accords commerciaux régionaux (ACR) jouent un rôle de premier plan dans le système commercial international, étant donné leur incidence sur les perspectives de développement des pays en développement⁵⁶. Les pays arabes ont récemment multiplié leur participation à des négociations commerciales régionales tant entre eux qu'avec d'autres pays en développement et des pays développés. Le nombre d'ACR auxquels les pays arabes ont participé s'est accru, de telle sorte que plusieurs pays arabes se retrouvent en même temps partie prenante d'ACR se chevauchant. Ces ACR sont les suivants: l'Accord pour la facilitation et la promotion du commerce intra-arabe conclu entre tous les membres de la Ligue arabe; l'Association panarabe de libre-échange (GAFTA)⁵⁷; le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA); l'Union du Maghreb arabe (UMA); le Conseil de coopération du Golfe (CCG); l'Accord d'Agadir et le Conseil de l'Unité économique arabe (CUEA). Plusieurs pays arabes établissent actuellement avec l'Union européenne une zone de libre-échange euro-méditerranéenne (EMFTA) dans le cadre des quinze prochaines années, et mettent déjà en chantier dans cette perspective une série d'«Accords de partenariat euro-méditerranéen». Ce type d'accords a été conclu par l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc, l'Autorité palestinienne et la Tunisie, et devrait être conclu avec la République arabe syrienne. Quatre membres des Accords de partenariat euro-méditerranéen (la Jordanie, l'Égypte, le Maroc et la Tunisie) ont mis en place la zone arabo-méditerranéenne de libre-échange (MAFTA). Le CCG a négocié un accord de libre-échange (ALE) avec l'Union européenne et a manifesté par ailleurs son intérêt pour la signature d'accords visant à établir des zones de libre-échange en vue de promouvoir le commerce Sud-Sud avec de grands pays en développement comme l'Inde et la Chine. La zone de libre-échange arabe intéressant les membres de la Ligue arabe est aussi une initiative prometteuse. Plusieurs États arabes dont Bahreïn, les Émirats arabes unis, la Jordanie et Oman poursuivent aussi des ALE bilatéraux. Les pays ACP dont des pays arabes négocient des Accords de partenariat économique avec l'Union européenne.

La multiplication d'ACR Nord-Sud a constitué un élément nouveau de la renaissance récente du régionalisme, notamment dans la région arabe. Les ACR Nord-Sud devraient effectivement transformer les relations économiques avec les pays développés: jusque-là reposant sur le régime des préférences unilatérales, ces relations devraient désormais se fonder sur la réciprocité, ce qui aura des incidences pour les pays arabes ainsi que d'autres pays en développement car les négociations Nord-Sud se soldent en général par un élargissement de l'accès aux marchés et par l'adoption de normes réglementaires plus strictes qu'au niveau multilatéral. Les pays en développement sont confrontés à un problème important lorsqu'ils négocient des ACR avec des pays développés partenaires: déterminer le degré et le rythme appropriés de leur libéralisation par rapport aux exportations des pays développés (car leurs exportations bénéficient déjà, dans une large mesure, des régimes préférentiels unilatéraux des pays développés). À cet égard, le risque qu'une libéralisation accrue et des engagements contraignants négociés dans des contextes régionaux (par exemple en matière de droits de propriété intellectuelle) n'entraînent une dilution et une limitation du traitement spécial et différencié et de la marge de manœuvre laissée aux politiques nationales dans le cadre du système commercial multilatéral a suscité des inquiétudes.

⁵⁶ CNUCED, *Multilateralism and Regionalism: The New Interface* (UNCTAD/DITC/TNCD/2004/7), Nations Unies, 2005.

⁵⁷ Au niveau intrarégional, les États arabes ont relancé en 1997 le Programme directeur de libre-échange arabe en vue de la création de l'Association panarabe de libre-échange (GAFTA) de 1981. Cette initiative autorise une réduction ou une élimination générale des droits de douane et assimilés ainsi que des obstacles non tarifaires sur les marchandises industrielles pendant une période de dix ans.

**Figure 1. ACR entre certains pays arabes: exportations intrarégionales
(en pourcentage du total des exportations régionales)**



Source: WITS/Comtrade et Manuel de statistiques de la CNUCED.

L'essor du commerce Sud-Sud offre aux pays arabes la possibilité de rattraper les nouvelles «locomotives» du Sud. Jusqu'à présent, les performances du commerce intrarégional entre les pays arabes sont restées relativement faibles, la part du commerce intrarégional représentant de 2 à 9 % et demeurant dans l'ensemble constante pendant la période 2001-2003. Des résultats si limités laissent entendre qu'en matière de commerce intrarégional, le potentiel n'a pas été pleinement exploité. Cela se vérifie notamment pour les pays arabes dont les exportations sont souvent concentrées dans quelques secteurs à forte intensité de travail et de ressources, destinées aux marchés des pays développés. Les ACR Sud-Sud pourraient favoriser la diversification et une meilleure qualité des exportations arabes, facteur décisif pour une croissance future durable. Par exemple, selon une estimation, le projet d'Accord-cadre du système de préférences commerciales (FATPS) entre les États membres de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) devrait se traduire par une augmentation des exportations et des gains de prospérité (les pertes de prospérité pour les pays extérieurs étant presque négligeables) pour à peu près tous les participants au FATPS. L'augmentation la plus importante des exportations en valeur absolue devrait concerner les pays du Moyen-Orient (presque 4 milliards de dollars par an).

Pour récolter les gains escomptés, il est important de lever les obstacles au commerce dans la région, dont notamment l'insuffisance des moyens de transport et de communication internationaux, le peu d'informations sur les marchés et les possibilités d'investissement, l'existence d'entraves au commerce de nature administrative et procédurale, ainsi que l'insuffisance des mesures de facilitation des échanges intrarégionaux, notamment en matière de systèmes de financement et de garantie des exportations et des importations régionales. Pour pallier ces faiblesses, les pays arabes sont confrontés au problème essentiel qui consiste à harmoniser le niveau des engagements entre les différents ACR et à progresser en vue d'une intégration plus «poussée» (dans des domaines comme l'infrastructure commerciale, la promotion de l'investissement étranger direct, la libéralisation des services, en particulier le mouvement temporaire des professionnels), afin d'améliorer la compétitivité dans son ensemble et de prévenir des effets «moyeu-rayons» négatifs.

Dans le cadre de l'évolution et de la complexité du système commercial international, l'intégration régionale demeure un élément important pour la promotion du commerce extrarégional et l'intégration bénéfique de ces pays dans l'économie mondiale. Assurer une articulation dans le temps et des complémentarités appropriées entre les accords régionaux intra-arabes, les ACR Nord-Sud et les négociations multilatérales est essentiel pour créer des synergies entre régionalisme et multilatéralisme. En l'absence de ces politiques commerciales cohérentes, un certain nombre d'ACR peuvent contribuer au détournement tant des courants commerciaux que des investissements étrangers directs, en s'accompagnant d'effets négatifs pour les pays arabes. Étant donné que beaucoup d'États arabes mettent en œuvre ou négocient actuellement des ALE avec l'Union européenne tout en maintenant cependant entre eux des obstacles, il en résulte un effet de détournement des investissements étrangers directs de la région vers l'Union européenne, dans la mesure où les biens produits en Union européenne peuvent être vendus pendant toute la durée de l'ACR, alors que ceux qui sont produits dans un pays arabe peuvent encore rencontrer des obstacles commerciaux.

Le Système global de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC) offre aux pays arabes, notamment aux PMA, un instrument leur permettant de s'assurer un accès préférentiel sur les marchés en pleine croissance du Sud⁵⁸. Sept pays arabes participent au SGPC (l'Algérie, l'Égypte, l'Iraq, la Jamahiriya arabe libyenne, le Maroc, le Soudan et la Tunisie). Le troisième cycle des négociations sur le SGPC, lancé en 2004 (voir encadré 16), offre aux pays arabes membres de l'Accord une occasion importante et unique. Le troisième cycle des négociations sur le SGPC, qui doit être achevé d'ici à novembre 2006, devrait se traduire par un ensemble d'avantages commercialement intéressants, grâce à un accès préférentiel aux marchés plus large. Il accorde par ailleurs à beaucoup de pays arabes qui ne sont pas encore membres de l'Accord relatif au SGPC la possibilité de participer aux négociations et d'adhérer à cet accord.

Encadré 16. Le troisième cycle des négociations sur le SGPC

À l'occasion de la onzième session de la Conférence, les ministres du Comité des participants au SGPC ont lancé le troisième cycle des négociations sur le SGPC, visant un ensemble d'engagements substantiels en matière de libéralisation du commerce en vue de promouvoir entre eux les complémentarités économiques, notamment au niveau interrégional. Ils ont invité d'autres membres du Groupe des 77 et la Chine à participer aux négociations afin d'ouvrir la voie à leur adhésion à l'Accord. Le troisième cycle des négociations sur le SGPC devrait aboutir à un ensemble d'engagements substantiels en matière de libéralisation du commerce, reposant sur des avantages réciproques répartis de manière équitable entre tous les participants, promouvoir les complémentarités économiques et déboucher sur des mesures préférentielles concrètes au bénéfice des PMA. Un comité de négociation a été créé, ainsi que deux groupes de négociation (l'un sur l'élaboration de règles et l'autre sur l'accès aux marchés), qui se réunissent chaque semaine. Les préparatifs techniques des négociations sur l'accès aux marchés et l'élaboration de règles ont fait des progrès considérables. Un calendrier a été établi en vue de mener à terme le cycle avant novembre 2006. L'examen des propositions visant à améliorer le commerce entre eux a commencé et devrait s'accélérer au cours de l'année 2005. Début 2006, les participants au SGPC devraient engager les négociations sur les préférences tarifaires et autres formes de coopération. D'autres membres du Groupe des 77 et la Chine ont assisté aux séances

⁵⁸ Le SGPC a vu le jour à l'issue d'un long processus de négociations durant les Conférences ministérielles du Groupe des 77, notamment à Mexico en 1976, à Arusha en 1979 et à Caracas en 1981. Le premier cycle des négociations sur le SGPC a été lancé par la Conférence ministérielle de Brasilia en 1986. À la conclusion du premier cycle en 1988 à Belgrade, l'Accord sur le SGPC a été signé le 13 avril 1988 et est entré en vigueur le 19 avril 1989. À ce jour, 44 pays ont ratifié cet accord.

formelles et informelles des deux groupes de travail. L'adhésion de nouveaux membres au SGPC se fera dans le cadre des négociations en cours. Parallèlement aux négociations, les participants au SGPC ont convenu d'un programme de travail visant à diffuser aussi largement que possible des informations sur cet accord auprès du public, notamment dans le monde du commerce et de l'industrie, par une série de dialogues, séminaires et conférences en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Ils ont demandé au secrétariat de la CNUCED de les aider à mettre en œuvre ce programme. Grâce à un programme de coopération technique avec le Comité des participants au SGPC, la CNUCED étend son soutien technique et administratif aux opérations courantes du Comité, en particulier dans le cadre des négociations en cours.

CONCLUSION

La sixième Conférence ministérielle de l'OMC et ses résultats éventuels constituent un élément essentiel de la réalisation des ambitions définies dans la Déclaration de Doha quant à la libéralisation du commerce axée sur le développement, à savoir la libéralisation qui est imprégnée par l'intention et le contenu des besoins et des intérêts des pays en développement, en particulier des PMA. Comme les délais les plus tardifs pour convenir des premières approximations des modalités pour l'agriculture et les AMNA ont été dépassés en juillet 2005 et que des progrès spécifiques concernant notamment les questions de développement n'ont pas été atteints, l'obtention de résultats fructueux exigera des négociations intensives et la recherche de compromis avant la sixième Conférence ministérielle de l'OMC. Les pays en développement, dont les États arabes membres et observateurs de l'OMC, ont participé activement aux négociations de Doha et à d'autres travaux de l'OMC dans la logique de leur approche générale consistant à se servir du commerce et de la politique commerciale comme d'instruments pour la croissance économique, la création d'emplois, le développement et la lutte contre la pauvreté. Le fait de participer au commerce international et de s'assurer une intégration bénéfique dans le système commercial multilatéral est une pierre angulaire de la stratégie de développement des États arabes car ils visent à atteindre les objectifs de développement qui ont été fixés à l'échelon international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement.

La Conférence ministérielle arabe contribuera par conséquent à renforcer encore plus la participation des États arabes aux négociations de Doha en les aidant à prendre des décisions stratégiques claires sur les questions prioritaires en suspens, comme celle des modalités pour l'agriculture et les AMNA, de sorte qu'ils puissent participer de manière effective aux négociations préalables à la Conférence ministérielle de Hong Kong en vue de parvenir à des résultats favorisant les intérêts des États arabes en matière de commerce et de développement. La participation aux négociations et la mise en œuvre future des résultats négociés requièrent un engagement continu des États arabes dans les négociations de l'OMC, les accords commerciaux bilatéraux et régionaux ainsi que dans l'intégration et le commerce intra-arabes. De nouveaux programmes de renforcement des capacités commerciales reposant sur les capacités humaines, institutionnelles, réglementaires et de politique qu'ont les États arabes à participer au système commercial international et à s'y intégrer de manière avantageuse doivent être élaborés, financés et mis en œuvre pour accroître leur participation dans l'économie mondiale. Dans le cadre de ses mandats renouvelés par la onzième session de la Conférence concernant le commerce, les négociations sur le commerce et son rôle en tant que principal organisme du système des Nations Unies chargé d'assurer un traitement intégré du commerce et du développement, la CNUCED sera un partenaire important pour les États arabes. Travaillant en coopération étroite avec la CESAO, la CEA et d'autres organismes des Nations Unies, l'OMC, ainsi qu'un certain nombre d'organisations arabes, la CNUCED soutient les États arabes dans leur politique commerciale et leurs négociations sur le commerce. À cette fin, le développement d'une initiative générale de renforcement des capacités commerciales arabes et la mise en œuvre de l'Initiative arabe du JITAP peuvent être d'importantes réponses en matière de suivi.

Enfin, les négociations commerciales doivent s'inscrire dans le cadre plus large d'une vision commune du développement et d'une politique commerciale internationale fondée sur la réalisation des OMD, parmi lesquels la réduction de moitié de la pauvreté d'ici à 2015. Pour y parvenir, les éléments à réunir seront les suivants: l'exercice d'une marge d'action nationale dans le domaine économique et des innovations institutionnelles; des investissements dans le capital humain et les infrastructures destinées au développement; l'accès universel aux services essentiels; la compétitivité de l'offre; l'existence d'un cadre juridique et réglementaire favorable, y compris pour les PME; l'accès à des capitaux financiers; des capacités en matière de recherche-

développement, de science et de technique, notamment de TIC; et une action mondiale collective visant à protéger l'environnement et à lutter contre les changements climatiques.

Tableau 1. Exportations de marchandises des pays arabes (1995, 2000, 2003) et principaux partenaires

Déclarant	Exportations à destination du monde (en milliers de dollars É.-U.)			Part dans les exportations totales arabes (%)			Principales destinations d'exportation pour l'année la plus récente (avec leur code ISO3 respectif et les parts dans les exportations totales du produit)									
							1 ^{re} destination		2 ^e destination		3 ^e destination		4 ^e destination		5 ^e destination	
	1995	2000	2003	1995	2000	2003	Code ISO3	Part export. (%)	Code ISO3	Part export. (%)	Code ISO3	Part export. (%)	Code ISO3	Part export. (%)	Code ISO3	Part export. (%)
1	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Libye*	9 211 995	13 784 844	14 552 713	7,63	5,80	6,43	EU	84,6	TUR	7,4	CHE	3,9	TUN	0,9	HRV	0,4
Tunisie	5 474 626	5 850 015	7 354 397	4,53	2,46	3,25	EU	79,9	LBY	4,8	UNS	3,7	DZA	1,4	CHE	1,3
Maroc	4 718 877	7 431 841	8 777 235	3,91	3,13	3,88	EU	75,7	IND	3,1	USA	2,8	BRA	2,1	JPN	2,0
Bahreïn	3 462 790	6 194 942	6 631 599	2,87	2,61	2,93	UNS	70,6	SAU	7,1	USA	4,3	TWN	3,0	IND	1,7
Comores (2003*)	11 024	6 860	37 692	0,01	0,00	0,02	EEC15	69,1	USA	10,9	SGP	4,2	JPN	3,8	MDG	2,5
Oman	5 917 389	10 852 264	11 364 529	4,90	4,56	5,02	UNS	68,3	KOR	7,7	ARE	7,0	IRN	3,8	JPN	2,3
Soudan	685 193	1 630 988	2 480 635	0,57	0,69	1,10	CHN	65,2	EU	9,2	JPN	8,7	SAU	5,0	EGY	1,7
Mauritanie*	632 132	539 538	598 521	0,52	0,23	0,26	EU	61,9	JPN	13,2	RUS	5,4	CIV	4,5	CMR	3,2
Algérie	9 356 680	22 031 286	24 611 512	7,75	9,26	10,87	EU	59,1	USA	19,9	CAN	5,7	BRA	4,6	TUR	4,3
République arabe syrienne	3 969 873	4 633 027	5 730 663	3,29	1,95	2,53	EU	57,1	TUR	7,5	SAU	5,9	LBN	4,0	USA	3,7
Iraq*	464 388	16 505 782	8 942 427	0,38	6,94	3,95	USA	54,9	EEC15	18,7	CAN	9,01	TWN	4,2	JOR	4,2
Djibouti*	47 259	13 486	55 999	0,04	0,01	0,02	ETH	47,9	ERI	21,4	EU	9,4	EGY	7,0	HKG	3,9
Palestine (territoires occupés)*	.	26 311	25 911	.	0,01	0,01	JOR	40,4	EU	26,6	EGY	15,2	SAU	7,0	USA	6,0
Koweït	12 944 421	19 401 426	16 164 459	10,72	8,16	7,14	UNS	39,5	JPN	18,6	USA	13,1	EU	10,2	KOR	4,3
Égypte	3 444 135	3 500 899	6 160 734	2,85	1,47	2,72	EU	32,8	USA	8,5	IND	7,5	FRE	6,2	SAU	3,0
Arabie saoudite	49 029 579	77 711 122	63 725 200	40,60	32,68	28,14	TWN	31,7	USA	21,0	UNS	17,0	JPN	14,9	EU	13,0
Yémen	1 916 846	4 077 734	3 719 809	1,59	1,71	1,64	CHN	31,3	THA	23,6	IND	10,0	KOR	5,3	ARE	4,5

Déclarant	Exportations à destination du monde (en milliers de dollars É.-U.)			Part dans les exportations totales arabes (%)			Principales destinations d'exportation pour l'année la plus récente (avec leur code ISO3 respectif et les parts dans les exportations totales du produit)									
							1 ^{re} destination		2 ^e destination		3 ^e destination		4 ^e destination		5 ^e destination	
	1995	2000	2003	1995	2000	2003	Code ISO3	Part export. (%)	Code ISO3	Part export. (%)	Code ISO3	Part export. (%)	Code ISO3	Part export. (%)	Code ISO3	Part export. (%)
1	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Émirats arabes unis	3 375 162	32 668 983	32 668 983	2,79	13,74	14,42	JPN	30,9	TWN	18,9	UNS	18,7	IRN	5,1	EU	3,1
Qatar	3 557 159	8 846 959	8 230 924	2,95	3,72	3,63	JPN	28,9	KOR	21,1	SGP	12,4	UNS	6,3	ARE	5,3
Liban	642 229	714 331	1 523 920	0,53	0,30	0,67	CHE	24,9	EU	9,4	IRQ	8,0	ARE	6,8	SAU	6,8
Jordanie	1 768 850	1 292 815	3 081 625	1,46	0,54	1,36	USA	21,5	IRQ	17,6	FRE	9,1	CHE	6,5	IND	6,5
Somalie*	131 497	87 152	56 603	0,11	0,04	0,02	OMN	17,0	IND	16,9	SAU	13,4	CHN	11,7	BHR	9,7
TOTAL des exportations arabes	120 762 105	237 802 605	226 496 091	100,00	100,00	100,00										

Note: Un astérisque (*) dans la colonne 1 indique l'utilisation de données miroir.

Tableau 2. Importations de marchandises des pays arabes (1995, 2000, 2003) et principaux partenaires

Déclarant	Importations en provenance du monde (en milliers de dollars É.-U.)			Part dans les importations totales arabes (%)			Principaux fournisseurs pour l'année la plus récente (avec leur code ISO3 respectif et les parts dans les importations totales du produit)									
							1 ^{er} fournisseur		2 ^e fournisseur		3 ^e fournisseur		4 ^e fournisseur		5 ^e fournisseur	
	1995	2000	2003	1995	2000	2003	Code ISO3	Part import. (%)	Code ISO3	Part import. (%)	Code ISO3	Part import. (%)	Code ISO3	Part import. (%)	Code ISO3	Part import. (%)
Algérie	10 782 432	9 152 057	13 532 526	9,26	6,05	7,87	EU	57,4	USA	5,2	CHN	3,8	TUR	3,2	JPN	2,8
Bahreïn	3 604 196	4 632 961	5 657 225	3,10	3,06	3,29	UNS	36,6	EU	17,8	JPN	7,9	SAU	5,7	AUS	5,1
Comores (2003*)	62 393	71 929	116 783	0,05	0,05	0,07	EU	37,9	ZAF	13,9	JPN	12,6	MDG	8,9	THA	3,9
Djibouti*	346 210	432 519	589 027	0,30	0,29	0,34	EU	25,6	ETH	16,9	IND	12,3	CHN	11,2	USA	5,8
Égypte	11 738 951	15 962 046	10 892 650	10,08	10,56	6,34	EU	25,8	FRE	14,0	USA	11,7	CHN	4,9	RUS	3,4
Iraq*	525 857	2 309 481	4 339 506	0,45	1,53	2,52	EU	23,4	TUR	19,1	JOR	12,5	IRN	10,1	USA	7,3
Jordanie	3 696 380	4 013 144	5 653 152	3,17	2,65	3,29	EU	25,3	SAU	11,5	CHN	8,0	IRQ	6,6	USA	6,4
Koweït	7 789 750	7 156 877	7 868 784	6,69	4,73	4,58	EU	30,3	USA	10,9	JPN	9,8	SAU	7,0	KOR	4,0
Liban	7 437 826	6 226 768	7 167 452	6,39	4,12	4,17	EU	42,8	CHN	7,4	USA	6,0	RUS	4,5	JPN	3,8
Libye*	4 448 227	3 394 012	5 465 871	3,82	2,25	3,18	EU	63,8	TUN	6,4	TUR	4,7	JPN	3,6	CHN	3,2
Mauritanie*	530 189	549 636	779 462	0,46	0,36	0,45	EU	57,8	CHN	7,2	USA	4,5	SEN	4,3	MAR	3,1
Maroc	8 540 476	11 533 383	14 230 608	7,33	7,63	8,28	EU	58,7	SAU	5,0	RUS	4,9	USA	4,1	CHN	3,4
Palestine (territoires occupés)*	.	109 535	86 116	.	0,07	0,05	EU	31,7	JOR	29,7	EGY	13,2	CHN	7,8	TUR	7,5
Oman	4 248 550	5 039 243	6 572 179	3,65	3,33	3,82	ARE	21,6	EU	20,8	JPN	17,1	USA	6,2	IND	4,4
Qatar	3 398 029	3 252 250	4 052 046	2,92	2,15	2,36	EU	34,8	USA	13,0	JPN	10,5	ARE	7,0	SAU	6,2
Arabie saoudite	28 085 113	30 237 317	32 333 209	24,12	20,00	18,81	EU	31,8	USA	16,3	JPN	11,1	CHN	5,3	AUS	3,5
Somalie*	83 179	190 184	218 629	0,07	0,13	0,13	KEN	24,6	IND	18,1	ETH	13,2	BRA	9,9	OMN	8,0
Soudan	1 184 931	1 657 419	2 898 102	1,02	1,10	1,69	EU	29,1	SAU	13,1	CHN	10,7	EGY	6,5	IND	5,0
République arabe syrienne	4 708 779	3 815 435	5 110 634	4,04	2,52	2,97	EU	19,0	UNS	12,1	CHN	5,9	UKR	5,8	TUR	5,7

Déclarant	Importations en provenance du monde (en milliers de dollars É.-U.)			Part dans les importations totales arabes (%)			Principaux fournisseurs pour l'année la plus récente (avec leur code ISO3 respectif et les parts dans les importations totales du produit)									
							1 ^{er} fournisseur		2 ^e fournisseur		3 ^e fournisseur		4 ^e fournisseur		5 ^e fournisseur	
	1995	2000	2003	1995	2000	2003	Code ISO3	Part import. (%)	Code ISO3	Part import. (%)	Code ISO3	Part import. (%)	Code ISO3	Part import. (%)	Code ISO3	Part import. (%)
Tunisie	7 903 050	8 565 813	10 146 677	6,79	5,67	5,90	EU	72,5	USA	2,7	RUS	2,3	TUR	2,0	JPN	2,0
Émirats arabes unis	5 506 345	30 544 292	30 544 292	4,73	20,20	17,77	EU	32,5	JPN	7,8	USA	7,5	CHN	7,3	IND	6,1
Yémen	1 816 653	2 326 469	3 674 587	1,56	1,54	2,14	EU	15,5	ARE	14,1	SAU	11,1	KWT	7,9	USA	6,3
TOTAL des exportations arabes	116 437 516	151 172 771	171 929 517	100,00	100,00	100,00										

Tableau 3. Principaux pays arabes exportateurs de services dans des secteurs choisis⁵⁹
(2002, en millions de dollars É.-U. et en pourcentage)

Transport		
	Montant	Pourcentage du total déclaré
Égypte	2 797	44,42
Koweït	1 129	17,93
Maroc	780	12,39
Tunisie	612	9,72
Jordanie	288	4,57
République arabe syrienne	250	3,97
Bahreïn	245	3,89
Oman (2001)	159	2,53
Yémen	20	0,32
Soudan	17	0,27
Total des déclarants	6 297	
Voyages		
	Montant	Pourcentage du total déclaré
Égypte	3 764	34,74
Maroc	2 646	24,42
Tunisie	1 523	14,06
République arabe syrienne	970	8,95
Jordanie	786	7,25
Bahreïn	740	6,83
Oman (2001)	143	1,32
Koweït	118	1,09
Soudan	108	1,00
Yémen	38	0,35
Total des déclarants	10 836	
Autres services		
	Montant	Pourcentage du total déclaré
Égypte	2 759	48,74
Maroc	933	16,48
Tunisie	546	9,64
Jordanie	438	7,74
Koweït	401	7,08
République arabe syrienne	339	5,99
Yémen	108	1,91
Bahreïn	83	1,47
Oman (2001)	47	0,83
Soudan	7	0,12
Total des déclarants	5 661	

⁵⁹ Aucune autre ventilation n'a pu être fournie étant donné l'insuffisance des données relatives à certains sous-secteurs de services.

Tableau 4. Composition sectorielle des exportations de services des pays arabes, 2002^{60, 61}

		En millions de dollars É.-U.	Pourcentage du total du pays
Bahreïn	Total des services	1 068	100
	Transport	245	23
	Voyages	740	69
	Autres services	83	8
	Pour mémoire: services commerciaux	1 068	100
Égypte	Total des services	9 320	100
	Transport	2 797	30
	Voyages	3 764	40
	Autres services	2 759	30
	Communications	221	2
	Construction	172	2
	Services informatiques et d'information	27	0
	Assurance	22	0
	Services financiers	85	1
	Redevances et droits de licence	38	0
	Autres services aux entreprises	1 948	21
	Services personnels, culturels et récréatifs	54	1
	Services fournis/reçus des administrations publiques, n.c.a.	193	2
	Pour mémoire: services commerciaux	9 127	98
Jordanie	Total des services	1 513	100
	Transport	288	19
	Voyages	786	52
	Autres services	438	29
	Autres services aux entreprises	399	26
	Services fournis/reçus des administrations publiques, n.c.a.	39	3
	Pour mémoire: services commerciaux	1 473	97

⁶⁰ Le tableau regroupe les pays pour lesquels les données de 2002 (de 2001 dans le cas d'Oman) sont disponibles. Aucune donnée n'a été fournie pour les pays suivants: Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Palestine, Qatar, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Djibouti, Mauritanie, Comores et Somalie. Pour les pays déclarants, les catégories de services sans entrée ont été par ailleurs supprimées.

⁶¹ Notes techniques: *Le total des services* comprend 11 catégories de services principales, selon la définition du *Manuel de la balance des paiements* du FMI (1993, MBP 5). Ces catégories sont les suivantes: transport, voyages, communications, construction, services informatiques et d'information, services financiers, assurance, autres services aux entreprises, redevances et droits de licence, services personnels, culturels et récréatifs et services fournis/reçus des administrations publiques, n.c.a.; *les autres services* comprennent toutes les catégories de services à l'exception du transport et des voyages; *les autres services aux entreprises* sont les suivants: négoce international et autres services liés au commerce; location-exploitation; et services aux entreprises, spécialisés et techniques divers.

**Tableau 4. Composition sectorielle des exportations de services
des pays arabes, 2002^{60, 61}**

		En millions de dollars É.-U.	Pourcentage du total du pays
Koweït	Total des services	1 648	100
	Transport	1 129	68
	Voyages	118	7
	Autres services	401	24
	Assurance	109	7
	Autres services aux entreprises	16	1
	Services fournis/reçus des administrations publiques, n.c.a.	276	17
	Pour mémoire: services commerciaux	1 372	83
Maroc	Total des services	4 360	100
	Transport	780	18
	Voyages	2 646	61
	Autres services	933	21
	Communications	231	5
	Assurance	28	1
	Redevances et droits de licence	11	0
	Autres services aux entreprises	401	9
	Services fournis/reçus des administrations publiques, n.c.a.	262	6
	Pour mémoire: services commerciaux	4 098	94
Soudan	Total des services	132	100
	Transport	17	13
	Voyages	108	82
	Autres services	7	6
	Communications	4	3
	Autres services aux entreprises	1	0
	Services fournis/reçus des administrations publiques, n.c.a.	2	1
	Pour mémoire: services commerciaux	130	99
République arabe syrienne	Total des services	1 559	100
	Transport	250	16
	Voyages	970	62
	Autres services	339	22
	Autres services aux entreprises	127	8
	Services fournis/reçus des administrations publiques, n.c.a.	212	14
	Pour mémoire: services commerciaux	1 347	86

**Tableau 4. Composition sectorielle des exportations de services
des pays arabes, 2002^{60, 61}**

		En millions de dollars É.-U.	Pourcentage du total du pays
Tunisie	Total des services	2 681	100
	Transport	612	23
	Voyages	1 523	57
	Autres services	546	20
	Communications	11	0
	Construction	89	3
	Services informatiques et d'information	18	1
	Assurance	20	1
	Services financiers	42	2
	Redevances et droits de licence	16	1
	Autres services aux entreprises	267	10
	Services personnels, culturels et récréatifs	3	0
	Services fournis/reçus des administrations publiques, n.c.a.	78	3
	Pour mémoire: services commerciaux	2 603	97
Yémen	Total des services	166	100
	Transport	20	12
	Voyages	38	23
	Autres services	108	65
	Communications	51	30
	Autres services aux entreprises	21	12
	Services fournis/reçus des administrations publiques, n.c.a.	37	22
	Pour mémoire: services commerciaux	129	78
Oman	Total des services	349	100
	Transport	159	46
	Voyages	143	41
	Autres services	47	13
	Communications	31	9
	Assurance	16	4
	Pour mémoire: services commerciaux	349	100

Annexe II

Déclaration d'Amman adoptée le 28 septembre 2005

Nous, Ministres du commerce des États arabes réunis à Amman (Jordanie), le 28 septembre 2005, pour adopter une position commune en vue de la sixième Conférence ministérielle de l'OMC eu égard aux objectifs du Millénaire pour le développement;

Nous félicitant de la tenue de la réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à l'examen quinquennal de la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire, et réaffirmant notre volonté de réaliser les objectifs de développement convenus au niveau international, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement grâce, entre autres choses, à la mise en œuvre de façon concrète et dans les délais prescrits du partenariat mondial au service du développement visant à mettre fin à la pauvreté dans nos pays;

Nous félicitant de la décision adoptée par le Conseil général de l'OMC le 1^{er} août 2004, qui a relancé le Programme de travail de Doha;

Préoccupés par la lenteur des négociations, en particulier pour ce qui est des éléments fondamentaux du volet développement ainsi que les modalités pour l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles;

Réaffirmant notre engagement à participer d'une manière constructive au processus préparatoire et à la sixième Conférence ministérielle de l'OMC qui se tiendra à Hong Kong (Chine) pour faire en sorte que le Programme de travail de Doha soit mené à bien et aboutisse à des résultats ambitieux en matière de développement dans le cadre de l'engagement unique, au plus tard en 2006, de façon à contribuer à la mise en place d'un système commercial multilatéral plus viable, équitable et durable et à la réalisation dans les délais prescrits des objectifs du Millénaire pour le développement;

Réaffirmant l'engagement fondamental contenu dans la Déclaration de Doha de placer les besoins et les intérêts des pays en développement, et en particulier des pays les moins avancés, au cœur du Programme de travail de Doha et que cet engagement devrait être honoré à la sixième Conférence ministérielle de l'OMC;

Rappelant les engagements pris lors du Sommet du Millénaire, des Conférences ministérielles de l'OMC et de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, tenue à Bruxelles en 2001, pour aider les pays les moins avancés à réaliser une intégration véritable et fructueuse dans le système commercial multilatéral et l'économie mondiale;

Réaffirmant que les négociations du Cycle de Doha doivent être ouvertes à tous et menées dans la transparence pour garantir l'adhésion politique au processus et aux résultats de ces négociations;

Réitérant qu'il est urgent de modifier rapidement l'Accord sur les ADPIC pour y incorporer la décision du 30 août 2003 sur la mise en œuvre du paragraphe 6 de la Déclaration sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique afin d'apporter une solution permanente aux problèmes des pays en développement dont les capacités de fabrication sont insuffisantes ou inexistantes;

Demandant instamment que les aspects de l'initiative sur le coton liés au commerce soient traités de manière rapide, ambitieuse et spécifique au Sous-Comité du coton de l'OMC, comme il est indiqué dans l'ensemble de résultats de juillet;

Lançant un appel aux membres de l'OMC pour qu'ils fassent preuve de la volonté et de l'engagement politiques nécessaires pour faire avancer le Programme de travail de Doha et assurer ainsi la réussite de la Conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong;

Réitérant la demande des États arabes visant à ce que l'arabe devienne une langue officielle de l'OMC comme c'est le cas à l'ONU;

Soulignant l'importance de la reprise des réunions du groupe d'experts arabes à Genève;

Insistant sur le fait qu'il devrait être accordé dans les plus brefs délais à la Ligue des États arabes et à d'autres organisations régionales et sous-régionales arabes le statut d'observateur à l'OMC, y compris à la sixième Conférence ministérielle de l'Organisation;

Préoccupés par les exigences excessives imposées aux États arabes accédants, lesquelles vont au-delà des obligations des membres de l'OMC;

Insistant sur l'importance de l'intégration des États arabes dans le système commercial multilatéral grâce, entre autres choses, à l'accession à l'OMC;

Se félicitant de la Déclaration du Caire et de la feuille de route sur le Programme de travail de Doha faite par les États membres de l'Union africaine et de la Déclaration de Livingstone faite par les PMA;

Convenus d'assurer le suivi des décisions et des priorités adoptées aux première et deuxième réunions consultatives des Ministres arabes du commerce, des finances et de l'économie (le Caire, 18 juillet 2001 et Koweït, 12 et 13 mars 2002) et à la présente Conférence ministérielle;

Adoptons la Déclaration ministérielle des États arabes et la feuille de route pour la sixième Conférence ministérielle de l'OMC et exprimons nos remerciements au Gouvernement et au peuple de la Jordanie pour la généreuse hospitalité qui nous a été accordée et pour la qualité de tous les moyens mis à notre disposition;

Tenons enfin à exprimer notre gratitude à la CNUCED, à la Ligue des États arabes et aux autres organisations qui nous ont apporté leur soutien.

FEUILLE DE ROUTE POUR HONG KONG

AGRICULTURE

1. Nous mettons l'accent sur le fait que les modalités à convenir devraient tenir compte de la nécessité de laisser aux États arabes une marge d'action appropriée pour mener des politiques agricoles propres à soutenir leurs objectifs de développement, leurs stratégies de réduction de la pauvreté, leur sécurité alimentaire et leurs moyens d'existence tout en permettant une amélioration de l'accès aux marchés pour les produits «agricoles», aussi bien pour les produits primaires que les produits finis. La Conférence ministérielle de Hong Kong doit adopter des modalités qui contribueront directement au développement durable de l'agriculture dans les États arabes. Pour ce faire, les modalités devraient traiter, en priorité, les questions suivantes relevant des trois piliers de l'Accord sur l'agriculture:

I. ACCÈS AUX MARCHÉS

- a) Dans le cadre des négociations concernant la formule, il devrait être tenu compte de la structure particulière des échanges des États arabes et de leurs différentes structures tarifaires;
- b) Les propositions du G-20 pourraient offrir une bonne base pour les travaux sur la réduction des tarifs avec un traitement spécial et différencié approprié et effectif;
- c) Le nombre des produits sensibles dans les pays développés devrait être limité et une réduction substantielle des tarifs ainsi que des engagements en matière de contingents tarifaires devraient s'appliquer aux produits sensibles des pays développés;
- d) La question de la progressivité des tarifs doit être examinée en profondeur dans les pays développés conformément au paragraphe 36 de l'Accord-cadre;
- e) La mise en œuvre intégrale du principe de proportionnalité dans la réduction des tarifs est essentielle de même que l'élaboration de modalités significatives sur les produits spéciaux (PS) et sur le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS). Le MSS constitue un instrument unique en son genre qui répondrait aux préoccupations des pays en développement et des pays les moins avancés s'agissant de sécurité alimentaire, de moyens d'existence ou de développement rural. Les modalités relatives à la désignation des produits spéciaux et à leur traitement doivent être conçues de manière à accorder le maximum de flexibilité aux États arabes et tenir compte ainsi de leurs conditions nationales particulières et des besoins de leur développement;
- f) La SGS devrait être supprimée pour les pays développés durant la première année de mise en œuvre;
- g) L'examen des dispositions relatives au traitement spécial et différencié en matière d'accès aux marchés constitue une condition *sine qua non* pour les États arabes;
- h) Les pays développés, et les pays en développement qui sont en mesure de le faire, doivent accorder un accès aux marchés consolidé, en franchise de tarifs et sans contingent, pour les produits agricoles originaires des PMA;
- i) Il devrait être ménagé des flexibilités aux PMA pour leur permettre de déterminer le niveau de leurs engagements en matière de consolidation tarifaire en fonction des besoins de leur commerce, de leurs finances et de leur développement.

II. CONCURRENCE À L'EXPORTATION

- a) Élimination rapide de toutes les formes de subventions à l'exportation pour les produits agricoles, une réduction progressive étant amorcée dès la première année de mise en œuvre. Cette élimination se fera sans préjudice du traitement spécial et différencié des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et des PMA, eu égard à la nécessité d'appliquer des mesures d'ajustement qui compenseront les effets défavorables à court terme de la suppression des subventions;
- b) La mise en œuvre de manière urgente de la décision de Marrakech sur les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et les PMA et la mention claire du traitement spécial et différencié dans toute discipline à élaborer en ce qui concerne les crédits à l'exportation, conformément au paragraphe 4 de ladite décision;

c) Pour tenir pleinement compte des intérêts des pays bénéficiant d'une aide alimentaire au moment de l'élaboration des disciplines sur cette question, les modalités doivent inclure les engagements pris par les donateurs au titre de la Convention relative à l'aide alimentaire et une meilleure surveillance des transactions concernant l'aide alimentaire tout en encourageant, lorsque cela est possible, les achats locaux et régionaux pour limiter au maximum l'incidence de l'aide alimentaire sur la production locale des pays bénéficiaires;

d) Les entreprises commerciales d'État des pays arabes qui jouissent de privilèges spéciaux pour préserver la stabilité des prix à la consommation intérieurs et assurer la sécurité alimentaire devraient bénéficier d'une attention spéciale en vue du maintien du statut de monopole;

e) Les pays en développement continueront de bénéficier du traitement spécial et différencié au titre des dispositions de l'article 9.4 de l'Accord sur l'agriculture pendant une période raisonnable, à convenir, après le retrait progressif de toutes les formes de subventions à l'exportation et la mise en œuvre de toutes les disciplines y relatives.

III. SOUTIEN INTERNE

a) La formule de réduction qui sera convenue devra aboutir à des réductions significatives et effectives des subventions que les principaux partenaires commerciaux accordent à leurs agriculteurs. Plus important encore, les disciplines sur le soutien interne ne devraient pas déboucher sur le «transfert entre les catégories» des subventions faussant les échanges;

b) Une marge d'action doit être maintenue pour un développement des communautés d'agriculteurs dans les États arabes fondé sur des objectifs justes et équitables en matière de réduction de la pauvreté, de sécurité alimentaire et de moyens d'existence, ainsi que de développement rural. Cela devrait donner aux États arabes les ressources suffisantes en temps voulu pour atteindre leurs principaux objectifs de développement, y compris en vertu des dispositions relatives au traitement spécial et différencié au titre du pilier du soutien interne (annexe 2, art. 6.2 et *de minimis*);

c) Les pays développés doivent procéder à l'examen et à la clarification des critères de la catégorie verte de manière à ce que les mesures de cette catégorie aient peu ou pas d'effets de distorsion des échanges et n'aient pas d'effets sur la production;

d) Le *de minimis* des États arabes sera exempté des engagements de réduction.

IV. MEMBRES AYANT ACCÉDÉ RÉCEMMENT

2. Les préoccupations particulières des pays arabes membres ayant accédé récemment devraient être traitées d'une manière effective au moyen de dispositions spécifiques en matière de flexibilité.

ACCÈS AUX MARCHÉS POUR LES PRODUITS NON AGRICOLES (AMNA)

3. Nous sommes préoccupés par certaines des propositions soumises sur la formule par des membres de l'OMC qui pourraient aboutir à des réductions tarifaires substantielles pour certains États arabes par rapport aux pays développés, et ce contrairement au principe d'une réciprocité qui ne soit pas totale et au principe du traitement spécial et différencié énoncés dans le mandat de Doha et dans l'ensemble de résultats de juillet. Cela aggraverait la crise de désindustrialisation et accentuerait le chômage et la pauvreté auxquels doivent faire face les États arabes. À cet égard, il est impératif que les modalités:

a) Déterminent une formule appropriée ou une approche tarifaire qui permettrait aux États arabes d'avoir une politique industrielle et des objectifs de diversification conformes au mandat de négociation et appliquent prioritairement les principes d'une réciprocité qui ne soit pas totale et du traitement spécial et différencié;

b) Prévoient une marge d'action et une flexibilité permettant de tenir pleinement compte des besoins des États arabes dans les domaines du commerce, du développement, des finances et de l'industrie et d'éliminer le risque de désindustrialisation ainsi que toutes les conséquences défavorables que cela aurait sur les efforts de réduction de la pauvreté;

c) Accordent les flexibilités nécessaires aux États arabes pour qu'ils puissent définir la portée de leurs consolidations en fonction de leurs objectifs de développement;

d) Garantissent que la participation aux initiatives sectorielles soit volontaire et qu'il soit tenu dûment compte de l'initiative sectorielle concernant les matières premières présentée par les Émirats arabes unis;

e) Tiennent pleinement compte de l'exemption des engagements de réduction tarifaire pour les pays les moins avancés;

f) Améliorent les schémas de préférences et contiennent des dispositions visant à remédier à l'érosion des préférences et à répondre aux exigences connexes en matière d'ajustement;

g) Garantissent que des mesures concrètes sont prises pour permettre aux membres ayant accédé récemment d'avoir recours à des dispositions spéciales pour les réductions tarifaires afin de tenir compte des engagements de vaste portée en matière d'accès aux marchés qu'ils ont pris dans le cadre de leur accession;

h) Prévoient un examen suffisant de la question de l'adoption de la proposition soumise par le Qatar concernant le gaz naturel et ses dérivés dans le cadre des négociations sur les biens environnementaux.

4. Nous appelons l'attention sur le fait que les négociations sur les obstacles non tarifaires devraient être menées en parallèle avec celles qui portent sur les réductions tarifaires et devraient aboutir à une identification claire des obstacles non tarifaires, à l'établissement de modalités pour leur suppression et à la fourniture d'un soutien suffisant pour surmonter ces obstacles.

5. Nous demandons que soient entreprises de manière urgente des études et une évaluation des effets potentiels des formules, de la portée des consolidations et d'autres aspects des négociations sur l'AMNA, comme le prescrit le paragraphe 15 de l'annexe B.

SERVICES

6. Nous notons que certains États arabes ont présenté des offres initiales et révisées dans le cadre du cycle de négociations sur les services qui est en cours. Nous notons également que d'autres États arabes éprouvent des difficultés à présenter des demandes et des offres. Par conséquent, les objectifs ci-après doivent être atteints:

a) Une amélioration substantielle de l'accès aux marchés pour les modes et secteurs présentant un intérêt à l'exportation pour les États arabes. Au titre du mode 4, les membres devraient prendre des engagements visant à assurer un résultat commercial significatif pour les États arabes, en particulier dans les secteurs présentant un intérêt important à l'exportation comme

le tourisme, les services fournis aux entreprises et les services professionnels, les services de construction, les services de santé et les services environnementaux;

b) L'achèvement d'urgence de l'exercice d'évaluation et d'estimation, avec des résultats spécifiques qui permettraient d'apporter les ajustements appropriés pendant les négociations;

c) Une progression substantielle des travaux sur la réglementation intérieure d'ici à la Conférence ministérielle de Hong Kong afin de s'assurer que les disciplines en matière de réglementation intérieure renforcent les engagements pris par les membres, en particulier dans les domaines qui intéressent les États arabes, y compris le mode 4;

d) La mise en place rapide d'un mécanisme de sauvegarde d'urgence assorti du traitement spécial et différencié approprié pour les pays en développement;

e) Les pays développés devraient notifier tous leurs programmes de subventions afin d'identifier les subventions qui ont des effets de distorsion des échanges et de les éliminer. À cette fin, une définition claire et pratique des subventions devrait être convenue;

f) Il doit être fait en sorte que les négociations sur les marchés publics dans le cadre de l'AGCS n'englobent pas des éléments relatifs à l'accès aux marchés;

g) La fourniture d'une assistance technique renforcée et ciblée concernant toutes les questions techniques ainsi que la réalisation d'études d'impact pour permettre aux États arabes de participer de manière effective aux négociations, y compris pendant la phase de présentation de demandes et d'offres;

h) La mise en œuvre effective de l'article IV de l'AGCS de manière à assurer la participation accrue des États arabes au commerce des services;

i) L'octroi de dispositions spéciales et de flexibilités pour les membres ayant accédé récemment dans les négociations sur les services.

7. Nous soulignons la nécessité d'une mise en œuvre intégrale des modalités spéciales pour les PMA.

8. Nous soulignons encore que les Lignes directrices et procédures pour les négociations sur le commerce des services, adoptées par le Conseil du commerce des services le 28 mars 2001, et les articles IV et XIX ainsi que les modalités pour les PMA demeurent la référence pour les négociations. Des propositions récentes concernant de nouvelles approches et des «points de référence» pour la libéralisation ont une incidence défavorable sur l'architecture de l'AGCS et sur ses dispositions relatives au développement et devraient donc être rejetées.

QUESTIONS RELATIVES AU DÉVELOPPEMENT

9. Nous réaffirmons que le développement est une priorité pour les États arabes dans les négociations et devrait donc être inséré de manière appropriée et explicite dans tous les aspects des négociations et des résultats de la Conférence ministérielle de Hong Kong. À cet égard, les objectifs suivants doivent être atteints:

a) S'assurer que toutes les propositions concernant le traitement spécial et différencié sont examinées par le Comité du commerce et du développement, lequel reste le principal organe chargé des questions relatives au développement;

b) Achever l'examen de toutes les propositions en suspens relatives au traitement spécial et différencié, axées sur des accords particuliers, et convenir d'un ensemble substantiel de propositions prévoyant des dispositions significatives sur le plan commercial et renforçant la flexibilité ménagée aux pays en développement d'ici à la sixième Conférence ministérielle de l'OMC;

c) Achever les travaux sur toutes les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre en suspens et convenir d'un ensemble de dispositions qui amélioreraient la mise en œuvre par les membres des obligations et des droits dans le cadre de l'OMC et renforceraient la dimension développement;

d) D'autres éléments clefs répondant aux besoins et aux préoccupations en matière de développement des États arabes qui se rapportent à l'amélioration de l'assistance technique, à la sécurité alimentaire, au développement rural, aux moyens d'existence, aux produits de base et aux importations nettes de produits alimentaires, doivent être pleinement pris en considération dans les négociations;

e) Les efforts de libéralisation des pays arabes, y compris dans le cadre des mesures d'intégration régionale, devraient être pleinement reconnus et pris en considération dans les négociations tandis qu'une flexibilité suffisante devrait être ménagée pour tenir compte des besoins des États arabes en matière de développement et de commerce.

10. Nous insistons sur la nécessité de fournir aux États arabes une nouvelle aide concrète et substantielle, destinée à couvrir les coûts d'ajustement générés par la réforme et la libéralisation du commerce, et permettant de constituer une capacité d'offre concurrentielle, y compris une infrastructure commerciale.

PRODUITS DE BASE

11. Nous exhortons les membres de l'OMC à se préoccuper de l'instabilité et du déclin séculaire du cours des produits de base en vue de stabiliser les prix à des niveaux équitables et rémunérateurs pour ces produits et d'accroître la participation des pays en développement et des PMA à la chaîne de production de valeur.

12. Nous demandons à la communauté internationale d'apporter son soutien à la mise en place effective de l'Équipe spéciale internationale sur les produits de base créée à l'occasion de la CNUCED XI.

FACILITATION DES ÉCHANGES

13. Nous reconnaissons les avantages que les États arabes pourraient tirer de l'adoption de mesures de facilitation des échanges, y compris l'amélioration de la compétitivité de leur économie, la promotion des échanges intra-arabes et l'exploitation des avantages.

14. Toutefois, la facilitation des échanges a un coût. À cet égard, nous accueillons favorablement l'annexe D de l'ensemble de résultats de juillet qui souligne la nécessité d'une synergie entre le niveau des engagements et le coût et la disponibilité des ressources pour la mise en œuvre de tout résultat éventuel et la fourniture de ressources financières et techniques pour le renforcement des capacités des pays en développement et des pays les moins avancés. Ces engagements doivent être respectés tant dans la forme que sur le fond.

15. Nous insistons sur la nécessité d'instaurer une collaboration plus étroite et une coordination améliorée entre les organisations internationales, régionales et sous-régionales pour l'octroi d'une

assistance technique ciblée et efficace et d'une aide au renforcement des capacités des États arabes dans le domaine de la facilitation des échanges.

16. Dans le contexte des négociations en cours sur la facilitation des échanges, les éléments ci-après devraient être pleinement pris en considération:

- a) Respect du mandat et de la portée de l'annexe D de l'ensemble des résultats de juillet;
- b) Définition des besoins et priorités de chacun des États arabes en effectuant rapidement entre autres choses une auto-évaluation qui pourrait être fondée sur la note du secrétariat pertinente (TN/TF/W/59);
- c) Octroi d'un traitement spécial et différencié précis, effectif et opérationnel;
- d) Octroi d'une marge d'action et de flexibilité aux États arabes;
- e) Soutien aux mesures prises au niveau régional en vue de la facilitation des échanges entre États arabes.

RÈGLES

17. Dans le cadre des négociations sur les règles à l'OMC, les questions ci-après sont cruciales pour la réalisation de progrès:

- a) La nécessité d'éviter d'introduire des règles et des disciplines complexes au titre de l'Accord antidumping et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, conformément au mandat de Doha qui prévoit l'amélioration et la clarification de ces deux accords;
- b) La fourniture d'une assistance technique appropriée aux États arabes pour leur permettre de faire respecter efficacement leurs droits au titre de l'Accord antidumping comme de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires;
- c) La nécessité de tenir suffisamment compte de la dimension développement de ces négociations en s'assurant que, lors de l'élaboration des propositions, les besoins et préoccupations des États arabes soient pris en considération;
- d) La nécessité de tenir pleinement compte des aspects liés au développement dans les négociations visant à clarifier et à améliorer les disciplines et procédures relatives aux accords commerciaux régionaux.

PAYS LES MOINS AVANCÉS

18. Nous reconnaissons les difficultés spécifiques auxquelles se heurtent les PMA pour s'intégrer dans le système commercial multilatéral et, à cet égard, nous souscrivons à la Déclaration de Livingstone adoptée à l'occasion de la quatrième réunion des ministres du commerce des PMA et nous demandons aux pays développés membres de l'OMC et aux pays en développement en mesure de le faire d'accorder, sur une base consolidée, un traitement en franchise de droits et sans contingent pour toutes les exportations des PMA et de libéraliser le mode 4 à tous les niveaux de qualification pour les PMA.

COOPÉRATION TECHNIQUE ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

19. Nous remercions le Ministre du commerce et de l'industrie d'Oman d'avoir lancé le JITAP arabe. Nous exhortons le FMA à poursuivre ses travaux en coordination avec l'OMC, la CNUCED, le CCI et d'autres parties compétentes pour finaliser rapidement le programme. Nous demandons par ailleurs instamment aux institutions financières internationales et arabes et aux pays donateurs ainsi qu'au secteur privé d'apporter leur contribution au programme et de fournir les ressources financières appropriées.

20. Reconnaisant le rôle crucial joué par la CNUCED dans l'assistance aux États arabes, nous insistons sur le fait que les partenaires de développement devraient accorder un soutien financier à la CNUCED et aux autres organisations internationales, régionales et sous-régionales compétentes pour la mise en œuvre de projets de renforcement des capacités pour les États arabes. Nous réaffirmons par ailleurs l'importance de l'organisation à bref délai de séminaires consacrés au système commercial multilatéral et au développement à l'intention des États arabes.

21. Nous reconnaissons l'utilité de l'initiative «Le commerce pour le développement» lancée par le CCI pour favoriser et soutenir le dialogue entre les entreprises et les pouvoirs publics sur les questions concernant l'OMC. Cette initiative devrait être étendue à la région arabe et financée de manière adéquate.

COMMERCE, DETTE ET FINANCES

22. Nous reconnaissons que le Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances est l'une des manifestations concrètes de l'importance accordée à la dimension développement dans le Programme de travail de Doha. Par conséquent, nous:

a) Réaffirmons l'importance de ce Groupe de travail pour l'instauration de la cohérence si nécessaire entre commerce, dette et finances;

b) Demandons au Groupe de travail d'assurer immédiatement la coordination avec les institutions de Bretton Woods afin d'éviter le chevauchement entre, d'une part, les politiques recommandées par la Banque mondiale et le FMI et, d'autre part, les droits et obligations dans le cadre de l'OMC;

c) Demandons au Groupe de travail d'établir des synergies avec les différents comités de l'OMC qui examinent des questions relevant des attributions générales du Groupe afin de s'assurer que des résultats tangibles soient obtenus sur la cohérence;

d) Accueillons favorablement les perspectives du programme d'aide pour le commerce qui devrait viser, en autres choses, à examiner les contraintes sur le plan de l'offre et les coûts d'ajustement auxquels doivent faire face les pays en développement ainsi qu'à faire respecter les normes. Toutefois, ce programme ne devrait pas fonctionner sur la base des conditionnalités types des institutions de Bretton Woods et l'assistance devrait être fournie directement aux pays en développement par le biais de procédures efficaces, rationnelles et simplifiées;

e) Rappelons l'état de la dette de plusieurs États arabes et demandons au Groupe de travail de traiter les aspects de la dette liés au commerce en produisant des résultats au titre du mandat sur la cohérence.

COMMERCE ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIE

23. Nous demandons qu'un programme beaucoup plus ciblé du Groupe de travail du commerce et du transfert de technologie soit mis en place pour trouver des solutions durables aux problèmes liés au transfert de technologie vers les États arabes et accroître le flux de technologie appropriée vers ces pays.

ACCESSION

24. Nous demandons à tous les membres de l'OMC de faciliter et d'accélérer l'accession des États arabes à l'OMC, des considérations autres que d'ordre commercial ne devant pas être invoquées pour retarder une accession ou pour bloquer des demandes d'accession.

25. Nous accueillons avec satisfaction l'assistance technique et le soutien au renforcement des capacités accordés aux États arabes durant le processus d'accession par nos partenaires de développement et la CNUCED. Nous demandons à ceux-ci d'intensifier la fourniture d'assistance technique et de soutien au renforcement des capacités pour les États arabes accédants à toutes les étapes du processus d'accession.

26. Nous encourageons par ailleurs la coopération et l'échange de données d'expérience entre les États arabes accédants et les États arabes membres arabes de l'OMC.

27. Nous soulignons qu'il est urgent de mettre en œuvre de manière effective les Lignes directrices sur l'accession des PMA adoptées par le Conseil général en décembre 2002.

28. Nous insistons sur le fait que les pays accédants ne doivent pas être contraints de négocier des concessions allant au-delà des règles admises au niveau multilatéral dans l'institution ni à souscrire à des clauses encore à l'examen dans le cadre du Cycle de Doha.

29. Nous soulignons que les dispositions relatives au traitement spécial et différencié devraient être applicables à tous les pays en développement accédants, y compris les PMA, et ne devraient pas faire l'objet de négociations.

30. Nous demandons instamment à tous les membres de l'OMC de soutenir la demande de la Palestine en vue de l'octroi du statut d'observateur auprès de l'Organisation ainsi que la demande que la Palestine a déposée pour participer à la sixième Conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong (Chine).

COMMERCE ET OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT (OMD)

31. Nous reconnaissons que certains États arabes ont progressé dans la réalisation de bon nombre des OMD, y compris dans la réduction de l'extrême pauvreté et de la mortalité maternelle et infantile. Toutefois, il reste dans la plupart des États arabes des obstacles importants à la réalisation complète et en temps voulu des objectifs et cibles spécifiques du Millénaire pour le développement. À cet égard, dans de bonnes conditions, le commerce peut apporter une contribution importante à la promotion des OMD dans les États arabes, en particulier par la mise en œuvre de l'objectif 8 et la mise en place d'un système commercial et financier ouvert fondé sur des règles, prévisible et non discriminatoire, et surtout équitable. Nous privilégions donc une approche globale de la libéralisation et de la réforme du commerce qui soit axée sur le développement et accompagnée de l'aide nécessaire à l'ajustement et du renforcement des capacités d'offre concurrentielle et des liens infrastructurels.

Annexe III

Les résultats de la sixième Conférence ministérielle de l'OMC 13-18 décembre 2005, Hong Kong (Chine)

Contrairement aux prévisions de débâcle et au sentiment de crise qui entouraient les négociations préalables à l'événement, la sixième Conférence de l'OMC qui s'est tenue à Hong Kong du 13 au 18 décembre 2005 a enregistré de modestes progrès qui ont évité de peu à ces négociations un échec tout en reportant de quatre mois les décisions les plus difficiles. Si les objectifs de départ qui visaient à convenir d'un ensemble de modalités complètes pour tous les domaines des négociations n'ont pas été atteints, quelques rares avancées ont été faites sur certains points. Dans cette mesure, la Conférence ministérielle de Hong Kong a su préserver le Cycle de Doha du naufrage et a permis aux négociations et à son programme de développement de garder le cap. Il y a là matière à quelque soulagement et à quelque satisfaction.

Certaines mesures positives prises avant la Conférence de Hong Kong ont contribué à améliorer le climat général des négociations du Cycle de Doha, notamment l'adoption d'un amendement qui a transformé la dérogation du 30 août 2003 en une solution permanente permettant de faciliter l'accès aux médicaments de base pour les pays dont les capacités de production sont insuffisantes ou inexistantes. On pourrait formuler le vœu qu'il n'y ait aucune difficulté de mise en œuvre pratique et que l'accès abordable aux médicaments de base soit effectivement facilité. L'OMC a souligné qu'afin de parvenir à des «avantages complets sur le plan de la santé publique», il serait nécessaire d'interpréter de manière simple et réaliste cet amendement.

La Conférence ministérielle de Hong Kong s'est conclue par l'adoption d'une déclaration ministérielle où figurent la Déclaration elle-même et six annexes sur l'agriculture, l'accès aux marchés non agricoles, les services, les règles, la facilitation des échanges ainsi que le traitement spécial et différencié pour les PMA.

Comme le Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, l'estime lui-même, l'ensemble de résultats de Hong Kong n'a engendré qu'un ajout de valeur inférieur à 5 %. Pascal Lamy et d'autres négociateurs clefs ainsi que certains pays ont reconnu qu'il y avait encore beaucoup de chemin à parcourir durant cette dernière année avant de faire aboutir les pourparlers qui doivent s'achever en décembre 2006, ainsi qu'il a été réaffirmé. À cet égard, des échéanciers et, dans certains domaines, une feuille de route ont été prévus pour le suivi et de plus amples négociations au cours de l'année prochaine.

Dans le domaine de l'agriculture, un accord a été trouvé concernant l'établissement de modalités d'ici au 30 avril 2006 et la présentation de projets de liste d'ici au 31 juillet 2006. Peu de progrès ont été accomplis en matière de subventions aux exportations, dans la mesure où la date butoir a été fixée en 2013 (contre celle de 2010 qui avait été demandée). Il y a quelque espoir de concentration en début de période afin qu'une «partie substantielle soit réalisée durant la première moitié de la période de mise en œuvre». Cet engagement dont la mise en œuvre incombera à l'Union européenne est subordonné aux disciplines nécessaires que des pays comme l'Australie et les États-Unis doivent établir relativement à d'autres formes de concurrence à l'exportation comme les crédits à l'exportation, l'aide alimentaire et les entreprises commerciales d'État. S'agissant du soutien interne, aucun progrès n'a été enregistré et dans le domaine très controversé de l'élargissement de l'accès aux marchés, question à l'égard de laquelle l'Union européenne se trouvait sur la défensive vis-à-vis des États-Unis et du G-20, la situation demeure dans l'impasse. Du point de vue des pays en développement, l'accord a confirmé le droit des pays en développement d'indiquer par eux-mêmes les produits agricoles considérés comme essentiels à la

sécurité alimentaire, à la garantie des moyens d'existence et au développement rural, les dotant ainsi de la marge d'action et de la flexibilité dont ils ont besoin en matière de développement.

Concernant le coton, quelques progrès ont été réalisés dans la mesure où un accord a été trouvé portant sur l'élimination de toutes les formes de subventions à l'exportation en 2006 et où les subventions internes ayant des effets de distorsion des échanges doivent être réduites plus rapidement que les subventions agricoles en général. Les pays africains producteurs de coton ont toutefois souligné que les subventions à l'exportation ne représentent que 10 % du total des subventions accordées par les États-Unis et certains pays de l'Union européenne et qu'ils auraient besoin de viser des réductions effectives et concentrées en matière de soutien interne. Les pays développés assureront un traitement en franchise de droits et sans contingent aux exportations en provenance des PMA, ce qui est considéré comme ayant une valeur ajoutée minimale. Les pays du coton 4 ne sont pas satisfaits par cet ensemble de résultats sur le coton car ils avaient demandé l'adoption immédiate ou d'ici à la fin 2005 de mesures plus poussées, concernant notamment le soutien interne, et ils souhaitaient un ensemble de résultats tangibles en matière d'aide au développement.

S'agissant des tarifs industriels (AMNA), quelques progrès modestes ont été enregistrés quant à la confirmation du choix de la «formule suisse de réduction tarifaire», qui permettrait de réduire plus ambitieusement les tarifs élevés que les bas tarifs. En règle générale, les droits de douane des pays en développement sont supérieurs à ceux des pays développés. Une attention particulière serait accordée aux produits présentant un intérêt à l'exportation pour les pays en développement. Il a été parallèlement convenu qu'il y aurait plus d'un coefficient (leur nombre restant à définir) et que les pays en développement bénéficieraient en la matière des principes de la réciprocité moins que totale et du traitement spécial et différencié.

La Déclaration de Hong Kong s'est notamment caractérisée par le fait que, pour la première fois, elle vise à établir pour les pays en développement un parallèle et un lien au niveau des ambitions entre les résultats dans le domaine de l'agriculture et, d'autre part, ceux dans celui de l'AMNA. La Déclaration donne pour instruction de faire en sorte que le niveau d'ambition en matière d'accès aux marchés pour l'agriculture et l'AMNA soit comparablement élevé de manière à améliorer l'accès aux marchés des pays en développement.

La Conférence de Hong Kong semble avoir adopté une sorte d'ensemble minimal de résultats dans le cadre du développement des PMA. Cinq propositions axées sur des accords particuliers et relatives au traitement spécial et différencié ont été adoptées. La plus importante était celle des pays les moins avancés qui demandaient, sur une base consolidée, un traitement en franchise de droits et sans contingent pour tous les PMA et sur tous les produits (à l'heure actuelle, seuls quelques pays développés accordent aux PMA d'une manière unilatérale un traitement en franchise de droits et sans contingent sur tous les produits), exigence qui n'a été que partiellement satisfaite et qui a été encore une fois assortie d'un report de mise en œuvre. Tous les pays développés et certains pays en développement se déclarant en mesure de le faire ont contracté l'engagement d'accorder à tous les PMA un traitement en franchise de droits et sans contingent sur une base durable, pour tous les produits d'ici à 2008 (ou au plus tard au début de la période de mise en œuvre). Dans la pratique, toutefois, ce traitement continuera d'être offert d'une manière unilatérale, à l'exclusion de certains produits à déterminer par les pays accordant des préférences. Par exemple, ce système permettrait aux États-Unis d'exclure les textiles et les vêtements en provenance du Bangladesh et du Cambodge de la compétence de son régime préférentiel. Étant donné qu'il s'est agi d'un des éléments clefs de l'ensemble des résultats atteints en matière de commerce et d'OMD dans le document final du Sommet mondial de septembre 2005, il faut souhaiter que les engagements soient mis en œuvre d'une manière globale et rapide afin de traduire dans les faits les aspects de «stabilité, sécurité et prévisibilité» qui ont été garantis. Dans le

domaine des services, l'un des éléments positifs tient au fait d'avoir reconnu qu'il n'est pas attendu des PMA qu'ils contractent de nouveaux engagements; par ailleurs, les membres de l'OMC devront mettre en œuvre les modalités pour les PMA et donner la priorité aux secteurs et aux modes de fourniture présentant un intérêt à l'exportation pour ces pays, notamment au titre du mode 4. En outre, on a soutenu l'engagement de développer de manière effective le renforcement des capacités et le soutien technique aux PMA au niveau commercial, afin de combler l'insuffisance de leurs capacités humaines et institutionnelles en la matière.

S'agissant des services, l'ambition de négociations plus approfondies sur l'ouverture des marchés dans le domaine des services a été atteinte grâce à l'adoption de modalités additionnelles en vue de l'accroissement de la portée sectorielle et modale des engagements, par l'intégration de l'annexe C à la Déclaration ministérielle. L'annexe fixe des objectifs modaux spécifiques dans le cadre tant d'engagements nouveaux et améliorés que des négociations plurilatérales (outre les négociations fondées sur les demandes-offres). Les critères quantitatifs en matière de libéralisation n'ont pas été intégrés à l'annexe en raison de la forte résistance de beaucoup de pays en développement. Nombre de ces pays se sont déclarés préoccupés par l'annexe C et son incidence négative sur la structure favorable au développement de l'AGCS et le principe de libéralisation progressive des services. Des dates limites importantes ont été établies pour la conduite des négociations sur les services. Du point de vue des pays en développement, certains progrès ont été enregistrés du fait de la définition d'objectifs modaux au titre du mode 1 (externalisation) aux niveaux d'accès aux marchés existants, mais le texte fait preuve de moins d'ambition sur le mode 4 par rapport aux autres modes et aux attentes des pays en développement.

La notion d'aide pour le commerce, qui avait été précédemment exposée lors de la réunion du Comité du développement de la Banque mondiale et du FMI en septembre 2005, a été bien accueillie. Toutefois, ses aspects concrets restent à définir et les avis divergent beaucoup à cet égard. Il est prévu que l'aide pour le commerce ne puisse pas se substituer aux avantages en matière de développement qui résulteront d'une conclusion positive, en particulier sur l'accès aux marchés. Une équipe spéciale a été créée par le Directeur général de l'OMC afin de faire des recommandations sur la mise en œuvre de l'aide pour le commerce pour juillet 2006.

Le principe d'un cadre intégré renforcé – un programme d'assistance technique aux pays les moins avancés, axé sur le commerce et financé par des donateurs – a été adopté et une équipe spéciale composée de donateurs et de bénéficiaires fournirait un financement accru, prévisible et additionnel entre autres éléments.

Pour les pays dépendant des produits de base, il y a eu une reconnaissance toute symbolique de leurs préoccupations commerciales et des besoins en matière de soutien et d'assistance technique.

Quelques progrès ont été accomplis quant à l'élaboration d'aspects de la facilitation des échanges et ce travail se poursuit.

L'expérience de Hong Kong et le Cycle de Doha dans leur ensemble ont soulevé plusieurs questions systémiques concernant l'OMC, les négociations commerciales multilatérales, le système commercial multilatéral et l'articulation avec les accords commerciaux régionaux de plus en plus nombreux:

- La multiplication des membres et la diversité croissante des intérêts, notamment parmi les pays en développement. Cette situation a rendu plus difficiles la conclusion d'accords, la facilitation d'un consensus et la possibilité d'assurer un processus ascendant et la transparence;

- Le processus et le format des réunions ministérielles visant à prendre des décisions de dernière minute importantes sur des questions clefs relatives aux négociations sont devenus complexes, d'où un minimum ou une absence de résultats. De plus en plus, certains membres de l'OMC préfèrent que les décisions soient prises par le Conseil général de l'OMC à Genève, les ministres ne procédant à une évaluation de la situation qu'une ou deux fois par an lors des réunions ministérielles;
- Bien que le développement soit au cœur des négociations et que beaucoup de dirigeants continuent de mettre l'accent sur cette dimension, il reste à intégrer pleinement et effectivement dans les principaux domaines d'accès aux marchés des négociations et les flexibilités où l'essentiel des avantages commerciaux verrait le jour et où l'on obtiendrait une marge d'action pour l'industrialisation et le développement à venir. Les résultats de Hong Kong ne voient que peu de progrès réalisés en ce sens, et il reste par conséquent beaucoup à faire;
- Il faut assurer la cohérence entre les résultats des négociations commerciales et la mise en œuvre des OMD, notamment celle des objectifs 1 (faire disparaître l'extrême pauvreté et la faim) et 8 (mettre en place un partenariat mondial pour le développement). Cela exige des mesures comme l'accès effectif aux marchés et l'entrée des exportations des pays en développement, l'amélioration du soutien des donateurs à la capacité d'offre et à la compétitivité, et le renforcement des infrastructures commerciales;
- Tandis que le Cycle de Doha se poursuit, des accords commerciaux régionaux, notamment de type Nord-Sud, sont en train de prendre forme, assortis d'engagements plus étendus contractés par les pays en développement. Leur incidence sur le système commercial multilatéral et le développement doit être examinée de manière urgente. Parallèlement, le commerce et l'intégration Sud-Sud s'intensifient et fournissent un moyen de renforcer le commerce des pays en développement ainsi que leur intégration dans le système commercial international, grâce à l'émergence de certains pays en développement comme la Chine, l'Inde et le Brésil.

Annexe IV

Déclaration ministérielle

Adoptée le 18 décembre 2005

1. Nous réaffirmons les déclarations et décisions que nous avons adoptées à Doha, ainsi que la décision adoptée par le Conseil général le 1^{er} août 2004, et notre engagement sans réserve de leur donner effet. Nous réitérons notre détermination à mener à bien le Programme de travail de Doha dans son intégralité et à conclure avec succès en 2006 les négociations lancées à Doha.

2. Nous soulignons l'importance centrale de la dimension développement dans chacun des aspects du Programme de travail de Doha et nous nous engageons de nouveau à faire en sorte qu'elle devienne une réalité tangible, en ce qui concerne aussi bien les résultats des négociations sur l'accès aux marchés et l'élaboration de règles que les questions spécifiques liées au développement figurant ci-après.

3. Conformément à ces objectifs, nous convenons de ce qui suit:

Négociations sur l'agriculture

4. Nous réaffirmons notre attachement au mandat relatif à l'agriculture, tel qu'il est énoncé au paragraphe 13 de la Déclaration ministérielle de Doha, et au Cadre adopté par le Conseil général le 1^{er} août 2004. Nous prenons note du rapport présenté par le Président de la session extraordinaire sous sa propre responsabilité (document TN/AG/21, figurant à l'annexe A). Nous nous félicitons des progrès qui ont été accomplis par la session extraordinaire du Comité de l'agriculture depuis 2004 et qui y sont consignés.

5. Au sujet du soutien interne, il y aura trois fourchettes pour les réductions de la MGS totale consolidée finale et pour l'abaissement global du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges, avec des abaisssements linéaires plus élevés dans les fourchettes supérieures. Dans les deux cas, le membre qui a le niveau le plus élevé de soutien autorisé se situera dans la fourchette supérieure, les deux membres qui ont les deuxième et troisième niveaux de soutien se situeront dans la fourchette du milieu et tous les autres membres, y compris tous les pays en développement membres, se situeront dans la fourchette inférieure. En outre, les pays développés membres se situant dans les fourchettes inférieures qui ont des niveaux relatifs élevés de MGS totale consolidée finale feront un effort additionnel de réduction de la MGS. Nous notons également qu'il y a eu une certaine convergence en ce qui concerne les réductions de la MGS totale consolidée finale, l'abaissement global du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges et des limites *de minimis* aussi bien par produit qu'autres que par produit. Des disciplines seront élaborées pour arriver à des abaisssements effectifs du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges d'une manière compatible avec le Cadre. La réduction globale du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges devra être faite quand bien même la somme des réductions des versements au titre de la MGS totale consolidée finale, du *de minimis* et de la catégorie bleue serait sinon inférieure à la réduction globale. Les pays en développement membres n'ayant pas d'engagements concernant la MGS seront exemptés des

réductions du *de minimis* et de l'abaissement global du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges. Les critères de la catégorie verte seront réexaminés conformément au paragraphe 16 du Cadre, entre autres choses, pour faire en sorte que les programmes des pays en développement membres qui causent une distorsion des échanges au plus minime soient effectivement couverts.

6. Nous convenons d'assurer l'élimination parallèle de toutes les formes de subventions à l'exportation et des disciplines concernant toutes les mesures à l'exportation d'effet équivalent, qui devra être achevée pour la fin de 2013. Cela sera fait d'une manière progressive et parallèle, à préciser dans les modalités, afin qu'une partie substantielle soit réalisée pour la fin de la première moitié de la période de mise en œuvre. Nous notons l'émergence d'une convergence sur certains éléments de disciplines pour ce qui est des crédits à l'exportation, des garanties de crédit à l'exportation ou des programmes d'assurance ayant des périodes de remboursement de cent quatre-vingts jours et moins. Nous convenons que de tels programmes devraient s'autofinancer, reflétant la compatibilité avec le marché, et que la période devrait être d'une durée suffisamment courte pour qu'une réelle discipline axée sur les conditions commerciales ne soit pas effectivement contournée. En tant que moyen de faire en sorte que les pratiques des entreprises commerciales d'État qui ont des effets de distorsion des échanges soient éliminées, les disciplines relatives aux entreprises commerciales d'État exportatrices seront étendues à l'utilisation future des pouvoirs de monopole de sorte que de tels pouvoirs ne puissent être exercés d'aucune façon qui contournerait les disciplines directes concernant les entreprises commerciales d'État pour les subventions à l'exportation, le financement par les pouvoirs publics et la garantie contre les pertes. Au sujet de l'aide alimentaire, nous réaffirmons notre engagement de maintenir un niveau adéquat et de prendre en compte les intérêts des pays bénéficiaires de l'aide alimentaire. À cette fin, une «catégorie sûre» pour l'aide alimentaire véritable sera prévue pour faire en sorte qu'il n'y ait pas d'entrave involontaire empêchant de faire face aux situations d'urgence. De plus, nous allons assurer l'élimination du détournement commercial. À cette fin, nous conviendrons de disciplines effectives concernant l'aide alimentaire en nature, la monétisation et les réexportations de façon qu'il ne puisse pas y avoir de faille permettant la poursuite du subventionnement des exportations. Les disciplines concernant les crédits à l'exportation, les garanties de crédit à l'exportation ou les programmes d'assurance, les entreprises commerciales d'État exportatrices et l'aide alimentaire seront achevées pour le 30 avril 2006 dans le cadre des modalités, y compris une disposition appropriée en faveur des pays les moins avancés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires ainsi qu'il est prévu au paragraphe 4 de la décision de Marrakech. La date ci-dessus pour l'élimination de toutes les formes de subventions à l'exportation, ainsi que la progressivité et le parallélisme convenus, ne sera confirmée qu'au moment de l'achèvement des modalités. Les pays en développement membres continueront de bénéficier des dispositions de l'article 9.4 de l'Accord sur l'agriculture pendant cinq ans à compter de la date butoir pour l'élimination de toutes les formes de subventions à l'exportation.

7. Au sujet de l'accès aux marchés, nous prenons note des progrès accomplis en ce qui concerne les équivalents *ad valorem*. Nous adoptons quatre fourchettes pour la structuration des abaissements tarifaires, reconnaissant qu'il nous faut maintenant convenir des seuils pertinents – y compris ceux qui sont applicables aux pays en développement membres. Nous reconnaissons qu'il est nécessaire de convenir d'un traitement pour les produits sensibles, en tenant compte de tous les éléments en jeu. Nous notons également qu'il y a eu récemment certaines avancées en ce qui concerne la désignation et le traitement des produits spéciaux et des éléments du Mécanisme de sauvegarde spéciale. Les pays en développement membres auront la flexibilité de désigner eux-mêmes un nombre approprié de lignes tarifaires, comme produits spéciaux, guidés par des indicateurs fondés sur les critères de la sécurité alimentaire, de la garantie des moyens d'existence et du développement rural. Les pays en développement membres auront aussi le droit d'avoir recours à un Mécanisme de sauvegarde spéciale basé sur des seuils de déclenchement fondés sur les quantités importées et les prix, avec des arrangements précis à définir plus avant. Les produits spéciaux et le Mécanisme de sauvegarde spéciale feront partie intégrante des modalités et des résultats des négociations sur l'agriculture.

8. Au sujet des autres éléments du traitement spécial et différencié, nous prenons note en particulier du consensus qui existe dans le Cadre sur plusieurs questions pour les trois piliers, soutien interne, concurrence à l'exportation et accès aux marchés, et du fait que quelques progrès ont été accomplis en ce qui concerne d'autres questions relatives au traitement spécial et différencié.

9. Nous réaffirmons que rien de ce dont nous sommes convenus ici ne met en cause l'accord déjà consigné dans le Cadre au sujet d'autres questions, y compris les produits tropicaux et les produits qui revêtent une importance particulière pour la diversification de la production en remplacement des cultures de plantes narcotiques illicites, les préférences de longue date et l'érosion des préférences.

10. Toutefois, nous reconnaissons qu'il reste beaucoup à faire pour établir les modalités et conclure les négociations. Par conséquent, nous convenons d'intensifier les travaux sur toutes les questions en suspens afin d'atteindre les objectifs de Doha; en particulier, nous sommes résolus à établir les modalités au plus tard le 30 avril 2006 et à présenter des projets de listes complètes fondées sur ces modalités au plus tard le 31 juillet 2006.

Coton

11. Nous rappelons le mandat donné par les membres dans la décision adoptée par le Conseil général le 1^{er} août 2004 qui est de traiter le coton de manière ambitieuse, rapide et spécifique, dans le cadre des négociations sur l'agriculture s'agissant de toutes les politiques ayant des effets de distorsion des échanges qui affectent le secteur en ce qui concerne les trois piliers, accès aux marchés, soutien interne et concurrence à l'exportation, ainsi qu'il est spécifié dans le texte de Doha et dans le texte du Cadre de juillet 2004. Nous notons les travaux déjà entrepris au Sous-Comité du coton et les propositions faites sur cette

question. Sans préjudice des droits et obligations actuels des membres dans le cadre de l'OMC, y compris ceux qui découlent des décisions prises par l'Organe de règlement des différends, nous réaffirmons notre engagement de faire en sorte d'avoir une décision explicite sur le coton dans le cadre des négociations sur l'agriculture et par le biais du Sous-Comité du coton de manière ambitieuse, rapide et spécifique, comme suit:

- Toutes les formes de subventions à l'exportation pour le coton seront éliminées par les pays développés en 2006;
- En ce qui concerne l'accès aux marchés, les pays développés accorderont un accès en franchise de droits et sans contingent aux exportations de coton en provenance des pays les moins avancés (PMA) à compter du début de la période de mise en œuvre;
- Les membres conviennent que l'objectif est que, en tant que résultat des négociations, les subventions internes à la production de coton qui ont des effets de distorsion des échanges soient réduites de manière plus ambitieuse que dans le cadre de toute formule générale qui sera convenue et que ce résultat devrait être mis en œuvre au cours d'une période plus courte que celle qui sera généralement applicable. Nous nous engageons à donner la priorité au cours des négociations à l'obtention d'un tel résultat.

12. En ce qui concerne les aspects de la question du coton relatifs à l'aide au développement, nous nous félicitons du processus du Cadre consultatif lancé par le Directeur général pour mettre en œuvre les décisions concernant ces aspects conformément au paragraphe 1 b) de la décision adoptée par le Conseil général le 1^{er} août 2004. Nous prenons note des rapports périodiques du Directeur général et de l'évolution positive de l'aide au développement qui y est notée. Nous demandons instamment au Directeur général d'intensifier encore ses efforts de consultation avec les donateurs bilatéraux et avec les institutions multilatérales et régionales, en mettant l'accent sur l'amélioration de la cohérence, la coordination et le renforcement de la mise en œuvre, et d'explorer la possibilité d'établir par le biais de telles institutions un mécanisme pour faire face aux baisses de revenu dans le secteur du coton jusqu'à la fin des subventions. Notant l'importance qu'il y a à assurer un renforcement de l'efficacité et de la compétitivité dans le processus de production du coton, nous demandons instamment à la communauté du développement d'intensifier encore son aide concernant spécifiquement le coton et de soutenir les efforts du Directeur général. Dans ce contexte, nous demandons instamment aux membres de promouvoir et d'appuyer la coopération Sud-Sud, y compris le transfert de technologie. Nous nous félicitons des efforts de réforme interne des producteurs de coton africains visant à accroître la productivité et l'efficacité, et les encourageons à approfondir ce processus. Nous réaffirmons la complémentarité des aspects relatifs aux politiques commerciales et à l'aide au développement de la question du coton. Nous invitons le Directeur général à fournir un

*Négociations
sur l'AMNA*

troisième rapport périodique à notre prochaine session, avec des mises à jour à intervalles appropriés d'ici là au Conseil général, tout en tenant le Sous-Comité du coton pleinement informé des progrès. Enfin, en ce qui concerne le suivi et la surveillance, nous demandons au Directeur général de mettre en place un mécanisme de suivi et de surveillance approprié.

13. Nous réaffirmons notre attachement au mandat relatif aux négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, tel qu'il est énoncé au paragraphe 16 de la Déclaration ministérielle de Doha. Nous réaffirmons aussi tous les éléments du Cadre sur l'AMNA adopté par le Conseil général le 1^{er} août 2004. Nous prenons note du rapport établi par le Président du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés sous sa propre responsabilité (document TN/MA/16, figurant à l'annexe B). Nous nous félicitons des progrès qui ont été accomplis par le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés depuis 2004 et qui y sont consignés.

14. Nous adoptons une formule suisse avec des coefficients à des niveaux qui permettront, entre autres choses:

- De réduire ou, selon qu'il sera approprié, d'éliminer les droits de douane, y compris de réduire ou d'éliminer les crêtes tarifaires, les droits élevés et la progressivité des droits, en particulier pour les produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en développement; et
- De tenir pleinement compte des besoins et intérêts spéciaux des pays en développement, y compris au moyen d'une réciprocité qui ne soit pas totale pour ce qui est des engagements de réduction.

Nous donnons pour instruction au Groupe de négociation d'en finaliser la structure et les détails dès que possible.

15. Nous réaffirmons l'importance du traitement spécial et différencié et de la réciprocité qui ne soit pas totale dans les engagements de réduction, y compris le paragraphe 8 du Cadre sur l'AMNA, en tant que parties intégrantes des modalités. Nous donnons pour instruction au Groupe de négociation d'en finaliser les détails dès que possible.

16. Conformément au paragraphe 7 du Cadre sur l'AMNA, nous reconnaissons que les membres mènent des initiatives sectorielles. À cette fin, nous donnons pour instruction au Groupe de négociation d'examiner les propositions en vue d'identifier celles qui pourraient donner lieu à une participation suffisante pour être réalisées. La participation devrait se faire sur une base non obligatoire.

17. Aux fins du deuxième alinéa du paragraphe 5 du Cadre sur l'AMNA, nous adoptons une approche fondée sur une majoration non linéaire pour établir les taux de base pour commencer les réductions tarifaires. Nous donnons pour instruction au Groupe de négociation d'en finaliser les détails dès que possible.

18. Nous prenons note des progrès accomplis pour ce qui est de convertir les droits non *ad valorem* en équivalents *ad valorem* sur la base d'une méthodologie convenue exposée dans le document JOB(05)/166/Rev.1.

19. Nous prenons note du degré d'entente atteint sur la question des produits visés et prescrivons au Groupe de négociation d'éliminer aussi vite que possible les divergences sur les questions limitées qui subsistent.

20. En tant que complément du paragraphe 16 du Cadre sur l'AMNA, nous reconnaissons les défis auxquels peuvent être confrontés les membres bénéficiant de préférences non réciproques en conséquence de la libéralisation NPF qui résultera de ces négociations. Nous donnons pour instruction au Groupe de négociation d'intensifier les travaux sur l'évaluation de la portée du problème en vue de trouver des solutions possibles.

21. Nous notons les préoccupations exprimées par les petites économies vulnérables et donnons pour instruction au Groupe de négociation d'établir des moyens de ménager des flexibilités pour ces membres sans créer une sous-catégorie de membres à l'OMC.

22. Nous notons que le Groupe de négociation a accompli des progrès en ce qui concerne l'identification, le classement en catégories et l'examen des obstacles non tarifaires notifiés. Nous notons également que les membres élaborent des approches bilatérales, verticales et horizontales concernant les négociations sur les obstacles non tarifaires, et que certains de ces obstacles sont traités dans d'autres instances, y compris d'autres groupes de négociation. Nous reconnaissons que des propositions de négociation spécifiques sont nécessaires et encourageons les participants à présenter de telles communications aussi vite que possible.

23. Toutefois, nous reconnaissons qu'il reste beaucoup à faire pour établir les modalités et conclure les négociations. Par conséquent, nous convenons d'intensifier les travaux sur toutes les questions en suspens afin d'atteindre les objectifs de Doha; en particulier, nous sommes résolus à établir les modalités au plus tard le 30 avril 2006 et à présenter des projets de listes complètes fondées sur ces modalités au plus tard le 31 juillet 2006.

*Équilibre entre
l'agriculture
et l'AMNA*

24. Nous reconnaissons qu'il est important de favoriser la réalisation des objectifs de développement de ce cycle au moyen d'un accès aux marchés amélioré pour les pays en développement dans les domaines à la fois de l'agriculture et de l'AMNA. À cette fin, nous donnons pour instruction à nos négociateurs de faire en sorte qu'il y ait un niveau d'ambition comparablement élevé en ce qui concerne l'accès aux marchés pour l'agriculture et l'AMNA. Cette ambition doit être réalisée d'une manière équilibrée et proportionnée et conformément au principe du traitement spécial et différencié.

*Négociations sur
les services*

25. Les négociations sur le commerce des services seront menées à bien en vue de promouvoir la croissance économique de tous les partenaires commerciaux et le développement des pays en développement et des pays les moins avancés, et compte dûment tenu du droit des membres de réglementer. À cet égard, nous rappelons et réaffirmons les objectifs et principes énoncés dans l'AGCS, dans la Déclaration ministérielle de Doha, dans les Lignes directrices et procédures pour les négociations sur le commerce des services adoptées par la session extraordinaire du Conseil du commerce des services le 28 mars 2001 et dans les Modalités du traitement spécial pour les pays les moins avancés membres dans les négociations sur le commerce des services adoptées le 3 septembre 2003, ainsi que dans l'annexe C de la décision adoptée par le Conseil général le 1^{er} août 2004.

26. Nous demandons instamment à tous les membres de participer activement à ces négociations visant à obtenir une élévation progressive du niveau de libéralisation du commerce des services, une flexibilité appropriée étant ménagée aux différents pays en développement ainsi qu'il est prévu à l'article XIX de l'AGCS. Les négociations prendront en compte la taille de l'économie des différents membres, tant globalement que par secteur. Nous reconnaissons la situation économique particulière des PMA, y compris les difficultés qu'ils rencontrent, et reconnaissons qu'il n'est pas attendu d'eux qu'ils prennent de nouveaux engagements.

27. Nous sommes résolus à intensifier les négociations conformément aux principes ci-dessus et aux objectifs, approches et échéanciers énoncés dans l'annexe C du présent document afin d'accroître la portée sectorielle et modale des engagements et d'en améliorer la qualité. À cet égard, une attention particulière sera accordée aux secteurs et aux modes de fourniture qui intéressent les pays en développement du point de vue des exportations.

*Négociations sur
les règles*

28. Nous rappelons les mandats énoncés aux paragraphes 28 et 29 de la Déclaration ministérielle de Doha et réaffirmons notre attachement aux négociations sur les règles, comme nous l'indiquons dans l'annexe D du présent document.

*Négociations sur
les ADPIC*

29. Nous prenons note du rapport du Président de la session extraordinaire du Conseil des ADPIC exposant les progrès dans les négociations sur l'établissement d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour les vins et les spiritueux, prescrites à l'article 23.4 de l'Accord sur les ADPIC et au paragraphe 18 de la Déclaration ministérielle de Doha, lequel est publié sous la cote TN/IP/14, et convenons d'intensifier ces négociations afin de les achever dans le délai global pour la conclusion des négociations qui étaient prévues dans la Déclaration ministérielle de Doha.

*Négociations sur
l'environnement*

30. Nous réaffirmons le mandat énoncé au paragraphe 31 de la Déclaration ministérielle de Doha, qui vise à renforcer le soutien mutuel du commerce et de l'environnement, et nous félicitons des travaux importants entrepris au Comité du commerce et de l'environnement (CCE) réuni en session extraordinaire. Nous donnons pour instruction aux

membres d'intensifier les négociations, sans préjuger de leur résultat, sur toutes les parties du paragraphe 31 afin de remplir le mandat.

31. Nous reconnaissons les progrès accomplis dans les travaux au titre du paragraphe 31 i) sur la base des communications des membres concernant la relation entre les règles de l'OMC existantes et les obligations commerciales spécifiques énoncées dans les accords environnementaux multilatéraux (AEM). Nous reconnaissons en outre les travaux entrepris au titre du paragraphe 31 ii) en vue d'élaborer des procédures efficaces d'échange de renseignements régulier entre les secrétariats des AEM et les comités de l'OMC pertinents, ainsi que des critères pour l'octroi du statut d'observateur.

32. Nous reconnaissons que davantage de travaux ont été effectués récemment au titre du paragraphe 31 iii), à la faveur de nombreuses communications des membres et des discussions dans le cadre du CCE réuni en session extraordinaire, y compris les discussions techniques, qui ont aussi eu lieu dans le cadre de sessions d'échange de renseignements informelles sans préjudice des positions des membres. Nous donnons pour instruction aux membres d'achever rapidement les travaux au titre du paragraphe 31 iii).

*Négociations sur
la facilitation
des échanges*

33. Nous rappelons et réaffirmons le mandat et les modalités pour les négociations sur la facilitation des échanges qui figurent à l'annexe D de la décision adoptée par le Conseil général le 1^{er} août 2004. Nous prenons note avec satisfaction du rapport du Groupe de négociation, joint en tant qu'annexe E au présent document, ainsi que des observations formulées par nos délégations sur ce rapport, telles qu'elles sont consignées dans le document TN/TF/M/11. Nous approuvons les recommandations figurant aux paragraphes 3, 4, 5, 6 et 7 du rapport.

*Négociations sur
le Mémorandum
d'accord sur
le règlement
des différends*

34. Nous prenons note des progrès accomplis dans les négociations sur le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, tels qu'ils ressortent du rapport du Président de la session extraordinaire de l'Organe de règlement des différends au Comité des négociations commerciales (CNC), et prescrivons à la session extraordinaire de continuer d'œuvrer à la conclusion rapide des négociations.

*Traitement spécial
et différencié*

35. Nous réaffirmons que les dispositions en matière de traitement spécial et différencié font partie intégrante des Accords de l'OMC. Nous réitérons notre détermination à respecter le mandat énoncé au paragraphe 44 de la Déclaration ministérielle de Doha et dans la décision adoptée par le Conseil général le 1^{er} août 2004, à savoir réexaminer toutes les dispositions relatives au traitement spécial et différencié en vue de les renforcer et de les rendre plus précises, plus effectives et plus opérationnelles.

36. Nous prenons note des travaux effectués au sujet des propositions axées sur des accords particuliers, notamment les cinq propositions des PMA. Nous convenons d'adopter les décisions figurant dans l'annexe F du présent document. Toutefois, nous reconnaissons également que des travaux substantiels restent à effectuer. Nous nous engageons à traiter les

intérêts et préoccupations en matière de développement des pays en développement, en particulier les PMA, dans le cadre du système commercial multilatéral, et nous nous engageons de nouveau à achever la tâche que nous nous sommes fixée à Doha. Nous donnons en conséquence pour instruction au Comité du commerce et du développement réuni en session extraordinaire d'achever rapidement le réexamen de toutes les propositions en suspens axées sur des accords particuliers et de faire rapport au Conseil général, en formulant des recommandations claires en vue d'une décision, pour décembre 2006.

37. Nous sommes préoccupés par l'absence de progrès au sujet des propositions de la catégorie II qui ont été renvoyées à d'autres organes de l'OMC et aux groupes de négociation. Nous donnons pour instruction à ces organes d'achever rapidement l'examen de ces propositions et de faire rapport périodiquement au Conseil général, l'objectif étant de faire en sorte que des recommandations claires en vue d'une décision soient formulées au plus tard en décembre 2006. Nous donnons aussi pour instruction à la session extraordinaire de continuer à coordonner ses efforts avec ces organes, pour faire en sorte que ces travaux soient achevés en temps voulu.

38. Nous donnons aussi pour instruction à la session extraordinaire, dans le cadre des paramètres du mandat de Doha, de reprendre les travaux concernant toutes les autres questions en suspens, y compris au sujet des questions transversales, du mécanisme de surveillance et de l'incorporation du traitement spécial et différencié dans l'architecture des règles de l'OMC, et de faire rapport régulièrement au Conseil général.

Mise en œuvre

39. Nous réitérons l'instruction donnée dans la décision adoptée par le Conseil général le 1^{er} août 2004 au CNC, aux organes de négociation et aux autres organes de l'OMC concernés de redoubler d'efforts pour trouver des solutions appropriées à titre prioritaire aux questions liées à la mise en œuvre en suspens. Nous prenons note des travaux entrepris par le Directeur général dans le cadre de son processus de consultation sur toutes les questions de mise en œuvre en suspens au titre du paragraphe 12 b) de la Déclaration ministérielle de Doha, y compris sur les questions relatives à l'extension de la protection des indications géographiques prévue à l'article 23 de l'Accord sur les ADPIC à des produits autres que les vins et les spiritueux, et les questions relatives à la relation entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention sur la diversité biologique. Nous demandons au Directeur général, sans préjudice des positions des membres, d'intensifier son processus de consultation sur toutes les questions de mise en œuvre en suspens au titre du paragraphe 12 b), si nécessaire en désignant les présidents des organes de l'OMC concernés comme ses Amis et/ou en menant des consultations spécifiques. Le Directeur général fera rapport à chaque réunion ordinaire du CNC et du Conseil général. Le Conseil examinera les progrès accomplis et prendra toute mesure appropriée au plus tard le 31 juillet 2006.

*ADPIC
et santé publique*

40. Nous réaffirmons l'importance que nous attachons à la décision du Conseil général du 30 août 2003 sur la mise en œuvre du paragraphe 6 de la Déclaration de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique, et à un amendement de l'Accord sur les ADPIC remplaçant ses dispositions. À cet égard, nous nous félicitons des travaux qui ont été menés au Conseil des ADPIC et de la décision du Conseil général du 6 décembre 2005 sur un amendement de l'Accord sur les ADPIC.

Petites économies

41. Nous réaffirmons notre attachement au Programme de travail sur les petites économies et demandons instamment aux membres d'adopter des mesures spécifiques qui faciliteraient l'intégration plus complète des petites économies vulnérables dans le système commercial multilatéral, sans créer une sous-catégorie de membres de l'OMC. Nous prenons note du rapport du Comité du commerce et du développement réuni en session spécifique sur le Programme de travail sur les petites économies au Conseil général et convenons des recommandations concernant les travaux futurs. Nous donnons pour instruction au Comité du commerce et du développement, sous la responsabilité globale du Conseil général, de poursuivre les travaux dans le cadre de la session spécifique et de suivre les progrès de l'examen des propositions des petites économies dans les organes de négociation et autres organes, en vue de donner des réponses aux questions liées au commerce des petites économies dès que possible mais au plus tard le 31 décembre 2006. Nous donnons pour instruction au Conseil général de faire rapport sur les progrès accomplis et les mesures prises, avec toutes nouvelles recommandations selon qu'il sera approprié, à notre prochaine session.

*Commerce, dette et
finances*

42. Nous prenons note du rapport transmis par le Conseil général sur les travaux entrepris et les progrès accomplis dans l'examen de la relation entre commerce, dette et finances et sur l'examen de toutes recommandations éventuelles sur les mesures qui pourraient être prises dans le cadre du mandat et dans la sphère de compétence de l'OMC ainsi qu'il est prévu au paragraphe 36 de la Déclaration ministérielle de Doha et convenons que, faisant fond sur les travaux effectués jusqu'ici, ces travaux se poursuivront sur la base du mandat de Doha. Nous donnons pour instruction au Conseil général de faire à nouveau rapport à notre prochaine session.

*Commerce et
transfert de
technologie*

43. Nous prenons note du rapport transmis par le Conseil général sur les travaux entrepris et les progrès accomplis dans l'examen de la relation entre commerce et transfert de technologie et sur l'examen de toutes recommandations éventuelles sur les mesures qui pourraient être prises dans le cadre du mandat de l'OMC pour accroître les apports de technologie aux pays en développement. Reconnaissant la pertinence de la relation entre commerce et transfert de technologie pour la dimension développement du Programme de travail de Doha et faisant fond sur les travaux effectués jusqu'ici, nous convenons que ces travaux se poursuivront sur la base du mandat énoncé au paragraphe 37 de la Déclaration ministérielle de Doha. Nous donnons pour instruction au Conseil général de faire à nouveau rapport à notre prochaine session.

*Paragraphe 19
de la Déclaration
de Doha*

44. Nous prenons note des travaux entrepris par le Conseil des ADPIC conformément au paragraphe 19 de la Déclaration ministérielle de Doha et convenons que ces travaux se poursuivront sur la base du paragraphe 19 de la Déclaration ministérielle de Doha et des progrès accomplis jusqu'ici par le Conseil des ADPIC. Le Conseil général fera rapport sur ses travaux à cet égard à notre prochaine session.

*ADPIC, plaintes
en situation de
non-violation ou
motivées par une
autre situation*

45. Nous prenons note des travaux effectués par le Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce conformément au paragraphe 11.1 de la décision de Doha sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre et au paragraphe 1 h).h de la décision adoptée par le Conseil général le 1^{er} août 2004, et lui prescrivons de poursuivre son examen de la portée et des modalités pour les plaintes des types de celles qui sont prévues aux alinéas 1 b) et 1 c) de l'article XXIII du GATT de 1994 et de faire des recommandations à notre prochaine session. Il est convenu que, dans l'intervalle, les membres ne déposeront pas de telles plaintes au titre de l'Accord sur les ADPIC.

*Commerce
électronique*

46. Nous prenons note des rapports du Conseil général et des organes subsidiaires sur le Programme de travail sur le commerce électronique et du fait que l'examen des questions relevant du Programme de travail n'est pas encore achevé. Nous convenons de redynamiser ces travaux, y compris les questions liées au développement relevant du Programme de travail et les discussions sur le traitement commercial, entre autres, des logiciels livrés par voie électronique. Nous convenons de maintenir les arrangements institutionnels actuels pour le Programme de travail. Nous déclarons que les membres maintiendront leur pratique actuelle qui est de ne pas imposer de droits de douane sur les transmissions électroniques jusqu'à notre prochaine session.

PMA

47. Nous réaffirmons notre engagement d'intégrer effectivement et véritablement les PMA dans le système commercial multilatéral et continuerons de mettre en œuvre le Programme de travail de l'OMC en faveur des PMA adopté en février 2002. Nous sommes conscients de la gravité des préoccupations et des intérêts des PMA dans les négociations tels qu'ils sont exprimés dans la Déclaration de Livingstone, adoptée par leurs ministres en juin 2005. Nous notons que les questions présentant de l'intérêt pour les PMA sont actuellement traitées dans tous les domaines des négociations et nous nous félicitons des progrès accomplis depuis la Déclaration ministérielle de Doha, dont il est rendu compte dans la décision adoptée par le Conseil général le 1^{er} août 2004. Faisant fond sur l'engagement figurant dans la Déclaration ministérielle de Doha, les pays développés membres, et les pays en développement membres qui se déclarent en mesure de le faire, conviennent de mettre en œuvre un accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent pour les produits originaires des PMA, ainsi qu'il est prévu dans l'annexe F du présent document. En outre, conformément à notre engagement figurant dans la Déclaration ministérielle de Doha, les membres adopteront des mesures additionnelles pour accorder un accès aux marchés effectif, aussi bien à la frontière que d'une autre manière, y compris des règles d'origine simplifiées et transparentes de façon à faciliter les exportations en

provenance des PMA. Dans les négociations sur les services, les membres mettront en œuvre les Modalités pour les PMA et donneront la priorité aux secteurs et aux modes de fourniture qui intéressent les PMA du point de vue des exportations, particulièrement en ce qui concerne le mouvement des fournisseurs de services relevant du mode 4. Nous convenons de faciliter et d'accélérer les négociations avec les PMA accédants sur la base des Lignes directrices relatives à l'accession adoptées par le Conseil général en décembre 2002. Nous nous engageons à continuer d'accorder notre attention et la priorité à la conclusion aussi rapide que possible des procédures d'accession en cours. Nous nous félicitons de la décision du Conseil des ADPIC de proroger la période de transition prévue à l'article 66.1 de l'Accord sur les ADPIC. Nous réaffirmons notre engagement d'accroître à titre prioritaire l'assistance technique et le renforcement des capacités liés au commerce effectifs à l'intention des PMA pour aider à surmonter les limitations de leur capacité humaine et institutionnelle liée au commerce afin de leur permettre de maximiser les avantages résultant du Programme de Doha pour le développement (PDD).

Cadre intégré

48. Nous continuons d'attacher une priorité élevée à la mise en œuvre effective du Cadre intégré et réaffirmons notre adhésion au Cadre intégré en tant qu'instrument viable pour le développement du commerce des PMA, faisant fond sur ses principes que sont la prise en charge par les pays et le partenariat. Nous soulignons qu'il importe de contribuer à réduire leurs contraintes du côté de l'offre. Nous réaffirmons notre engagement pris à Doha et reconnaissons qu'il est urgent de rendre le Cadre intégré mieux à même de répondre effectivement et en temps voulu aux besoins de développement liés au commerce des PMA.

49. À cet égard, nous sommes encouragés par le fait que le Comité du développement de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé, à sa réunion de l'automne 2005, un Cadre intégré renforcé. Nous nous félicitons de l'établissement d'une Équipe spéciale par le Groupe de travail du Cadre intégré, approuvé par le Comité directeur du Cadre intégré, ainsi que de l'accord sur les trois éléments qui, ensemble, constituent un Cadre intégré renforcé. L'Équipe spéciale, composée de donateurs et de PMA membres, présentera des recommandations au Comité directeur du Cadre intégré d'ici à avril 2006. Le Cadre intégré renforcé entrera en vigueur au plus tard le 31 décembre 2006.

50. Nous convenons que l'Équipe spéciale, conformément à son mandat et sur la base des trois éléments convenus, présentera des recommandations sur la façon dont la mise en œuvre du Cadre intégré peut être améliorée, entre autres choses, en envisageant des moyens:

1. De fournir un financement accru, prévisible et additionnel sur une base pluriannuelle;

2. De renforcer le Cadre intégré à l'intérieur des pays, y compris par une intégration du commerce dans les plans de développement et stratégies de réduction de la pauvreté nationaux; par un suivi plus effectif des études diagnostiques sur l'intégration du commerce et de la mise en œuvre de matrices d'action; et par une coordination renforcée et plus effective entre les donateurs et les parties prenantes du Cadre intégré, y compris les bénéficiaires;
3. D'améliorer la structure de prise de décisions et de gestion du Cadre intégré pour assurer une fourniture effective et en temps voulu des ressources financières et programmes accrus.

51. Nous nous félicitons de l'engagement accru déjà exprimé par certains membres pendant la préparation de la présente session et au cours de celle-ci. Nous demandons instamment aux autres partenaires de développement d'accroître de manière significative leur contribution au Fonds d'affectation spéciale du Cadre intégré. Nous demandons aussi instamment aux six organisations participantes du Cadre intégré de continuer à coopérer étroitement dans la mise en œuvre du Cadre intégré, d'accroître leurs investissements dans cette initiative et d'intensifier leur assistance en ce qui concerne l'infrastructure, le développement du secteur privé et le renforcement des institutions liés au commerce pour aider les PMA à élargir et diversifier leur base d'exportation.

Coopération technique

52. Nous notons avec satisfaction l'accroissement substantiel de l'assistance technique liée au commerce depuis notre quatrième session, qui témoigne de la plus grande volonté des membres de répondre à la demande accrue d'assistance technique, au moyen de programmes tant bilatéraux que multilatéraux. Nous prenons note des progrès accomplis dans l'approche actuelle de la planification et de la mise en œuvre des programmes de l'OMC, telle qu'elle a été concrétisée dans les Plans d'assistance technique et de formation adoptés par les membres, ainsi que de l'amélioration de la qualité de ces programmes. Nous notons qu'un examen stratégique de l'assistance technique de l'OMC doit être effectué par les membres et nous comptons que, dans la planification et la mise en œuvre futures de la formation et de l'assistance technique, les conclusions et recommandations issues de l'examen seront prises en compte, selon qu'il sera approprié.

53. Nous réaffirmons les priorités établies au paragraphe 38 de la Déclaration ministérielle de Doha pour la fourniture de l'assistance technique et demandons instamment au Directeur général de faire en sorte que les programmes soient axés en conséquence sur les besoins des pays bénéficiaires et tiennent compte des priorités et des mandats adoptés par les membres. Nous approuvons l'application de mécanismes appropriés d'évaluation des besoins et appuyons les efforts visant à accroître la prise en charge par les bénéficiaires, afin de garantir la durabilité du renforcement des capacités liées au commerce. Nous invitons le Directeur général à renforcer les partenariats et la coordination avec d'autres institutions et organismes régionaux pour la conception et la mise en œuvre des programmes d'assistance technique, afin que toutes les

dimensions du renforcement des capacités liées au commerce soient traitées, d'une manière cohérente avec les programmes des autres fournisseurs. En particulier, nous encourageons tous les membres à coopérer avec le Centre du commerce international, qui complète les travaux de l'OMC en offrant une plate-forme où le secteur des entreprises peut avoir des relations avec les négociateurs commerciaux, et des conseils pratiques pour que les petites et moyennes entreprises (PME) puissent tirer parti du système commercial multilatéral. À cet égard, nous prenons note du rôle joué par le Programme intégré conjoint d'assistance technique (JITAP) pour ce qui est de renforcer la capacité des pays participants.

54. Pour continuer à progresser sur la voie de la fourniture effective et en temps voulu du renforcement des capacités liées au commerce, conformément à la priorité que les membres lui accordent, les structures pertinentes du secrétariat devraient être renforcées et ses ressources améliorées. Nous réaffirmons notre engagement d'assurer des niveaux sûrs et adéquats de financement pour le renforcement des capacités liées au commerce, y compris dans le cadre du Fonds global d'affectation spéciale pour le Programme de Doha pour le développement, pour conclure le Programme de travail de Doha et mettre en œuvre ses résultats.

*Questions concernant
les produits de base*

55. Nous reconnaissons la dépendance de plusieurs pays en développement et pays les moins avancés à l'égard de l'exportation des produits de base et les problèmes qu'ils rencontrent en raison de l'incidence négative de la baisse à long terme et de la forte fluctuation des prix de ces produits. Nous prenons note des travaux entrepris au Comité du commerce et du développement sur les questions concernant les produits de base, et donnons pour instruction au Comité, dans le cadre de son mandat, d'intensifier ses travaux en coopération avec les autres organisations internationales pertinentes et de présenter régulièrement des rapports au Conseil général avec des recommandations possibles. Nous convenons que les préoccupations particulières liées au commerce des pays en développement et des pays les moins avancés en rapport avec les produits de base seront aussi traitées au cours des négociations sur l'agriculture et sur l'AMNA. Nous reconnaissons en outre que ces pays peuvent avoir besoin d'un soutien et d'une assistance technique pour surmonter les problèmes particuliers qu'ils rencontrent, et demandons instamment aux membres et aux organisations internationales pertinentes d'examiner favorablement les demandes de soutien et d'assistance présentées par ces pays.

Cohérence

56. Nous nous félicitons des actions menées par le Directeur général pour renforcer la coopération de l'OMC avec le FMI et la Banque mondiale dans le contexte du mandat sur la cohérence établi pour l'OMC à Marrakech, et l'invitons à continuer de travailler en étroite collaboration avec le Conseil général dans ce domaine. Nous apprécions l'utilité des réunions du Conseil général qui se tiennent avec la participation des chefs de secrétariat du FMI et de la Banque mondiale pour faire progresser notre mandat sur la cohérence. Nous convenons de continuer à faire fond sur cette expérience et d'élargir le débat sur l'élaboration des politiques en matière de commerce et de développement au niveau international et la

coopération interinstitutions avec la participation des institutions pertinentes des Nations Unies. À cet égard, nous prenons note des discussions qui ont lieu au Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances sur, entre autres, la question de la cohérence, et attendons avec intérêt les éventuelles recommandations qu'il pourra faire au sujet des dispositions qui pourront être prises dans le cadre du mandat et de la sphère de compétence de l'OMC sur cette question.

Aide pour le commerce

57. Nous nous félicitons des discussions menées cette année par les ministres des finances et du développement dans diverses instances, y compris le Comité du développement de la Banque mondiale et du FMI, au sujet de l'élargissement de l'Aide pour le commerce. L'Aide pour le commerce devrait viser à aider les pays en développement, en particulier les PMA, à se doter de la capacité du côté de l'offre et de l'infrastructure liée au commerce dont ils ont besoin pour les aider à mettre en œuvre les Accords de l'OMC et en tirer profit et, plus généralement, pour accroître leur commerce. L'Aide pour le commerce ne peut pas se substituer aux avantages en matière de développement qui résulteront d'une conclusion positive du PDD, en particulier sur l'accès aux marchés. Toutefois, elle peut utilement compléter le PDD. Nous invitons le Directeur général à créer une équipe spéciale qui fera des recommandations sur la façon de rendre opérationnelle l'Aide pour le commerce. L'Équipe spéciale fera des recommandations au Conseil général pour juillet 2006 sur la façon dont l'Aide pour le commerce pourrait contribuer le plus efficacement à la dimension développement du PDD. Nous invitons aussi le Directeur général à consulter les membres ainsi que le FMI et la Banque mondiale, les organisations internationales pertinentes et les banques régionales de développement, en vue de faire rapport au Conseil général sur des mécanismes appropriés visant à garantir des ressources financières additionnelles pour l'Aide pour le commerce, dans les cas où cela sera approprié par le biais de dons et de prêts assortis de conditions favorables.

membres ayant accédé récemment

58. Nous reconnaissons la situation spéciale des membres ayant accédé récemment qui ont pris des engagements de vaste portée en matière d'accès aux marchés au moment de leur accession. Cette situation sera prise en compte dans les négociations.

Accessions

59. Nous réaffirmons notre ferme volonté de faire de l'OMC une organisation de portée et de composition véritablement mondiales. Nous souhaitons la bienvenue aux nouveaux membres qui ont achevé leur processus d'accession depuis notre dernière session, à savoir le Népal, le Cambodge et l'Arabie saoudite. Nous notons avec satisfaction que les Tonga ont achevé les négociations en vue de leur accession à l'OMC. Ces accessions renforcent encore le système commercial multilatéral fondé sur des règles. Nous continuons d'accorder la priorité aux 29 accessions en cours afin de les conclure aussi rapidement et harmonieusement que possible. Nous soulignons qu'il est important de faciliter et d'accélérer les négociations en vue de l'accession des pays les moins avancés, compte dûment tenu des Lignes directrices sur l'accession des PMA adoptées par le Conseil général en décembre 2002.

Annexe A

Agriculture

Rapport du Président de la session extraordinaire du Comité de l'agriculture au CNC

1. Le présent rapport a été établi sous ma propre responsabilité. Je l'ai établi pour répondre à la demande que les membres ont formulée à la session extraordinaire informelle du Comité de l'agriculture le 11 novembre 2005. À cette réunion, qui a suivi la réunion informelle des chefs de délégation tenue la veille, les membres ont indiqué extrêmement clairement qu'ils attendaient de moi à ce stade un résumé factuel objectif de l'état d'avancement des négociations à ce moment. Il est apparu clairement à cette réunion que les membres n'attendaient ni ne souhaitaient rien de plus que cela. En particulier, il était clair qu'après la décision prise à la réunion des chefs de délégation, selon laquelle les modalités complètes ne seraient pas établies à Hong Kong, les membres ne voulaient rien qui laisse supposer un accord implicite ou explicite là où il n'en existait pas.
2. Ce n'est naturellement pas le type de document que j'aurais voulu ou préféré établir à ce stade. Dans l'idéal, ma tâche aurait consisté à travailler avec les membres pour produire un projet de texte sur les modalités. Mais le présent texte reflète la situation actuelle telle qu'elle est réellement. Il y aura un tel projet de texte à l'avenir – parce qu'il devra y en avoir un si nous voulons conclure ces négociations. Je considère qu'il s'agit d'une tâche maintenant reportée, mais c'est aux membres qu'il appartient de dire précisément à quelle date.
3. En ce qui concerne le présent document, il consiste précisément en ce qu'indique son titre. Ni plus ni moins. C'est le rapport du Président et, en tant que tel, il est adressé par moi au CNC. Ce n'est rien de plus que mon rapport personnel – en particulier, il ne s'agit en aucune façon d'un texte convenu par les membres. Il ne préjuge donc en rien et est absolument sans préjudice des positions des membres sur toute question, qu'elle y soit traitée ou non. Et il est certain qu'il n'est en aucune façon contraignant pour les membres. Il devrait aller sans dire que la base convenue de nos travaux est, et restera, le mandat de Doha lui-même et le Cadre figurant dans la Décision adoptée par le Conseil général le 1^{er} août 2004.
4. Quant à la nature du document, je me suis efforcé de tenir compte de ce qu'étaient, à mon avis, les souhaits des membres quand ils m'ont demandé de l'établir. J'ai essayé d'indiquer aussi clairement que j'en suis capable les progrès et la convergence conditionnels qui sont apparus après juillet 2004. Ce faisant, je n'ai pas cherché à dissimuler les divergences qui subsistent et je me suis efforcé d'être parfaitement clair sur ces points. Naturellement, il s'agit d'un rapport résumé. En tant que tel, il ne peut pas récapituler chaque détail relatif à chaque question et il ne le fait pas. Mais j'ai cru comprendre, d'après les observations des membres, qu'ils préféreraient un document qui pourrait «orienter» les débats futurs.
5. À cet égard, j'espère que quiconque lira le présent document pourra avoir une idée assez claire de ce qu'il reste à faire. Les membres ont indiqué clairement qu'il ne m'appartenait pas, en tant que Président, de prescrire ce qu'il faudrait faire dans une prochaine étape sous forme de programme. Ma tâche était de décrire la situation dans laquelle nous nous trouvons maintenant, mais je confesse l'avoir fait dans l'intention de préciser véritablement où il existait des convergences essentielles ou des divergences essentielles plutôt que de rendre les choses plus obscures ou plus compliquées qu'elles ne le sont.
6. Mon propre sentiment, quand j'examine moi-même la situation, est qu'il est extrêmement urgent de saisir l'occasion de faire aboutir le processus aussi rapidement que possible. Nous avons fait – en particulier depuis le mois d'août de cette année – des progrès réels et importants. En fait,

ces progrès ont été relativement rapides. Il est aussi clair pour moi qu'ils ont résulté d'un processus de négociation véritable. En d'autres termes, il s'est agi de faire des propositions et des contre-propositions. C'est pourquoi les questions traitées dans le présent rapport sont de nature essentiellement conditionnelle. À mon avis, le fait est qu'il nous reste encore à trouver le dernier pont pour arriver à l'accord dont nous avons besoin pour établir les modalités. Mais ce serait, selon moi, une grave erreur d'imaginer que nous pouvons prendre notre temps pour trouver ce pont. En tant que Président, je suis convaincu que nous devons maintenir l'élan. On n'élimine pas les divergences en s'arrêtant de travailler pour aller prendre une tasse de thé. Si on le fait, on s'aperçoit que tout le monde a reculé d'un pas pendant ce temps. Il me semble que c'est là un risque grave pour notre processus. J'aimerais croire que le présent rapport montre bien, au moins pour nous, qu'il y a vraiment quelque chose de réel et d'important qui est encore à notre portée et que nous ne devrions pas risquer de le laisser échapper. Notre tâche et notre responsabilité primordiales sont d'atteindre l'objectif de développement du Programme de Doha pour le développement. Pour accomplir cette tâche et atteindre ce but, nous devons agir avec détermination et de toute urgence.

7. Ce qu'il adviendra éventuellement du présent document est une question sur laquelle il appartient entièrement aux membres du CNC de se prononcer. Cela constitue à mon avis la véritable sauvegarde de l'intégrité de ce qu'on est maintenant venu à désigner sous le nom de processus de l'«inclusion».

SOUTIEN INTERNE

8. Une très grande convergence potentielle a été constatée, mais sur une base manifestement conditionnelle.

Abaissement global

- Il y a une hypothèse de travail de trois fourchettes pour les abaissements globaux à opérer par les pays développés. Il y a une hypothèse de travail faisant l'objet d'une forte convergence selon laquelle les seuils pour les trois fourchettes seraient les suivants: 0 à 10; 10 à 60; et > 60 milliards de dollars des États-Unis. Sur cette base, les Communautés européennes se situeraient dans la fourchette supérieure, les États-Unis et le Japon dans la deuxième fourchette et tous les autres pays développés au moins dans la troisième fourchette. Pour les pays en développement, un avis a été exprimé selon lequel soit ils se situeraient dans la fourchette intégrée pertinente (la fourchette inférieure), soit il y aura pour eux une fourchette séparée¹.
- Sur la base des propositions postérieures à juillet 2005, il y a indéniablement eu une convergence significative concernant la plage des abaissements. Bien sûr, des conditions ont été posées. Mais, mis à part cet aspect, beaucoup de progrès ont été accomplis depuis l'esquisse que constitue le Cadre de juillet 2004. Le tableau suivant donne un aperçu de la situation:

Fourchettes	Seuils (en milliards de dollars É.-U.)	Abaissements
1	0-10	31 %-70 %
2	10-60	53 %-75 %
3	> 60	70 %-80 %

De minimis

- Sur le *de minimis* par produit et le *de minimis* autre que par produit, il y a une zone d'engagement pour des abaissments se situant entre 50 % et 80 % pour les pays développés.
- En ce qui concerne les pays en développement, il reste des divergences à éliminer. Outre l'exemption spécifiquement prévue dans le Cadre, un avis a été émis selon lequel, pour tous les pays en développement, il ne devrait pas y avoir du tout d'abaissement du *de minimis*. Selon un autre avis, au moins pour les pays sans MGS, il ne devrait pas y avoir d'abaissement et, en tout état de cause, tout abaissement pour les pays ayant une MGS devrait être inférieur aux deux tiers de l'abaissement pour les pays développés.

Catégorie bleue

9. Il y a une convergence importante et significative sur l'idée d'aller au-delà de ce qui est envisagé dans le Cadre de juillet 2004 pour les versements au titre des programmes de la catégorie bleue (c'est-à-dire de les limiter davantage). Cependant, la technique permettant d'y arriver reste à déterminer. Une proposition vise à ramener le plafond actuel de 5 % à 2,5 %ⁱⁱ. Une autre proposition rejette cette idée et préconise, à la place, des critères additionnels soumettant à des disciplines uniquement ce que l'on appelle la «nouvelle» catégorie bleue. D'autres penchent pour une combinaison des deux, y compris des disciplines additionnelles portant sur l'«ancienne» catégorie bleue.

MGS

- Il y a une hypothèse de travail de trois fourchettes pour les pays développés.
- Il y a une convergence étroite (mais pas totale) sur les seuils pour ces fourchettes. Il apparaît qu'il y a une convergence sur le fait que l'étage supérieur devrait être de 25 milliards de dollars É.-U. et plus. Il subsiste une certaine divergence quant au plafond pour la fourchette inférieure: entre 12 et 15 milliards de dollars É.-U.
- Il y a indéniablement eu une convergence significative concernant la plage des abaissments. Bien sûr, des conditions ont été posées. Mais, cela étant, beaucoup de progrès ont été accomplis depuis l'esquisse que constitue le Cadre de juillet 2004. Le tableau suivantⁱⁱⁱ donne un aperçu de la situation:

Fourchettes	Seuils (en milliards de dollars É.-U.)	Abaissments
1	0-12/15	37 %-60 %
2	12/15-25	60 %-70 %
3	> 25	70 %-83 %

- Il y a donc un accord sur une hypothèse de travail selon lequel les Communautés européennes devraient se situer dans l'étage supérieur et les États-Unis dans le deuxième étage. Cependant, si la base pour le placement du Japon dans l'un ou l'autre de ces étages a été davantage circonscrite, une solution finale reste à trouver.

- Pour les pays développés dans la fourchette inférieure, avec un niveau de MGS relativement élevé par rapport à la valeur totale de la production agricole, un consensus commence à se dégager sur le fait que leur réduction liée aux fourchettes devrait être complétée par un effort additionnel.
- Il faut maintenant franchir une nouvelle étape pour combler l'écart restant entre les positions – en particulier en ce qui concerne les États-Unis et les Communautés européennes, étant entendu qu'il ne s'agit pas d'une question à résoudre isolément des autres éléments de ce pilier et au-delà.
- S'agissant de la période de base pour les plafonds par produit, certaines propositions (comme pour 1995-2000 et 1999-2001) ont été présentées. Cette question doit être résolue de manière appropriée, y compris pour ce qui est de la façon dont le traitement spécial et différencié devrait être appliqué.

Catégorie verte

10. L'engagement en matière de réexamen et de clarification n'a pas entraîné de convergence perceptible sur des résultats opérationnels. Il y a, d'un côté, un ferme rejet de tout ce qui est considéré comme s'écarter des disciplines existantes mais, de l'autre, l'impression persistante que l'on pourrait faire davantage pour réexaminer la catégorie verte sans compromettre la réforme en cours. On constate cependant, au-delà de cela, une certaine attitude d'ouverture tangible en faveur de la recherche de moyens appropriés de faire en sorte que la catégorie verte soit plus «favorable au développement», c'est-à-dire mieux adaptée aux réalités de l'agriculture des pays en développement, mais d'une façon qui respecte la prescription fondamentale concernant une distorsion des échanges au plus minime.

CONCURRENCE À L'EXPORTATION

Date butoir

11. Si des propositions concrètes^{iv} ont été faites sur la question d'une date butoir pour l'élimination de toutes les formes de subventions à l'exportation, il n'y a à ce stade aucune convergence. Il y a des suggestions en faveur du principe de la concentration en début de période ou de l'élimination accélérée pour des produits spécifiques, y compris en particulier le coton.

Crédits à l'exportation

12. Une convergence a été obtenue sur un certain nombre d'éléments de disciplines en ce qui concerne les crédits à l'exportation, et les programmes de garantie ou d'assurance du crédit à l'exportation ayant des périodes de remboursement de cent-quatre-vingt jours et moins. Toutefois, il subsiste un certain nombre de questions critiques^v.

Entreprises commerciales d'État exportatrices

13. Il y a eu une convergence importante sur des règles visant à traiter les pratiques ayant des effets de distorsion des échanges identifiées dans le texte du Cadre de juillet 2004, bien qu'il existe encore des différences majeures concernant la portée des pratiques devant être couvertes par les nouvelles disciplines. Il reste toutefois des positions fondamentalement opposées sur la question de l'utilisation future des pouvoirs de monopole. Il y a eu des propositions de libellé concrètes sur des questions telles que la définition des entités et des pratiques à traiter ainsi que la transparence. Mais il n'y a eu aucune convergence réelle dans ces domaines.

Aide alimentaire

14. Il y a consensus entre les membres sur le fait que l'OMC n'empêchera pas la fourniture d'une aide alimentaire véritable. Il y a aussi consensus sur le fait que ce qui doit être éliminé, c'est le détournement commercial. Il y a eu des débats détaillés et approfondis, parfois même sur la base de textes, mais qui ne sont pas arrivés à un point où un projet de texte de synthèse a pu être élaboré. Cela a été dû au fait que des membres sont restés attachés à des hypothèses conceptuelles fondamentalement disparates. Il y a des propositions selon lesquelles dans les disciplines une distinction devrait être faite entre au moins deux types d'aide alimentaire: l'aide alimentaire d'urgence et l'aide alimentaire visant à faire face à des situations autres. Toutefois, il n'y a pas encore d'interprétation commune sur le point de savoir où finit l'aide alimentaire d'urgence et où commence l'autre aide alimentaire, ce qui tient au fait que l'on craint que cette distinction ne devienne un moyen de créer une faille dans les disciplines. Un point de dissension fondamental concerne la question de savoir si, sauf dans des situations d'urgence exceptionnelle et véritable, les membres devraient (ne serait-ce que progressivement) passer à une aide alimentaire non liée et monétaire uniquement, comme le proposent certains membres mais ce à quoi d'autres membres s'opposent fortement^{vi}.

Traitement spécial et différencié

15. Les dispositions du Cadre relatives au traitement spécial et différencié, y compris en ce qui concerne le statut de monopole des entreprises commerciales d'État dans les pays en développement et la prorogation de l'article 9.4, n'ont pas fait l'objet de controverses, mais les détails restent à fixer.

Circonstances spéciales

16. Les travaux sur les critères et les procédures de consultation devant régir tout arrangement temporaire ad hoc en matière de financement relatif aux exportations vers les pays en développement dans des circonstances exceptionnelles n'ont pas beaucoup progressé.

ACCÈS AUX MARCHÉS

Approche étagée

- Nous avons progressé sur la question des équivalents *ad valorem*^{vii}. Cela a permis de créer une base pour la répartition des positions entre les fourchettes pour la formule étagée.
- Nous avons une hypothèse de travail de quatre fourchettes pour la structuration des abaissements tarifaires.
- Il y a eu une très forte convergence en faveur de l'adoption d'une approche à base linéaire pour les abaissements à l'intérieur de ces fourchettes. Les membres n'ont naturellement en aucune façon abandonné formellement des positions qui sont même encore plus divergentes^{viii}. Nous devons maintenant réduire l'ampleur de la divergence qui subsiste. Cela consistera, entre autres choses, à savoir s'il faut ou non inclure un «pivot» dans l'une quelconque des fourchettes.
- Les membres ont déployé beaucoup d'efforts pour favoriser la convergence sur l'ampleur des abaissements effectifs à entreprendre à l'intérieur de ces fourchettes. Mais, bien que des efforts réels aient été faits pour s'écarter de positions formelles (qui, naturellement, subsistent), il reste encore des écarts considérables à combler.

Une convergence un peu plus forte a été obtenue en ce qui concerne les seuils pour les fourchettes. Une évolution substantielle est manifestement essentielle pour que des progrès soient accomplis^{ix}.

- Certains membres continuent de rejeter complètement la notion de plafond tarifaire. D'autres ont proposé^x un plafond compris entre 75 et 100 %.

Produits sensibles

- Des membres ont été prêts à faire des propositions concrètes – bien que conditionnelles – sur le nombre de produits sensibles. Mais, dans une situation où les propositions varient entre un minimum de 1 % et un maximum de 15 % des lignes tarifaires, il est essentiel de combler davantage cet écart pour que des progrès soient faits.
- La divergence fondamentale relative à l'approche de base concernant le traitement des produits sensibles doit être éliminée^{xi}. À part cela, une convergence est nécessaire sur l'ampleur de la libéralisation qui en résultera pour ces produits.

Traitement spécial et différencié

- Comme pour les pays développés, il y a une hypothèse de travail de quatre fourchettes pour les pays en développement. Il n'y a pas de désaccord en ce qui concerne des abaissements moindres à l'intérieur des fourchettes. Certains pourraient envisager des abaissements égaux aux deux tiers du montant des abaissements pour les pays développés en tant que zone plausible dans laquelle chercher plus activement une convergence^{xii}. Mais il reste un désaccord sensible sur ce point et la divergence est même encore plus marquée en ce qui concerne la question connexe des seuils plus élevés pour les pays en développement^{xiii}.
- Certains membres continuent de rejeter totalement la notion de plafond tarifaire pour les pays en développement. D'autres ont proposé^{xiv} un plafond à 150 %.
- Pour les produits sensibles, il n'y a pas de désaccord sur le fait qu'il devrait y avoir une plus grande flexibilité pour les pays en développement mais son ampleur devra être mieux définie^{xv}.

Produits spéciaux

- En ce qui concerne la *désignation* des produits spéciaux, il y a eu une divergence manifeste entre les membres qui estiment qu'avant l'établissement des listes, une liste non exhaustive et exemplative d'indicateurs fondés sur des critères devrait être établie, et les membres qui voudraient une liste qui servirait de filtre ou de tamis pour le choix de ces produits. Récemment, il a été proposé (mais la question n'a pas encore été examinée avec l'ensemble des membres) qu'un pays en développement membre ait le droit de désigner au moins 20 % de ses lignes tarifaires correspondant à des produits agricoles comme produits spéciaux, et soit en outre habilité à désigner un PS dans les cas où, pour ce produit, une MGS a été notifiée et des exportations ont eu lieu. Cette question doit être réglée en tant qu'élément des modalités afin que la base sur laquelle les membres peuvent désigner des produits spéciaux soit sûre.
- Des progrès vers une convergence ont été accomplis récemment en ce qui concerne le *traitement* des produits spéciaux. Certains membres estimaient que les produits

spéciaux devraient être pleinement exemptés de tout nouvel engagement en matière d'accès aux marchés quel qu'il soit et aient accès automatiquement au MSS. D'autres faisaient valoir qu'il devrait y avoir un certain degré d'ouverture des marchés pour ces produits, quoique avec un traitement plus flexible que pour les autres produits. Vu cette divergence fondamentale, il était naturellement impossible d'entreprendre de définir ce que serait une telle flexibilité. Il est évident qu'une convergence véritable est nécessaire d'urgence. Il y a maintenant une nouvelle proposition concernant le classement en trois catégories des produits spéciaux, supposant des abaissements tarifaires limités pour au moins une partie de ces produits, qui doit encore être examinée de façon approfondie. Il reste à voir si cet examen pourra nous aider à avancer.

Mécanisme de sauvegarde spéciale

- On s'accorde à penser qu'il y aurait un mécanisme de sauvegarde spéciale et qu'il devrait être adapté aux circonstances et aux besoins particuliers des pays en développement. Il n'y a pas de désaccord important quant à l'idée qu'il devrait avoir un seuil de déclenchement fondé sur les quantités. Il n'y a pas de désaccord non plus quant à l'idée qu'il devrait au moins être capable de traiter de manière effective ce qui pourrait être décrit comme des «poussées» des importations. Il continue d'y avoir des divergences de vues sur le point de savoir si, ou le cas échéant, comment les situations qui ne correspondent pas tout à fait à une «poussée» des importations doivent être traitées. Il y a toutefois accord sur le fait que toute mesure corrective devrait être de nature temporaire. Cependant, il continue d'y avoir de grandes divergences de vues sur le point de savoir si, ou le cas échéant comment, une sauvegarde spéciale devrait être «fondée sur les prix» pour traiter spécifiquement les effets sur les prix.
- Il y a une certaine attitude d'ouverture perceptible, quoique à des niveaux variables, à l'idée d'envisager que soient au moins visés les produits qui subiront probablement des effets de libéralisation importants et/ou sont déjà consolidés à des niveaux peu élevés et/ou sont des produits spéciaux. À part cela, toutefois, il continue d'y avoir une divergence fondamentale entre ceux qui considèrent que tous les produits devraient être admissibles au bénéfice d'un tel mécanisme et ceux qui s'opposent à une approche générale de ce type.

Autres éléments

17. Il n'y a pas eu d'autre convergence importante sur les questions relevant des paragraphes 35 et 37 du texte du Cadre de juillet 2004. On peut en dire autant du paragraphe 36 sur la progressivité des tarifs, quoique tous soient d'accord sur la nécessité d'agir à cet égard, et que l'importance particulière de ce point pour les exportateurs de produits de base soit véritablement reconnue. Certaines propositions concrètes ont été faites au sujet du paragraphe 38 (SGS) et ont rencontré l'opposition de certains membres.

18. Des propositions concrètes ont été présentées et examinées sur la façon de mettre en œuvre le paragraphe 43 du Cadre de juillet 2004 sur les produits tropicaux et les produits en rapport avec la diversification. Mais des divergences demeurent quant à l'interprétation précise de cette section du Cadre de juillet^{xvi} et aucune approche commune n'a été établie.

19. L'importance des préférences de longue date conformément au paragraphe 44 du Cadre de juillet 2004 est pleinement reconnue et des propositions concrètes concernant l'érosion des

préférences ont été présentées et examinées^{xvii}. Il semble ne pas y avoir de difficulté inhérente à ce que le renforcement des capacités joue un rôle. Toutefois, s'il y a un certain degré de soutien en faveur par exemple de périodes de mise en œuvre plus longues pour au moins certains produits afin de faciliter l'ajustement, même ce point est loin de faire l'objet d'une convergence. Certains font valoir que cela n'est pas suffisant ou certainement pas dans tous les cas, alors que d'autres prétendent que cela n'est pas du tout justifié.

PAYS LES MOINS AVANCÉS

20. Les termes du paragraphe 45 de l'Accord-cadre de juillet, qui exempté les pays les moins avancés de toute obligation de réduction, ne sont pas remis en cause. La disposition selon laquelle «les pays développés membres, et les pays en développement membres en mesure de le faire, devraient accorder l'accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent pour les produits originaires des pays les moins avancés» n'est pas à ce stade concrètement opérationnelle pour tous les membres. Pour le moment, plusieurs membres ont pris des engagements. Les propositions visant à ce que cet élément soit consolidé restent à l'examen^{xviii}.

COTON

21. Le problème à traiter est sincèrement reconnu et des propositions concrètes ont été faites, mais les membres ne sont pas pour le moment arrivés aux résultats concrets et spécifiques qui seraient nécessaires pour satisfaire à la prescription du Cadre de juillet selon laquelle cette question doit être traitée de manière ambitieuse, rapide et spécifique. Il n'y a pas de désaccord en ce qui concerne l'idée que toutes les formes de subventions à l'exportation doivent être éliminées pour le coton, bien que le calendrier et la vitesse restent à spécifier. Les propositions visant à les éliminer immédiatement ou à partir du premier jour de la période de mise en œuvre ne font pas pour le moment l'unanimité. Dans le cas du soutien ayant des effets de distorsion des échanges, les auteurs de la proposition demandent l'élimination totale avec une mise en œuvre «concentrée en début de période»^{xix}. Selon un point de vue, la mesure dans laquelle cela peut se produire et le calendrier en la matière ne peuvent être déterminés que dans le contexte d'un accord global. Selon un autre point de vue, il pourrait y avoir au moins une réduction substantielle concentrée en début de période pour le coton spécifiquement à partir du premier jour de la période de mise en œuvre, la majeure partie de la mise en œuvre ayant lieu dans les douze mois et la partie restante devant être achevée sur une période plus courte que la période de mise en œuvre globale pour l'agriculture^{xx}.

MEMBRES AYANT ACCÉDÉ RÉCEMMENT

22. Des propositions concrètes ont été présentées et examinées mais aucune disposition spécifique en matière de flexibilité n'a fait l'objet d'un consensus.

SUIVI ET SURVEILLANCE

23. Une proposition a été présentée mais il n'y a pas d'avancée importante à ce stade.

AUTRES QUESTIONS

24. En ce qui concerne le paragraphe 49 (initiatives sectorielles, taxes à l'exportation différenciées, indications géographiques), certaines positions et propositions ont été présentées et/ou mentionnées. Il s'agit de questions qui continuent de présenter de l'intérêt mais ne font pas l'objet d'un accord.

25. À ce stade, les propositions au sujet du paragraphe 50 n'ont pas fait l'objet d'avancées importantes.

26. Dans le cas des petites économies vulnérables, une proposition concrète a été présentée récemment. Elle n'a pas encore fait l'objet de consultations.

27. Il y a une attitude d'ouverture à l'égard des préoccupations particulières des pays en développement et pays les moins avancés tributaires des produits de base qui doivent faire face à la baisse à long terme et/ou à des fluctuations brutales des prix. À ce stade (où, globalement, il reste encore à établir des modalités précises), l'opinion selon laquelle de telles modalités devraient au bout du compte pouvoir traiter de manière effective des questions d'importance cruciale pour eux bénéficie d'un certain appui^{xxi}.

Notes

ⁱ À cet égard, il a été proposé que l'abaissement reste à déterminer pour les pays en développement qui ont une MGS. Quoi qu'il en soit, selon un point de vue (que tous ne partagent pas), les abaissements pour les pays en développement devraient être inférieurs aux deux tiers de l'abaissement pour les pays développés.

ⁱⁱ Le degré exact de flexibilité à prévoir conformément au paragraphe 15 du Cadre de juillet 2004 reste à convenir.

ⁱⁱⁱ Bien sûr, il faut considérer le tableau comme ayant valeur d'exemple plutôt que comme quelque chose de trop figé, ne serait-ce que parce qu'il s'agit de chiffres conditionnels. Par exemple, les Communautés européennes ont dit qu'elles pourraient être prêtes à aller jusqu'à 70 % dans l'étage supérieur mais elles ont clairement indiqué que cela ne serait acceptable que si les États-Unis allaient jusqu'à 60 % dans le deuxième étage. Or les États-Unis, pour leur part, ont indiqué qu'ils n'étaient prêts à aller jusqu'à ces 60 % que si les Communautés européennes étaient prêtes à aller jusqu'à 83 % – ce que celles-ci ne se sont pas dites prêtes à faire.

^{iv} Un membre a proposé l'année 2010 pour les «subventions à l'exportation», avec une élimination accélérée pour les produits «spécifiques». Un autre groupe de membres a proposé une période «ne dépassant pas cinq ans» pour toutes les formes de subventions à l'exportation, les subventions à l'exportation «directes» étant concentrées au début de cette période.

^v Ces questions comprennent, mais non exclusivement: les exemptions éventuelles à la règle des cent-quatre-vingt jours; le point de savoir si les disciplines devraient autoriser seulement une garantie pure ou permettre aussi un financement direct; la période appropriée pour que les coûts et les pertes liés aux programmes soient recouvrés en totalité au moyen des primes perçues auprès des exportateurs (principe de l'autofinancement – une convergence est nécessaire entre des positions préconisant des périodes allant de un an à quinze ans); les disciplines concernant les circonstances spéciales; et la question du traitement spécial et différencié, y compris le point de savoir si, comme certains membres le font valoir, il faudrait autoriser pour les pays en développement des délais de remboursement plus longs pour les crédits à l'exportation qui leur ont été accordés par d'autres pays en développement et les éléments spécifiques du traitement différencié en faveur des pays les moins avancés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires.

^{vi} Cette divergence fondamentale a empêché de fait une convergence sur des questions telles que le point de savoir quelles disciplines devraient éventuellement être mises en place en ce qui concerne la monétisation de l'aide alimentaire ou la question de la fourniture de l'aide alimentaire intégralement à titre de dons uniquement. L'importance de prescriptions effectives d'un point de vue opérationnel en matière de transparence est généralement reconnue mais il reste à en élaborer les détails, en particulier en ce qui concerne le rôle de l'OMC dans ce contexte. Des travaux plus approfondis sont nécessaires pour clarifier le rôle des pays bénéficiaires et des organisations internationales ou d'autres entités pertinentes dans le déclenchement ou la fourniture de l'aide alimentaire.

^{vii} La méthode de calcul des équivalents *ad valorem* pour les lignes tarifaires concernant le sucre n'a pas encore été établie.

^{viii} À une extrémité, en quelque sorte une formule d'«harmonisation» à l'intérieur des fourchettes; à l'autre extrémité, une «flexibilité» à l'intérieur de la formule.

^{ix} Le tableau ci-dessous est donné à titre d'exemple pour montrer l'ampleur des divergences qui subsistent, même sur la base des propositions postérieures à août 2005. Il ne rend pas entièrement compte de toutes les subtilités des propositions concernant l'utilisation d'un «pivot» (bien que la plupart se situent en fait à l'intérieur des plages figurant dans le tableau) mais vise à donner un aperçu de la situation en ce qui concerne les abaissements moyens proposés après août.

	Seuils	Plages d'abaissement (%)
Fourchette 1	0 %-20/30 %	20-65
Fourchette 2	20/30 %-40/60 %	30-75
Fourchette 3	40/60 %-60/90 %	35-85
Fourchette 4	> 60/90 %	42-90

^x En tant qu'élément de certaines propositions conditionnelles concernant l'accès aux marchés global, présentées après juillet 2005.

^{xi} Certains voient cela comme étant fondé sur des contingents tarifaires et exprimé en pourcentage de la consommation intérieure, avec des propositions allant jusqu'à 10 %. D'autres proposent une expansion proportionnelle à partir d'une base existante d'échanges, y compris compte tenu des importations courantes. Certains proposent aussi qu'il n'y ait pas de nouveaux contingents tarifaires, le caractère sensible étant alors traité par d'autres moyens, par exemple une mise en place différenciée. Il y a également une proposition concernant une approche suivant une «échelle mobile».

^{xii} Pour ce pilier, ainsi que pour les deux autres, il y a une convergence générale sur le fait que les pays en développement auront droit à des périodes de mise en œuvre plus longues, bien que cela reste à préciser concrètement.

^{xiii} Le tableau ci-dessous est donné à titre d'exemple pour montrer l'ampleur des divergences qui subsistent, uniquement sur la base des propositions postérieures à août 2005.

	Seuils	Plages d'abaissement (%)
Fourchette 1	0 %-20/50 %	15-25*
Fourchette 2	20/50 %-40/100 %	20-30*
Fourchette 3	40/100 %-60/150 %	25-35*
Fourchette 4	> 60/150 %	30-40*

* Une proposition a aussi été présentée selon laquelle les abaissements pour les pays en développement devraient être «légèrement moindres» que les abaissements tarifaires les plus élevés pour les pays développés indiqués dans le tableau qui précède (c'est-à-dire «légèrement moindres» que 65, 75, 85 et 90 %).

^{xiv} En tant qu'élément de certaines propositions conditionnelles concernant l'accès aux marchés global, présentées après juillet 2005.

^{xv} Si la zone de convergence qui apparaîtra au bout du compte pour les pays développés a sans aucun doute une incidence dans ce domaine, il a été proposé par un groupe de membres que les principes relatifs aux produits sensibles d'une façon générale et aux contingents tarifaires en particulier soient différents pour les pays en développement. Un autre groupe de membres a proposé, pendant la période postérieure à août, que les pays en développement aient droit à au moins 50 % de plus que le nombre maximal de lignes utilisées par tout membre développé. Cela reviendrait (sur la base des propositions des pays développés) à une variation potentielle comprise entre 1,5 et 22,5 % des lignes tarifaires. Ce dernier groupe a aussi proposé que les produits liés aux préférences de longue date soient désignés comme produits sensibles et qu'aucune expansion des contingents tarifaires ne se fasse «au détriment des contingents ACP existants». Cette opinion particulière a cependant été fortement contestée par d'autres membres qui soutiennent fermement que les produits tropicaux et les produits en rapport avec la diversification ne devraient pas du tout être désignés comme produits sensibles.

^{xvi} Certains membres font valoir que ce point doit être interprété comme signifiant l'accès total en franchise de droits et sans contingent tarifaire, d'autres comme moins que cela.

^{xvii} Voir la note 15 ci-dessus.

^{xviii} Il est aussi proposé que cela soit accompagné de règles d'origine simples et transparentes et d'autres mesures visant à traiter les obstacles non tarifaires.

^{xix} Des propositions concrètes ont été présentées, avec une approche en trois étapes: 80 % le premier jour, 10 % de plus après douze mois et la dernière tranche de 10 % une année plus tard.

^{xx} Un membre a indiqué qu'il était prêt à mettre en œuvre tous ses engagements dès le premier jour et en tout état de cause à faire en sorte de façon autonome que ses engagements visant à éliminer le soutien interne ayant le plus d'effets de distorsion des échanges, à éliminer toutes les formes de subventions à l'exportation et à offrir un accès NPF en franchise de droits et sans contingent pour le coton soient appliqués à compter de 2006.

^{xxi} Il apparaîtrait que cela englobe en particulier une question comme la progressivité des tarifs, dans les cas où elle décourage le développement des industries de transformation dans les pays producteurs de produits de base. Il est aussi question d'examiner et de clarifier ce qu'il en est des dispositions du GATT de 1994 se rapportant à la stabilisation des prix par l'adoption de systèmes de gestion de l'offre par les pays producteurs et le recours aux taxes et restrictions à l'exportation dans le cadre de ces systèmes. Les auteurs chercheraient à obtenir davantage, soit par exemple des engagements plus concrets dans le domaine des mesures non tarifaires et la révision effective des dispositions existantes. Il n'y a pas à ce stade de consensus dans ces derniers domaines, mais les questions fondamentales en jeu au moins sont bien comprises.

Annexe B

Accès aux marchés pour les produits non agricoles

Rapport du Président du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés au CNC

A. INTRODUCTION

1. Un commentaire du Président concernant l'état d'avancement des négociations sur l'AMNA a été établi en juillet 2005 et distribué dans le document JOB(05)/147 et Add.1 (ci-après dénommé le «commentaire du Président»). Le présent rapport, établi sous ma propre responsabilité, reflète l'état d'avancement des négociations sur l'AMNA au stade actuel du Programme de Doha pour le développement, et complète ledit commentaire.

2. Dans la perspective de la Réunion ministérielle qui aura lieu prochainement, la section B du présent rapport tente de mettre en évidence les domaines de convergence et de divergence au sujet des éléments de l'annexe B de la Décision adoptée par le Conseil général le 1^{er} août 2004 (ci-après dénommé le «cadre sur l'AMNA»), et de donner quelques indications quant à une manière de procéder possible pour l'avenir en ce qui concerne certains des éléments. La section C du rapport contient quelques remarques finales au sujet d'une action possible des ministres à Hong Kong.

3. Pour l'élaboration du présent rapport, des documents fournis par les membres ont été utilisés (ils sont énumérés dans le document TN/MA/S/16/Rev.2), de même que les discussions tenues lors des sessions ouvertes du Groupe, de réunions plurilatérales et de contacts bilatéraux, pour autant qu'ils n'aient pas le caractère de confessionnaux.

B. RÉSUMÉ DE LA SITUATION

4. Les modalités complètes doivent comporter un libellé détaillé et, lorsque cela est requis, des chiffres finals pour tous les éléments du cadre sur l'AMNA. Un accord devrait aussi contenir un plan de travail détaillé concernant le processus après l'établissement des modalités complètes aux fins de la présentation et de la vérification des listes de Doha et de leur mise en annexe à un instrument juridique. Tout en reconnaissant que des progrès ont été accomplis depuis l'adoption du cadre sur l'AMNA, il convient de dire que l'établissement des modalités complètes est, à l'heure actuelle, une perspective lointaine étant donné l'absence d'accord sur un certain nombre d'éléments du cadre sur l'AMNA, y compris la formule, les flexibilités prévues au paragraphe 8 et les droits non consolidés.

5. En ce qui concerne la structure de cette section, d'une manière générale les membres reconnaissent que les questions identifiées dans le paragraphe précédent sont les trois éléments du cadre sur l'AMNA pour lesquels des solutions sont requises en priorité, et qu'il faut les traiter conjointement. Nous commencerons donc ce rapport par ces trois sujets avant de passer aux autres éléments du cadre sur l'AMNA en suivant l'ordre dans lequel ils y sont présentés.

Formule (par. 4 du cadre sur l'AMNA)

6. En ce qui concerne la formule non linéaire, les choses ont évolué depuis l'adoption du cadre sur l'AMNA. Il y a une entente plus large sur la forme de la formule que les membres sont disposés à adopter dans ces négociations. De fait, les membres privilégient une formule suisse. Au cours des derniers mois, beaucoup de temps et d'efforts ont été consacrés à l'examen de l'incidence d'une telle formule, à la fois dans une optique défensive et dans une optique offensive. Pour ce qui est du détail de cette formule, il y a en gros deux variantes à l'examen: une formule avec un nombre limité de coefficients négociés et une formule où la valeur du coefficient de

chaque pays serait basée essentiellement sur la moyenne tarifaire des taux consolidés du membre considéré, d'où des coefficients multiples.

7. Afin de dépasser le stade du débat sur les avantages des deux options (et compte tenu du fait que ce qui importe dans l'analyse finale, c'est le niveau du coefficient), plus récemment les membres ont engagé une discussion sur les chiffres. Ce débat a été particulièrement utile, en particulier parce qu'il a démontré d'une manière quantifiable dans quelle mesure les critères établis au paragraphe 16 de la Déclaration ministérielle de Doha seraient remplis. S'il est évident que l'une des caractéristiques de cette formule est qu'elle traite les crêtes tarifaires, la progressivité des droits et les droits élevés (car elle abaisse davantage les droits élevés que les droits peu élevés), l'un des critères qui a suscité des divergences d'opinions a été celui d'«une réciprocité qui ne soit pas totale pour ce qui est des engagements de réduction» et la façon dont il conviendrait de la mesurer. Certains membres en développement sont d'avis que cela signifie des abaissements en pourcentage inférieurs à la moyenne, c'est-à-dire se traduisant par un coefficient plus élevé dans la formule, à ceux qui sont entrepris par les pays développés membres. Cependant, ces derniers ont indiqué qu'il y a d'autres moyens de mesurer une réciprocité qui ne soit pas totale pour ce qui est des engagements de réduction y compris les taux finals après l'abaissement fondé sur la formule qui seraient moindres sur leurs marchés que sur les marchés des pays en développement. Aussi, selon eux, une telle mesure d'une réciprocité qui ne soit pas totale pour ce qui est des engagements de réduction doit tenir compte non seulement de l'effort supplémentaire consenti par eux dans tous les domaines, mais aussi des flexibilités prévues au paragraphe 8 et du fait que plusieurs membres en développement et les PMA seraient exemptés des abaissements fondés sur la formule.

8. Les autres objectifs avancés par les membres développés et certains membres en développement comme faisant partie du mandat de Doha pour l'AMNA sont: l'harmonisation des droits de douane entre les membres; des abaissements des taux appliqués; et l'amélioration du commerce Sud-Sud. Cependant, ces objectifs ont été contestés par d'autres membres en développement qui estiment que, au contraire, ils ne font pas partie de ce mandat.

9. Au cours des discussions informelles, beaucoup de membres ont engagé un échange sur la base d'une approche à deux coefficients. Dans le contexte de ces débats, les coefficients qui ont été mentionnés pour les membres développés se situaient généralement dans une fourchette de 5 à 10, et pour les membres en développement dans une fourchette de 15 à 30, bien que certains membres en développement aient effectivement proposé des coefficients plus faibles pour les membres développés et des coefficients plus élevés pour les membres en développement. En outre, un coefficient de 10 pour les pays en développement a aussi été proposé par certains membres développés. Cependant, bien que cette discussion des chiffres soit une évolution positive, une réalité incontournable s'impose: la fourchette des coefficients est large et reflète la divergence qui existe quant aux attentes des membres concernant les contributions que leurs partenaires commerciaux devraient faire.

Flexibilités pour les membres en développement soumis à une formule (par. 8 du cadre sur l'AMNA)

10. En ce qui concerne les flexibilités prévues au paragraphe 8, la question du lien ou du non-lien entre ces flexibilités et le coefficient de la formule a été au centre des discussions. D'aucuns ont estimé que les flexibilités actuellement prévues dans le paragraphe 8 équivalent à 4-5 points additionnels s'ajoutant au coefficient de la formule, et qu'il faut donc prendre cet aspect en compte dans le coefficient pour les pays en développement. Un grand nombre de membres en développement ont répondu que ces flexibilités sont une disposition indépendante comme en témoigne le libellé de ladite disposition, et qu'elles ne devraient pas être liées au coefficient. Sinon, cela équivaldrait à rouvrir le cadre sur l'AMNA. Certains de ces membres ont aussi estimé

que les chiffres actuellement entre crochets sont le minimum requis pour leurs lignes tarifaires sensibles, et ils se sont dits préoccupés au sujet des conditions attachées à l'utilisation de ces flexibilités, telles que le plafonnement de la valeur des importations. Les membres développés ont répondu qu'ils ne cherchent pas à supprimer les flexibilités prévues au paragraphe 8 et, par conséquent, ne sont pas en train de rouvrir le cadre sur l'AMNA. Ils ont en outre fait observer que les chiffres du paragraphe 8 sont entre crochets précisément pour traduire le fait qu'ils ne sont pas fixés et devront peut-être être ajustés à la baisse en fonction du niveau du coefficient. En outre, la nécessité d'une transparence et d'une prévisibilité accrues en ce qui concerne les lignes tarifaires qui seraient visées par les flexibilités prévues au paragraphe 8 a été soulignée par certains de ces membres. Certains membres en développement ont aussi émis l'idée que les membres en développement qui ne veulent pas utiliser les flexibilités prévues au paragraphe 8 devraient avoir la possibilité de recourir à un coefficient plus élevé dans la formule si l'on voulait arriver à un résultat équilibré.

Lignes tarifaires non consolidées (par. 5, deuxième alinéa du cadre sur l'AMNA)

11. La discussion concernant les lignes tarifaires non consolidées a progressé. Les membres s'accordent à dire qu'une situation de consolidation totale serait un objectif souhaitable des négociations sur l'AMNA et ont de plus en plus le sentiment que les lignes tarifaires non consolidées devraient faire l'objet d'abaissements fondés sur la formule à condition qu'il y ait une solution pragmatique pour les lignes pour lesquelles les taux appliqués sont faibles. Cependant, certains membres ont souligné que leurs lignes tarifaires non consolidées assujetties à des taux appliqués élevés sont également sensibles et devraient être dûment prises en considération. Il apparaît maintenant que plusieurs membres souhaitent avancer sur la base d'une approche fondée sur une majoration non linéaire pour établir des taux de base et, dans le cas de certains de ces membres, à condition qu'une telle approche donne un résultat équitable. L'approche de la majoration non linéaire envisage l'ajout d'un certain nombre de points de pourcentage au taux appliqué de la ligne tarifaire non consolidée afin d'établir le taux de base à partir duquel la formule doit être appliquée. Cette approche comporte deux variantes. Dans l'une, un nombre constant de points de pourcentage est ajouté au taux appliqué afin d'établir le taux de base. L'autre variante consiste à avoir un nombre différent de points de pourcentage en fonction du niveau du taux appliqué. En d'autres termes, plus le taux appliqué est faible plus la majoration est élevée, et plus le taux appliqué est élevé plus la majoration est faible. Une proposition a aussi été présentée concernant une approche fondée sur une moyenne cible, qui prévoit d'établir une moyenne à l'aide d'une formule, les consolidations finales devant se situer autour de cette moyenne pour les lignes tarifaires non consolidées.

12. Dans la pratique, au cours de leurs discussions sur les lignes tarifaires non consolidées, les membres ont surtout mentionné la méthode de la majoration constante pour établir les taux de base. Dans le contexte de ces discussions, le chiffre retenu pour la majoration a été de l'ordre de 5 à 30 points de pourcentage. Là encore, l'écart entre ces deux chiffres est important, mais les membres se sont montrés disposés à faire preuve de flexibilité.

Autres éléments de la formule (par. 5 du cadre sur l'AMNA)

13. En ce qui concerne les produits visés (premier alinéa), les membres ont bien progressé s'agissant d'établir une liste de produits non agricoles comme le montre le document JOB(05)/226/Rev.2. La question principale est de savoir si cet exercice devrait déboucher sur une liste convenue ou sur des lignes directrices. Il apparaît que plusieurs membres sont en faveur de la première solution, tandis que certains ont exprimé leur préférence pour la seconde. En tout état de cause, il n'y a qu'un nombre limité de positions (17) au sujet desquelles des divergences existent et les membres devraient s'efforcer d'éliminer ces divergences aussi vite que possible.

14. Au sujet des équivalents *ad valorem* (cinquième alinéa), il a été convenu de convertir les droits non *ad valorem* en équivalents *ad valorem* sur la base de la méthodologie exposée dans le document JOB(05)/166/Rev.1 et de les consolider en termes *ad valorem*. À ce jour, quatre membres ont présenté leurs calculs préliminaires concernant les EAV, mais de nombreux autres ne l'ont pas encore fait. Ces membres devraient présenter ces renseignements aussi rapidement que possible afin de ménager suffisamment de temps pour la procédure de vérification multilatérale.

15. La question de savoir comment un crédit sera accordé pour la libéralisation autonome (quatrième alinéa) opérée par les pays en développement, à condition que les lignes tarifaires aient été consolidées sur une base NPF à l'OMC depuis la conclusion du Cycle d'Uruguay, n'a pas été discutée de manière approfondie depuis l'adoption du cadre sur l'AMNA. Cependant, cette question pourra être abordée d'une manière plus constructive une fois que l'on aura une idée plus précise de la formule.

16. Aucun des autres éléments de la formule tels que les abaissements des droits commençant à partir des taux consolidés après la mise en œuvre intégrale des engagements courants (deuxième alinéa), l'année de base (troisième alinéa), la nomenclature (sixième alinéa) et la période de référence pour les chiffres des importations (septième alinéa) n'a été examiné plus avant depuis juillet 2004, car tous étaient acceptables pour les membres comme l'indique actuellement le cadre sur l'AMNA.

Autres flexibilités pour les membres en développement

Membres pour lesquels la portée des consolidations est faible (par. 6 du cadre sur l'AMNA)

17. Une communication d'un groupe de membres en développement relevant des dispositions du paragraphe 6 a été présentée en juin 2005. Le texte proposait que les membres concernés par ce paragraphe soient encouragés à accroître d'une manière substantielle la portée de leurs consolidations, et à consolider leurs lignes tarifaires à un niveau compatible avec les besoins du développement et les besoins commerciaux, budgétaires et stratégiques de chacun. La discussion préliminaire à ce sujet a révélé des préoccupations concernant cette proposition qui rouvrirait ce paragraphe en cherchant à obtenir une amélioration des flexibilités qui y étaient prévues. La proposition doit faire l'objet d'une discussion plus approfondie. Cependant, il apparaît que la question qui préoccupe certains des membres visés par le paragraphe 6 ne se rapporte pas tant à la portée totale des consolidations mais plutôt au niveau moyen auquel ces membres seraient tenus de consolider leurs droits.

Flexibilités pour les PMA (par. 9 du cadre sur l'AMNA)

18. Il apparaît que les membres s'accordent à penser que les PMA détermineront eux-mêmes l'importance et le niveau des consolidations qu'ils feront. En même temps, les membres ont indiqué que cet accroissement substantiel des engagements en matière de consolidation qui est attendu des PMA devrait être opéré de bonne foi. À cet égard, certains repères ont été mentionnés, y compris la couverture et le niveau des consolidations opérées par d'autres PMA dans le cadre du Cycle d'Uruguay ainsi que par les PMA ayant accédé plus récemment.

Petites économies vulnérables

19. Un document a récemment été présenté par un groupe de membres qui propose entre autres choses des abaissements moindres et linéaires pour des membres identifiés grâce à un critère fondé sur la part des échanges. Si certains membres en développement et développés ont été sensibles à la situation de ces membres, des préoccupations ont été exprimées en ce qui concerne le seuil

utilisé pour établir l'admissibilité, ainsi que le traitement envisagé. D'autres membres en développement ont exprimé de sérieuses réserves concernant cette proposition qui, à leur avis, paraissait créer une nouvelle catégorie de membres en développement et réduire encore l'ambition des négociations sur l'AMNA. Les auteurs de cette proposition ont souligné que les petites économies vulnérables avaient des caractéristiques qui justifiaient un traitement spécial.

20. C'est là une question sur laquelle il y a d'importantes divergences d'opinions entre les membres en développement. Le sujet devra être approfondi. Les discussions pourraient être facilitées par des analyses statistiques supplémentaires.

Actions sectorielles (par. 7 du cadre sur l'AMNA)

21. Il apparaît que les travaux progressent bien en ce qui concerne la composante tarifaire sectorielle des négociations sur l'AMNA. Les travaux qui ont lieu dans le cadre d'un processus informel conduit par les membres ont été axés entre autres sur l'identification des secteurs, les produits visés, la participation, les taux finals et les dispositions adéquates concernant les flexibilités pour les pays en développement. À côté des actions sectorielles fondées sur une approche de la masse critique identifiée dans le commentaire du Président – bicyclettes, produits chimiques, matériel électronique/électrique, poisson, chaussures, produits forestiers, pierres gemmes et articles de bijouterie, produits pharmaceutiques et équipements médicaux, matières premières et articles de sport – je crois comprendre que des travaux sont en cours concernant d'autres secteurs, à savoir les vêtements, les automobiles/pièces d'automobiles et les textiles.

22. Si cette composante des négociations sur l'AMNA est reconnue dans le cadre sur l'AMNA comme étant un élément clef pour atteindre les objectifs énoncés au paragraphe 16 du mandat de Doha concernant l'AMNA, certains membres en développement ont posé la question de savoir s'il est justifié d'engager des négociations sectorielles avant d'avoir finalisé la formule. Beaucoup ont aussi réaffirmé que les actions sectorielles sont par nature volontaires. D'autres membres en développement ont aussi mentionné le fait que les actions sectorielles nuisent aux membres en développement plus petits à cause d'une érosion de leurs préférences. Toutefois, les auteurs de ces initiatives ont fait valoir que les actions sectorielles sont un autre élément clef des négociations sur l'AMNA et une modalité importante pour obtenir des résultats en ce qui concerne l'élimination des droits conformément au mandat du paragraphe 16 de la Déclaration ministérielle de Doha. En outre, ils ont fait observer que certaines des actions sectorielles étaient engagées à l'initiative de membres en développement. De plus, ces initiatives exigeaient un travail de fond et leur élaboration demandait du temps. En ce qui concerne l'érosion des préférences, il s'agissait d'une question transversale.

23. Les membres devront commencer à envisager des échéances pour la finalisation de ces travaux et la présentation des résultats qui seront appliqués sur une base NPF.

Accès aux marchés pour les PMA (par. 10 du cadre sur l'AMNA)

24. Au cours des discussions sur ce sujet, il a été noté que le Comité du commerce et du développement réuni en session extraordinaire examine actuellement la question de l'accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent pour les produits non agricoles originaires des PMA. Par conséquent, les membres sont conscients que les discussions au Comité auront très probablement une incidence sur cet élément du cadre sur l'AMNA et devraient être prises en compte en temps utile.

Membres ayant accédé récemment (par. 11 du cadre sur l'AMNA)

25. Les membres reconnaissent les engagements de vaste portée en matière d'accès aux marchés pris par les membres ayant accédé récemment au moment de leur accession. À partir des discussions qui ont eu lieu à ce sujet, il a été clarifié que les membres ayant accédé récemment qui sont des membres en développement ont accès aux flexibilités prévues au paragraphe 8. À titre de dispositions spéciales pour les réductions tarifaires pour les membres ayant accédé récemment, certains membres sont disposés à envisager des périodes de mise en œuvre plus longues que celles qui doivent être ménagées aux membres en développement. D'autres propositions telles qu'un coefficient plus élevé et des «délais de grâce» pour les membres ayant accédé récemment ont aussi été avancées, mais un certain nombre de membres se sont opposés à ces idées. Il y a également eu une communication présentée par quatre économies en transition à faible revenu qui ont demandé à être exemptées des abaissements fondés sur la formule, compte tenu de leurs contributions de fond au moment de leur accession à l'OMC et de la situation difficile dans laquelle se trouvent actuellement leurs économies. Bien que certains membres aient dit comprendre la situation de ces membres, ils ont exprimé l'idée que d'autres solutions seraient peut-être plus appropriées. Certains membres en développement ont par ailleurs dit craindre que cette proposition n'établisse une différenciation entre les membres. Il faut poursuivre la discussion sur ces questions.

Obstacles non tarifaires (par. 14 du cadre sur l'AMNA)

26. Depuis l'adoption du cadre de juillet 2004, les membres concentrent leur attention sur les obstacles non tarifaires en reconnaissance du fait qu'ils font partie intégrante des négociations sur l'AMNA et en sont une partie également importante. Certains membres affirment qu'ils constituent un obstacle plus important pour leurs exportations que les droits de douane. Le Groupe a consacré un temps considérable à l'identification, au classement en catégories et à l'examen des obstacles non tarifaires notifiés. Les membres utilisent des approches bilatérales, verticales et horizontales concernant les négociations sur les obstacles non tarifaires. Par exemple, de nombreux membres soulèvent des questions au niveau bilatéral avec leurs partenaires commerciaux. Des initiatives verticales sont en cours pour les automobiles, les produits électroniques et les produits du bois. Il y a eu quelques propositions de nature horizontale concernant les taxes à l'exportation, les restrictions à l'exportation et les produits remanufacturés. S'agissant des taxes à l'exportation, certains membres ont exprimé l'idée que ces mesures ne relèvent pas du mandat des négociations sur l'AMNA. Certains membres ont également évoqué dans d'autres groupes de négociation certains des obstacles non tarifaires qu'ils avaient notifiés initialement dans le contexte des négociations sur l'AMNA. Par exemple, un certain nombre de mesures de facilitation des échanges sont maintenant examinées au Groupe de négociation sur la facilitation des échanges. Certains autres membres ont également fait part de leur intention de soumettre des questions aux réunions ordinaires des comités de l'OMC. Les obstacles non tarifaires qu'il est actuellement proposé de négocier au Groupe de l'AMNA sont indiqués dans le document JOB(05)/85/Rev.3.

27. Certaines propositions de caractère procédural ont été présentées pour accélérer les travaux sur les obstacles non tarifaires, y compris une suggestion visant à tenir des sessions spécifiques sur les obstacles non tarifaires. Cette proposition et d'autres devront être examinées plus avant. Les membres devront aussi commencer à envisager certains délais pour la présentation de propositions de négociation spécifiques et les résultats concernant les obstacles non tarifaires.

Études et mesures de renforcement des capacités appropriées (par. 15 du cadre sur l'AMNA)

28. Il n'y a pas eu de discussion en tant que telle sur cet élément puisqu'il fait en permanence partie intégrante du processus de négociation. Plusieurs documents ont été établis par le secrétariat au cours des négociations et les activités du secrétariat en matière de renforcement des capacités

ont considérablement augmenté depuis le lancement du Programme de Doha pour le développement. Il faudra poursuivre ces activités en tenant compte de l'évolution des négociations.

Préférences non réciproques (par. 16 du cadre sur l'AMNA)

29. En réponse aux demandes de certains membres qui souhaitaient avoir une meilleure idée de la portée du problème, le Groupe ACP a distribué une liste indicative de produits (170 lignes tarifaires à six chiffres du SH) vulnérables face à l'érosion des préférences sur les marchés des Communautés européennes et des États-Unis, identifiés par un indice de vulnérabilité. Des simulations ont par ailleurs été présentées par le Groupe africain. Certains membres en développement se sont dits préoccupés par le fait que les lignes tarifaires énumérées couvraient la majorité de leurs exportations, ou couvraient des exportations essentielles vers ces marchés et constituaient aussi précisément les lignes pour lesquelles ils demandaient des abaissements NPF. En conséquence, pour ces membres, il était impossible d'envisager une solution comportant moins que des abaissements complets fondés sur la formule ou un échelonnement plus long. À cet égard, ils se sont dits préoccupés par le fait que des solutions non commerciales n'étaient pas examinées. Pour ceux qui ont présenté une proposition sur cette question, une solution commerciale était nécessaire parce qu'il s'agissait d'un problème commercial. Selon eux, leur proposition ne compromettrait pas la libéralisation des échanges car ils cherchaient à gérer cette libéralisation pour un nombre limité de produits.

30. Ce sujet est très délicat précisément parce que les intérêts des deux groupes de membres en développement sont en conflit direct. En outre, c'est une question transversale, ce qui la rend d'autant plus sensible. La liste de produits susmentionnée a été utile pour cerner le problème et peut aider les membres à engager une discussion plus ciblée, mais il est clair que toutes les parties concernées devront faire preuve de pragmatisme.

Biens environnementaux (par. 17 du cadre sur l'AMNA)

31. Depuis l'adoption du cadre de juillet en 2004, des discussions limitées ont eu lieu à ce sujet au Groupe. Cependant, il est noté qu'une grande partie des travaux visés au paragraphe 31 iii) de la Déclaration ministérielle de Doha a été entreprise par le Comité du commerce et de l'environnement réuni en session extraordinaire. Il faudrait une coordination étroite entre les deux groupes de négociation et il serait nécessaire que le Groupe de négociation sur l'AMNA fasse en temps voulu le bilan des travaux entrepris dans ce comité.

Autres éléments du cadre sur l'AMNA

32. Le Groupe n'a pas eu de débat de fond sur les autres éléments du cadre sur l'AMNA, comme les modalités supplémentaires (par. 12), l'élimination des droits peu élevés (par. 13) et la dépendance à l'égard des recettes tarifaires (par. 16). Cela tient en partie à la nature des questions ou au fait que davantage de renseignements sont requis des auteurs des propositions. S'agissant des modalités supplémentaires, elles présenteront plus d'intérêt une fois que la formule aura été finalisée. Pour ce qui est de l'élimination des droits peu élevés, il sera peut-être plus utile d'examiner cette question une fois qu'on aura une meilleure idée de l'issue probable des négociations sur l'AMNA. En ce qui concerne la dépendance à l'égard des recettes tarifaires, la nature et la portée du problème doivent être clarifiées par les auteurs des propositions.

C. REMARQUES FINALES

33. Comme on peut le voir d'après le rapport ci-dessus, les membres sont loin d'arriver à des modalités complètes. Cela est extrêmement inquiétant. Il faudra un effort majeur de la part de tous pour que l'objectif consistant à conclure les négociations sur l'AMNA pour la fin de 2006 puisse être réalisé.

34. À cette fin, je soulignerai qu'un objectif essentiel pour Hong Kong est d'arriver à une entente sur la formule, les flexibilités prévues au paragraphe 8 et les droits non consolidés. Il est important que les ministres avancent de manière décisive sur ces éléments de façon que le résultat global soit acceptable pour tous. Cela donnera l'élan nécessaire pour essayer d'atteindre rapidement par la suite l'objectif des modalités complètes pour les négociations sur l'AMNA.

35. En particulier, les ministres devraient:

- Parvenir à un accord sur la structure finale de la formule et rétrécir la fourchette de chiffres;
- Éliminer leurs divergences fondamentales au sujet des flexibilités prévues au paragraphe 8;
- Clarifier si l'approche de la majoration constante est la voie à suivre et, dans l'affirmative, rétrécir la fourchette de chiffres.

Annexe C

Services

Objectifs

1. Pour obtenir une élévation progressive du niveau de libéralisation du commerce des services, une flexibilité appropriée étant ménagée aux différents pays en développement membres, nous convenons que lorsque les membres prendront leurs engagements nouveaux et améliorés, ils devraient être guidés, le plus possible, par les objectifs suivants:

- a) Mode 1
 - i) Engagements aux niveaux d'accès aux marchés existants sur une base non discriminatoire pour les différents secteurs qui intéressent les membres;
 - ii) Suppression des prescriptions existantes en matière de présence commerciale;
- b) Mode 2
 - i) Engagements aux niveaux d'accès aux marchés existants sur une base non discriminatoire pour les différents secteurs qui intéressent les membres;
 - ii) Engagements concernant le mode 2 dans les cas où il existe des engagements concernant le mode 1;
- c) Mode 3
 - i) Engagements concernant l'amélioration des niveaux de participation étrangère au capital ou suppression ou réduction substantielle des examens des besoins économiques;
 - ii) Engagements prévoyant une plus grande flexibilité en ce qui concerne les types d'entité juridique autorisés;
- d) Mode 4
 - i) Engagements nouveaux ou améliorés concernant les catégories des fournisseurs de services contractuels, des professionnels indépendants et autres, sans lien avec la présence commerciale, pour prendre en compte, entre autres choses:
 - La suppression ou la réduction substantielle des examens des besoins économiques;
 - L'indication de la durée du séjour prescrite et de la possibilité de renouvellement, le cas échéant;
 - ii) Engagements nouveaux ou améliorés concernant les catégories des personnes transférées à l'intérieur d'une société et des personnes en voyage d'affaires pour prendre en compte, entre autres choses:
 - La suppression ou la réduction substantielle des examens des besoins économiques;

- L'indication de la durée du séjour prescrite et de la possibilité de renouvellement, le cas échéant;
 - e) Exemptions de l'obligation NPF
 - i) Suppression ou réduction substantielle des exemptions de l'obligation de traitement de la nation la plus favorisée (NPF);
 - ii) Clarification des exemptions de l'obligation NPF restantes pour ce qui est du champ d'application et de la durée;
 - f) Inscription des engagements dans les listes
 - i) Assurer la clarté, la sécurité, la comparabilité et la cohérence dans l'inscription dans les listes et la classification des engagements par le respect, entre autres, des Lignes directrices pour l'établissement des listes en application de la décision du Conseil du commerce des services adoptée le 23 mars 2001;
 - ii) Faire en sorte que l'inscription dans les listes de tous examens des besoins économiques restants respecte les Lignes directrices pour l'établissement des listes en application de la décision du Conseil du commerce des services adoptée le 23 mars 2001.
2. À titre de référence pour les négociations fondées sur les demandes-offres, les objectifs sectoriels et modaux identifiés par les membres pourront être pris en considération⁶².
3. Les membres assureront la mise en œuvre totale et effective des Modalités du traitement spécial pour les pays les moins avancés membres dans les négociations sur le commerce des services (Modalités pour les PMA), adoptées par la session extraordinaire du Conseil du commerce des services le 3 septembre 2003, en vue de l'intégration fructueuse et véritable des PMA dans le système commercial multilatéral.
4. Les membres doivent intensifier leurs efforts pour conclure les négociations sur l'élaboration de règles au titre des articles X, XIII et XV de l'AGCS conformément à leurs mandats et échéanciers respectifs:
- a) Les membres devraient engager des discussions plus ciblées en rapport avec les questions techniques et procédurales relatives au fonctionnement et à l'application de toutes mesures de sauvegarde d'urgence possibles dans le domaine des services;
 - b) En ce qui concerne les marchés publics, les membres devraient engager des discussions plus ciblées et dans ce contexte mettre davantage l'accent sur les propositions des membres, conformément à l'article XIII de l'AGCS;
 - c) En ce qui concerne les subventions, les membres devraient intensifier leurs efforts pour accélérer et achever l'échange de renseignements requis aux fins de ces négociations, et devraient engager des discussions plus ciblées sur les propositions des membres, y compris l'élaboration d'une définition pratique possible des subventions dans le domaine des services;

⁶² Joints au rapport du Président au Comité des négociations commerciales du 28 novembre 2005, reproduit dans le document TN/S/23. Cette annexe n'a pas de statut juridique.

5. Les membres élaboreront des disciplines relatives à la réglementation intérieure conformément au mandat au titre de l'article VI:4 de l'AGCS avant la fin de la série de négociations en cours. Nous demandons aux membres d'élaborer un texte pour adoption. Ce faisant, les membres prendront en considération les propositions et la liste exemplative d'éléments possibles de disciplines au titre de l'article VI:4⁶³.

Approches

6. Conformément aux principes et objectifs ci-dessus, nous convenons d'intensifier et d'accélérer les négociations fondées sur les demandes-offres, qui resteront la principale méthode de négociation, en vue d'obtenir des engagements substantiels.

7. En plus des négociations bilatérales, nous convenons que les négociations fondées sur les demandes-offres devraient également être menées sur une base plurilatérale conformément aux principes énoncés dans l'AGCS et aux Lignes directrices et procédures pour les négociations sur le commerce des services. Les résultats de telles négociations seront étendus, sur une base NPF. Ces négociations seraient organisées de la manière suivante:

a) Tout membre ou groupe de membres pourra présenter des demandes ou des demandes collectives à d'autres membres pour tout secteur ou mode de fourniture spécifique, indiquant leurs objectifs pour les négociations concernant ce secteur ou mode de fourniture;

b) Les membres auxquels ces demandes auront été adressées examineront ces demandes, conformément aux paragraphes 2 et 4 de l'article XIX de l'AGCS et au paragraphe 11 des Lignes directrices et procédures pour les négociations sur le commerce des services;

c) Les négociations plurilatérales devraient être organisées en vue de faciliter la participation de tous les membres, compte tenu de la capacité limitée des pays en développement et des petites délégations de participer à ces négociations.

8. Les propositions sur les préoccupations liées au commerce des petites économies seront dûment prises en considération.

9. Les membres, au cours des négociations, élaboreront des méthodes pour assurer la mise en œuvre totale et effective des Modalités pour les PMA, y compris, rapidement:

a) En élaborant des mécanismes appropriés pour accorder une priorité spéciale y compris aux secteurs et modes de fourniture qui présentent un intérêt pour les PMA conformément à l'article IV:3 de l'AGCS et au paragraphe 7 des Modalités pour les PMA;

b) En prenant des engagements, dans la mesure du possible, dans les secteurs et pour les modes de fourniture identifiés, ou devant être identifiés, par les PMA qui constituent une priorité dans leurs politiques de développement conformément aux paragraphes 6 et 9 des Modalités pour les PMA;

c) En accordant une assistance aux PMA pour leur permettre d'identifier les secteurs et les modes de fourniture qui constituent des priorités de développement;

d) En assurant aux PMA une assistance technique et un renforcement des capacités ciblés et effectifs, conformément aux Modalités pour les PMA, en particulier les paragraphes 8 et 12;

⁶³ Jointes au rapport du Président du Groupe de travail de la réglementation intérieure à la session extraordinaire du Conseil du commerce des services du 15 novembre 2005, reproduit dans le document JOB(05)/280.

e) En élaborant un mécanisme d'établissement de rapports pour faciliter l'examen requis au paragraphe 13 des Modalités pour les PMA.

10. Une assistance technique ciblée devrait être fournie par l'intermédiaire, entre autres, du secrétariat de l'OMC, en vue de permettre aux pays en développement et aux pays les moins avancés de participer effectivement aux négociations. En particulier et conformément au paragraphe 51 sur la coopération technique de la présente Déclaration, une assistance technique ciblée devrait être accordée à tous les pays en développement leur permettant de participer pleinement à la négociation. En outre, une telle assistance devrait être fournie pour, entre autres choses, compiler et analyser des données statistiques sur le commerce des services, évaluer les intérêts dans le commerce des services et les gains qui en résultent, renforcer la capacité de réglementation, en particulier pour les secteurs de services où une libéralisation est entreprise par les pays en développement.

Échéanciers

11. Reconnaissant qu'un échéancier effectif est nécessaire afin de mener à bien les négociations, nous convenons que les négociations respecteront les dates suivantes:

- a) Toutes offres initiales qui n'ont pas encore été présentées le seront dès que possible;
- b) Les groupes de membres adressant des demandes plurilatérales à d'autres membres devraient présenter ces demandes pour le 28 février 2006 ou dès que possible après cette date;
- c) Une deuxième série d'offres révisées sera présentée pour le 31 juillet 2006;
- d) Des projets de listes finales d'engagements seront présentés pour le 31 octobre 2006;
- e) Les membres s'efforceront de satisfaire aux prescriptions énoncées au paragraphe 9 a) avant la date indiquée au paragraphe 11 c).

Examen des progrès

12. La session extraordinaire du Conseil du commerce des services examinera les progrès accomplis dans les négociations et surveillera la mise en œuvre des objectifs, approches et échéanciers figurant dans la présente annexe.

Annexe D

Règles

I. Antidumping et subventions et mesures compensatoires, y compris les subventions aux pêcheries

Nous:

1. *Reconnaissons* que l'obtention de résultats substantiels sur tous les aspects du mandat concernant les règles, sous la forme d'amendements de l'Accord antidumping et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (SMC), est important pour le développement du système commercial multilatéral fondé sur des règles et pour l'équilibre global des résultats dans le cadre du PDD;
2. *Visons* à obtenir dans les négociations sur les règles de nouvelles améliorations, en particulier, de la transparence, de la prévisibilité et de la clarté des disciplines pertinentes, dans l'intérêt de tous les membres, y compris en particulier des membres en développement et les moins avancés. À cet égard, la dimension développement des négociations doit être prise en considération en tant que partie intégrante de tout résultat;
3. *Demandons* aux participants, quand ils envisageront des clarifications et des améliorations possibles dans le domaine de l'antidumping, de tenir compte, entre autres choses: a) de la nécessité d'éviter le recours injustifié aux mesures antidumping, tout en préservant les concepts et principes fondamentaux ainsi que l'efficacité de l'instrument et ses objectifs, dans les cas où de telles mesures sont justifiées; et b) de l'opportunité de limiter les coûts et la complexité des procédures pour les parties intéressées comme pour les autorités chargées de l'enquête, tout en renforçant la régularité, la transparence et la prévisibilité de ces procédures et de ces mesures;
4. *Considérons* que les négociations sur l'antidumping devraient, selon qu'il sera approprié, clarifier et améliorer les règles concernant, entre autres choses: a) les déterminations de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité et l'application de mesures; b) les procédures régissant l'ouverture, le déroulement et l'achèvement des enquêtes antidumping, y compris en vue de renforcer la régularité de la procédure et d'accroître la transparence; et c) le niveau, la portée et la durée des mesures, y compris la fixation du droit, les réexamens intérimaires et réexamens liés à de nouveaux exportateurs, l'extinction et les procédures anticontournement;
5. *Reconnaissons* que les négociations sur l'antidumping se sont intensifiées et approfondies, que les participants font preuve d'un niveau élevé d'engagement constructif et que le processus de discussion rigoureuse des questions fondé sur des propositions textuelles spécifiques d'amendement de l'Accord antidumping a été productif et constitue une étape nécessaire pour l'obtention des résultats substantiels que les ministres sont déterminés à atteindre;
6. *Notons* que, dans les négociations sur l'antidumping, le Groupe de négociation sur les règles a discuté en détail des propositions sur des questions telles que les déterminations de l'existence d'un dommage/liens de causalité, la règle du droit moindre, l'intérêt public, la transparence et la régularité de la procédure, les

réexamens intérimaires, l'extinction, la fixation du droit, le contournement, l'utilisation des données de fait disponibles, l'examen limité et les taux résiduels globaux, le règlement des différends, la définition des importations faisant l'objet d'un dumping, les parties affiliées, le produit considéré et l'ouverture et l'achèvement des enquêtes, et que ce processus de discussion des propositions dont le Groupe est saisi ou qui lui seront soumises se poursuivra après Hong Kong;

7. *Notons*, en ce qui concerne les subventions et les mesures compensatoires, que si des propositions d'amendements de l'Accord SMC ont été présentées sur un certain nombre de questions, y compris la définition d'une subvention, la spécificité, les subventions prohibées, le préjudice grave, les crédits et les garanties à l'exportation et l'imputation de l'avantage, il est nécessaire d'approfondir l'analyse sur la base de propositions textuelles spécifiques afin d'assurer un résultat équilibré dans tous les domaines relevant du mandat du Groupe;
8. *Notons* l'opportunité d'appliquer à la fois aux mesures antidumping et aux mesures compensatoires toutes clarifications et améliorations qui sont pertinentes et appropriées pour les deux instruments;
9. *Rappelons* notre engagement pris à Doha en faveur du renforcement du soutien mutuel du commerce et de l'environnement, *notons* qu'il est largement admis que le Groupe devrait renforcer les disciplines sur les subventions dans le secteur des pêcheries, y compris par la prohibition de certaines formes de subventions aux pêcheries qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche, et *demandons* aux participants d'entreprendre rapidement d'autres travaux détaillés, entre autres choses pour établir la nature et la portée de ces disciplines, y compris la transparence et la possibilité de les faire respecter. Un traitement spécial et différencié approprié et effectif pour les membres en développement et les moins avancés devrait faire partie intégrante des négociations sur les subventions aux pêcheries, compte tenu de l'importance de ce secteur pour les priorités de développement, la réduction de la pauvreté et les préoccupations en matière de garantie des moyens d'existence et de sécurité alimentaire;
10. *Prescrivons* au Groupe d'intensifier et d'accélérer le processus de négociation dans tous les domaines relevant de son mandat, sur la base des propositions de texte détaillées dont le Groupe est saisi ou qui lui seront soumises et d'achever le processus d'analyse des propositions des participants concernant l'Accord antidumping et l'Accord SMC dès que possible;
11. *Donnons pour mandat* au Président d'établir, suffisamment tôt pour assurer des résultats en temps voulu dans le contexte de la date butoir de 2006 fixée pour le Programme de Doha pour le développement et compte tenu des progrès dans d'autres domaines des négociations, des textes récapitulatifs de l'Accord antidumping et de l'Accord SMC qui serviront de base pour la phase finale des négociations.

II. Accords commerciaux régionaux

1. Nous nous félicitons des progrès dans les négociations visant à clarifier et à améliorer les disciplines et procédures de l'OMC relatives aux accords commerciaux régionaux (ACR). Ces accords, qui peuvent favoriser la libéralisation des échanges et promouvoir le développement, sont devenus un élément important de la politique commerciale de la quasi-totalité des membres.

La transparence des ACR revêt par conséquent un intérêt systémique tout comme les disciplines qui assurent la complémentarité des ACR et de l'OMC.

2. Nous saluons les progrès dans la définition des éléments d'un mécanisme de transparence pour les ACR, visant, en particulier, à améliorer les procédures existantes de l'OMC pour le rassemblement des renseignements factuels sur les ACR, sans préjudice des droits et obligations des membres. Nous donnons pour instruction au Groupe de négociation sur les règles d'intensifier ses efforts pour résoudre les questions en suspens, en vue d'arriver à une décision provisoire sur la transparence des ACR pour le 30 avril 2006.

3. Nous notons aussi avec satisfaction les travaux du Groupe de négociation sur les règles concernant les disciplines de l'OMC régissant les ACR, y compris entre autres choses concernant la prescription «l'essentiel des échanges commerciaux», la durée des périodes de transition pour les ACR et les aspects relatifs au développement des ACR. Nous donnons pour instruction au Groupe d'intensifier les négociations, sur la base de propositions de texte dès que possible après la sixième Conférence ministérielle, de façon à arriver à des résultats appropriés pour la fin de 2006.

Annexe E

Facilitation des échanges

Rapport du Groupe de négociation sur la facilitation des échanges au CNC

1. Depuis son établissement le 12 octobre 2004, le Groupe de négociation sur la facilitation des échanges s'est réuni 11 fois pour mener des travaux dans le cadre du mandat énoncé à l'annexe D de la Décision adoptée par le Conseil général le 1^{er} août 2004. Les négociations bénéficient du fait que le mandat permet de traiter directement la dimension développement centrale des négociations de Doha grâce aux avantages largement reconnus des réformes en matière de facilitation des échanges pour tous les membres de l'OMC, au renforcement de la capacité de facilitation des échanges dans les pays en développement et les PMA et aux dispositions relatives au traitement spécial et différencié qui assurent la flexibilité. Sur la base du plan de travail du Groupe (TN/TF/1), les membres ont contribué au programme convenu du Groupe, présentant 60 communications écrites émanant de plus de 100 délégations. Les membres apprécient la façon transparente et ouverte dont les négociations sont menées.

2. Des progrès appréciables ont été accomplis dans tous les domaines visés par le mandat, grâce aux contributions tant verbales qu'écrites des membres. Une partie considérable des réunions du Groupe de négociation a été consacrée à l'objectif de négociation qui est d'améliorer et de clarifier les aspects pertinents des articles V, VIII et X du GATT, à propos desquels 40 communications écrites environ⁶⁴ ont été présentées par des membres représentant l'ensemble des membres de l'OMC. Grâce aux analyses figurant dans ces communications et aux questions et réponses connexes (JOB(05)/222), les membres ont amélioré leur compréhension des mesures en question et travaillent à l'élaboration d'une base commune au sujet de nombreux aspects de cette partie du mandat de négociation. Nombre de ces communications visaient également l'objectif de négociation consistant à accroître l'assistance technique et le soutien pour le renforcement des capacités en matière de facilitation des échanges, ainsi que l'application pratique du principe du traitement spécial et différencié. Le Groupe a aussi examiné d'autres communications utiles consacrées à ces questions⁶⁵. Des avancées ont également été faites quant à l'objectif consistant à définir des dispositions pour une coopération effective entre les services des douanes ou tous autres organismes appropriés sur les questions de facilitation des échanges et de respect des procédures douanières, deux propositions écrites ayant été discutées⁶⁶. Les membres ont également apporté une précieuse contribution en ce qui concerne l'identification des besoins et priorités en matière de facilitation des échanges, les aspects relatifs au développement, les conséquences du point de vue des coûts et la coopération interinstitutions⁶⁷.

3. Une contribution utile a été apportée par quelques membres sous la forme de documents⁶⁸ traitant de l'expérience nationale qui décrivent les processus de réforme pour la facilitation des échanges. Reconnaisant l'utilité de cet aspect des négociations pour les pays en développement et les PMA, le Groupe de négociation recommande que les membres soient encouragés à poursuivre cet exercice d'échange de renseignements.

4. Faisant fond sur les progrès accomplis à ce jour dans les négociations et en vue d'élaborer un ensemble d'engagements multilatéraux concernant tous les éléments du mandat, le Groupe de

⁶⁴ TN/TF/W/6 à W/15, W/17 à W/26, W/28, W/30 à W/32, W/34 à 36, W/38 à W/40, W/42, W/44 à W/49, W/53, W/55, W/58, W/60 à W/62, W/64 à W/67, W/69 et W/70.

⁶⁵ TN/TF/W/33, W/41, W/56, W/63, W/73 et W/74.

⁶⁶ TN/TF/W/57 et W/68.

⁶⁷ TN/TF/W/29, W/33, W/41, W/62 et W/63.

⁶⁸ TN/TF/W/48, W/50, W/53, W/55, W/58, W/60, W/61, W/65, W/69 et W/75.

négociation recommande de continuer à intensifier les négociations sur la base des propositions des membres décrites dans le document TN/TF/W/43/Rev.4 et de toutes nouvelles propositions qui seront présentées. Sans préjudice des positions des différents membres concernant chaque proposition, une liste: I) des mesures proposées visant à améliorer et à clarifier les articles V, VIII et X du GATT; II) des dispositions proposées concernant une coopération effective entre les services des douanes et autres organismes au sujet des questions de facilitation des échanges et de respect des procédures douanières; et III) des communications à caractère transversal; est donnée ci-après pour faciliter la poursuite des négociations. Dans le cadre des travaux en question et lorsqu'ils présentent d'autres propositions, les membres devraient garder à l'esprit la date limite globale fixée pour achever les négociations et la nécessité qui en découle de passer à une phase rédactionnelle ciblée assez tôt après la sixième Conférence ministérielle pour permettre la conclusion en temps voulu de négociations fondées sur des textes concernant tous les aspects du mandat.

5. Les travaux doivent se poursuivre et s'étendre de manière à passer au processus d'identification des besoins et des priorités des différents membres en matière de facilitation des échanges et des conséquences des mesures possibles du point de vue des coûts. Le Groupe de négociation recommande que les organisations internationales pertinentes soient invitées à continuer à aider les membres dans ce processus, en reconnaissance des importantes contributions qu'elles apportent déjà, et qu'elles soient encouragées à poursuivre et à intensifier leurs travaux d'une façon plus générale pour soutenir les négociations.

6. Compte tenu du fait que l'assistance technique et le renforcement des capacités sont d'une importance vitale pour permettre aux pays en développement et aux PMA de participer pleinement aux négociations et d'en tirer parti, le Groupe de négociation recommande que les engagements dans ce domaine qui figurent dans le mandat énoncé à l'annexe D soient confirmés, renforcés et rendus opérationnels en temps voulu. Pour faire aboutir les négociations, une attention particulière doit être accordée au soutien de l'assistance technique et du renforcement des capacités qui permettront aux pays en développement et aux PMA de prendre part effectivement aux négociations, ainsi qu'à l'assistance technique et au renforcement des capacités nécessaires pour mettre en œuvre les résultats des négociations de façon précise, effective et opérationnelle et compte tenu des besoins et priorités des pays en développement et des PMA en matière de facilitation des échanges. Reconnaisant l'assistance utile qui est déjà fournie dans ce domaine, le Groupe de négociation recommande que les membres, en particulier les pays développés, continuent à intensifier leur soutien de manière globale, à long terme et de manière durable, ces activités étant appuyées par un financement sûr.

7. Le Groupe de négociation recommande aussi d'approfondir et d'intensifier les négociations concernant la question du traitement spécial et différencié, le but étant d'élaborer des dispositions relatives au traitement spécial et différencié qui soient précises, effectives et opérationnelles et qui ménagent la flexibilité nécessaire pour la mise en œuvre des résultats des négociations. Réaffirmant les liens entre les éléments de l'annexe D, le Groupe de négociation recommande que les négociations futures sur le traitement spécial et différencié fassent fond sur les contributions présentées par les membres dans le contexte des mesures liées aux articles V, VIII et X du GATT et dans leurs propositions de nature transversale concernant le traitement spécial et différencié.

**I. MESURES PROPOSÉES VISANT À AMÉLIORER ET À CLARIFIER
LES ARTICLES V, VIII ET X DU GATT**

A. PUBLICATION ET DISPONIBILITÉ DES RENSEIGNEMENTS

- Publication des règlements relatifs au commerce;
- Publication des dispositions relatives aux pénalités;
- Publication sur Internet;
 - a) Des éléments indiqués à l'article X du GATT de 1994;
 - b) De renseignements déterminés indiquant l'ordre des procédures et les autres obligations à remplir pour importer des marchandises;
- Notification des règlements relatifs au commerce;
- Établissement de points d'information/points de coordination nationaux uniques/centres d'information;
- Autres mesures visant à améliorer la disponibilité des renseignements.

B. DÉLAIS ENTRE LA PUBLICATION ET LA MISE EN ŒUVRE

- Intervalle entre la publication et l'entrée en vigueur.

**C. CONSULTATIONS ET PRÉSENTATION D'OBSERVATIONS SUR LES RÈGLES ET
PROCÉDURES NOUVELLES ET MODIFIÉES**

- Consultations et présentation d'observations préalables sur les règles et procédures nouvelles et modifiées;
- Renseignements sur les objectifs de politique visés.

D. DÉCISIONS ANTICIPÉES

- Communication des décisions anticipées.

E. PROCÉDURES D'APPEL

- Droit de faire appel;
- Mainlevée des marchandises en cas d'appel.

**F. AUTRES MESURES VISANT À AMÉLIORER L'IMPARTIALITÉ ET
LA NON-DISCRIMINATION**

- Application uniforme des règlements relatifs au commerce;
- Maintien et renforcement de l'intégrité et de l'éthique parmi les fonctionnaires;

- a) Mise en place d'un code de conduite;
- b) Systèmes informatisés pour réduire/éliminer le pouvoir discrétionnaire;
- c) Système de pénalités;
- d) Assistance technique pour créer/renforcer les capacités en matière de prévention des infractions douanières et de lutte contre ces infractions;
- e) Nomination d'agents chargés de l'éducation et de la formation;
- f) Mécanismes de coordination et de contrôle.

G. REDEVANCES ET IMPOSITIONS SE RAPPORTANT À L'IMPORTATION ET À L'EXPORTATION

- Disciplines générales concernant les redevances et impositions perçues à l'importation et à l'exportation ou à l'occasion de l'importation et de l'exportation;
 - a) Paramètres spécifiques pour les redevances/impositions;
 - b) Publication/notification des redevances/impositions;
 - c) Interdiction de percevoir des redevances et impositions non publiées;
 - d) Réexamen périodique des redevances/impositions;
 - e) Paiement automatisé;
- Réduction/limitation au minimum du nombre et de la diversité des redevances/impositions.

H. FORMALITÉS SE RAPPORTANT À L'IMPORTATION ET À L'EXPORTATION

- Disciplines concernant les formalités/procédures et les prescriptions en matière de données/documents se rapportant à l'importation et à l'exportation;
 - a) Non-discrimination;
 - b) Réexamen périodique des formalités et des prescriptions;
 - c) Réduction/limitation des formalités et des prescriptions en matière de documents;
 - d) Recours aux normes internationales;
 - e) Code douanier uniforme;
 - f) Acceptation des renseignements disponibles sur le plan commercial et des copies de documents;
 - g) Automatisation;
 - h) Guichet unique/présentation unique;

- i) Élimination de l'inspection avant expédition;
- j) Élimination progressive du recours obligatoire aux courtiers en douane.

I. AUTHENTIFICATION PAR LES CONSULATS

- Interdiction d'imposer des formalités consulaires.

J. COOPÉRATION ENTRE LES ORGANISMES À LA FRONTIÈRE

- Coordination des activités et des prescriptions de tous les organismes présents aux frontières.

K. MAINLEVÉE ET DÉDOUANEMENT DES MARCHANDISES

- Procédures accélérées/simplifiées pour la mainlevée et le dédouanement des marchandises;
 - a) Dédouanement avant l'arrivée;
 - b) Procédures accélérées pour les envois exprès;
 - c) Gestion/analyse des risques; négociants agréés;
 - d) Contrôle après dédouanement;
 - e) Séparation de la mainlevée des procédures de dédouanement;
 - f) Autres mesures visant à simplifier la mainlevée et le dédouanement;
- Établissement et publication des temps moyens nécessaires à la mainlevée et au dédouanement.

L. CLASSIFICATION TARIFAIRE

- Critères objectifs pour la classification tarifaire.

M. QUESTIONS RELATIVES AU TRANSIT DES MARCHANDISES

- Renforcement de la non-discrimination;
- Disciplines concernant les redevances et les impositions;
 - a) Publication des redevances et impositions et interdiction de percevoir des redevances et impositions non publiées;
 - b) Réexamen périodique des redevances et impositions;
 - c) Disciplines plus effectives concernant les impositions applicables au transit;
 - d) Échanges périodiques entre les autorités des pays voisins;

- Disciplines concernant les formalités de transit et les prescriptions en matière de documents pour le transit;
 - a) Réexamen périodique;
 - b) Réduction/simplification;
 - c) Harmonisation/normalisation;
 - d) Promotion des arrangements régionaux de transit;
 - e) Dédouanement simplifié et préférentiel pour certaines marchandises;
 - f) Limitation des inspections et contrôles;
 - g) Scelllements;
 - h) Coopération et coordination concernant les prescriptions en matière de documents;
 - i) Surveillance;
 - j) Régime de transport sous douane/garanties;
- Amélioration de la coordination et de la coopération;
 - a) Entre les autorités;
 - b) Entre les autorités et le secteur privé;
- Mise en œuvre effective et clarification des termes.

II. DISPOSITIONS PROPOSÉES CONCERNANT UNE COOPÉRATION EFFECTIVE ENTRE LES SERVICES DES DOUANES ET AUTRES ORGANISMES AU SUJET DES QUESTIONS DE FACILITATION DES ÉCHANGES ET DE RESPECT DES PROCÉDURES DOUANIÈRES

- Mécanisme multilatéral pour l'échange et le traitement des renseignements.

III. COMMUNICATIONS À CARACTÈRE TRANSVERSAL

1. Identification des besoins et priorités

- Outil général pour évaluer les besoins et priorités ainsi que les niveaux actuels de facilitation des échanges;
- Utilisation des résultats de l'évaluation en tant que base pour établir des règles en matière de facilitation des échanges, prévoir un traitement spécial et différencié et fournir une assistance technique et un soutien pour le renforcement des capacités.

2. Assistance technique et renforcement des capacités

- Assistance technique et renforcement des capacités au cours des négociations;

- Identification des besoins et priorités;
- Compilation des besoins et priorités des différents membres;
- Soutien pour la clarification et le processus éducatif, y compris la formation;
- Assistance technique et renforcement des capacités au-delà de la phase des négociations;
 - Mise en œuvre des résultats;
 - Mécanisme de coordination pour donner suite aux besoins et priorités et mettre en œuvre les engagements.

3. Domaines multiples

- Identification des besoins et priorités des membres en matière de facilitation des échanges;
- Évaluation des coûts;
- Coopération interinstitutions;
- Liens entre les éléments de l'annexe D et interdépendance de ces éléments;
- Inventaire des mesures de facilitation des échanges;
- Évaluation de la situation actuelle;
- Calendrier et chronologie des mesures.

Annexe F

Traitement spécial et différencié

Propositions des PMA axées sur des accords particuliers

23) Mémorandum d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994

- i) Nous convenons que les demandes de dérogation présentées par les pays les moins avancés membres au titre de l'article IX de l'Accord sur l'OMC et du Mémorandum d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994 seront examinées de manière positive et qu'une décision sera prise dans les soixante jours.
- ii) Pour l'examen des demandes de dérogation présentées par d'autres membres exclusivement en faveur des pays les moins avancés membres, nous convenons qu'une décision sera prise dans les soixante jours ou, dans des circonstances exceptionnelles, aussi rapidement que possible par la suite, sans préjudice des droits des autres membres.

36) Décision sur les mesures en faveur des pays les moins avancés

Nous convenons que les pays développés membres devront et que les pays en développement membres qui se déclarent en mesure de le faire devraient:

- a)
 - i) Offrir un accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent sur une base durable, pour tous les produits originaires de tous les PMA pour 2008 ou au plus tard le début de la période de mise en œuvre, d'une manière qui assure la stabilité, la sécurité et la prévisibilité.
 - ii) Les membres qui auront alors des difficultés à offrir un accès aux marchés comme il est indiqué ci-dessus offriront un accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent pour au moins 97 % des produits originaires des PMA, définis au niveau de la ligne tarifaire, pour 2008 ou au plus tard le début de la période de mise en œuvre. En outre, ces membres prendront des mesures pour s'acquitter progressivement des obligations énoncées ci-dessus, compte tenu de l'incidence sur les autres pays en développement à des niveaux similaires de développement et, selon qu'il sera approprié, en complétant graduellement la liste initiale des produits visés.
 - iii) Les pays en développement membres seront autorisés à mettre en œuvre progressivement leurs engagements et bénéficieront d'une flexibilité appropriée pour les produits visés.
- b) Faire en sorte que les règles d'origine préférentielles applicables aux importations en provenance des PMA soient transparentes et simples, et contribuent à faciliter l'accès aux marchés.

Les membres notifieront chaque année au Comité du commerce et du développement la mise en œuvre des schémas adoptés en vertu de la présente décision. Le Comité du commerce et du développement réexaminera chaque année les mesures prises pour offrir aux PMA un accès aux

marchés en franchise de droits et sans contingent et fera rapport au Conseil général en vue d'une action appropriée.

Nous demandons instamment à tous les donateurs et institutions internationales pertinentes d'accroître le soutien financier et technique visant à diversifier les économies des PMA, tout en fournissant une assistance financière et technique additionnelle par le biais de mécanismes de fourniture appropriés pour les aider à remplir leurs obligations en matière de mise en œuvre, y compris en satisfaisant aux prescriptions SPS et OTC, et à gérer leurs processus d'ajustement, y compris ceux qui sont nécessaires pour faire face aux résultats de la libéralisation NPF du commerce multilatéral.

38) Décision sur les mesures en faveur des pays les moins avancés

Il est réaffirmé que les pays les moins avancés membres ne seront tenus de contracter des engagements et de faire des concessions que dans la mesure compatible avec les besoins du développement, des finances et du commerce de chacun d'entre eux ou avec leurs capacités administratives et institutionnelles.

Dans le contexte des arrangements en matière de cohérence avec d'autres institutions internationales, nous demandons instamment aux donateurs, aux organismes multilatéraux et aux institutions financières internationales de coordonner leurs travaux pour faire en sorte que les PMA ne soient pas assujettis, pour les prêts, les dons et l'aide publique au développement, à des conditionnalités incompatibles avec leurs droits et obligations au titre des Accords de l'OMC.

84) Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce

Les PMA seront autorisés à maintenir temporairement des mesures existantes qui dérogent à leurs obligations dans le cadre de l'Accord sur les MIC. À cette fin, ils notifieront au Conseil du commerce des marchandises (CCM) ces mesures dans un délai de deux ans commençant trente jours après la date de la présente déclaration. Les PMA seront autorisés à maintenir ces mesures existantes jusqu'à la fin d'une nouvelle période de transition, d'une durée de sept ans. Cette période de transition pourra être prolongée par le CCM conformément aux procédures existantes énoncées dans l'Accord sur les MIC, compte tenu des besoins individuels en matière de finances, de commerce et de développement du membre en question.

Les PMA seront aussi autorisés à introduire de nouvelles mesures qui dérogent à leurs obligations dans le cadre de l'Accord sur les MIC. Ces nouvelles MIC seront notifiées au CCM au plus tard six mois après leur adoption. Le CCM examinera de manière positive ces notifications, compte tenu des besoins individuels en matière de finances, de commerce et de développement du membre en question. La durée de ces mesures ne dépassera pas cinq ans, et pourra être renouvelée sous réserve d'un réexamen et d'une décision du CCM.

Toutes mesures incompatibles avec l'Accord sur les MIC et adoptées au titre de la présente décision seront progressivement éliminées pour l'année 2020.

88) Décision sur les mesures en faveur des pays les moins avancés – Paragraphe 1

Les pays les moins avancés membres, tout en réaffirmant leur attachement aux principes fondamentaux de l'OMC et aux dispositions pertinentes du GATT de 1994, et tout en se conformant aux règles générales énoncées dans les instruments susmentionnés, ne seront tenus de contracter des engagements et de faire des concessions que dans la mesure compatible avec les besoins du développement, des finances et du commerce de chacun d'entre eux et avec leurs

capacités administratives et institutionnelles. Dans le cas où un pays moins avancé membre constaterait qu'il n'est pas en mesure d'honorer une obligation ou un engagement spécifique pour ces raisons, il portera la question à l'attention du Conseil général pour examen et action appropriée.

Nous convenons que la mise en œuvre par les PMA de leurs obligations ou engagements exigera un soutien technique et financier supplémentaire, directement lié à la nature et à la portée de ces obligations ou engagements, et donnons pour instruction à l'OMC de coordonner ses efforts avec les donateurs et les organismes pertinents pour accroître de manière significative l'aide pour l'assistance technique et le renforcement des capacités liés au commerce.

* * * * *